JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des **DEBATS DU SENAT** : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F
(Compte chèque postal : 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1963 - 1964

COMPTE RENDU INTEGRAL — 19^e SEANCE

Séance du Lundi 18 Novembre 1963.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal (p. 2508).
2. — Congé (p. 2508).
3. — Loi de finances pour 1964. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 2508).

Rapatriés :

MM. André Armengaud, rapporteur spécial ; Edouard Le Bellegou, Léon Motais de Narbonne, Henri Longchambon, Maurice Carrier, Louis Talamoni, Vincent Delpuech, Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat chargé des affaires algériennes ; Antoine Courrière.

Adoption des titres III, IV et VI.

Suspension et reprise de la séance.

Présidence de M. André Méric.

Santé publique et population :

MM. René Dubois, rapporteur spécial ; André Plait, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Lucien Grand, Raymond Bossus, Maurice Coutrot, Léon Messaud, Georges Rougeron, Daniel Benoist, Maurice Vérillon, Jean Noury, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Jacques Henriot, Jean de Bagneux, Lucien Bernier, Georges Portmann, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Adolphe Dutoit.

Art. 18 :

Amendements de M. André Plait, de M. Raymond Bossus et de M. Marcel Pellenc. — MM. André Plait, rapporteur pour avis ; Raymond Bossus, René Dubois, rapporteur spécial ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat ; Antoine Courrière, Max Fléchet, Robert Boulin, secrétaire d'Etat. — Adoption.

Titres IV, V et VI : adoption.

Art. 66 :

Amendement de M. Marcel Pellenc et de M. André Plait. — MM. René Dubois, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat ; Jacques Soufflet. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 83 : adoption.

4. — Motion d'ordre (p. 2545).

M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances.

Suspension et reprise de la séance.

5. — Excuse (p. 2545).

6. — Loi de finances pour 1964. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 2545).

Légion d'honneur. — Ordre de la Libération :

M. Paul Chevallier, rapporteur spécial ; Mme Renée Dervaux, MM. Marcel Darou, Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

Art. additionnel (amendement de M. Marcel Darou) :

MM. Paul Chevallier, rapporteur spécial ; Marcel Darou, Robert Boulin, secrétaire d'Etat.

Adoption de l'article.

Monnaies et médailles :

M. Paul Chevallier, rapporteur spécial.

Coopération :

MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Claude Mont, Adolphe Dutoit, Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Art. 18.

Amendements de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat ; Louis Jung. — Retrait.

Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité :

MM. Max Fléchet, rapporteur spécial ; Jean Filippi, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Pierre de Villoutreys, Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

7. — Règlement de l'ordre du jour (p. 2562).

PRESIDENCE DE M. GASTON MONNERVILLE

La séance est ouverte à dix heures dix minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la séance du samedi 16 novembre 1963 a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté, sous les réserves d'usage.

— 2 —

CONGE

M. le président. M. Abel-Durand demande un congé.

Conformément à l'article 34 du règlement, le bureau est d'avis d'accorder ce congé.

Il n'y a pas d'opposition ?...

— 3 —

LOI DE FINANCES POUR 1964

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1964, adopté par l'Assemblée nationale.

J'indique au Sénat que, compte tenu de l'organisation du débat décidée le 7 novembre dernier sur proposition de la conférence des présidents, les temps de parole globaux dont disposent les groupes pour les discussions d'aujourd'hui sont les suivants :

- groupe des républicains indépendants : 1 heure ;
- groupe socialiste : 50 minutes ;
- groupe de la gauche démocratique : 50 minutes ;
- groupe des républicains populaires : 40 minutes ;
- groupe de l'union pour la nouvelle République, 30 minutes ;
- groupe du centre républicain d'action rurale et sociale : 30 minutes ;
- groupe communiste : 25 minutes ;
- Sénateurs non inscrits : 5 minutes.

Rapatriés.

M. le président. Nous devons examiner les dispositions du projet de loi concernant le ministère des rapatriés.

La parole est à M. Armengaud, rapporteur spécial de la commission des finances.

M. André Armengaud, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, nous voici réunis pour la troisième fois en vue de discuter le budget du ministère des rapatriés.

Voilà deux ans, M. Boulin présentait au nom du Gouvernement et défendait devant notre Assemblée le projet de loi gouvernemental portant statut des rapatriés et indiquait dans quelles conditions ceux-ci pouvaient bénéficier de la solidarité nationale.

Deux ans se sont écoulés depuis et le nombre des rapatriés s'est considérablement accru puisque, au cours de 1962, au lieu de 100.000 personnes qui devaient en quatre ans entrer en France venant d'Algérie, il en est venu plus de 700.000, ce qui a, bien entendu, modifié l'ampleur du problème. La preuve

en est donnée par le volume de crédits plus important voté pour 1963.

Le budget des rapatriés de 1964 se présente sous un jour quelque peu différent. En effet, quand on se réfère à la récapitulation générale qui figure dans le bleu et qui est analysée dans la première partie du rapport de la commission des finances, on constate, au titre des moyens des services, une légère augmentation consécutive au rajustement des traitements de la fonction publique.

Une diminution apparaît au sujet des crédits d'assistance et de solidarité parce que, au fur et à mesure que les mois s'écoulent, un plus grand nombre de rapatriés a pu se reconvertir et se recaser.

En ce qui concerne les dépenses en capital, la réduction est très sensible puisqu'elle dépasse 300 millions de nouveaux francs. Cela tient à ce que les prêts aux organismes H. L. M. ont été considérablement réduits au titre des crédits de paiement puisqu'ils passent de 325 millions à 30 millions en 1964.

Après avoir rappelé que de la sorte le budget du ministère des rapatriés dans son ensemble se trouve sensiblement inférieur à celui de l'an dernier, je voudrais ouvrir une parenthèse qui vise les organismes H. L. M. Il n'est pas douteux que si les crédits sont moindres en 1964 par rapport à 1963, il se posera quand même un problème au sujet de ces organismes. En effet, il avait été réservé, sur les disponibilités, de nombreux logements en faveur des rapatriés. Dès lors, il faudra bien, à un moment ou à un autre, accorder aux organismes H. L. M. une compensation de l'effort qu'ils ont consenti en 1963 et qu'ils poursuivront en 1964.

Ce problème, bien entendu, sera évoqué plus longuement lors de la discussion du budget de la construction et je pense qu'à cet égard d'autres collègues de la commission des finances, notamment M. Chochoy, pourront le reprendre. Cependant, je tenais à en faire état au moment de la discussion du budget des rapatriés, afin que l'on sache que l'effort du ministère des rapatriés à cet égard devra trouver sa compensation ailleurs.

M. Bernard Chochoy. Très bien !

M. André Armengaud, rapporteur spécial. Le rapport de la commission, qui fait état des crédits budgétaires sur lesquels je ne formulerai pas d'autre observation, résume l'ensemble des mesures prises par le ministère en faveur des rapatriés et donne un certain nombre de précisions sur le nombre de ceux qui ont été reclassés, relogés et de la sorte faiblement dédommagés de ce qu'ils avaient subi du fait de leur expulsion ou simplement de leur départ du pays de leur résidence.

L'ouvrage édité par le *Journal officiel*, qui énumère toutes les mesures prises en faveur des rapatriés, s'est épaissi au cours de l'année 1963. Il n'est pas sûr qu'en 1964 il n'ait tendance à s'accroître encore. Toujours est-il qu'il retrace l'ensemble de l'effort législatif et réglementaire très important accompli par le ministère des rapatriés.

En ce qui concerne la situation des rapatriés, je voudrais attirer spécialement l'attention du Sénat sur la réduction du montant global des allocations de subsistance et sur les dispositions particulières prises en faveur des non-salariés acceptant un emploi de salarié. L'attribution a ainsi incité un nombre relativement important de rapatriés à s'orienter vers le salariat. Il est probable que l'effort en ce sens devra continuer à se développer, étant donné les résultats obtenus jusqu'à présent.

Par contre, en ce qui concerne les non-salariés qui ont également cherché à se reclasser comme tels, les difficultés signalées il y a deux ans et l'année dernière à cette tribune demeurent ; je signalerai notamment à ce sujet le cas particulier des agriculteurs. Il est en effet peu probable qu'en raison des retours plus nombreux des agriculteurs vers la métropole, nous puissions tous les reclasser dans l'agriculture, étant donné que le nombre de fermes ou d'exploitations disponibles n'est pas immense ou, en tout cas, n'est pas indéfiniment élastique.

Par ailleurs, les débouchés de l'agriculture française sont eux-mêmes relativement limités, même dans l'hypothèse de la conclusion favorable de négociations dans le cadre du Marché commun. Par conséquent, pour les agriculteurs français qui sont amenés à rentrer d'Algérie du fait de la nationalisation des terres ou qui rentreront du Maroc dans les mois qui viennent, en raison de mesures prises à l'encontre du lot de colonisation, des problèmes délicats se poseront et je souhaiterais que le Gouvernement réfléchisse dès maintenant au processus qu'il entend employer pour reconvertir les agriculteurs qui seront conduits à quitter le pays de leur résidence du fait des mesures unilatérales prises par certains gouvernements d'Afrique du Nord.

En matière de logement, l'effort total atteint jusqu'à ce jour 82.000 logements mis à la disposition des rapatriés. Vous trouverez la répartition de ces logements aux pages 30 et 31 de mon rapport imprimé. Je n'ai pas l'intention, mes chers collègues, de vous infliger la lecture de ces chiffres.

Je voudrais maintenant présenter quelques observations qui méritent, à mon sens, des réponses précises de la part du Gouvernement.

Un chapitre du rapport de la commission des finances vise le montant de l'aide globale prévue pour les rapatriés. Il fait ressortir que, depuis 1957, le total des dépenses supportées par la puissance publique s'élève à 3.685 millions, ce qui représente un volume de crédits assez important, comparable à celui que la France a attribué directement aux Républiques africaines depuis la même date. On peut à cet égard se poser la question de savoir si la position prise par le Gouvernement, à l'occasion d'un éventuel collectif en 1964, demeure raisonnable. En effet, les dotations budgétaires prévues au titre du ministère des rapatriés sont relativement faibles, dans la mesure où de nombreux Français seront conduits à quitter le pays de leur résidence. Je viens de citer le cas des Français du Maroc et des Français d'Algérie qu'une décision récente du Gouvernement de ces deux pays tendra à ramener en métropole. Dans ces conditions, il faudra sans doute des crédits plus amples que ceux qui sont actuellement prévus; le Gouvernement sera ainsi obligé, faute de collectif, de prévoir l'ouverture d'un compte d'avance de manière à financer les à-coups qui découleront de la situation que je viens d'indiquer.

Une autre observation doit être faite en ce qui concerne l'application de la loi du 26 décembre 1961. Autant elle a été appliquée sans difficulté particulière en faveur des Français rapatriés d'Afrique du Nord et a pu être étendue aux Français revenus d'Egypte depuis 1958, autant, par contre, elle est difficilement applicable aux Français rentrés du Vietnam et à ceux qui rentrent des Républiques noires d'expression française.

En effet, alors que l'on aurait pu penser que tous les Français qui se trouvaient installés en Indochine au moment des accords de Genève pourraient profiter des dispositions de la loi, l'administration leur impose d'avoir été présent en Indochine depuis 1957 pour pouvoir en bénéficier. Le rapport de M. Motais de Narbonne, au conseil supérieur des Français de l'étranger, au mois de juillet dernier, a fait le point de la situation et je pense qu'il posera à nouveau cette question au Gouvernement.

Une situation comparable existe pour certains Français d'Afrique noire auxquels l'administration ne reconnaît pas la situation de rapatriés si les consuls de France dans ces pays n'ont pas précisé que ces Français avaient été contraints de rentrer dans la métropole contre leur gré alors que le texte de la loi du 26 décembre 1961 est formel et stipule que les Français qui ont estimé devoir regagner la métropole à la suite d'événements politiques peuvent bénéficier des dispositions de la loi. Nous connaissons ainsi le cas d'un certain nombre de Français résidant à Madagascar ou dans certains pays d'Afrique noire qui, actuellement, se plaignent de ne pas bénéficier des dispositions de la loi, alors que l'africanisation et la malgachisation des cadres fait de ces Français de véritables rapatriés. Je voudrais que, sur ce point, le Gouvernement nous donne des apaisements.

Une observation doit aussi être faite sur les difficultés de reclassement des cadres âgés et surtout des cadres relevant des professions libérales.

Les agriculteurs, j'en ai dit un mot tout à l'heure. Je ne reviendrai donc pas sur la situation très difficile qui sera faite à ceux qui rentreront dans les mois à venir du fait de la rareté des terres disponibles.

En ce qui concerne les professions libérales, les dispositions qui ont pu être prises dans certains cas rendent leur reconversion fort difficile. Un certain malthusianisme professionnel a été évoqué à plusieurs reprises à cette tribune et discuté souventes fois avec les services du ministère des rapatriés, il empêche la reconversion effective d'un certain nombre de médecins en particulier, du fait que la profession leur ouvre difficilement ses portes. Je sais aussi qu'en ce qui concerne les avocats, les avoués ou les notaires se trouvant encore en Afrique du Nord, des possibilités leur seront offertes le jour où cent nouvelles études notariales seront créées dans les régions de France surpeuplées.

Encore faut-il que, d'une façon générale, on se préoccupe des taux de charge des professions libérales afin d'assurer à ceux qui rentrent d'Afrique du Nord et viennent exercer ces professions des possibilités plus grandes et plus claires de celles dont ils bénéficient actuellement.

D'une façon incidente, je pose à cette occasion une question qui a été évoquée au conseil supérieur des Français de l'étranger et dont le ministère des rapatriés, je le sais, se préoccupe. C'est la possibilité pour ces Français rentrant d'Afrique du Nord, ou rapatriés en général, d'être réinstallés à l'étranger, dans des pays avec lesquels la France aura conclu des conventions à cet effet. M. Motais de Narbonne a également soulevé cette question dans son rapport au conseil supérieur des Français de l'étranger; au mois de juillet, un vœu dans ce sens a été transmis au président du conseil supérieur, c'est-à-dire à M. le ministre des affaires étrangères. Je souhaiterais à cet égard que M. le secrétaire

d'Etat aux finances veuille bien lui confirmer que les efforts entrepris dans cette voie seront maintenus, étant bien entendu que des précautions seront prises par le Gouvernement pour que les fonds ainsi versés n'aillent pas à des opérations qui se solderaient par des liquidations difficiles, faute de quoi les conditions matérielles d'installation de nos compatriotes dans ces pays ne seraient pas satisfaisantes et ruineraient les efforts entrepris.

En ce qui concerne l'Argentine, je crois que le Gouvernement a pris un très grand nombre de précautions et je l'en remercie. Des problèmes comparables se poseront en ce qui concerne le Canada, mais il semble bien qu'en raison des difficultés de reclassement d'un certain nombre de cadres et de spécialistes, le problème devra être étudié avec le plus grand soin.

L'agence des biens et intérêts des rapatriés a été enfin mise en place. Elle a absorbé et absorbera en 1963 une part des crédits de personnel réservés au ministère des rapatriés afin de remplir sa mission. Cette question a été évoquée dans mon rapport, pages 46 et 47. Je n'entrerai donc pas dans le détail des opérations déjà réalisées; je me bornerai à indiquer que cette agence va se trouver dans l'obligation d'accélérer l'inventaire des biens des Français en Afrique du Nord, notamment en Algérie, en raison des dispositions prises par le Gouvernement algérien. Il est donc possible qu'il faille, dans les mois qui viennent, renforcer les moyens mis à la disposition de l'Agence des biens pour que celle-ci puisse assurer, dans des délais acceptables, à la fois l'inventaire, le répertoriage et, ultérieurement, la conservation des biens de nos compatriotes expulsés du territoire de leur résidence, avant que ne vienne l'heure de l'indemnisation.

J'en viens maintenant aux observations, qui ont paru importantes à la commission des finances, concernant le budget même des rapatriés. La première question est relative à l'avenir du ministère. Sur ce point, nous avons eu, je ne le cache pas, une inquiétude en lisant dans la presse, depuis plusieurs semaines, que le ministère ayant terminé sa tâche et reclassé l'essentiel de nos compatriotes rapatriés, il devait disparaître dans les prochains mois. Mieux, nous avons lu un compte rendu fait dans l'Agence économique et financière, du dernier conseil des ministres, en date du 15 novembre 1963, et précisant: « M. Missoffe, ministre des rapatriés, a fait le point devant le conseil des ministres des mesures qui ont permis le reclassement des rapatriés; sur les 100.000 rapatriés à reclasser, 90.000 ont retrouvé à l'heure actuelle un emploi. Il ne reste que 4.455 rapatriés considérés comme chômeurs secourus. Le ministre de l'information a estimé que le problème des rapatriés était à peu près réglé et il a même envisagé la suppression du ministère des rapatriés à une date qui n'est pas encore fixée ».

Si je comprends bien, comme la commission des finances, que le ministère des rapatriés ne doit pas être administration permanente dont nous aurons à discuter le budget pendant quinze, vingt ou vingt-cinq ans, autant cette commission et moi-même comme mes collègues représentant les Français de l'étranger considèrent que faire disparaître ce ministère dans les mois qui viennent constituerait une erreur grave, voire une faute politique. En effet, si les résultats obtenus par le ministère des rapatriés ont été sensibles au cours de l'année 1963, cela tient à l'existence d'un ministre à part entière, participant aux conseils de cabinet et pouvant défendre la politique générale de son département en faveur des rapatriés d'Afrique du Nord et de l'étranger, cela avec le pouvoir politique qui peut être celui d'un ministre sur un certain nombre de questions fondamentales que ne pourrait pas traiter un haut-commissaire ou un délégué rattaché au ministère de l'intérieur qui aurait, comme autrefois M. Sirvant, la responsabilité des problèmes intéressant les rapatriés.

Par conséquent, la commission des finances a pris une position très ferme et considère comme inconcevable, dans l'état actuel des choses, que le ministère des rapatriés pût déclarer sa tâche terminée et que sa suppression fût envisagée au cours de l'année 1964, ni même de l'année 1965.

Je voudrais sur ce point avoir une réponse très claire du Gouvernement car il n'est pas humainement possible, en raison des problèmes excessivement difficiles qui continuent de se poser pour un très grand nombre de rapatriés, que le seul organisme qui a eu mission d'assurer la reconversion de nombre d'entre eux jusqu'à présent disparaisse pour des raisons qui n'ont été nullement précisées, même pas pour des raisons d'économies. Il y a donc là un problème politique qu'on ne peut pas négliger.

En ce qui concerne les Français qui sont venus s'installer dans les pays limitrophes de la France, un problème se pose qu'il faudra bien traiter un jour: celui de l'aide à accorder à ceux qui sont revenus auprès de leurs enfants qui y avaient une situation, par exemple, en Belgique et en Suisse, et dont les moyens faibles les conduisent à s'adresser aux sociétés de bienfaisance françaises dans ces pays, alors que ces sociétés ont des moyens forcément limités, en général, aux besoins des Français résidant traditionnellement dans ces pays. Il n'est pas possible de demander à ces sociétés de bienfaisance d'aider un nombre d'indigents supplémentaire et nous pensons qu'il serait souhaitable,

en la circonstance, que le ministre des affaires étrangères reçut du ministère des rapatriés une dotation particulière qui leur serait affectée pour assurer les concours nécessaires aux quelques rapatriés, peu nombreux, qui se trouvent dans les territoires autres que la France.

D'autres questions se posent également en ce qui concerne les caisses de retraite : tel est le cas de caisses de prévoyance. En particulier, les cadres d'exploitations agricoles ne peuvent percevoir leurs retraites qui étaient cependant garanties par les accords d'Evian. Le ministère des finances a bien prévu d'accorder des avances à la caisse métropolitaine qui a hérité la responsabilité d'assurer le financement de ces retraites. Malheureusement, la seule avance qui ait été consentie par le Gouvernement est l'avance afférente aux arrérages dus au titre du deuxième trimestre à concurrence de 70 p. 100, et les demandes faites en août 1963, puis le 18 septembre 1963, pour le paiement des arrérages relatifs au troisième trimestre sont restées sans réponse.

Un problème est donc posé en ce qui concerne, généralement parlant, les caisses de prévoyance et les caisses de retraite, lesquelles étaient essentiellement alimentées dans le passé par les Français résidant dans ces territoires et qui ont dû regagner la métropole. Je demande au Gouvernement de nous dire ce qu'il entend faire en la matière.

Ce qui prouve que les problèmes intéressant les rapatriés sont loin d'être tous réglés, c'est que le Gouvernement vient de déposer devant l'Assemblée nationale deux projets de loi, l'un instituant la protection juridique en faveur des Français rapatriés, le deuxième relatif au logement des personnes rapatriées d'Algérie.

Sur le premier point, il est nécessaire de prendre des dispositions parfaitement claires. Il est, en effet, choquant de voir des Français rapatriés être recherchés en France pour des dettes qu'ils avaient pu contracter en Algérie ou en Afrique du Nord alors qu'ils sont dans l'incapacité de les rembourser du fait de leur expulsion qui les a conduits à une mutation totale de leur situation et de leur activité professionnelle.

Le Gouvernement a donc bien fait de prévoir un moratoire. La question est de savoir si cette mesure sera suffisante. L'avenir et l'expérience nous le diront. Je n'en suis pas sûr.

En ce qui concerne le logement, je n'insisterai pas sur les décisions intervenues, qui prolongent les dispositions prises en faveur des rapatriés.

Il est donc probable que, dans les mois qui viennent, d'autres dispositions devront être soumises au Parlement. La question fondamentale que pose la commission des finances à M. le secrétaire d'Etat au budget représentant le ministre des rapatriés est de savoir si, contrairement à ce que nous a dit M. Missoffe dans son cabinet, vendredi dernier au cours d'une audience, le Gouvernement entend supprimer le ministre des rapatriés car, une fois encore, si cela était fait, ce serait porter une atteinte très grave au moral de Français qui ont subi déjà des épreuves extrêmement pénibles.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission des finances vous propose d'accepter le budget du ministère des rapatriés pour 1964. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Le Bellegou.

M. Edouard Le Bellegou. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, mon propos dans le débat d'aujourd'hui sera assez bref car le débat ne pourra pas être épuisé avant que nous ayons examiné les crédits des trois services s'occupant de cette question, et je pense qu'il rebondira du reste lorsque nous examinerons demain les crédits de M. le Premier ministre relatifs aux affaires algériennes. Un certain nombre d'amendements seront présentés et, au cours de leur discussion, nous développerons nos points de vue.

J'avoue que je suis un peu inquiet d'entendre dire et répéter que le ministère des rapatriés va probablement être supprimé...

M. Antoine Courrière. Très bien !

M. Edouard Le Bellegou. ... parce que, paraît-il, il ne reste plus que des cas individuels à trancher et parce que la propagande gouvernementale nous apprend que ce problème est en voie de solution définitive. Je ne sais pas si l'on peut considérer que quelque 200.000 cas encore à résoudre ne représentent que des cas individuels, et la correspondance que nous recevons à cet égard, surtout dans nos régions méridionales qui ont été particulièrement des régions d'accueil pour les rapatriés, démontre que le problème est très loin d'être résolu, comme le rappelait tout à l'heure notre éminent rapporteur.

Je ne veux pas revenir sur les différents points qui ont été analysés tout à l'heure. Un grand nombre de reclassements, c'est vrai, sont intervenus, et il faut reconnaître qu'en ces derniers mois un certain effort a été accompli, mais ils sont intervenus quelquefois dans des conditions très peu favorables

pour les intéressés, par exemple reclassement de ménages de fonctionnaires dans la métropole séparés quelquefois l'un de l'autre par plus de 800 kilomètres et qui demandent vainement de pouvoir se rejoindre.

Le problème des retraites est également angoissant pour les plus âgés ; malgré les avances de trésorerie importantes faites par le Gouvernement français au gouvernement algérien, vous savez que les retraites qui étaient à la charge des caisses de retraites du gouvernement algérien ne sont pas encore réglées à l'heure actuelle, et cela crée des situations très graves du point de vue social.

Le problème du logement, que l'on a évoqué tout à l'heure, est loin d'être résolu, particulièrement dans nos régions où l'on a jugé expédient de prélever pour les rapatriés 30 p. 100 des logements qui étaient attribués à des métropolitains...

M. Bernard Chochoy. Solution facile !

M. Edouard Le Bellegou. ... solution facile, en effet, et susceptible de créer un état d'esprit assez fâcheux opposant les intérêts des rapatriés d'Algérie à ceux des métropolitains qui attendent depuis de très nombreuses années l'attribution d'un logement.

M. Bernard Chochoy. Très bien !

M. Edouard Le Bellegou. Quelques crédits ont été attribués pour des logements spécifiquement destinés aux rapatriés, mais, chaque fois, cette procédure a provoqué des retards dans le versement ou des amputations des crédits destinés aux logements des métropolitains. Le logement des rapatriés pose aux collectivités locales des problèmes très pénibles, difficiles, insolubles pour elles, et dont elles paraissent cependant porter la responsabilité morale vis-à-vis des intéressés.

Enfin, les indemnités de subsistance ont été supprimées dans des conditions arbitraires et sans discrimination. Je reconnais bien volontiers qu'il arrive un moment où une telle suppression est nécessaire, mais elle n'aurait pas dû être générale car il y avait encore bien des cas dignes d'intérêt. Nous en avons bien des exemples dans notre région et j'ai pour ma part reçu dernièrement les réclamations d'une mère de famille qui a quatre enfants et dont le mari avait été égorgé. Elle a été témoin de ce qui s'est passé et elle est toujours dans un état de dépression nerveuse qui lui interdit tout travail. Ses quatre enfants et elle n'ont pas d'autre moyen de vivre en dehors de la générosité publique et des secours que leur accorde le bureau d'aide sociale. Or, on leur a supprimé l'indemnité de subsistance. Des commissions auraient au moins pu être constituées pour examiner des cas particuliers où l'indemnité de subsistance est encore nécessaire pendant un certain temps pour des gens qui sont dans une situation difficile, plutôt que de prendre une mesure draconienne et inhumaine. (*Applaudissements.*)

L'Assemblée nationale — je vais vite, vous le voyez — a voté dernièrement un projet de loi, qui va venir en discussion devant le Sénat et dont notre commission des lois est saisie, relatif à un moratoire concernant ceux qui, ayant contracté des dettes, sont dans l'impossibilité de les payer : le délai de grâce laissé à l'appréciation des magistrats de référé pourra aller jusqu'à trois années. C'est là une solution toute provisoire. A la vérité, le problème est insoluble.

Je connais le cas de personnes qui ont fait construire en Afrique du Nord avec des crédits attribués par le Crédit foncier, une petite maison d'habitation. Ces personnes ont contracté une dette à longue échéance, puis elles ont été dans l'obligation d'abandonner l'Algérie ou la Tunisie et de se réfugier en métropole. Elles ont abandonné leurs biens, leur maison, et ont eu beaucoup de mal à se reloger, lorsqu'elles ont pu le faire, et à trouver des moyens d'existence, souvent très différents de ceux dont elles disposaient autrefois. Aujourd'hui, ces personnes reçoivent, après un délai assez court, des commandements de la part du Crédit foncier, des procédures de saisies qui les affolent. Elles s'adressent à nous sans que nous puissions leur répondre autre chose que : des délais vous seront peut-être accordés ! Ces délais ne permettront pas de résoudre la question. Certes, il faut accorder des délais et le Sénat votera, je le pense, d'enthousiasme le texte adopté par l'Assemblée nationale, mais au bout de trois ans, le problème n'en sera pas, pour autant, tellement avancé. Je doute que ces personnes, dont les ressources ont été considérablement réduites du fait des événements, puissent envisager, même dans plusieurs années, le remboursement des dettes.

Un mot paraît faire peur au Gouvernement, un mot que, nous dit-on, il ne faut pas prononcer et pourtant nous le prononcerons dans cette assemblée — surtout demain — c'est le mot « d'indemnisation ».

M. Marcel Champeix. Très bien !

M. Edouard Le Bellegou. Il faut indemniser, non seulement parce que c'est juste et équitable, mais parce que vous l'avez promis formellement dans la loi du 26 décembre 1961, en particulier dans son article 4, puisque vous avez prévu d'étendre le bénéfice de la loi à ceux qui devaient être, ultérieurement, les victimes des événements d'Afrique du Nord, parce que vous l'avez promis aussi lorsque vous êtes allés devant le peuple français pour le référendum ! Ce que vous avez promis à ce moment-là fait un tout ! Dans la déclaration du Gouvernement, qui a été annexée à tous les documents que les Français ont reçus avant le référendum, je trouve ces mots particulièrement précis : « les droits de propriété seront respectés ; aucune mesure de dépossession ne sera prise à leur rencontre sans l'octroi d'une indemnité équitable préalablement fixée. »

M. Antoine Courrière. C'était la campagne électorale !

M. Bernard Chochoy. On était généreux, à l'époque !

M. Edouard Le Bellegou. Le Gouvernement redoutait alors que l'ire de certains rapatriés ne se retourne, à l'occasion du référendum, contre lui, mais il a enregistré avec satisfaction que beaucoup de rapatriés, beaucoup plus qu'il ne l'espérait, avaient voté « oui » au référendum, peut-être en raison de cette promesse. (*Rires à gauche.*) Le Gouvernement français s'est donc engagé à indemniser par la loi de 1961, par les textes référendaires, puis par les engagements d'Evian, sur lesquels nous reviendrons mardi. L'engagement du Gouvernement français est formel. Non seulement il est conforme à la morale et à l'équité, mais encore le Gouvernement s'est enfermé dans des liens juridiques dont il ne peut sortir. Pour les différents points que nous avons envisagés, notamment celui des dettes, dont j'ai parlé, et des spoliations, dont nous parlerons mardi, je demande qu'au plus tôt vous envisagiez une procédure législative tendant à assurer l'indemnisation formelle des victimes, des innocentes victimes des événements qui se sont déroulés en Afrique du Nord. (*Applaudissements à gauche, au centre gauche et à droite.*)

Les procédures de prêts destinés à favoriser des recasements et des réinstallations sont actuellement des procédures complètement embouteillées ; il y a, dit-on, plus de 80.000 demandes de prêts en instance. Ce nombre, affirmé à l'Assemblée nationale, n'a pas été contesté. Il y a dix mille dossiers en instance de solution administrative ; mais celle-ci n'est pas la solution effective, c'est-à-dire le mandatement, car la réunion des pièces justificatives à l'appui des demandes constitue une opération difficile pour des gens qui ne sont pas particulièrement familiarisés avec l'administration. Sur ces dix mille demandes en instance, à l'heure où nous parlons, un peu moins de 3.000 ont obtenu satisfaction, c'est-à-dire le versement du prêt sollicité.

Je sais que le Gouvernement a promis d'alléger les procédures. Le prêt, c'est quelque chose qui doit avoir lieu très rapidement pour « dépanner » dans l'immédiat la victime des événements et on comprend mal la lourdeur de ces procédures... à moins — ce que je ne veux supposer — qu'elle s'explique par quelque intention secrète de faire des promesses que l'on ne peut tenir.

Il y a encore beaucoup à faire au ministère des rapatriés. Il y a également pour lui à s'occuper de l'indemnisation à accorder aux victimes civiles et militaires des événements d'Algérie. Ces problèmes nécessiteront non seulement l'attention du Gouvernement, mais aussi la vigilance du Parlement. Les parlementaires que nous sommes ont le devoir de dire à ceux qui très nombreux s'adressent à eux que tous les efforts sont faits pour la défense d'intérêts légitimes, car le principe équitable que nous devons tous ici défendre, sans politiser le débat, c'est celui qu'imposent les lois de l'honneur et de la solidarité. (*Applaudissements à l'extrême gauche, à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Motais de Narbonne.

M. Léon Motais de Narbonne. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, après le rapport si complet de notre collègue André Armengaud, l'intervention de M. Le Bellegou qui lui a succédé et celle de mon ami Carrier qui va suivre, je voudrais limiter la mienne à deux observations.

La première concerne l'application de la loi du 26 décembre 1961 dont nous avons dit et dont nous ne laissons point de répéter qu'elle n'est pas honnêtement appliquée, ni dans son esprit, ni dans sa lettre, du moins quant à d'autres Français que nos compatriotes d'Algérie. La seconde a trait au sujet, déjà abordé, du maintien ou de la suppression du ministère des rapatriés.

Vous savez pertinemment mieux que tout autre, monsieur le secrétaire d'Etat, puisque vous êtes à l'origine de cette loi, qu'en effet le texte du projet gouvernemental différait dans sa rédaction de celui qui, après discussion parlementaire, a été adopté par les deux assemblées et publié au *Journal officiel*. En effet, le texte initial, qui comportait une allusion à une sorte

d'état de nécessité : « Les Français mis dans la nécessité... », ce qui ouvrait une première possibilité d'arbitraire, en tout cas d'appréciation souveraine de l'administration, ce texte, dans sa rédaction définitive, traduisait une notion subjective : « Les Français ayant dû ou estimé devoir ... » — ce fut l'amendement Longchambon.

Cela n'exclut pas, il faut le reconnaître, une possibilité d'appréciation de l'administration, car tous les Français qui se trouvent dans la nécessité d'abandonner leur poste ne sont pas nécessairement réduits à un état d'infortune tel qu'ils puissent invoquer le bénéfice de la solidarité nationale. Mais dès lors qu'ils sont confondus, ou a-t-il semblé au législateur, dans la solidarité du malheur, dans la solidarité de l'infortune, ce genre de discrimination est inadmissible.

Les nôtres, ceux du Viet-Nam, ceux du Laos relèvent d'une sorte de circulaire, que nous connaissons, de 1946, mais que le législateur de 1961 n'a jamais songé à évoquer et qui traite les rapatriés comme des indigents. Ces rapatriés, à leur arrivée en France ne bénéficient d'aucune des possibilités que la loi pourrait conférer à leurs semblables.

Enfin, il faut considérer les retards considérables qui entraînent la procédure de constitution des dossiers, laquelle s'échelonne sur des mois et des mois. C'est ainsi que les dossiers doivent être déposés, par exemple, au consulat du Laos, puis transmis au ministère des rapatriés par le canal du ministère des affaires étrangères ; ils doivent ensuite revenir. C'est véritablement un délai de désespoir. J'ai, non seulement vu, de mes yeux vu, lors d'un récent voyage effectué il y a quelques mois la naissance mais la confirmation d'un véritable prolétariat français pitoyable, qui vous fend le cœur.

Voici l'extrait d'une lettre adressée au mois de mai, de Vientiane, par l'amicale des Français du Laos et la réponse du consul :

« Par suite des événements au Laos, plusieurs de nos compatriotes ont manifesté l'intention d'être rapatriés.

« Ils ont déposé leurs dossiers au consulat de France à Vientiane. Ce service les expédie, avec avis au ministère des affaires étrangères, qui les retourne à Vientiane pour être complétés. Ils repartent au ministère des rapatriés qui les étudie une dernière fois et donne son avis sur la recevabilité ou non du dossier, avant de les retourner à Vientiane.

« Ces navettes demandent plusieurs mois. Les intéressés sont pratiquement sans situation et, dans plusieurs cas, chargés de famille.

« En l'absence de notre président de l'amicale, j'ai demandé à M. le consul de bien vouloir faire jouer avec plus de souplesse et d'équité la loi 61-1439 du 26 décembre 1961. Je vous joins copie de sa réponse. »

Voici la réponse :

« Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à la suite d'une intervention du département, le ministère des rapatriés a bien voulu reconsidérer le problème de l'accueil de nos compatriotes qui, sans ressources et sans possibilité d'emploi sur place, sont contraints de demander leur rapatriement, bien que ne remplissant pas les conditions requises pour bénéficier de la qualité de rapatriés politiques au sens de la loi du 26 décembre 1961.

« Il a été décidé, à titre exceptionnel, de maintenir jusqu'au 31 décembre 1963, en faveur des rapatriés d'Indochine, le service d'accueil qui avait été abrogé par la circulaire n° 63/26-AL/AC du 4 février 1963.

« Il est bien entendu que les intéressés ne pourront prétendre à la qualité de rapatriés politiques ni au bénéfice des prestations de retour et de subsistance instituées par la loi du 26 décembre 1961.

« Il est souhaitable que les personnes désirant bénéficier de ces dispositions déposent leurs demandes très rapidement. »

Nous nous sommes interrogés sur ce document, nous demandant les raisons de cette inégalité de traitement. Nous pensons qu'elles ne sont pas inspirées par des raisons sentimentales. Il n'y a aucune raison de supposer que le Gouvernement nourrit une dilection particulière à l'égard des Français d'Algérie et une indifférence totale pour les Français d'autres origines.

Il m'a paru, en constatant qu'une certaine circulaire émanait de l'éminent représentant du ministère des finances détaché au ministère des rapatriés, que l'on obéissait à des considérations d'ordre budgétaire, à un souci d'économies, souci qui, d'ailleurs, est légitime. C'est pourquoi je n'utiliserai pas l'argument, que quelques-uns pourraient considérer comme démagogique — bien que la quasi-totalité des lettres qui nous sont adressées ne font que le répéter — qui consiste à dire : les Français sont découragés, profondément humiliés d'être considérés comme Français de quatrième zone, à l'heure précisément où, hors de nos frontières, la France et son Gouvernement répandent leurs largesses financières qui, elles aussi, ne sont pas inspirées par des raisons sentimentales mais qui doivent être provoquées par

des raisons profondes que nous souhaiterions tenir également du Gouvernement lui-même au lieu d'en être réduits à d'éternelles suppositions.

J'ouvre ici une parenthèse qui ne me paraît pas tout à fait hors de propos, puisque nous sommes en discussion budgétaire. Je me demande, devant l'option gouvernementale qui aboutit aux sacrifices que je viens de signaler, s'il est possible de se demander si le résultat général justifie ces sacrifices. La lecture du rapport de M. Pellenc nous conduit à faire deux observations importantes qui nous permettent de douter, précisément, de l'efficacité de la politique gouvernementale.

Quand on regarde la balance des paiements extérieurs, on constate que les postes les plus importants se dégradent, notamment, bien entendu, la balance commerciale dont M. Ludovic Tron, avec la qualité de technicien qui le caractérise, affirmait l'autre jour qu'elle était descendue au-dessous de 91 p. 100, alors que la limite extrême était de 94, ce dans le même temps que les exportations plafonnent et que les importations vont être favorisées par la décision prise par le ministre des finances, il y a deux jours, de réduire les droits de douane.

Autres raisons d'inquiétude, que je cite pour mémoire : la diminution importante des entrées de devises étrangères qui résultent du tourisme ; la réduction du poste devises provenant des dépenses engagées par l'armée des Etats-Unis en France et aussi les règlements en devises que le Gouvernement français est contraint de faire à l'étranger pour ses propres dépenses.

Nous sommes donc engagés dans une mauvaise route et il faut en changer. Ma deuxième observation est capitale : c'est que ces devises dont nous nous glorifions sont terriblement menacées puisqu'elles ne proviennent plus d'une expansion commerciale de la France en dehors de ses frontières. Elles peuvent n'avoir que deux origines : ou bien, comme on a fait remarquer, les investissements étrangers, qu'il ne faut pas condamner et qu'il suffit de contrôler de façon qu'ils n'aient pas une certaine incidence politique ou sociale dans le cadre de nos frontières ; ou bien celles qui proviennent du *hot money*, c'est-à-dire de la monnaie flottante, et des capitaux qui proviennent des Etats-Unis ou de l'Europe, qui peuvent se dilapider, se volatiliser en vingt-quatre heures. On sait que l'Italie a connu ce phénomène, puisqu'en quelques mois elle a perdu plus d'un milliard de dollars. C'est un phénomène contre lequel la Suisse s'est prémunie en interdisant aux étrangers et aux non résidents d'avoir des comptes dans ses banques.

Cela est très alarmant. Je conçois parfaitement le souci du ministre des finances, mais il ne doit pas être celui du ministre des rapatriés, car il existe une loi votée par le Parlement. Cette loi ne doit pas être défigurée, dans sa lettre et dans son esprit, par des circulaires, puisqu'elle est la condition même, le fondement de l'existence, la participation du ministre des rapatriés, et ceci donc me fournit une transition pour aborder la deuxième partie de mon propos.

M. Henri Longchambon. Puis-je me permettre de vous interrompre ?

M. Léon Motais de Narbonne. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Longchambon, avec la permission de l'orateur.

M. Henri Longchambon. Je voudrais dire que la situation, que vous venez de décrire, de nos compatriotes résidant en Indochine est malheureusement la même dans bien d'autres territoires autres que l'Algérie. Il y a certainement, dans les dispositions conjointes prises par le ministre des rapatriés et le ministre des affaires étrangères, une violation de la loi de 1961 telle que nous l'avons discutée et votée ici.

Je rappelle que, dans son article 1^{er}, elle comportait deux possibilités d'arbitraire. La première, qui permettait au Gouvernement de décider si l'intéressé avait été victime d'événements politiques l'obligeant à quitter son établissement ; la seconde, permettant au Gouvernement de le faire profiter à son retour de tout ou partie, voire de rien, des avantages énumérés par la loi.

Nous avons fait « sauter » ici, d'accord avec le secrétaire d'Etat aux rapatriés, qui doit s'en souvenir, le premier arbitraire. Nous avons dit : il n'est pas possible que le Gouvernement décide que tel ou tel, individuellement, a quitté son établissement pour des raisons de contrainte politique. Nous estimons que tous ceux qui quittent leur établissement le font pour de bonnes raisons. Après coup, examinant leur situation, le Gouvernement les fera bénéficier de tout ou partie des avantages que l'on peut prévoir. Or, ce premier arbitraire a été rétabli par des circulaires qui concernent tous les anciens territoires, sauf l'Algérie. Et cela est en contradiction avec la loi votée ici.

M. Léon Motais de Narbonne. Mon cher collègue, je vous remercie de confirmer ainsi mon propos. C'est une raison de

plus que j'ajouterai à celles, encore une fois énoncées, de maintenir le ministre des rapatriés. Il n'est pas douteux, suivant une procédure, plus exactement un processus que nous finissons par connaître, qu'à la suite d'articles parus dans la presse et même de certaines émissions radiophoniques, ce ministre se trouve menacé de disparaître.

Il est évident qu'il a accompli un travail capital. Tous ici, et particulièrement mes collègues sénateurs représentant les Français de l'étranger, nous sommes heureux de pouvoir rendre hommage, aussi bien à celui qui débuta dans ces fonctions qu'à ses successeurs et à l'état-major compétent et diligent qui les entoure. La disparition de ce ministre se traduirait instantanément par la stérilisation de cette politique car il est bien connu que seul un « ministre » des rapatriés peut parler d'égal à égal avec le ministre des finances. Nous l'avons bien vu lorsqu'il s'agissait d'un haut commissariat, dirigé pourtant par un fonctionnaire éminent, M. le préfet Sirvent. L'efficacité n'était pas comparable.

La disparition du ministre aboutirait aussi à une perte de qualité car il est évident que les fonctionnaires qualifiés qui sont autour de vous, monsieur le secrétaire d'Etat, consentent à lier leur sort à un ministre, mais certainement pas à un fonctionnaire, leur collègue, si qualifié soit-il.

Bref, parmi toutes les raisons qui militent en faveur du maintien de ce ministre, il en est une essentielle que résume le mot que M. Le Bellegou a prononcé, celui de « l'indemnisation », car le problème se pose. Vous vous souvenez, là encore, qu'au moment de la discussion de la loi, le Parlement s'est montré plus libéral que le Gouvernement. En effet, on peut considérer qu'une politique de rapatriement comporte trois stades : le premier, qui est celui de l'accueil et des besoins d'urgence, le second, qui est celui de l'installation stable et du logement, le troisième celui de la reconstitution patrimoniale du rapatrié pour lui permettre de s'insérer avec plus d'efficacité dans le cadre de l'intégration nationale.

Le Gouvernement, favorable aux deux premières formules, a montré quelque réticence en ce qui concerne la troisième. Néanmoins, sous la pression du Parlement, il a admis, par la loi du 26 décembre 1961, article 4, le principe même de cette indemnisation, dont il reste à définir les modalités, qui peut être plafonnée, partielle ou sociale, et en même temps il a créé l'organisme d'exécution, qui s'appelle l'agence des biens. L'idée, c'est la protection de la puissance publique à l'égard de ses ressortissants. Cela existait déjà avec l'office des biens privés, supprimé malheureusement en 1954, et qui était de nature à rendre les plus grands services.

Une vigueur nouvelle devrait donc s'attacher à la création de cet organisme résultant des leçons de la décolonisation, qui nous montre qu'à l'accession à l'indépendance correspond automatiquement l'insécurité des patrimoines et que, malgré les slogans, la réforme agraire c'est toujours l'assaut contre les patrimoines français.

Tels étaient les principes juridiques et politiques qui ont contribué à la création de cet organisme, mais depuis les événements ont marché. Nous savons, en effet, comment en Algérie les nôtres sont dépouillés de leurs fermes, de leurs biens, contraints de les quitter sur l'heure avec la chemise qu'ils ont sur la peau, sans même avoir la possibilité d'emporter l'album de famille. Nous savons comment Ben Bella a fini par décourager le dernier quarteron de naïfs qui croyaient encore aux signatures conjointes d'Evian et qui se laissaient bercer par les déclarations léniifiantes et apaisantes qui accompagnaient chacune des spoliations commises quotidiennement.

Nous savons également qu'au Maroc Hassan II, s'il est soucieux, bien entendu, d'une survie politique, est bien forcé de suivre le frère algérien et comment il débute sa réforme agraire.

Nous attendons également de savoir comment au Cambodge, après les déclarations du prince Norodom Sihanouk, va s'étendre cette nouvelle jurisprudence internationale née avec Fidel Castro, confirmée par Ben Bella, véritablement irritante et outrageante par sa provocation et qui dépasse le comportement de Nasser, car depuis Suez, à l'égard de l'observateur objectif que nous nous efforçons d'être, Nasser est presque un gentleman puisque, lorsqu'il nationalise, il paie et qu'il ne tend pas la main aux gouvernements de ceux qu'il a chassés, après les avoir dépouillés. (*Très bien ! très bien !*)

Il y a une quatrième catégorie sur laquelle je me permettais, lors de l'audience que M. le ministre des rapatriés a bien voulu nous accorder, de manifester mon inquiétude : c'est celle qui pourrait résulter demain d'une politique qui est dans l'air et qui inquiète légitimement mes compatriotes du Viet-Nam. C'est celle que l'on prête, à tort ou à raison, au chef de l'Etat concernant un possible revirement, un possible renversement de la politique jusqu'ici suivie et qui consisterait, suivant le propos qu'il a lancé comme un pavé dans la mare de Kennedy, dans une sorte de neutralisation du Viet-Nam et dans un rapproche-

ment de la république démocratique du Nord avec la république du Sud Viet-Nam.

Nous sommes inquiets parce que les délais s'accroissent d'une reconnaissance qui pourtant a été formellement exprimée par tous les alliés et je ne parle pas des Américains, mais de nos partenaires européens de l'Allemagne fédérale et de l'Italie. Les membres du Gouvernement vietnamien sont également inquiets et surtout nos compatriotes qui représentent là-bas un important actif patrimonial, économique et industriel. Le chef de l'Etat, le Gouvernement de la République émettent-ils la prétention de reprendre le *leader-ship* en Extrême-Orient ? Prétendent-ils faire une politique de rapprochement sans tenir compte du gouvernement en place, je parle de celui du Sud Viet-Nam ou émettent-ils la prétention de trouver un gouvernement de remplacement ?

Tels sont les problèmes à résoudre, sur lesquels nous nous interrogeons, et qui ne doivent pas vous laisser étrangers car il n'est pas impossible qu'ils fassent naître une nouvelle catégorie de rapatriés.

Je vais tout de même terminer sur une note optimiste. Je remercie M. le ministre des rapatriés des propos qu'il a bien voulu tenir au cours de l'audition qu'il nous a accordée la semaine dernière en prenant l'engagement, en liaison d'ailleurs avec le ministère des affaires étrangères, de veiller à ce que désormais la loi du 26 décembre 1961 soit appliquée sans aucune discrimination à tous nos compatriotes, quelle qu'en soit l'origine. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Carrier.

M. Maurice Carrier. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le rapport de M. Armengaud fait ressortir avec clarté les conditions faites à nos compatriotes rapatriés dans le cadre de la loi du 26 décembre 1961 et ce qui reste à faire.

Depuis le vote de cette loi, qui a suivi de quelques mois la création du secrétariat d'Etat aux rapatriés, un nombre important de décrets et d'arrêtés ont paru et l'ensemble de ces mesures constituent aujourd'hui un volume imposant comprenant 434 pages imprimées en caractères fins.

La tâche du ministère des rapatriés est-elle pour autant terminée ? Certainement pas, et pendant de nombreuses années encore nous verrons revenir en métropole bon nombre de nos compatriotes encore fixés aujourd'hui dans des territoires autrefois placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France.

C'est la raison pour laquelle je souhaiterais, pour ma part, que l'appel de notre commission des finances soit entendu et il conviendrait de mettre fin aux rumeurs qui circulent par une déclaration explicite, à savoir que le ministère des rapatriés demeure.

Aux pages 38 et 39 de son rapport, M. Armengaud consacre un chapitre spécial aux agriculteurs français de Tunisie.

J'ai souvent, à cette tribune, évoqué leur situation et, au cours de la discussion de la loi du 26 décembre 1961, le Sénat avait suivi sa commission des affaires étrangères, consultée pour avis, en adoptant un certain nombre d'amendements qui n'ont pas été retenus dans le vote final de la loi.

Cela fut d'autant plus regrettable que nos compatriotes, dépossédés de leurs biens en juillet 1961, ont été, depuis, privés des revenus qu'ils étaient en droit d'en attendre. La plupart d'entre eux sont aujourd'hui encore sans ressources, en attendant que leur situation soit enfin liquidée.

Le protocole du 13 octobre 1960 prévoyait, vous vous en souvenez, la cession volontaire au gouvernement tunisien de 100.000 hectares de terres appartenant à des agriculteurs français de Tunisie. Les opérations de cession, dont les conditions avaient été préalablement fixées, devaient être terminées le 30 septembre 1961.

En juillet 1961, les événements de Bizerte provoquent la rupture des relations diplomatiques entre la France et la Tunisie, avec, comme conséquence, la mise sous séquestre de 70.000 hectares de terres françaises et l'ajournement du protocole du 13 octobre 1960.

Il faut attendre la reprise des relations diplomatiques entre la France et la Tunisie en août 1962 pour reparler du protocole du 13 octobre 1960.

C'est sur cette tâche difficile que s'est penché notre nouvel ambassadeur auquel je me plais à rendre hommage pour les efforts qu'il a dû fournir : remise sur les rails du protocole du 13 octobre 1960 et élaboration du protocole du 2 mars 1963 comportant la cession de 50.000 hectares supplémentaires dans les mêmes conditions que celles prévues au protocole du 13 octobre 1960.

La cession de ces 150.000 hectares devait être terminée le 30 septembre 1963. Aujourd'hui, sur 750 dossiers environ

comportant cession, une vingtaine seulement ont été transférés, mais non encore payés.

Ainsi donc, les agriculteurs français de Tunisie, dont les biens ont été mis sous séquestre en juillet 1961, attendent et attendront quelques mois encore, sans revenus aucun depuis cette date, que leur situation soit régularisée.

Par surcroît, les difficultés de reconversion en métropole, dans leur profession, se sont aggravées, puisque les fonds mis aujourd'hui à leur disposition ne leur permettront pas d'acquiescer l'équivalent de ce qu'ils auraient pu acquiescer en septembre 1961 et ce, après avoir, en plus, été privés pendant deux années des ressources auxquelles ils étaient en droit de prétendre en attendant la liquidation de leur cession.

J'eusse souhaité que le Gouvernement français tienne compte de cette situation difficile en ne maintenant pas l'abattement de 25 p. 100 aux évaluations faites par le Crédit foncier pour déterminer le prix de cession des propriétés cédées au gouvernement tunisien. La réponse est négative.

J'eusse souhaité aussi, cette réponse étant faite, que le Gouvernement français fasse en faveur des agriculteurs endettés auprès du Trésor français un abattement semblable de 25 p. 100 sur le montant de ses créances. La réponse, sur ce point, est partiellement positive puisque, si j'ai bien compris, l'abattement sera de 20 p. 100 au lieu des 25 p. 100 demandés.

J'aurais également souhaité que le décompte des intérêts dus sur les créances du Trésor soit arrêté à la date de la mise sous séquestre ou, au plus tard le 31 décembre 1961. Le Gouvernement français sur ce point est muet. Peut-on espérer que ces intérêts ne seront point décomptés sur le montant de l'abattement de 20 p. 100, mentionné plus haut ?

Enfin, de nombreux agriculteurs, et plus particulièrement ceux qui ont utilisé les prêts Cérés, prêts d'Etat pour le maintien de la présence française, resteront débiteurs de sommes importantes après cession des propriétés qu'ils venaient d'acquiescer ?

Quel sera leur sort ? Seront-ils considérés toute leur vie comme débiteurs du Trésor en supportant les incidences d'une politique dont ils seront devenus, malgré eux, les victimes ou bénéficieront-ils de mesures spéciales pour l'apurement de leur dette ?

Ce problème des terres françaises concerne malheureusement aujourd'hui d'autres agriculteurs que ceux de Tunisie.

En mars-avril 1963, un certain nombre de nos compatriotes d'Algérie ont été dépossédés de leurs biens fonciers confiés depuis à des comités de gestion locaux. A la suite de ces spoliations déjà importantes, j'ai, dès le 25 avril 1963, adressé à M. le secrétaire d'Etat chargé des affaires algériennes la question écrite suivante :

« M. Maurice Carrier a l'honneur de demander à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes :

« 1° Quelles mesures compte prendre le Gouvernement français pour faire cesser les spoliations que subissent les Français d'Algérie, aussi bien personnes physiques que personnes morales, spoliations qui sont exercées en contradiction avec les accords d'Evian ;

« 2° Quelles sont les mesures que le Gouvernement français prendra, et ce conformément aux engagements stipulés dans les accords d'Evian, pour indemniser ou faire indemniser dans des conditions normales et dans les meilleurs délais ses ressortissants, aussi bien personnes physiques que personnes morales, qui ont été spoliés de leurs biens en Algérie et qui n'ont actuellement que la seule possibilité de se reconvertir en métropole avec les moyens financiers qui seront mis à leur disposition, moyens qui devraient avoir une relation étroite avec la valeur des biens qu'ils ont dû abandonner. (Question du 25 avril 1963.) »

Et voici la réponse à cette question écrite :

« Le Gouvernement français n'a jamais manqué d'élever les plus fermes protestations auprès des autorités algériennes contre les spoliations dont ont été victimes les Français en Algérie. Il a rappelé à plusieurs reprises au gouvernement algérien que, dans le cadre des accords d'Evian, l'octroi d'une aide financière était l'une des contreparties du maintien des intérêts français en Algérie. Cette attitude a été concrétisée par la décision prise au mois d'avril dernier de prélever le cinquième de l'aide financière, soit 200 millions de francs, pour le consacrer à faire face à certaines conséquences des mesures d'autogestion, en particulier au remboursement des frais culturels engagés pour la campagne en cours pour les agriculteurs français dont les exploitations ont été mises sous le régime d'autogestion. Les mesures de dépossession prises par les autorités algériennes à l'égard des ressortissants français engagent la seule responsabilité du gouvernement algérien. Le Gouvernement français, prenant fait et cause pour ses ressortissants, ne renonce pas à faire valoir leurs droits à indemnité à l'en-

contre du gouvernement algérien, mais n'envisage pas de se substituer à celui-ci et continuera ses efforts pour souligner au gouvernement algérien la gravité du problème. La politique de coopération voulue par les deux gouvernements aura en effet un caractère d'autant plus durable que les autorités algériennes se conformeront davantage en matière d'expropriation tant aux accords d'Evian qu'aux usages internationaux. »

Depuis que cette réponse m'a été faite — le 5 septembre 1963 — tous les agriculteurs français d'Algérie, personnes physiques ou personnes morales, ont été dépossédés et tous ont dû abandonner leurs terres.

Au même moment, une mesure locale s'opposait au transfert en métropole de leurs disponibilités monétaires. Ils restent, précisément, propriétaires du fruit des récoltes effectuées ou sur le point de l'être. Mais leur paiement sera effectué en Algérie et leur montant ne pourra donc être transféré.

Combien sont-ils en tout, ces agriculteurs français d'Algérie ? Six mille familles, dit M. Armengaud dans son rapport.

Comment s'opérera leur réinstallation en métropole, compte tenu des difficultés que signale M. Armengaud à la page 39 de son rapport ? Et avec quels moyens, si l'on s'en tient aux termes de la réponse qui m'a été faite le 5 septembre 1963 par M. le secrétaire d'Etat aux affaires algériennes ?

Les agriculteurs d'hier ont aujourd'hui vocation de rapatriés et tous vont rentrer en métropole sans connaître quel y sera leur sort et surtout sans savoir ce qu'ils recevront en compensation des biens qu'ils ont dû abandonner, sous la pression d'événements locaux qui leur ont été imposés et qui sont contraires aux accords d'Evian.

Enfin, un dahir du 26 septembre 1963 décide le transfert à l'Etat marocain de 70.000 hectares environ de terres dites de colonisation dont la superficie totale au Maroc serait de 220.000 hectares. Cette mesure touche actuellement 300 familles, dit M. Armengaud, en attendant qu'un millier d'autres le soient si le programme se poursuit.

Ces spoliés, ajoutés à ceux qui détenaient des terres collectives dont ils ont été dépossédés par le dahir du 9 mai 1959, attendent de connaître dans quelles conditions ils recevront la compensation qui leur revient de droit.

Arrivé à ce point de mon exposé, peut-être est-il bon de se reporter à la loi du 26 décembre 1961 et plus particulièrement au dernier alinéa de l'article 4 de cette loi qui précise : « Une loi distincte fixera en fonction des circonstances le montant et les modalités d'une indemnisation en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens appartenant aux personnes visées au présent alinéa de l'article 1^{er} et au premier alinéa de l'article 3 ». Spoliation et perte définitivement établies des biens paraissent suffisamment prouvées pour en arriver dès maintenant à la loi distincte qui fixera, « en fonction des circonstances », le montant et les modalités de l'indemnisation des biens spoliés.

Ce chapitre important devait être présenté par notre collègue, M. le sénateur Gros qui, en tant que président du groupe d'amitié parlementaire franco-marocain, a été informé hier matin qu'il devait, en tant que tel, assister aujourd'hui à la séance d'ouverture du parlement marocain qui se réunit pour la première fois au Maroc.

Son désir était d'être aujourd'hui au Sénat, mais notre collègue n'a pu se dérober au devoir de sa charge et il m'a prié de présenter les arguments qu'il aurait aimé soutenir lui-même avec l'autorité que nous lui connaissons.

Le premier de ces arguments est pour le maintien du ministère des rapatriés. Tous les jours, dit M. Gros, le ministre doit prendre des décisions, obtenir des crédits nouveaux et faire face à des situations nouvelles qui ressortissent d'actes de gouvernement et non de la gestion administrative.

Le reclassement, le logement, la réinstallation des rapatriés ne sont pas encore terminés. Le régime des prêts de réinstallation, en perpétuelle transformation, n'est pas encore définitivement fixé. Le retour des agriculteurs spoliés n'est pas encore réalisé pour beaucoup et rien n'est encore prévu pour leur réinstallation en métropole. Toutes ces questions ne peuvent être résolues que par un ministre à part entière dont nous souhaitons et demandons le maintien.

Ce maintien est nécessaire pour la poursuite de l'application de la loi du 26 décembre 1961. Il le sera plus encore dans l'avenir lorsqu'il s'agira d'établir les termes de la loi distincte qui fixera le montant et les modalités d'une indemnisation en cas de spoliation et de perte définitivement établies des biens appartenant aux personnes visées au premier alinéa de l'article 1^{er} et au premier alinéa de l'article 3.

Et le moment paraît venu au sénateur Gros, puisque spoliation et perte définitivement établies des biens existent, de discuter de cette loi que nos compatriotes attendent en compensation des spoliations dont ils ont été les victimes.

Et le sénateur Gros ajoute : une telle loi ne peut être d'initiative parlementaire ; elle serait irrecevable puisqu'elle vise

des dépenses nouvelles : seul le Gouvernement peut la déposer.

Si l'on se reporte aux débats de la loi du 26 décembre 1961, on constate que la position du Gouvernement sur les modalités de l'indemnisation était à cette époque la suivante : premièrement, ce n'était pas l'objet de la loi ; deuxièmement, la question ne se posait pas encore, car il n'y avait pas encore juridiquement de biens spoliés ; troisièmement, le principe, c'est que les biens demeurent la propriété des Français et que le Gouvernement mène des négociations pour maintenir cette propriété ; parler d'indemnisation serait gêner les négociations ; quatrièmement, un organisme sera créé pour gérer, administrer et protéger ces biens.

Donc, attendons et nous examinerons cette question en fonction des circonstances.

En effet, aux auteurs d'amendements relatifs à l'indemnisation, le secrétaire d'Etat aux rapatriés répondait le 24 octobre 1961 : « A tout cela s'ajoute un argument qui me paraît essentiel : le départ des Français établis outre-mer n'entraîne pas, juridiquement, la perte de leurs biens ».

Ces biens, je tiens à le déclarer solennellement, « demeurent et doivent demeurer la propriété de nos ressortissants ».

Et, après avoir développé l'idée que la notion d'indemnisation postulait celle d'abandon, M. le secrétaire d'Etat ajoutait : « Ce serait affaiblir considérablement notre position dans les négociations diplomatiques de reconnaître, par une loi interne, que les propriétés et les biens de nos concitoyens d'outre-mer seraient indemnisés. »

Au cours de la discussion, après navette, de la loi sur l'accueil des Français d'outre-mer, toujours à propos de l'indemnisation, M. le secrétaire d'Etat aux rapatriés déclarait à la séance du Sénat du 8 décembre 1961 : « Quelle est la position du Gouvernement ? Je vais la répéter une fois de plus. Vous avez voulu que les biens qui se trouvent actuellement en territoire étranger ou territoire devenu indépendant fassent l'objet d'un texte de loi distinct pour les protéger. En l'état actuel des choses, le Gouvernement n'exclut pas du tout le principe de l'indemnisation ».

« Je l'affirme à M. Gros. Nous n'avons jamais dit cela, ce sont les circonstances futures qui dicteront la conduite du Gouvernement ; cela veut dire que les biens devront être considérés comme définitivement perdus ou abandonnés. Or, ils ne le sont pas à l'heure où je parle. Les mots « en tant que de besoin » ont pour but de préciser que « dans les circonstances futures, le jour où il n'y aura plus de discussion possible, le jour où ces biens seront définitivement perdus ou abandonnés, alors le problème pourra se poser à nouveau ».

A la suite des travaux de la commission mixte, l'expression « en tant que de besoin » a été remplacée par celle de « en fonction des circonstances », qui se trouve dans le texte de loi.

Sans doute, l'obligation légale pour le Gouvernement de déposer une loi fixant les modalités d'indemnisation comporte une restriction « en fonction des circonstances ».

Mais de l'argumentation de 1961, il ne reste plus rien. Plus de négociations possibles et certitude de spoliation et de perte des biens.

Il faut donc maintenant dissiper l'équivoque.

Je disais, il y a deux ans : quel sens le Gouvernement entend-il donner à l'expression « en fonction des circonstances » ? Je lui pose aujourd'hui la même question.

La situation mérite maintenant d'être clarifiée de façon définitive.

Le Gouvernement ne peut plus éluder le problème, car spoliation et perte des biens ne peuvent plus être contestées. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Talamoni.

M. Louis Talamoni. Monsieur le président, mesdames, messieurs, les milieux officiels sont à l'optimisme quant à la situation faite aux rapatriés. Le rapporteur spécial de l'Assemblée nationale, M. Prioux, notait dans les conclusions de son rapport « qu'au début de cette année, les problèmes de principe posés par l'accueil des Français d'Afrique du Nord étaient à peu près résolus ».

Quant au ministre des rapatriés, comme on le rappelait tout à l'heure à cette tribune, il songe à la disparition de son ministère et, bien entendu, le journal même du ministre des rapatriés, *La Nation*, fait chorus avec cet optimisme en titrant sur cinq colonnes : « Les 800.000 Français d'Algérie rentrés en 1962 sont presque totalement réintégrés dans la communauté nationale » et cela grâce, écrit-il « à l'ampleur des moyens mis en œuvre sur le triple plan du travail, du logement et de l'état d'esprit ».

Cet optimisme béat se répercute sur le budget des rapatriés qui est en diminution. Malheureusement pour eux, les rapatriés ne partagent nullement le point de vue du Gouvernement. La triste réalité des problèmes dont ils attendent le règlement les

plonge de plus en plus dans l'inquiétude. Les maires de la région parisienne et ceux des grandes villes du Midi de la France sont bien placés pour savoir que les inquiétudes des rapatriés sont justifiées.

Nous sommes plusieurs ici à entendre souvent leurs doléances dans nos mairies et en particulier sur le problème du logement qui ne peut être réglé seulement par le prélèvement au profit des rapatriés d'une certaine proportion de logements sur les programmes destinés à couvrir les besoins normaux de la population métropolitaine, prélèvement prévu par le décret du 8 mars 1962 et l'ordonnance du 18 août 1962.

Tout à l'heure, M. Chochoy rappelait dans une interruption — et il avait raison — que c'était une solution facile qu'employait le Gouvernement pour résoudre ce délicat problème. Cette formule risque de dresser les rapatriés et les résidents locaux les uns contre les autres. Le problème du logement des rapatriés doit être réglé par un programme spécial qui, compte tenu des besoins, devrait porter sur plus de 100.000 logements et parallèlement à ce programme spécial, par une augmentation des possibilités du secteur ordinaire.

C'est seulement par de telles dispositions que l'on pourra satisfaire les besoins en logements des rapatriés et les sortir des chambres d'hôtel, des taudis ou des logements de fortune où sont entassées bien souvent deux ou trois familles. Bien d'autres rapatriés seraient arrachés aux griffes des marchands d'abris qui ne cessent de spéculer sur la crise du logement et qui ont trouvé un champ d'action parmi les rapatriés, faussant d'ailleurs ainsi les statistiques officielles sur les besoins en logements.

Un grand nombre des rapatriés se trouvent, certes, momentanément à l'abri, mais en payant des prix qui vont de 450 à 600 francs pour un trois pièces. J'ai eu l'occasion de signaler ce fait à M. le ministre de la construction, étant donné qu'il s'agissait de logements construits avec l'aide de l'Etat, puisque dans la plupart des cas ce sont des Logécos primés. Il m'a répondu que ces logements tombaient sous le coup du droit commun, que les prix de ces loyers étaient par conséquent libres et que ceux qui payaient de tels prix avaient probablement les moyens de le faire. Une telle réponse dénote une méconnaissance totale des conditions économiques de ces locataires rapatriés, qui se trouvent placés bien souvent devant ce dilemme : ou la rue ou des logements à un tel prix. Bien des rapatriés liquident ainsi en peu de temps leurs modestes économies ou leur pécule et, ensuite, ne pouvant plus faire face à ces charges, se voient menacés d'une éventuelle expulsion. J'ai eu à intervenir personnellement pour des cas semblables.

A noter aussi que beaucoup de ces appartements ont été acquis par des colons ou par des gros commerçants ou affairistes trouvant ainsi des ressources à bon compte dans la spéculation, contre laquelle le Gouvernement serait bien inspiré de prendre les mesures qui s'imposent.

M. André Méric. Très bien !

M. Louis Talamoni. Ces affairistes ne peuvent être, bien entendu, assimilés à la grande majorité des rapatriés qui sont de condition modeste et moyenne et qui ont tout perdu, maison, meubles, vêtements. Ils n'ont pas pu placer des capitaux en France ou à l'étranger, ni acheter appartement et terres. A l'égard de ceux-là, le Gouvernement se doit d'accomplir un devoir de solidarité nationale qui doit se traduire par une aide plus substantielle de l'Etat. Il faut que les pertes matérielles qu'il ont subies soient indemnisées en totalité comme cela leur a été promis et rappelé ici tout à l'heure. Bien entendu, nous excluons de cette indemnisation tous ceux qui, au moyen de la colonisation, ont amassé des fortunes colossales.

Des mesures immédiates doivent être prises aussi en faveur de tous ceux qui ont subi des préjudices physiques — accidents du travail, maladies professionnelles — qui ont été victimes d'attentats ou de combats et dont les réparations sont actuellement pendantes ou les paiements suspendus par les autorités algériennes. Toutes ces victimes doivent être immédiatement couvertes par la législation française et bénéficier aussitôt, par un règlement d'administration publique, des prestations ou indemnités auxquelles elles ont droit.

Notre législation sociale devrait aussi s'appliquer aux ascendants des Français d'Afrique du Nord qui n'ont pas la nationalité française. Ces personnes âgées, malgré la sollicitude que leur manifestent les collectivités locales par l'intermédiaire du bureau d'aide sociale, sont une lourde charge pour leurs familles. Le Gouvernement devrait mettre moins d'empressement dans ses regrets ou dans ses tentatives d'opposition aux nationalisations des biens des monopoles industriels, agricoles et commerçants qui sont opérées au profit du peuple algérien et que nous, communistes, approuvons.

En revanche, le Gouvernement serait mieux inspiré s'il s'efforçait de faire droit aux justes revendications des rapatriés de condition modeste et moyenne qu'il a trompés dès 1958...

M. Raymond Bossus. Très bien !

M. Louis Talamoni. ... en leur laissant croire que l'Algérie restera à jamais française. Il les a trompés ensuite en leur faisant croire que la solution pourrait être trouvée par l'O. A. S. Le mécontentement est grand et justifié chez les rapatriés. D'ailleurs, des organisations, dont les tendances subversives sont bien connues, veulent maintenant canaliser ce mécontentement afin de s'en servir comme base d'un mouvement fasciste. Le Gouvernement, ne faisant pas droit aux justes revendications des rapatriés, favorise lui-même ce mouvement. Ces organisations perdraient demain toutes leurs raisons d'être si l'on faisait droit aux justes revendications des rapatriés, qui, dans leur grande majorité, sont opposés à ce que l'on se serve d'eux pour les buts que je viens de définir.

Le budget qui nous est présenté est nettement insuffisant pour faire face aux besoins des 700.000 Français et ne répond nullement à leurs aspirations. C'est pourquoi le groupe communiste ne peut donner son assentiment à un tel budget et insiste pour que les problèmes des rapatriés soient réglés rapidement dans leur intérêt, dans l'intérêt du pays et celui de la démocratie. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Delpuech.

M. Vincent Delpuech. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, je viens me joindre à mes collègues qui vous ont exposé le problème des rapatriés pour vous poser deux questions. Je représente une région où de nombreux rapatriés ont enfin pu s'installer contre la volonté du Gouvernement et avec beaucoup de difficultés.

Ma première question sera la suivante : allez-vous imposer à la viticulture française un contingent de vin algérien dont celle-ci ne veut pas ? Ce contingent est composé en grande partie de vins récoltés par les Algériens qui, du fait de la nationalisation, vont être frustrés de leurs récoltes. Allez-vous le payer au Gouvernement d'Algérie ou aux intéressés ? (*Très bien ! très bien !*)

Est-il vrai — ce sera ma deuxième question — que les jeunes gens, fils de rapatriés, qui sont touchés par la conscription sont incorporés dans des sections spéciales et considérés comme insoumis ? Les parents des intéressés ne pensent pas que leurs enfants puissent être dispensés du service militaire et je suis tout à fait d'accord avec eux, mais ne croyez-vous pas que l'autorité militaire, et peut-être le ministère des rapatriés, auraient pu informer, par l'intermédiaire des associations intéressées, les jeunes gens qui vont être touchés par le service militaire de la façon dont ils devaient être convoqués puisqu'on leur avait donné un certain délai ?

Telles sont, monsieur le secrétaire d'Etat, les deux questions que je voulais vous poser. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Monsieur le président, mesdames, messieurs, l'année dernière à cette tribune, j'étais venu défendre le budget des rapatriés. Vous savez que l'idée directrice de l'action qui avait été entreprise — je dirai même son but essentiel — était de faire en sorte que les rapatriés perdent le sentiment de constituer un clan à part au sein de la nation et cessent d'avoir des mentalités et des réflexes d'assistés.

Aujourd'hui, le budget des rapatriés va vous démontrer, je l'espère, que les objectifs fixés ont été atteints dans l'essentiel. En effet, pour la plupart, les rapatriés sont intégrés — je vais vous le démontrer par des chiffres — dans l'économie nationale, qui en a profité, et à laquelle ils ont apporté un concours précieux et le bénéfice des qualités de courage et de dynamisme que tout le monde se plaît à reconnaître chez nos compatriotes d'Algérie.

En ce qui concerne les principales actions entreprises en 1963, il faut, bien entendu, distinguer celles qui sont intervenues, d'une part, en matière de reclassement et de réinstallation, d'autre part, en faveur des catégories de rapatriés les plus défavorisés, enfin, dans le domaine du logement.

En ce qui concerne le reclassement, l'opération qui a été entreprise et qui avait d'ailleurs été annoncée l'année dernière à cette même tribune, a été lancée au printemps dernier. Elle consistait, dans le même temps où, avec la collaboration de la presse, du patronat et du monde du travail, étaient effectués un recensement et une diffusion massive des offres d'emploi, à allouer un capital de reconversion aux rapatriés non salariés qui acceptaient de s'orienter vers le salariat. Les résultats de cette opération ont été remarquables. Je vous citerai tout à l'heure quelques chiffres.

Dans le domaine de la réinstallation des rapatriés non salariés, deux actions principales ont été entreprises : tout d'abord l'accélération des procédures de financement des réinstallations commerciales, libérales, industrielles et artisanales. L'associa-

tion des banques au stade de l'instruction, puis de la réalisation des prêts doit permettre, en effet, d'abrèger les délais jusque là observés pour le dénouement des procédures grâce à une étude plus rapide des dossiers et à la possibilité pour les établissements de crédit de préfinancer les affaires dont ils ont pu apprécier le sérieux.

En second lieu, un projet de loi déposé sur le bureau de votre Assemblée propose d'accorder aux juges le pouvoir de consentir des délais de paiement d'une durée maximum de trois ans aux rapatriés de bonne foi poursuivis pour des dettes civiles, commerciales ou administratives contractées avant leur rapatriement. Cette faculté sera notamment précieuse pour les membres des professions indépendantes, souvent débiteurs d'une masse importante d'effets de commerce, dont le remboursement immédiat mettait en péril l'équilibre de leur entreprise.

En ce qui concerne les catégories de rapatriés les plus défavorisés, je n'ai pas besoin de rappeler — cela a été fait à de nombreuses reprises — les dispositions introduites en faveur des rapatriés âgés dans la première loi de finances rectificative. Je m'en voudrais cependant de ne pas souligner l'appui que le Gouvernement avait trouvé à cette occasion dans cette Assemblée puisque le Sénat avait adopté les dispositions proposées dès la première lecture du projet de loi. Un minimum de ressources de 250 francs par mois pour un ménage et de 170 francs pour un célibataire a ainsi été assuré aux rapatriés qui étaient âgés de plus de soixante-cinq ans.

Une autre mesure a permis d'accorder des secours d'attente aux rapatriés qui sont démunis de ressources et ne peuvent bénéficier des allocations dont je viens de parler. Le montant de ces secours est de 238 francs par mois pour un ménage et de 150 francs pour un célibataire.

Il existe également des secours exceptionnels d'urgence qui peuvent être, vous le savez, accordés par les préfets.

Enfin, un article de ce projet de loi de finances étend aux rapatriés, anciens salariés retraités âgés de plus de soixante ans, le bénéfice de l'assurance maladie.

J'examinerai rapidement le problème du logement. Je vous rappelle que toute une série de procédures ont été mises en œuvre dans cet important domaine : d'une part, les programmes en faveur des rapatriés selon les formules classiques des H. L. M., des prêts spéciaux du Crédit foncier et des primes à la construction ; d'autre part, des formules originales instaurées en faveur des rapatriés.

Dans le domaine des programmes destinés aux rapatriés selon les formules classiques, 57.000 logements ont été lancés en 1962 et en 1963 au profit des rapatriés, dont 35.000 H. L. M. et 18.500 Logécos. Pour assurer une priorité d'attribution aux rapatriés dans les programmes H. L. M. normaux, le décret du 8 mars 1962 modifié a institué, comme le rappelaient certains orateurs tout à l'heure, une réservation de 30 p. 100 des logements neufs mis en location.

Par ailleurs, en ce qui concerne les formules originales, une seconde tranche de 1.300 logements préfabriqués à usage locatif pour lesquels l'Etat a consenti des subventions aux organismes H. L. M. et aux collectivités locales, a été financée en 1963.

Des prêts pour l'accession à la propriété sont accordés aux rapatriés qui font construire un logement neuf. Le taux a été relevé en 1963 par l'institution de coefficients familiaux et géographiques, ce qui fait varier ces prêts entre 4.000 et 12.000 francs selon le cas.

Je rappelle que ces prêts peuvent être cumulés avec tous les autres prêts que les rapatriés peuvent obtenir par ailleurs : prêts du crédit foncier, prêts de l'Etat pour les fonctionnaires, prêts d'une caisse d'allocations familiales. Tous ces prêts sont consentis pour une durée de dix ans à 3 p. 100, le remboursement n'intervenant qu'à partir de la sixième année.

Enfin des prêts sont prévus pour les logements loués aux rapatriés : il s'agit d'un financement complémentaire attribué aux constructeurs de logements primés, destinés à être loués aux rapatriés et accordés lorsque le prêt principal du crédit foncier a déjà été obtenu. Ils peuvent atteindre 20 p. 100 du prêt principal en province et 30 p. 100 dans la région parisienne. Ces prêts sont consentis pour trente ans à 3 p. 100.

L'aménagement, la réparation et l'équipement de locaux anciens, en vue de les rendre aptes à l'habitation, ont fait l'objet d'une aide de l'Etat sous forme de subventions dont le plafond peut atteindre 10.000 francs par logement, dont 7.500 francs de subvention.

Cette aide — je vous le rappelle — est attribuée aux rapatriés propriétaires ou locataires qui veulent faire aménager leurs logements ou aux propriétaires qui veulent louer à un rapatrié. Cette procédure devait prendre fin le 1^{er} juin 1964, mais un projet de loi déposé par le Gouvernement propose le report de cette date limite au 31 décembre 1964.

Enfin, des conventions types de location sont prévues pour les propriétaires qui mettent à la disposition des préfets des loge-

ments destinés à être occupés par des rapatriés. L'Etat garantit au propriétaire le paiement du loyer par le rapatrié et la réparation des dommages causés par l'occupation. Le loyer versé est exonéré de l'impôt sur le revenu en 1963. A l'expiration de la date fixée au contrat, le rapatrié n'a pas droit au maintien dans les lieux. Le projet de loi dont je vous ai parlé prolonge également jusqu'au 31 décembre 1964 ce régime qui, je le rappelle, expirait le 1^{er} juin prochain.

M. le rapporteur Armengaud a souligné la diminution, en 1964, des crédits de paiement concernant les H. L. M. En réalité, la diminution de ces crédits s'explique par l'achèvement du programme spécial de 35.000 H. L. M. qui ont été lancés en 1962.

Enfin, en faveur des supplétifs musulmans, un effort important est également consenti par l'Etat.

En ce qui concerne le deuxième point, le bilan des actions entreprises, et en particulier le reclassement des rapatriés, je voudrais vous citer quelques chiffres :

Au 1^{er} janvier 1963, il restait environ 150.000 rapatriés candidats à un reclassement dans un emploi salarié ou dans un emploi indépendant, soit 102.000 salariés, secteur public exclu, et 40.000 chefs d'entreprise.

Quelle est la situation au 1^{er} octobre 1963 ? A la suite de la campagne priorité d'emploi dont je vous ai parlé tout à l'heure, il restait alors 4.115 chômeurs rapatriés secourus à l'issue de l'année de subsistance. Sur ces 4.115 rapatriés inscrits au chômage, on comptait 1.765 hommes et 2.350 femmes.

On notait à cette date 30.000 demandeurs d'emplois recensés, mais il convient de relever que, parmi ces demandeurs, figuraient les rapatriés percevant encore l'allocation de subsistance des demandeurs d'emploi, soit 20.000 environ, les nouveaux arrivants, les personnes âgées de plus de 55 ans, les rapatriés âgés de moins de 25 ans, et enfin, bien entendu, les femmes qui représentent la moitié des inscrits, c'est-à-dire 15.305. Il s'agit là d'un nombre fluctuant qui n'a pas une signification économique déterminante. La seule donnée objective permettant l'estimation du reclassement est bien celle des rapatriés chômeurs secourus, soit — je vous répète le chiffre — 4.115 au 1^{er} octobre 1963.

Pendant la seule campagne priorité d'emploi, 45.210 rapatriés ont été reclassés, auxquels il faut ajouter les rapatriés non inscrits dans les centres départementaux et les travailleurs indépendants reconvertis au salariat, soit au total, de mars à juin, 60.000 rapatriés reclassés pendant cette campagne.

Dans le domaine des travailleurs indépendants, au 1^{er} janvier 1963, 64.000 chefs d'entreprise demandaient encore leur reclassement ou leur réinstallation. Au 1^{er} septembre 1963, les demandes de 24.000 d'entre eux n'étaient pas encore satisfaites, soit un effectif total reclassé de 40.000 qui étaient ainsi répartis : 15.000 reconvertis au salariat, 8.000 ayant obtenu un prêt de réinstallation, 17.000 reclassés sans l'aide de l'Etat ou ayant opté pour la retraite. Ces 24.000 chefs d'entreprise non encore reclassés se décomposent ainsi : 11.000 agriculteurs, 10.000 commerçants et industriels, 3.000 membres de professions libérales.

Au 1^{er} janvier 1963, environ 4.000 dossiers de prêts de reclassement avaient été déposés. Au 1^{er} septembre 1963, on en comptait plus de 19.000. Du 1^{er} octobre 1962 au 1^{er} octobre 1963, 7.880 prêts ont été accordés dont 5.490 par la caisse centrale du crédit hôtelier et 2.390 par la caisse nationale du crédit agricole. En outre, 5.600 subventions complémentaires ont été consenties.

Actuellement, la cadence d'octroi des prêts est de 1.000 par mois et la nouvelle procédure destinée à accélérer le rythme et, surtout, à permettre un plus large préfinancement grâce à l'introduction du système bancaire, dont je vous parlais tout à l'heure, permettra, je l'espère, d'augmenter cette cadence.

Au 1^{er} septembre 1963, pour 90.000 demandes de subventions d'installation déposées, 80.000 avaient été accordées aux salariés qui avaient accepté un emploi. A la même date, 40.000 demandes avaient été formulées au même titre par les inactifs ayant trouvé un logement, sur lesquelles 21.000 avaient reçu satisfaction.

Quelle est maintenant l'action du Gouvernement en faveur des rapatriés âgés ? Au 1^{er} septembre 1963, sur 32.000 dossiers déposés, 20.000 décisions favorables étaient intervenues et 12.000 restaient en instance. A la même date, 3.000 indemnités particulières aux rapatriés âgés de plus de 60 ans ayant laissé outre-mer des immeubles étaient accordées, sur 13.500 demandes déposées.

Le démarrage a été difficile, mais actuellement une doctrine et surtout un barème ont été élaborés et la cadence va s'accroître. Au 1^{er} septembre 1963 plus de 3 millions de francs ont été attribués au titre des subventions aux maisons de retraites pour 610 lits réservés aux rapatriés âgés ou invalides.

Enfin, les problèmes de l'accueil et de l'hébergement ont perdu leur brûlante actualité, mais il n'est pas inutile de rappeler quelques chiffres significatifs.

Au 31 août 1963, 1.275.000 Français rapatriés d'Algérie et d'outre-mer vivaient en France, dont 866.000 originaires d'Algérie. Actuellement, il ne reste plus que 8.500 personnes hébergées dans les 14 centres encore ouverts. Il reste 1.600 places disponibles dans les centres et, à Marseille, toutes les dispositions ont été prises pour assurer dans des bonnes conditions l'accueil et le transit des éventuels rapatriés.

Etant donné la crise du logement dans notre pays, l'arrivée des 240.000 familles rapatriées l'été dernier a posé — vous vous en doutez — un problème très difficile. Je vous ai rappelé tout à l'heure les différentes actions qui ont été entreprises de ce chef par le Gouvernement.

Sur les 240.000 familles de rapatriés, 102.000 sont déjà logées dans de bonnes conditions et nous atteindrons le chiffre de 115.000 à la fin de l'année. On comptait l'an dernier, 35.000 rapatriés installés dans des centres d'hébergement provisoire. Il n'y en a plus que 7.000 à l'heure où je vous parle. La réservation de logements H. L. M. a procuré 34.000 logements aux rapatriés et 2.500 logements préfabriqués ont été attribués. Vingt-cinq millions ont été prêtés à 5.500 rapatriés pour leur faciliter l'accession à la propriété. Trente-cinq millions de prêts ont été accordés à des constructeurs de logements neufs pour la réservation de 7.500 logements et 2.500 ont été remis en état. Le relogement s'accélère fortement et pendant les deux derniers trimestres de 1963, deux fois plus de logements H. L. M. ont été attribués que durant le premier semestre de la même année.

Je voudrais également dire un mot du reclassement des anciens supplétifs musulmans. Les effectifs reclassés du 1^{er} janvier 1963 au 30 septembre se sont élevés à 25.188, soit 71 p. 100 de l'effectif total.

Les perspectives sont les suivantes. Trente-trois chantiers forestiers nouveaux sont en cours d'installation et vont ouvrir avant la fin de cette année, ce qui permettra le reclassement important de 4.300 personnes et la fermeture du camp de Saint-Maurice-l'Ardoise. Plus de 3.000 logements sont en cours de construction pour les harkis. Ils seront achevés d'ici l'été prochain.

Telles sont les différentes actions entreprises par le ministère des rapatriés. Je voudrais maintenant vous présenter brièvement, car M. le rapporteur s'en est expliqué, les grandes directions du projet de budget pour 1964.

Les moyens financiers sont destinés à permettre de poursuivre l'action que je viens de vous décrire. Si le volume des crédits est moindre que celui du budget de 1963, c'est parce que les aides à accorder sont moins nombreuses et que celles qui l'ont déjà été étaient très importantes.

Les crédits d'intervention publique, inscrits au titre IV, qui étaient pour 1963 de 1.025 millions, ont atteint, par le jeu des reports de crédits non consommés de la gestion 1962 et par les mesures nouvelles accordées lors du vote de la nouvelle loi de finances de 1963, le volume total de 1.467 millions.

Certaines rubriques devront, compte tenu du rythme de la consommation constaté, faire l'objet d'ajustements en augmentation qui seront proposés dans le projet de loi de finances rectificative, qui sera soumis à votre examen dans les prochaines semaines. Pour 1964, le Gouvernement vous demande d'accorder à ce titre 1.000 millions soit, par rapport aux dotations actuelles, une diminution de 466.781.000 francs.

Parmi les motifs de cette diminution figure l'inscription directe aux budgets du ministère de l'éducation nationale et du travail des crédits de bourses et les subventions pour la formation professionnelle des jeunes rapatriés. Toutefois, les raisons essentielles de la réduction proviennent, d'une part, de la diminution du nombre escompté des bénéficiaires de l'allocation de subsistance et, d'autre part, de la remise au travail de la plupart des rapatriés qui ont pu faire valoir dès 1963 leurs droits à la subvention d'installation.

Quant aux subventions complémentaires des prêts de reclassement, les prévisions de dépenses qui les concernent sont également en diminution par rapport à 1963.

Au titre IV toutefois, vous noterez l'importante augmentation des prestations sociales inscrites au chapitre 46-07 : 105 millions en 1963 et 165.650.000 en 1964. Cet accroissement apparent recouvre en fait un maintien des crédits sociaux dont le ministère des rapatriés a bénéficié en 1963 puisque le deuxième collectif de la session a augmenté de 63 millions la dotation initiale.

Les autorisations de programme inscrites aux titres VI et VIII du projet du budget des rapatriés sont en diminution de 39.736.000 francs par rapport à l'année 1962. Cette réduction a son origine, non dans une diminution de l'effort consenti en faveur de nos compatriotes d'outre-mer, mais dans la suppression de la notion même de programme spécial de logement H. L. M. C'est par l'accroissement du volume global de la construction H. L. M. en 1964 que le problème du logement des rapatriés de condition modeste trouvera désormais sa solution.

Quant aux crédits de paiement, ils se présentent ainsi : 25 millions pour permettre de poursuivre la remise en état des logements pour les rapatriés ; au titre des prêts aux organismes H. L. M., 30 millions sont inscrits pour les dépenses de 1964 du programme spécial de 35.000 H. L. M. lancé en 1962 et, au chapitre 80-11, 60 millions pour les prêts destinés à faciliter le logement des rapatriés.

Enfin, la réduction des crédits de prestations et les progrès enregistrés dans le reclassement des rapatriés ont pour corollaire une diminution des crédits affectés aux moyens des services. Cinquante emplois d'agents contractuels sont supprimés. Cent autres ont fait l'objet d'un transfert du budget du ministère à celui du budget de l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés.

Les dépenses de matériel subissent un abattement de 500.000 francs. Les crédits de mission sont réduits ainsi que les crédits de loyers et les crédits destinés au remboursement des autres administrations.

Je terminerai cet exposé général en indiquant que l'aide financière n'aurait servi à rien si elle n'était accompagnée d'une unanimité nationale sans faille.

Le Parlement, par ses votes, le Gouvernement, par son action, les autorités, les collectivités et la population locale, par leur accueil fraternel, ont permis le retour et le reclassement de ces rapatriés.

M. Armengaud a traité de l'application de la loi du 26 décembre 1961, aux Français revenant d'Indochine et d'Afrique noire. Certains aménagements sont, en effet, nécessaires pour unifier les dispositions qui ont été prises. Je lui indique, sur ce point précis, que le ministère va mettre à l'étude avec le ministère des affaires étrangères, un modèle d'attestation type qui sera délivré par les consuls et qui évitera, je l'espère, les contestations et les lenteurs.

En ce qui concerne le départ des Français à l'étranger, je me permets de rappeler au Sénat la position personnelle et nuancée que j'avais prise au cours du débat de cette loi du 26 décembre 1961. Il faut, en effet, être prudent. En tout cas, deux voyages sont prévus pour l'Argentine : dans un premier groupe il y a trente-cinq familles et dans un deuxième quatre-vingts, dont les modalités de départ vont être mises au point avec l'aide, bien entendu, du Gouvernement français.

M. Le Bellegou m'a posé toute une série de questions, en particulier sur la réservation de 30 p. 100 des logements dans les H. L. M. Je lui indique qu'elle est compensée, à raison de 20 p. 100, par le lancement du programme spécial des 35.000 H. L. M. dont j'ai parlé tout à l'heure, et qui comportait l'inscription de crédits supplémentaires portés déjà dans le budget 1962.

Mais la question essentielle que m'a posée M. Le Bellegou, et sur laquelle un certain nombre d'autres orateurs sont intervenus, en particulier M. Carrier, se rapportait à l'indemnisation, problème repris d'ailleurs par M. Talamoni.

Je me permets de rappeler à M. Le Bellegou que ce problème d'indemnisation — si quelqu'un en a entendu parler, c'est bien moi, lorsque je défendais la loi du 26 décembre 1961. Je m'en étais alors longuement expliqué. Le Gouvernement et moi-même, en particulier, avons pris une position qui était, je pense, tout à fait nette.

Je me permets de rappeler à M. Le Bellegou qu'à l'Assemblée nationale, lorsqu'un certain nombre d'orateurs avaient pris position en faveur de l'indemnisation, ils s'étaient heurtés violemment aux positions contraires du parti socialiste. Il ne me semble donc pas qu'il y ait une harmonie sur ce point entre votre assemblée et l'Assemblée nationale.

Le Gouvernement, à l'époque, avait le choix entre l'indemnisation et le reclassement ou la reconversion. J'avais indiqué, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, qu'en l'état des choses à cette époque, il n'était pas question d'opter pour l'indemnisation parce que, d'abord, celle-ci serait très coûteuse.

Des chiffres, je vous le rappelle, avaient été lancés. Je les avais mentionnés sous toute réserve, car il était très difficile de chiffrer l'ensemble de l'indemnisation : on avait parlé de 100 milliards de nouveaux francs, c'est-à-dire de 10.000 milliards d'anciens francs, ce qui représentait une somme considérable. Le Gouvernement n'avait pas la possibilité de faire face immédiatement à l'indemnisation.

J'avais dit et je répète : à quoi servirait-il de donner des droits de créance — je me rappelle cette phrase prononcée à cette même tribune — aux rapatriés sur les vingt ou trente années à venir alors que leur première préoccupation, et c'est tout à fait légitime, est un problème de pain quotidien et de réinstallation immédiate.

Par conséquent, à l'indemnisation de gens propriétaires de biens, indemnisation dont les salariés n'auraient pas bénéficié, le Gouvernement avait préféré le reclassement de tous les rapatriés. Ce but n'est pas encore totalement atteint. Ce n'est qu'au moment où le problème du reclassement et de la reconver-

sion sera définitivement clos que nous pourrions examiner le problème prévu à l'article 4 qui, vous le savez, avait indiqué avec beaucoup de prudence que certaines indemnités pourraient éventuellement, en fonction des circonstances, intervenir.

M. Le Bellegou a fait était des accords d'Evian soumis au référendum en indiquant que dans la mesure même où les Français d'Algérie seraient spoliés dans leurs biens, il y aurait effectivement indemnisation. Je suis d'accord avec M. Le Bellegou, mais n'oublions pas que c'est là d'abord un engagement du Gouvernement algérien et que, en l'état actuel des choses, sous réserve des conversations qui se poursuivent — M. Le Bellegou les connaît — il y a d'abord obligation du Gouvernement algérien.

Le Gouvernement français n'entend pas présentement apporter sa subrogation...

M. Antoine Courrière. Il faudra attendre longtemps !

M. Edouard Le Bellegou. C'est très spécieux !

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Il ne serait pas naturel, et vous le comprenez bien, que nous dégagions — et en vertu de quel principe ? — le Gouvernement algérien de ses engagements par une subrogation du Gouvernement français.

Par conséquent, il appartient au Gouvernement — ce que nous faisons — de rappeler au Gouvernement algérien les obligations qu'il a en vertu des accords d'Evian.

M. Edouard Le Bellegou. Permettez-moi de vous interrompre.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Le Bellegou, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Edouard Le Bellegou. Je voudrais tout d'abord rappeler que lorsque la discussion sur la loi du 26 décembre 1961 a eu lieu devant le Sénat, j'avais déjà pris personnellement position en faveur de l'indemnisation. Aujourd'hui le problème est posé d'une façon encore plus critique.

Je reconnais bien volontiers avec vous, monsieur le ministre, que l'engagement essentiel, dans les accords d'Evian, est un engagement du Gouvernement algérien ; mais aujourd'hui, par les déclarations publiques de M. Ben Bella, par l'ensemble des opérations qui se sont déroulées au mois de mai dernier et, plus récemment encore, au mois d'octobre en Afrique du Nord, par les déclarations qui ont suivi de la part du chef du Gouvernement algérien, nous pouvons considérer que le Gouvernement algérien n'entend nullement indemniser les ressortissants français.

A supposer que vous arriviez, par le jeu de l'article 13 et les possibilités de discussion qu'il vous donne, à obtenir quelques apaisements qui seront probablement de pur style de la part du chef du Gouvernement algérien, nous pensons que vous avez à l'heure actuelle pour faire aboutir ces négociations, un moyen de pression qu'il ne faut pas laisser échapper : les crédits de la coopération. Lorsque vous aurez donné au Gouvernement algérien les 800 millions de francs représentés d'une part par les 400 millions de francs d'aide liée et les 400 millions de francs d'aide libre, vous aurez perdu, vis-à-vis de ce débiteur, le moyen de pression le plus naturel et le plus efficace.

Lorsqu'un cocontractant ne tient pas ses engagements et que l'on est son débiteur, on a, dans la procédure classique, la possibilité de faire une saisie-arrêt sur ce qu'on lui doit. C'est la raison pour laquelle, en dehors des conversations diplomatiques, le seul moyen que vous pouvez avoir pour obliger le gouvernement de M. Ben Bella à tenir ses engagements, c'est précisément ce que nous vous demanderons de faire au moment de la discussion des crédits de la coopération avec l'Algérie et des crédits des affaires algériennes. Nous devons être appuyés par tous ceux qui pensent le moment venu de ne pas se contenter de déclarations de M. Ben Bella ou de vagues promesses de sa part.

Il convient d'appliquer les mesures de rétorsion qui sont dans les possibilités du Gouvernement. (*Applaudissements à gauche, au centre gauche et à droite.*)

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. Voulez-vous me permettre de vous interrompre également ?

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. Je m'excuse d'intervenir à mon tour dans ce débat, mais je ne suis pas, inutile de le dire, de l'avis de M. Le Bellegou sur les avantages d'une politique de représailles et de contre-représailles avec l'Algérie.

Au reste, je ne puis laisser dire que le Gouvernement algérien s'est définitivement refusé à verser des indemnités. Bien au contraire, je crois savoir que des études sont en cours sur ce sujet et il serait tout à fait maladroit pour vous de prendre des positions improvisées sur un problème qui est fort loin d'être réglé.

M. Bernard Chochoy. En somme, tout va bien !

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je remercie M. le secrétaire d'Etat, qui est spécialisé dans ces problèmes, d'avoir apporté une précision qui me paraît essentielle.

Monsieur Le Bellegou, il ne faut pas traiter ce problème à la légère. En effet, à l'occasion de la discussion du budget de l'Algérie, comme de celui de la coopération, nous aurons tout loisir de nous en expliquer. Mais le problème de l'indemnisation dépasse singulièrement, permettez-moi de le dire, le seul problème des agriculteurs ou de ceux qui possèdent actuellement des biens en Algérie. Si vous inscrivez le droit à l'indemnisation, c'est l'ensemble de ceux qui sont rentrés en France depuis déjà longtemps qui y auront vocation.

En réalité, il s'agit d'un problème de circonstances lié aux résultats de conversations avec le Gouvernement algérien ; c'est la raison pour laquelle il faudra certes reprendre cette discussion, mais dans le cadre que j'ai indiqué tout à l'heure.

Au surplus, la saisie-arrêt de 100 milliards face aux 10.000 milliards d'anciens francs que j'ai indiqué — et je fais toutes réserves sur ce chiffre qui peut être insuffisant — aurait une portée singulièrement limitée. Je ne sais pas, d'ailleurs, si l'ensemble du parti socialiste serait de l'avis de M. Le Bellegou.

J'en viens également à une question posée par M. Motais de Narbonne sur le problème de l'application de la loi du 26 décembre 1961 à un certain nombre de Français selon les territoires d'origine. Sur ce point, je suis un peu surpris de ce qui a été indiqué je crois, par M. Longchambon, à savoir que le Gouvernement aurait changé sur ce point sa pensée originelle. Je rappelle à M. Longchambon que nous entendions faire bénéficier de la loi du 26 décembre 1961 tous les Français qui étaient partis pour des raisons politiques, ces raisons politiques étant bien entendu présumées pour un certain nombre de territoires tels que l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Indochine ; mais vous comprenez qu'il fallait quand même mettre un certain nombre de barrières et de réserves ; le Français qui demande son rapatriement — je crois que je vous ai cité cet exemple — pour des raisons de santé ne peut pas, incontestablement, bénéficier de la loi du 26 décembre 1961.

Les services m'ont même cité ce cas particulier un peu amusant que je vous signale. C'est celui d'un transporteur public ; les pneus de son camion étaient usés et il en prenait prétexte pour être rapatrié. Nous lui avons répondu qu'entre les pneus de son camion et son rapatriement il n'y avait pas de lien et qu'il ne pouvait pas bénéficier de la loi du 26 septembre 1961.

A la vérité, la présomption n'a pas été limitée dans son principe, mais il faut la limiter dans sa portée ; il n'y a pourtant pas de changement dans la doctrine du Gouvernement.

Enfin, MM. Motais de Narbonne et Armengaud ont posé le problème pour l'ensemble des territoires. Je vous rappelle que pour les territoires autres que l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et la Guinée, il était demandé que les services des ambassades fournissent des renseignements sur la situation réelle des candidats au rapatriement. C'est en fonction de ces renseignements qui nous sont donnés et d'une appréciation individuelle des dossiers qui nous sont communiqués que l'application de la loi est faite.

M. Carrier m'a parlé en particulier de l'application du protocole du 13 octobre 1960. Ce protocole avait été effectivement retardé dans son application par les événements de Bizerte. Il y a eu, comme il l'a rappelé lui-même, un nouvel accord le 2 mars 1963. Je tiens à indiquer à M. Carrier que les dossiers sont en cours de constitution à Tunis, et que les difficultés sont nombreuses. Il subsiste notamment des difficultés juridiques sur le statut de la propriété, sur les droits des propriétaires indivis, sur l'apurement des dettes entre la Tunisie et la métropole, bref des discussions qui font que les dossiers ne sont pas encore parvenus au ministère des rapatriés. Mais M. Carrier peut être assuré que nous entrons maintenant dans la voie de la solution des problèmes et que le service des rapatriés examinera soigneusement ces dossiers pour les régler. Enfin, je signale qu'un abattement sur le montant des dettes est prévu pour tenir compte des intérêts échus depuis l'abandon des terres.

Tel est l'ensemble des précisions que je voulais fournir et des réponses que je voulais apporter.

Il me reste à répondre à une dernière question, posée par plusieurs orateurs, en particulier par M. Motais de Narbonne, par M. Carrier et, je crois, aussi par M. Armengaud, sur le maintien du ministère des rapatriés. Lorsque ce ministère a été créé — je suis bien placé pour vous en parler — notre désir le plus profond a été que, le plus rapidement possible, il n'y ait

plus de rapatriés sur le territoire métropolitain, ce qui serait la démonstration qu'ils sont devenus des Français à part entière et intégrés dans la vie économique de la nation. C'était là notre vœu le plus cher et la disparition du ministère des rapatriés en tant qu'entité serait la démonstration que l'intégration a été parfaitement réussie et que les rapatriés sont désormais des Français sans aucune distinction. Cela ne veut pas dire, certes, que ne se poserait pas une série de problèmes particuliers et que, brusquement, du jour au lendemain, il n'y aurait plus aucun service s'occupant des rapatriés. Il n'en est pas question, mais la perspective de la disparition du ministère est cependant dans l'ordre des choses et serait la démonstration que nous avons atteint notre but. Il y a, en effet, deux ans, comme le rappelait M. le rapporteur général, que ces problèmes aigus sont venus assaillir notre pays. J'ai le sentiment que ce budget est la démonstration que le problème des rapatriés est en train de se résoudre et que leur reclassement dans la vie économique s'est, heureusement, bien passé.

C'est la raison pour laquelle je vous demande de voter le budget du ministère des rapatriés. (*Applaudissements au centre droit.*)

M. André Armengaud, rapporteur spécial. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Armengaud.

M. André Armengaud, rapporteur spécial. Je voudrais, après la réponse de M. le secrétaire d'Etat, faire deux ou trois observations. La première, c'est que M. le secrétaire d'Etat au budget n'a pas répondu à la question posée quant à l'indemnisation prévue à l'article 4 de la loi du 26 décembre 1961. Cette question ne pourra pas être indéfiniment éludée et devra être, un jour, traitée.

J'aurais souhaité que M. le secrétaire d'Etat nous réponde que le Gouvernement n'oublie pas la nécessité de le faire.

En ce qui concerne la suppression du ministère des rapatriés, à laquelle nous sommes tous ici opposés pour les raisons indiquées très clairement, notamment par MM. Le Bellegou et Motais de Narbonne, j'estime que votre réponse n'est pas suffisamment pertinente. En effet, vous vous bornez à répondre qu'après tout ce ministère a rempli assez bien son rôle et a réussi un certain nombre d'opérations, ce que nul ne conteste. Néanmoins, il faut un engagement clair, de caractère politique, indiquant que cette administration, créée à la suite d'événements politiques dont la France porte une part de responsabilité, demeurera le temps nécessaire au règlement de toutes les questions, nombreuses encore, qui sont pendantes, d'autant plus qu'avec les mois qui passent de nouvelles catégories de rapatriés sont conduites à rentrer en France du fait de l'évolution de la situation politique, notamment d'Afrique du Nord et peut-être, demain, de l'ex-Indochine, ainsi que M. Motais de Narbonne y a fait allusion.

En ce qui concerne la discrimination, vous avez indiqué que vous mettiez au point avec le ministère des affaires étrangères une circulaire donnant des instructions aux consuls de manière à éviter les difficultés rencontrées par des Français qui rentrent en métropole et qui viennent notamment de Républiques africaines d'expression française. Néanmoins, il n'est pas encore certain que les propositions faites à cet égard répondent entièrement aux préoccupations exprimées par la loi et dont M. Longchambon a très nettement fait ressortir l'esprit : il s'agit, en effet, de Français qui ont estimé devoir rentrer en France à la suite d'événements politiques ayant modifié leur situation et leur statut légal ; or, nous constatons une africanisation ou une malgachisation des cadres dans toute l'Afrique, dont les Français sont les victimes, et il serait fâcheux que le texte que vous mettez au point ne prévienne pas d'une façon claire et non contestable la possibilité pour les intéressés de bénéficier des dispositions de la loi du 26 décembre 1961.

En ce qui concerne l'émigration, vous avez répondu avec une certaine prudence, que je comprends d'ailleurs. La commission des finances avait, dans son rapport, indiqué qu'il fallait être prudent et M. Motais de Narbonne, dans un rapport au conseil supérieur des Français de l'étranger, en avait dit autant. Néanmoins, se pose un problème : un certain nombre de Français sont entrés dans des pays voisins de la France à la suite d'événements politiques et ce sont les sociétés de bienfaisance françaises à l'étranger qui sont obligées de leur apporter des secours, sans en avoir les moyens.

J'avais donc posé une question concernant la possibilité pour le ministère des affaires étrangères de recevoir du ministère des rapatriés une dotation complémentaire pour financer ces sociétés de bienfaisance françaises. Je vous citerai le cas de ces sociétés en Suisse, en Italie et en Belgique, par exemple, pour ne citer que celles-là, qui se sont adressées à nous, à

M. Longchambon et à moi-même, pour un certain nombre de cas limite ; et je regrette que vous n'ayez pas répondu à ma question.

Le point le plus important, qui me chagrine, est celui de la suppression éventuelle du ministère, au sujet duquel je trouve que votre position n'a pas été suffisamment ferme.

M. Le Bellegou a évoqué la compensation en matière d'aide aux pays tiers, tenant compte de leur attitude à l'égard des Français qui résident dans ces pays. Ces questions ont été déjà évoquées en séance publique il y a quinze jours et elles le seront à nouveau à l'occasion de la discussion du budget de la coopération.

Il paraît en tout cas difficile à la commission des finances de ne pas nuancer l'aide apportée par la France à des pays tiers en fonction de l'attitude de ces pays à l'égard de nos compatriotes qui y résident. Il va de soi que si nous continuons à financer sans discrimination n'importe quel pays sous-développé sans tenir compte de l'attitude à l'égard de la France, l'opération sera contraire à l'intérêt de la France, à l'intérêt du budget et sans doute contraire à la politique d'aide aux pays sous-développés, qui doit être fondée sur une certaine éthique. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. Antoine Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Antoine Courrière. Tout à l'heure, M. le secrétaire d'Etat, répondant à M. Le Bellegou qui avait parlé de la nécessité d'indemniser les rapatriés d'Afrique du Nord qui ont été spoliés, a employé la formule suivante : « Le parti socialiste ne serait pas de l'avis de M. Le Bellegou ». Excusez-moi, monsieur le secrétaire d'Etat, mais le parti socialiste...

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Ou, alors il a changé !

M. Antoine Courrière. ... est assez grand, il est majeur pour exprimer lui-même ses sentiments et, en tout cas, il ne demanderait pas au secrétaire d'Etat de M. Pompidou de le faire car il a suffisamment de représentants qualifiés à sa disposition. (*Applaudissements à gauche.*)

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je faisais allusion à l'attitude du parti socialiste lors du débat à l'Assemblée nationale, où il s'est exprimé. Je n'ai pas parlé en son nom, c'est lui qui s'est opposé violemment, à l'inverse de la position prise par M. Le Bellegou et vous-même, au principe de l'indemnisation.

M. Antoine Courrière. Je vous mets au défi, monsieur le secrétaire d'Etat, d'apporter la preuve que le groupe socialiste s'est opposé à l'indemnisation, étant donné qu'après la dernière séance de son comité directeur le parti socialiste a publié un communiqué dans lequel il a pris nettement position en faveur de celle-ci. Toutes les interprétations que vous pouvez faire n'ont aucune valeur. Seuls comptent les textes publiés, comme, pour nous, comptent les textes votés lors du référendum sur l'Algérie. C'est parce qu'il a été stipulé que les Français d'Algérie seraient indemnisés, que nous avons incité le peuple français à voter « oui ». C'est parce que nous nous sentons moralement tenus vis-à-vis de ceux qui ont été spoliés que nous pensons que le Gouvernement finira bien par comprendre qu'il est lui-même lié par cet engagement. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs du centre et à droite.*)

M. Vincent Delpuech. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Delpuech.

M. Vincent Delpuech. Je voudrais exprimer mes regrets que le ministre n'ait pas cru devoir répondre aux deux questions que je lui ai posées.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je voudrais répondre à M. Armengaud, non pas sur les questions premières qu'il m'a posées, auxquelles j'ai répondu à la tribune, mais sur le problème de l'aide pour les Français qui seraient en état d'indigence dans un certain nombre de pays.

Je lui indique, au nom du Gouvernement, qu'il ne serait pas impossible que des crédits de subvention soient prélevés sur le chapitre des œuvres du ministère des rapatriés pour être affectés à des sociétés de bienfaisance si celles-ci nous le demandent. (*Très bien ! sur divers bancs.*)

Je ne vois pas d'inconvénient à l'adoption d'une telle procédure, si la demande nous en est faite.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Nous allons examiner les crédits concernant le ministère des rapatriés figurant aux états B, article 18, et C, article 19.

ETAT B

« Titre III (Moyens des services) : plus 1.861.200 francs. »
Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix le chiffre du titre III relatif au ministère des rapatriés.
(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Titre IV (Interventions publiques) : moins 20.250.000 francs. » — (Adopté.)

ETAT C

« Titre VI.
« Autorisations de programme : 31 millions de francs. » — (Adopté.)

« Crédits de paiement : 27 millions de francs. » — (Adopté.)
Nous en avons terminé avec les crédits du ministère des rapatriés.

M. le président. Je dois consulter le Sénat sur la suite des travaux.

Le budget dont la discussion doit venir ensuite est celui du ministère de la santé publique et de la population. Il m'est indiqué par les deux rapporteurs, M. René Dubois, qui rapporte spécialement au nom de la commission des finances, et M. Plait, qui rapporte pour avis au nom de la commission des affaires sociales, que leurs deux rapports demanderaient tout de même un certain temps, quarante minutes à peu près. Dans ces conditions, je pense qu'il vaudrait mieux suspendre maintenant la séance pour la reprendre à quinze heures.

Quel est l'avis de la commission des finances ?

M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Je crois qu'il est sage, en effet, de suspendre maintenant la séance pour la reprendre à quinze heures.

Mon collègue M. Armengaud a signalé qu'il doit partir ce soir à Bruxelles et qu'il faudra de toute façon que nous examinions le budget du ministère de la coopération avant le dîner. Si l'on fait droit à ses suggestions, nous devons donc prier tous les orateurs inscrits d'être particulièrement brefs afin d'essayer de rattraper le retard que nous avons déjà pris — d'autant que nous aurions dû examiner également à partir de quinze heures le budget de la Légion d'honneur.

M. le président. Cette observation pourrait être présentée à la reprise de la séance. Je n'ai du reste pas l'impression que, ce matin, les orateurs soient intervenus plus longuement que d'habitude, au contraire même.

M. Raymond Bossus. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Raymond Bossus.

M. Raymond Bossus. Je demande néanmoins que l'on n'abou-tisse pas pour autant à négliger l'importance de ce budget.

M. le président. Bien entendu, non plus que d'aucun autre !

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. Monsieur le président, mon observation tendait simplement à demander que les divers orateurs observent le temps de parole qui a été prévu par la conférence des présidents, afin que nous restions dans les limites qui ont été déterminées.

M. André Armengaud, rapporteur spécial. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Armengaud.

M. André Armengaud, rapporteur spécial. Je voudrais poser une question — en les priant de m'excuser de le faire en séance publique — à notre collègue M. René Dubois et à M. le rapporteur général. Malheureusement, je dois me rendre ce soir à Bruxelles pour une réunion de la commission du Marché commun et je dois par ailleurs rapporter aujourd'hui devant vous le budget de la coopération. Je ne pense pas que la discussion du budget de la coopération soit très longue et je me permets de demander s'il ne serait pas possible d'y procéder à quinze heures, avant la discussion sur le budget de la santé publique.

M. René Dubois. Je n'y vois personnellement aucun inconvénient.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. Par définition, le Gouvernement est à la disposition de l'Assemblée, mais je dois tout de même faire remarquer que les ministres ont des engagements, qu'ils ont pris en fonction même de l'horaire arrêté par la conférence des présidents.

M. Antoine Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Antoine Courrière. Les orateurs inscrits dans la discussion sur le budget du ministère de la coopération risquent de ne pas être présents au moment de cette discussion si l'ordre de passage des budgets devant le Sénat est modifié. (Marques d'approbation.)

M. le président. C'est exact et le Sénat voudra sans doute maintenir l'ordre du jour qui a été établi et suspendre ses travaux jusqu'à 15 heures. (Assentiment.)

En conséquence, la séance reprendra à 15 heures et nous examinerons en premier lieu le budget de la santé publique et de la population.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à douze heures trente minutes, est reprise à quinze heures dix minutes, sous la présidence de M. André Méric.)

PRÉSIDENCE DE M. ANDRÉ MERIC,

vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

Santé publique et population.

Nous allons examiner les dispositions du projet de loi de finances concernant le ministère de la santé publique et de la population.

La parole est à M. le rapporteur spécial de la commission des finances.

M. René Dubois, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, mesdames, messieurs, en 1964 le budget de la santé publique s'élèvera à 2.094 millions de francs représentant ainsi 2 p. 100 de l'ensemble du budget de l'Etat, sans compter naturellement les apports très importants qui, eux, émanent des collectivités locales, soit sur le plan de l'aide sociale, soit pour leur part dans les investissements hospitaliers.

Par rapport à 1963, la croissance des dépenses ordinaires a été contenue dans des limites raisonnables, de 6 p. 100 environ. Celle des dépenses d'équipement accuse au contraire, et nous nous en réjouissons, des taux de progression plus élevés : 13,5 p. 100 pour les crédits de paiement, 76 p. 100 pour les autorisations de programme.

Un tableau comparatif, joint à mon rapport écrit, fait état des grandes masses budgétaires en 1963 et 1964.

On y trouve en dépenses ordinaires : pour 1963, 1.872 millions 900.000 francs ; pour 1964, 1.983.600.000 francs. Les dépenses en capital, qui furent de 97.400.000 francs en 1963, sont de 110.600.000 francs en 1964. Quant aux autorisations de programme, évaluées à un montant de 275.500.000 francs pour 1963, elles passent, pour 1964, à un montant égal à 484.700.000 francs.

Les dépenses ordinaires sont en augmentation de 110.700.000 francs, dont 70 millions de francs au titre des mesures acquises et 40.700.000 francs au titre des mesures nouvelles.

Parmi les mesures acquises, les unes — la quasi-totalité du titre III, moyens des services — ne sont pas propres au département de la santé publique puisqu'elles sont relatives à l'extension, en année pleine, des améliorations de rémunérations obtenues par l'ensemble des fonctionnaires au cours de 1963. Les autres — celles du titre IV, interventions publiques — sont spécifiques au ministère puisqu'elles consistent en l'adaptation aux besoins réels, qui doivent être obligatoirement couverts par des crédits évaluatifs ou provisionnels. Elles sont au nombre de trois et concernent : la protection de la santé publique, en augmentation de 9 millions de francs ; la prophylaxie en général, en augmentation de 12 millions, l'aide sociale et médicale, en augmentation de 41.500.000 francs, soit 62.500.000 francs pour un total de près de 70 millions.

Les mesures nouvelles nécessitent un financement complémentaire de 40.700.000 francs dont 10.200.000 francs au titre des dépenses de gestion et 30.400.000 francs au titre des subventions.

Avant d'aborder l'examen des dépenses de gestion, nous dirons un mot de quelques économies, dont la masse n'est pas négligeable et qui représentent 565.000 francs, effectuées principa-

lement sur les frais de déplacement, accessoirement sur les crédits de matériel et d'entretien et salons, au passage l'effort accompli par le ministère pour réduire le coût de son fonctionnement.

Parmi les dépenses de gestion, celles qui concernent la situation des personnels ne représentent qu'une augmentation légère de 50.765 francs et celles qui sont classées sous la rubrique « ajustements aux besoins », 385.454 francs ; les plus importantes concernent l'augmentation des frais d'examen sanctionnant les études d'infirmières et de masseurs du fait de l'accroissement du nombre des candidats, le renforcement du contrôle sanitaire aux frontières des départements d'outre-mer qui sont, plus que les autres, au contact d'éventuels foyers d'épidémie, et le regroupement des services de l'institut national d'études démographiques, dont nous parlerons tout à l'heure.

Ces dépenses mises à part, trois chefs principaux de majoration sont à noter, et d'abord le renforcement des moyens d'action de l'administration centrale qui est assez parallèle à l'accroissement de ses tâches et qui se traduit par la demande de 25 créations d'emploi, dont 16 pour le seul centre technique de l'équipement sanitaire et social. Vous savez que ce centre technique d'équipement sanitaire et social, qui a été créé en 1960, a pour but, compte tenu de ce que le département de la santé publique est un des plus gros bâtisseurs de France, d'assurer la gestion des crédits d'équipement et l'approbation des projets. Il agit en somme comme conseiller des collectivités publiques, mais aussi comme tuteur. C'est, nous le pensons, un organisme utile, sous réserve qu'il ne soit pas un élément retardataire quant à la décision des travaux.

Pour la réforme des services extérieurs, à laquelle votre commission des finances a porté un gros intérêt et pour laquelle il est prévu un crédit d'un million de francs, il s'agit d'un crédit provisionnel dont nous ne savons pas ce qu'il pourra être l'année prochaine et c'est un crédit de dépenses en vue d'aboutir à certaines économies. Il s'agit, en fait, de regrouper, nous dit le Gouvernement, pour des raisons d'économie et de rationalisation, les services départementaux qui s'occupent de problèmes ressortissant du ministère de la santé publique, tels que la direction de la population, la direction de la santé sur le plan du ministère, la division ou le bureau d'aide sociale sur le plan des préfectures et la direction de l'hygiène scolaire qui, jusqu'à présent, dépend du ministère de l'éducation nationale. Votre commission, après en avoir longuement discuté, et pour des raisons qui vous seront exposées plus loin, vous demandera la suppression de ce crédit. Je vous rappelle que la commission des finances de l'Assemblée nationale avait elle-même, au cours de l'étude de ce présent budget, fait la même proposition.

Enfin, la mise en place de l'école nationale de la santé publique, dont le siège, à la demande du Sénat, vous vous en souvenez, a été fixé à Rennes dans un souci de décentralisation, se poursuit et cette école est en plein développement. Vous trouverez dans mon rapport écrit le caractère des cours qui y sont donnés, les matières d'enseignement, les cours de recyclage et de perfectionnement. Je passe sur les détails.

Pour 1964, le développement de l'école nécessite la création de trente emplois dont quatre de professeurs et sept d'assistants et une légère augmentation des crédits de fonctionnement. Cette école est encore de création trop récente pour qu'on puisse juger de sa véritable valeur. Dans son principe cependant, elle présente un avantage que nous avons reconnu dès l'abord et qui consiste à fondre dans le même enseignement des formations professionnelles très diverses qui sont amenées à travailler dans les activités hospitalières, sanitaires ou sociales, et qui devront, de ce fait, s'articuler les unes aux autres dans la pratique.

Ces dépenses concernent également le développement de la recherche scientifique et technique dans les établissements qui sont rattachés au ministère, d'une part l'institut national d'hygiène et d'autre part l'institut d'études démographiques que j'ai nommés tout à l'heure. Pour l'institut national d'hygiène, la dotation avait été fixée à 25.800.000 francs en 1963 et elle obtient au titre de mesures nouvelles un accroissement de 7.700.000 francs, soit un total de 33.500.000 francs. Ces crédits permettront la création de neuf unités de recherches nouvelles qui nécessitent la création de 210 emplois pour 93 allocataires de recherches, c'est-à-dire les chercheurs eux-mêmes et à côté d'eux les techniciens ou les aides techniques pour lesquels la création de 125 postes est demandée.

Votre commission a été unanime pour accorder ces augmentations de crédit et personnellement nous avons connu en leur début la ténacité et les efforts menés par le professeur Bugnard pour créer cet institut et nous savons les maigres crédits qui longtemps lui furent alloués. Nous nous réjouissons de voir l'effort financier dont va bénéficier l'institut national d'hygiène. Cet effort cependant demeure insuffisant ; il devra, année par année, être renforcé.

Au reste, dans le cadre de la recherche scientifique, nous sommes en France loin de compte et M. Charles Martial, dans un récent rapport au Conseil économique, rappelait que la part du revenu national consacrée en France à la recherche scientifique est de deux fois et demie inférieure à ce qu'elle est aux Etats-Unis. D'un point de vue un peu plus particulier, je rappellerai qu'une grande compagnie pétrolière américaine dépense, dans ses seuls centres de recherches en Europe, 15 millions de dollars, c'est-à-dire 75 millions de nouveaux francs, soit une fois et demie plus de crédits que ceux dont bénéficie l'institut national d'hygiène.

A cet institut national d'hygiène est rattaché un service central de protection contre les radiations malveillantes, chargé de recherches concernant l'action biologique des radiations et les moyens de protéger les individus. Ces services demandent la création de cinq emplois, dont deux d'ingénieurs. L'institut national d'hygiène diffuse d'une façon très régulière un bulletin et des monographies très documentées. Il serait souhaitable qu'à la fin de chaque exercice, il publie également un bilan de ses travaux, bilan qui serait accessible au grand public et aux assemblées parlementaires, de telle façon que nous puissions suivre, sinon les découvertes, au moins la substance des antennes de recherche à laquelle cet institut s'est attaché.

L'institut national d'études démographiques accroîtra ses effectifs de cinq agents administratifs et de deux chargés de mission pour assurer la poursuite des enquêtes en cours et pour aborder des thèmes nouveaux, enquêtes et thèmes de caractères originaux et difficiles dont mon rapport écrit fait état.

Nous en arrivons maintenant aux dépenses de subventions qui constituent la part de beaucoup la plus importante du budget : 1.796.500.000 francs pour un budget de 2.094 millions. Les subventions passeront de 1.796.500.000 francs en 1963 à 1.889.300.000 francs en 1964. Pour un tiers seulement, l'augmentation concerne des mesures nouvelles et ces dépenses se classent en trois catégories : les subventions d'enseignement, les subventions d'assistance et les subventions de prévoyance.

Voyons d'abord celles de l'enseignement.

Cette rubrique recouvre des subventions aux écoles qui forment du personnel paramédical ou social, infirmières, assistantes sociales, et des bourses aux élèves qui fréquentent ces écoles.

Vous vous rappelez que, l'année dernière, Mme Crémieux et M. Grand avaient attiré l'attention sur le manque d'infirmières et surtout d'assistantes sociales. Le ministère de la santé semble avoir écouté leurs plaintes et leur avoir donné raison, car, pour les subventions, l'effort accompli en 1964 sera considérable. Les subventions aux services de santé pour les études d'infirmière passent de 147.650 francs à 547.650 francs et les bourses de 4.568.815 francs à 6.068.615 francs. Mais je vous rappelle que, pour la seule région parisienne, il manque plus de 3.000 infirmières.

Pour les services de la population et de l'aide sociale, les subventions passent de 497.200 francs en 1963 à 847.200 francs en 1964 et les bourses de 1.258.520 francs à 2.858.500 francs. C'est par une augmentation du nombre des boursiers et du taux des bourses, tout aussi bien pour les infirmières que pour les assistantes sociales, pour les sages-femmes, pour les kinésithérapeutes, pour les travailleuses familiales, que l'on peut espérer atteindre un recrutement suffisant et désiré.

Le but est louable. Encore faut-il que, parallèlement, progressent les rémunérations qui leur sont accordées une fois leurs études achevées sous certaines conditions de travail qui, pour l'instant, ne sont pas remplies.

Nous placerons également sous cette rubrique les dépenses d'enseignement, dépenses concernant l'enfance inadaptée en général, que nous retrouverons du reste aux chapitres 46-25 et 47-22.

Au chapitre 46-25, nous trouvons la dotation des établissements nationaux de bienfaisance. C'est une somme relativement peu importante car la plupart des travaux sont terminés dans ces établissements. Cette dotation passe de 9 millions de francs à 10.100.000 francs, répartis entre les instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles dont on augmente notablement l'encadrement professoral et dont on améliore les installations.

Le chapitre 47-22 concerne l'enfance inadaptée proprement dite. Vous savez qu'il y a là un effort très important à fournir et les crédits inscrits au budget en font état puisqu'ils sont presque doublés. Ils passent de 2.950.000 francs en 1963 à 5.085.000 francs en 1964. Il est vrai que le retard qu'il convient de rattraper est considérable. D'une enquête relevant du haut comité de la population et de la famille et qui date déjà de 1955, il ressortait qu'un million d'enfants ou d'adolescents présentaient à un titre quelconque un défaut d'adaptation sociale, familiale, médicale, psychologique ou scolaire.

Je dois dire que les statistiques sont extrêmement variables selon que l'on inclut les petits caractériels, infiniment nom-

breux ou que l'on dénombre seulement les vrais débiles, les insuffisants sensoriels, les insuffisants moteurs et les insuffisants cérébraux.

Les crédits du chapitre 47-22 serviront à renforcer les structures institutionnelles, et seront ainsi subventionnés les seize associations régionales pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, leur union nationale et leurs onze écoles d'éducateurs spécialisés, les centres médico-psycho-pédagogiques destinés au dépistage ou au traitement de certains troubles d'inadaptation juvénile et infantile et certains organismes de caractère national ou international qui contribuent à la rééducation de l'enfance inadaptée. Enfin, pour accélérer la formation des personnels spécialisés qui doivent s'occuper de ces enfants, six nouvelles écoles d'éducateurs seront subventionnées et la capacité de formation des écoles existantes sera étendue.

Notons enfin que pour alléger la lourde charge financière qui pèse sur les parents, il a été prévu un dégrèvement fiscal qui apparaît à l'article 76 du projet de loi de finances et une allocation spéciale dont le Sénat a eu à connaître à la fin de notre dernière session.

Les dépenses d'assistance s'élèvent à 1.612 millions de francs. Le seul chapitre 46-22, aide sociale et aide médicale, constitue les trois quarts du budget total du ministère de la santé publique, ce qui n'est pas une nouveauté. Par rapport à l'an dernier, il est en augmentation de 62.500.000 francs dont 41.500.000 au titre des mesures acquises qui sont, pour la plupart, la conséquence de l'augmentation des prix de journée et du nombre des bénéficiaires de l'aide sociale.

Vingt et un millions sont affectés au titre de deux mesures nouvelles. L'une est constituée par l'accroissement de l'aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes ; ces mesures, vous les connaissez, elles sont incluses dans mon rapport écrit et font état de l'augmentation de l'allocation supplémentaire, de l'augmentation des taux de l'allocation d'aide sociale et enfin de l'augmentation du plafond des ressources.

L'autre concerne la prise en charge par l'Etat des frais de location des compteurs électriques des économiquement faibles, ce qui entraîne l'inscription d'un crédit de 5 millions de francs par suite, vous vous le rappelez, de l'annulation par le Conseil d'Etat de l'arrêté du 21 mai 1957 qui faisait supporter ces frais à l'Electricité de France.

Par ailleurs, les subventions inscrites au chapitre 46-21, subventions à diverses œuvres d'entraide, seront majorées de 200.000 francs par rapport aux crédits de 1963 ; elles s'élèveront à 510.000 francs et serviront à augmenter le nombre des associations subventionnées et à achever l'impression d'un dictionnaire en Braille commencé en 1963.

Voilà pour les dépenses d'assistance. Nous en arrivons maintenant aux dépenses ayant trait à la prévoyance.

Nous trouvons d'abord 50.000 francs qui permettront de combler les retards pris dans l'élaboration du codex. D'autres mesures nouvelles intéressent la prophylaxie du cancer et la protection maternelle et infantile.

D'ailleurs, ce mot de « prophylaxie » du cancer, que l'on retrouve dans chaque budget, est fort mauvais ; il n'y pas de prophylaxie du cancer, car à partir du moment où une cellule anarchique a commencé à se diviser en deux, on se trouve devant une formule néoplasique et en face d'un cancer, sauf à n'y a pas officiellement une prophylaxie du cancer, sauf à s'occuper de certaines maladies inflammatoires qui peuvent, par ailleurs, susciter le développement d'une tumeur maligne. Mais parler de « prophylaxie » du cancer, c'est employer une mauvaise expression que nous trouvons malheureusement la plupart du temps dans les textes officiels ou ministériels.

En séance à l'Assemblée nationale, le Gouvernement a décidé d'inscrire une augmentation de crédit de 825.000 francs au chapitre 47-12 pour donner aux dépenses en cause un caractère obligatoire.

Les subventions de l'Etat représenteront, en moyenne, 83 p. 100 des dépenses engagées par les centres de lutte contre le cancer pour le fonctionnement de leur service médico-social et par les départements pour le fonctionnement de consultations de dépistage précoce.

L'intention du ministère est de créer un centre de dépistage et de surveillance des malades par département et, pour ce faire, l'article 66 du projet de loi de finances fait obligation à cette collectivité d'organiser des consultations et prend à sa charge une partie de la dépense. Votre commission des finances a une optique toute différente du problème et, pour des raisons exposées plus loin, elle vous proposera la suppression de cet article.

Enfin, pour la protection maternelle et infantile, le supplément de crédit de 500.000 francs, soit 20 p. 100 des sommes inscrites en 1963, a pour objet d'éviter la fermeture des établissements existants tels que certaines crèches et hôtels

maternels qui, voyant augmenter leurs frais de fonctionnement du fait des hausses de salaires, ne pourraient continuer leur activité. Notons à ce propos qu'il serait opportun de demander une participation aux caisses d'allocations familiales, ce qui nous paraîtrait plus logique que d'imputer en charge à ces mêmes caisses les frais d'accouchement et de maternité avant que le nouveau-né ait poussé son premier vagissement ou pris son premier biberon.

Nous arrivons maintenant aux dépenses d'équipement.

En 1964, les autorisations de programme s'élèvent à 484,7 millions de francs contre 275,5 millions de francs, mais les deux chiffres ne sont pas comparables.

En effet, l'an dernier, les opérations concernant les centres hospitaliers universitaires figuraient au budget des charges communes ; elles sont inscrites directement au budget de la santé publique en 1964 pour un montant de 118 millions de francs. Mais même si l'on tient compte de cette modification comptable, la progression ressortit tout de même à 33 p. 100.

Les investissements directs de l'Etat — ceux qui s'appliquent, vous le savez, aux établissements nationaux — comptent pour un faible montant ; ils sont en diminution du fait de l'achèvement de la reconstruction des établissements sinistrés. A noter simplement la transformation de l'établissement de Saint-Maurice en institut de réadaptation fonctionnelle et la construction de laboratoires à l'école nationale de la santé publique.

Ce sont les subventions accordées aux collectivités locales qui sont, dans ces dépenses d'équipement, en forte augmentation.

Je rappelle que pour une incitation du ministère de la santé publique répondant à 40 p. 100 des crédits, les collectivités locales pour les constructions hospitalières doivent garantir 30 p. 100 et la sécurité sociale par son fonds d'action sanitaire et social doit donner également une subvention de 30 p. 100, ce qui fait au total 100 p. 100.

Les subventions accordées aux collectivités locales sont en forte augmentation. Vous avez dans les dernières pages du bleu la liste détaillée par régions et par villes et nous ne les reprendrons pas. Nous nous bornerons seulement à faire un certain nombre d'observations.

La comparaison des chiffres de 1963 et de 1964 donne une indication sur les orientations prises par le département de la santé publique.

Au chapitre 66-10, qui a trait aux subventions d'équipement pour les établissements hospitaliers et de bienfaisance et les écoles d'infirmières, nous notons pour les hôpitaux qui ne sont pas des centres hospitaliers universitaires un pourcentage supplémentaire de 33,8 p. 100, pour la réadaptation fonctionnelle de 102,8 p. 100 et pour les écoles d'infirmières — c'est autre chose que l'enseignement — nous notons une diminution en pourcentage de 21,4 p. 100.

Au chapitre 66-12 « Subventions d'équipement aux organismes d'hygiène sociale », la situation se présente ainsi : lutte contre le cancer, plus 49,2 p. 100 ; hôpitaux psychiatriques, plus 19,1 p. 100 ; transfusion sanguine, plus 250 p. 100.

Nous noterons, à propos de ces centres de transfusion sanguine qui s'installent de plus en plus sur le territoire métropolitain, qu'il faut tendre à leur laisser ou à leur donner — car leurs statuts sont divers suivant les villes — une indépendance de fonctionnement, même s'ils sont situés dans des centres hospitaliers, de telle manière qu'ils conservent leur originalité et leur action personnelle.

Une rubrique nouvelle apparaît qui concerne le dépistage du diabète : une autorisation de programme de 80.000 F est prévue pour l'aménagement d'une consultation à l'Hôtel-Dieu. Par contre, nous ne trouvons pas de dotation nouvelle pour la lutte contre le rhumatisme et nous le déplorons puisqu'il s'agit d'un véritable fléau social qui, en immobilisant le malade pendant de longs mois, pose de graves problèmes familiaux.

Notons encore qu'en matière de protection maternelle et infantile, des crèches, des consultations et des garderies sont réservées aux grands ensembles pour un montant de quatre millions de francs.

Au chapitre 66-20 qui traite des subventions aux organismes d'aide sociale, tous les postes accusent des majorations dont vous trouverez le détail dans mon rapport écrit.

En ce domaine également, quatre millions de francs d'autorisations de programme ont été réservés aux grands ensembles.

Nous avons également demandé à l'administration de chiffrer en volume le montant des principales opérations à lancer — langage plus parlant que l'évaluation en francs — en prenant comme unité le « lit d'hôpital » dont nous avons également tenu à connaître le prix moyen pour les catégories les plus importantes.

Nous avons inclus dans notre rapport écrit un tableau qui fait état des réponses que nous avons reçues. A noter — et ceci n'est pas une indiscretion, car chacun le sait — qu'il manque dans la région parisienne presque 15.000 lits d'hôpitaux et de maisons de retraite. Nous admettons qu'il en manque à peu

près 40.000 pour l'ensemble de la métropole. Le prix moyen d'un lit d'hôpital qui n'est pas un centre hospitalier universitaire, mais un centre hospitalier ordinaire, varie de 65.000 francs à 52.000 francs suivant que l'on inclut dans le prix de l'hôpital les services généraux ou non. Pour les hospices et les maisons de retraite, le prix du lit varie de 27.000 francs à 22.000 francs et pour les hôpitaux psychiatriques de 45.000 francs à 38.000 francs.

Les crédits de paiement progressent moins vite que les autorisations de programme. Ils sont en augmentation de 13,4 p. 100. C'est dire la lenteur de la réalisation effective des opérations projetées.

Le budget de 1964 couvre la troisième année de l'exécution du IV^e plan. Il est donc intéressant de connaître quelle sera, au 31 décembre 1944, le degré de réalisation de ce plan. Pour ce faire, vous trouverez dans mon rapport écrit les objectifs du plan et la totalité des autorisations de programme ouvertes en 1962, 1963 et en 1964. Vous trouverez aussi la comparaison, pour chaque catégorie d'opérations, des réalisations et des prévisions, car le tableau nous en donne l'état d'avancement.

J'ai eu à ce sujet, devant la commission des affaires sociales, qui avait bien voulu d'inviter à une audition ministérielle, un débat avec M. le ministre de la santé, qui a contesté certains chiffres, bien que ceux-ci aient un caractère tout à fait officiel. Vous pourrez fixer quelques instants votre attention sur le tableau inclus dans mon rapport.

Je signalerai simplement que, pour les prévisions hospitalières, nous sommes, à l'heure actuelle, à 63,3 p. 100 de coefficient d'exécution du IV^e plan; ce n'est pas pour cette seule disposition que nous avons du retard, alors que le IV^e plan lui-même, eu égard à nos besoins, avait semblé quelque peu timide.

Aux trois quarts du parcours du IV^e plan, nous obtenons pour l'ensemble des équipements de la santé publique, le chiffre de 76,7 p. 100. Etant donné qu'il s'agit de chiffres en francs courants, ce pourcentage demanderait à être corrigé pour tenir compte des hausses de prix déjà intervenues ou à intervenir et, s'agissant pour l'essentiel d'opérations immobilières dont le délai d'exécution est très long, les opérations exigent chaque année des réévaluations. De ce fait, il n'est pas impossible qu'il n'y ait déjà un certain retard dans l'exécution du plan, ce que nous vous disions tout à l'heure.

Les différents secteurs n'ont pas été également traités. Nous sommes heureux d'enregistrer l'avance très importante prise par certains d'entre eux : les centres hospitaliers universitaires, 103,7 p. 100 ; les écoles d'infirmières, 165,2 p. 100 ; les programmes concernant l'enfance inadaptée, 97,3 p. 100 et les équipements de lutte contre le cancer, 89,5 p. 100.

Le retard est, en revanche, très important pour les hôpitaux — 63,3 p. 100 — les hospices — 63,4 p. 100 — et plus généralement tout ce qui concerne les personnes âgées, les hôpitaux psychiatriques et les organismes de protection maternelle et infantile.

A cela, l'administration rétorque que le IV^e plan n'avait pas été découpé en tranches égales, mais en tranches progressives ; qu'il avait été prévu 920 millions pour la période 1962-1964 et qu'il a été ouvert 1.106,3 millions d'autorisation de programme, soit 20 p. 100 de plus, et même 1.119,3 millions si l'on tient compte d'un virement opéré à partir du budget des charges communes ; que les dotations de 1965 seront telles que les objectifs du plan seront dépassés.

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette réponse. Toutefois, le gonflement annuel du volume des travaux à lancer appelle une nouvelle question. On sait que la sécurité sociale participe pour 30 p. 100 à provenir du fonds d'action sanitaire et sociale au financement des constructions ; étant donné la détresse financière des caisses de sécurité sociale, qu'advient-il si elle se déclare défaillante ? Qui se substituera à elle pour atteindre, coûte que coûte, les objectifs que le ministère s'est assignés ? C'est une question à laquelle nous aimerions avoir une réponse, monsieur le secrétaire d'Etat.

J'en viens à l'exécution du budget. La masse des autorisations de programme inscrites dans un budget ne doit pas faire illusion, car elle concerne des opérations à lancer. Encore faut-il les engager et, une fois engagées, les réaliser le plus rapidement possible pour qu'elles ne soient pas l'objet de révisions de prix en augmentation.

Nous nous sommes efforcés de savoir comment s'exécutait ce budget et nous avons obtenu des renseignements dont vous trouverez également le tableau dans mon rapport écrit. Je mentionnerai simplement le chapitre 66-10 qui traite des subventions aux établissements hospitaliers. Les autorisations de programme ouvertes en 1963 se montaient à 182.204.000 francs auxquelles s'ajoutaient 13.511.817 francs disponibles sur les années antérieures, alors que les engagements au 12 septembre 1963 étaient seulement de 60.080.273 francs.

La loi de finances pour 1963 avait ouvert pour près de 363 millions de francs d'autorisations de programme, auxquels s'ajoutaient 65 millions de francs non utilisés au cours des exercices antérieurs. Sur un total de 429 millions de francs d'autorisations disponibles, 156,9 millions de francs seulement — soit 36 p. 100 — avaient été utilisés à la date du 12 septembre dernier, où toute délivrance de visa a été suspendue.

La situation est grave sur tous les chapitres sans exception et dramatique — je dirai même scandaleuse — en ce qui concerne les hôpitaux. De longs mois auront été perdus du fait de circuits administratifs trop compliqués.

Nous en arrivons maintenant aux crédits de paiement dont vous trouverez également un tableau récapitulatif dans mon rapport.

En ce qui concerne ces crédits, notons tout d'abord l'importance des reports effectués au 1^{er} janvier 1963 : leur masse de 83,3 millions de francs dépasse de beaucoup les crédits inscrits pour la seule année 1962, soit 65,2 millions de francs ; c'est dire l'importance de l'arriéré existant.

Quant à la consommation au cours des neuf premiers mois de 1963, elle est en progression de 17 p. 100 par rapport aux résultats de la période correspondante de 1962. L'administration nous assure même qu'elle devrait atteindre 120 millions de francs au 31 décembre 1963 et que les reports sur 1964 ainsi que les crédits inscrits au présent budget devraient être intégralement utilisés fin 1964.

Nous souhaitons que ces prévisions optimistes se réalisent. Au cours du débat devant votre commission des finances, la discussion s'est déroulée autour de trois sujets principaux et d'abord le prix de la journée d'hôpital. Nos collègues ont été unanimes à suivre leur rapporteur pour admettre que la réduction du prix de journée dont il est très fréquemment parlé est un leurre. Je dirai même que le prix de journée est l'indice du développement économique et social d'une nation et que, compte tenu des nécessités d'équipement, des nécessités de matériel, du prix extrêmement coûteux de beaucoup de traitements devenus efficaces, il est absolument impossible d'en envisager la diminution. D'autre part, l'hôpital exige un personnel para-médical d'une technicité de plus en plus grande, qui devrait être rétribué à sa juste valeur. Enfin, les structures nouvelles du milieu hospitalier seront très certainement facteur d'augmentation de dépenses.

Toutefois, des améliorations peuvent être apportées dans la gestion des hôpitaux et des hospices, ainsi que l'ont suggéré MM. Berthoin, Coudé du Foresto et Desaché ; selon nos collègues, il conviendrait de donner plus d'initiative aux directeurs, d'accroître leurs responsabilités, et la chose est possible puisqu'ils sont désormais formés à leur tâche par l'école nationale de la santé publique. Enfin, certains investissements qui pèsent sur le prix de journée ne paraissent pas toujours justifiés ; j'en ai donné deux exemples.

Il est absolument inutile que tous les centres hospitaliers non C. H. U. possèdent une installation importante de radiothérapie profonde, voire une bombe au cobalt, comme certains la réclament. Il est également superfluetoire que les règlements actuels de l'installation des hôpitaux psychiatriques, dans leur formule la plus moderne, imposent l'installation d'un bloc opératoire qui représente souvent plus de 50 millions d'anciens francs. Dans ces hôpitaux psychiatriques, il n'y a pas de chirurgien. Il faut le faire venir de l'extérieur. Il est donc aussi facile de conduire le malade en urgence d'opération vers un centre hospitalier comportant un service chirurgical. J'ai visité très souvent des hôpitaux psychiatriques modernes ; on trouve dans chacun de ces services un bloc opératoire parfaitement silencieux, qui n'est pas utilisé, mais dont la construction est rendue obligatoire par les règlements relatifs à la construction actuelle des hôpitaux psychiatriques.

Enfin, il est bien certain que les hospices devraient être construits — c'est l'avis unanime — dans les zones rurales, de telle manière que leur construction et leur gestion soient moins coûteuses et que les pensionnaires s'y sentent moins dépayés.

Certains de nos collègues se sont étonnés des différences existant entre les prix de journée à Paris et les prix de journée dans les hôpitaux de province. Il faut reconnaître que les prix de journée des hôpitaux parisiens sont marqués d'un certain nombre de sujétions, je dirai même de servitudes, à savoir, d'une part, la recherche scientifique qui, dans les services parisiens, atteint qu'on le veuille ou non, un niveau supérieur à la plupart des centres universitaires de province ; d'autre part, les activités médicales de pointe entraînant un renchérissement de la journée d'hôpital qui est ensuite péréqué sur l'ensemble du nombre des journées.

Pour vous donner une idée des prix de journée suivant les spécialités, j'ai fait dresser un tableau qui montre que, dans un service de néphrologie où intervient le rein artificiel, la journée d'hôpital revient à 19.834 anciens francs ; dans un

service où sont traités les leucémiques, elle revient à 11.975 francs et, dans les centres de réanimation, à 15.725 francs. En chirurgie, une journée dans un service cardio-vasculaire revient à 12.654 francs et, en neurochirurgie, à 11.257 francs, pour un brûlé à 14.652 francs et, dans les services de traumatologie, en moyenne à 8.031 francs. Ensuite, le prix tombe assez brutalement et tend à rejoindre le prix de la journée péroréqué.

La deuxième question à laquelle s'est attachée votre commission, c'était la réforme administrative; je vous ai dit qu'un amendement tendant à supprimer le crédit d'un million de francs avait été déposé par votre commission.

Mlle Rapuzzi, MM. Coudé du Foresto, Courrière, Driant, Fléchet et Raybaud se sont tour à tour élevés contre la prise en charge, par le ministère de la santé, des services départementaux de l'hygiène scolaire et des divisions ou bureaux d'aide sociale des préfetures.

Ils redoutent à la fois, pour le préfet, une perte d'autorité sur des services qui ne seront plus les siens, car l'expérience prouve que la tutelle préfectorale sur les chefs des grands services techniques est toute théorique; pour le conseil général, la perte du contrôle de dépenses, surtout d'assistance, qu'il finance par les propres ressources du département; pour les assujettis, un retard dans le service des prestations qui leur sont dues.

Dans ces conditions, votre commission vous demandera de refuser le crédit d'un million de francs inscrit au chapitre 31-21 pour la mise en place de la réforme.

J'arrive, enfin, à la lutte contre le cancer. Votre commission est d'avis que le crédit supplémentaire de 800.000 francs inscrit au titre de la prophylaxie — je reprends ce terme — est encore bien insuffisant pour lutter contre le cancer et elle aurait volontiers voté une dotation plus importante.

Si elle estime qu'il faut accroître les moyens mis à la disposition des centres régionaux anticancéreux, elle doute, en revanche, de l'efficacité des centres départementaux de dépistage — à ne pas confondre avec les centres régionaux de traitement — centres de dépistage dont la création est rendue obligatoire par l'article 66 du projet de loi de finances.

En effet, il est probable que ces centres tourneront à vide ou à faux; à vide, puisque la consultation n'est pas rendue obligatoire — d'ailleurs, en l'état actuel des connaissances médicales, un dépistage systématique obligatoire exigerait des crédits considérables, un personnel important, les investigations les plus diverses et le temps nécessaire pour atteindre à un bilan sérieux — et que le malade continuera à consulter le médecin de famille qui le dirigera sur un spécialiste ou un centre régional; à faux, puisque les centres départementaux de dépistage risquent d'être surtout assaillis par les cancérophobes.

Après une discussion à laquelle ont pris part MM. Courrière, Driant, Masteau et Pellenc, la commission a décidé de vous proposer le rejet de l'article 66. Elle demandera que les crédits correspondants soient attribués aux centres régionaux qui auront ainsi la possibilité d'établir de nouvelles antennes, soit de surveillance pour les malades traités antérieurement dans ces centres anticancéreux, soit pour diriger sur ces centres, en collaboration avec les médecins de famille, les cas qui pourraient en relever.

Je terminerai en parlant des problèmes de personnel.

M. Roubert a signalé que la réforme hospitalière avait omis de maintenir, au bénéfice des médecins des hôpitaux non C. H. U., les droits acquis en ce qui concerne la constitution de pensions de retraite. Des négociations — nous le croyons — sont en cours entre les départements de la santé et des finances: il serait souhaitable qu'elles aboutissent rapidement et que les praticiens en cause puissent bénéficier d'une retraite convenable.

M. Monichon a regretté que le problème des vacataires du service national de la protection civile, déjà évoqué par votre commission des finances lors de l'examen du budget de 1962, n'ait pas reçu de solution.

Votre rapporteur, appuyé par M. Armengaud — je me réjouis d'apercevoir au banc des ministres M. le secrétaire d'Etat qui est plus spécialisé dans cette question que dans celle de la santé publique — souhaiterait que le cas des médecins hospitaliers et universitaires rapatriés d'Algérie soit soumis à un nouvel examen.

Ces praticiens s'étaient vu offrir l'option suivante alors qu'ils étaient encore à Alger ou à Oran: ou le temps partiel suivant l'ancienne mode ou bien le plein temps. La plupart n'avaient pas alors été intéressés par le plein temps. Là-dessus les événements que vous connaissez se sont produits. Un retour massif en est résulté en 1962 et ces médecins, chirurgiens d'hôpitaux, professeurs ou professeurs agrégés se sont retrouvés dans la métropole où les cadres hospitaliers et universitaires ne les attendaient pas. Il a donc fallu créer des postes à leur intention.

Ces médecins, déracinés de leur milieu, n'ayant pas de clientèle ont alors demandé à être inscrits comme plein temps. L'adhésion des pouvoirs publics a été longue à obtenir; puis un jour les ministères de l'éducation nationale et de la santé publique se sont trouvés d'accord pour leur accorder le plein temps.

A ce moment-là, c'est le Conseil d'Etat qui ne fut plus d'accord car le registre du plein temps ayant été rouvert et l'inscription de ces praticiens étant devenue effective, il a, en 1962, cassé cette décision. Aussi convient-il absolument de trouver une solution qui puisse donner satisfaction aux intéressés.

Tel est, mes chers collègues, l'ensemble de mon rapport.

Sous réserve de ces observations et des amendements qui vous seront présentés en cours de discussion, je vous invite à voter, malgré les réserves que j'ai émises, le budget de la santé publique et de la population pour 1964. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.

M. André Plait, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. Monsieur le président, mes chers collègues, le budget de la santé publique et de la population en 1964 s'établit, ainsi que vient de vous le dire mon excellent collègue M. Dubois, à un montant global d'environ 2 milliards, en augmentation d'environ 124 millions sur celui de 1963.

Les dépenses ordinaires — moyens des services et interventions publiques — sont en augmentation de 110 millions. Les dépenses en capital — crédits de paiement — sont en augmentation de 13 millions. De plus, le montant des autorisations de programme s'élève à la somme jamais égalée de 480 millions, contre 275 en 1963.

Votre commission manifeste sa satisfaction devant cette très sensible progression du budget pour 1964. Elle estime d'ailleurs inéluctable l'augmentation du volume des crédits de ce ministère d'année en année. Celui-ci doit, en effet, faire face à une certaine évolution du monde moderne: la poussée démographique, l'augmentation de la durée de la vie humaine, la prophylaxie et la lutte contre les fléaux sociaux, la demande accrue des secours médicaux, la fréquentation de plus en plus grande des établissements hospitaliers. Enfin, il faut également tenir compte de la dépréciation monétaire.

Je rappelle que pour les dépenses ordinaires, le montant des crédits supplémentaires inscrits au budget pour 1964 s'élève à 110 millions de francs environ. Les mesures acquises ayant absorbé 63 p. 100 de ces crédits, c'est essentiellement sur les 40 millions de francs inscrits en mesures nouvelles que doit se porter notre examen.

Votre commission déplore la modicité de ces crédits. Le seul problème à résoudre est leur répartition, qui nous est proposée par M. le ministre de la santé publique et de la population.

Avant d'entrer dans le détail de l'examen de ses propositions, je suis mandaté par votre commission des affaires sociales pour vous faire connaître que, dans l'ensemble, nous sommes favorables à cette répartition.

A l'occasion du vote de ce budget, vous serez appelés à donner votre avis sur un excédent relativement modeste, mais qui est lourd de conséquences puisqu'il entraîne une profonde réforme des services extérieurs du ministère.

Pour les dépenses en capital, un effort très important est prévu en faveur de l'équipement hospitalier, mais l'aide apportée dans ce domaine par la sécurité sociale pourrait être réduite. En somme, deux questions se trouvent intimement liées au vote de ce budget pour 1964 dont l'importance ne saurait vous échapper, car elles sont actuelles et peuvent entraîner de profondes modifications pour les années futures: la réforme des services extérieurs, qui doit intervenir le 1^{er} janvier 1964, et la révision de la participation de la sécurité sociale aux dépenses d'équipement hospitalier.

Les mesures nouvelles concernent, en premier lieu, les modifications de l'activité ou de l'organisation de services ou d'établissements rattachés au ministère de la santé publique et de la population et le renforcement des crédits qui leur sont alloués pour leur développement.

Le centre technique de l'équipement sanitaire et social, créé en 1960, joue un rôle d'organisation et de conseil important en matière de construction hospitalière. L'aide apportée aux collectivités locales est particulièrement efficace et la création, qui est prévue, d'une direction a reçu l'approbation de votre commission.

Je tiens à signaler à ce sujet que, dans le parc de l'établissement national des convalescents du Vésinet, où a été implanté ce centre technique, le ministère a déjà regroupé un certain nombre de services disséminés dans la région parisienne.

D'autres bâtiments en construction ou à l'état de projet abriteront d'autres établissements. Il s'agit là d'un exemple très réussi de regroupement — qui, nous l'espérons, sera suivi — commencé depuis plusieurs années, de tous les services du ministère place de Fontenoy.

L'activité de l'institut national d'hygiène sera accrue grâce au crédit demandé qui permettra de porter à quarante-sept le nombre des unités de recherche. Votre commission a émis à cet égard un avis très favorable.

Le développement croissant de l'énergie nucléaire et la participation accrue de l'industrie privée à ce développement nécessitent un contrôle permanent qui est assuré par le service central de protection contre les radiations ionisantes. Ce service occupera une place de plus en plus importante dans les années futures. La création de plusieurs emplois nous paraît donc très justifiée.

Une augmentation des crédits au sujet de l'enseignement dispensé par l'école nationale de la santé publique et l'institut national d'études démographiques est indispensable et elle a reçu un accueil favorable de votre commission.

Il s'agit, pour ce dernier établissement, d'entreprendre une étude sur la situation démographique de certains pays africains ainsi que de la création de postes de chargés de mission qui iront sur place examiner ces problèmes.

L'amélioration de la formation des auxiliaires médicaux qui dépendent des services de la santé, de la population et de l'aide sociale, fait l'objet d'une inscription en mesures nouvelles au titre des interventions publiques.

La question de la formation de ces auxiliaires médicaux revêt un caractère urgent. Au moment où le Gouvernement donne une priorité à l'équipement sanitaire et social, l'aide de l'Etat se manifeste d'une manière particulièrement efficace en ce qui concerne les bourses d'études et les subventions aux écoles privées auxquelles est confiée la formation de ces auxiliaires médicaux.

En effet, un crédit de 3.100.000 francs est inscrit au budget. Pour faciliter le recrutement d'un personnel indispensable, le nombre de bourses d'études et leur taux seront accrus.

Je me permets de présenter une observation générale à ce sujet : le diplôme d'infirmière sanctionnant ces études est délivré à la suite d'un examen difficile et les notes données aux candidates au cours des années d'étude pourraient être consignées sur un carnet scolaire. Ces notes interviendraient pour pallier certaines défaillances possibles de candidates le jour de l'examen.

S'il faut encourager le recrutement des infirmières, il est également nécessaire de s'intéresser à leur maintien dans l'exercice de cette fonction. Celle-ci exige des connaissances techniques toujours plus étendues, un grand dévouement et de lourds sacrifices sans commune mesure avec d'autres emplois. C'est pourquoi il faut leur accorder une rémunération convenable et leur permettre d'accéder, grâce à des diplômes de qualification, à une situation meilleure afin de développer, dans l'intérêt général et particulier, la promotion du travail.

La formation des auxiliaires médicaux est confiée à des écoles privées dont la plupart sont en difficulté financière ou en déficit, ce qui les contraint à limiter leurs dépenses et les effectifs qu'elles sont susceptibles d'accueillir.

Votre commission constate avec satisfaction que les subventions accordées à ces écoles, dont le taux était depuis quinze ans resté sensiblement le même, subissent une augmentation fort importante atteignant une somme de 400.000 francs pour les écoles d'infirmières et de 350.000 francs pour les écoles d'assistantes sociales.

L'aide sociale et l'aide médicale font l'objet de mesures nouvelles dont l'importance doit être soulignée : 9 millions de francs pour les infirmes, aveugles et grands infirmes ; 7 millions de francs pour l'attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice des augmentations de loyer ; cinq millions de francs pour les avantages particuliers aux vieillards et aux infirmes. La somme totale s'élève à 21 millions de francs, soit un peu plus de la moitié des crédits inscrits en mesures nouvelles, à quoi vient s'ajouter 41.500.000 francs en mesures acquises.

Le budget pour 1964 permettra de combler, en partie, l'énorme retard de notre pays dans le domaine de l'enfance inadaptée et des déficients sensoriels et moteurs. Nous notons avec satisfaction le crédit de 28 millions de francs réservé aux instituts médico-pédagogiques. Enfin dans ce domaine, la loi instituant une prestation familiale dite d'éducation pour les mineurs infirmes a été promulguée le 31 juillet 1963. L'initiative de ces dispositions qui intéressent plus de 30.000 enfants a été prise par M. le ministre de la santé publique et de la population. Votre commission en éprouve la plus vive satisfaction.

La lutte contre les fléaux sociaux exige l'accroissement des mesures générales de protection de la santé publique. Le Sénat, dans sa séance du 17 mai 1962, a adopté le principe de la vaccination antipoliomyélitique gratuite et obligatoire. Depuis cette date, le texte de loi n'a pas été mis à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale. Un article concernant la responsabilité de l'Etat en matière d'accidents post-vaccinatoires

serait, paraît-il, la cause de ce retard. Il est vraiment grave que, pour une question de cet ordre déjà débattue et réglée pour toutes les autres vaccinations, le vote de la loi soit ainsi différé alors qu'à chaque instant des gens peuvent contracter cette affection et devenir infirmes.

Si la mortalité par la tuberculose, en France, a notablement diminué, sa morbidité reste très élevée. Le dépistage systématique de la maladie se poursuit à un rythme accéléré. Il devrait atteindre la population toute entière. La généralisation de la vaccination au B. C. G. pourrait être envisagée, de même que la déclaration obligatoire de la tuberculose.

Le cancer, dont on connaît la fréquence et la malignité, tue actuellement 100.000 personnes en France ; malgré les recherches effectuées par les savants du monde entier, on ignore tout de sa pathogénie. Cependant, le diagnostic précoce permet, dans de nombreux cas, de stopper son évolution et même d'obtenir la guérison. La lutte contre le cancer exige des sommes importantes et votre commission ne peut qu'approuver les crédits inscrits au budget. Elle exprime sa satisfaction à la suite de la décision récemment annoncée d'affecter 0,5 p. 100 du montant total des crédits militaires à la recherche sur le cancer.

On peut même, par extension, considérer comme un véritable fléau social les maux dont souffrent les grands ensembles des cités nouvelles formés d'une population transplantée, aux prises avec un certain isolement social et les dangers que courent les jeunes et les enfants.

Les équipements sanitaires et sociaux doivent avoir leur place dans ces secteurs urbains. Une somme de 400 millions d'anciens francs est retenue sur les subventions d'équipement aux organismes d'hygiène sociale et un crédit d'égale valeur est prévu au chapitre 66-20 au titre de subventions d'équipement aux organismes d'intérêt familial.

Nous arrivons maintenant à la réforme des services extérieurs du service de la population et de l'action sociale qui a donné lieu dans notre commission, comme à la commission des finances, à un large échange de vue. Il a pour but, vous le savez, d'assurer la coordination de tous les services qui concourent à la protection sanitaire et sociale de la population. Vous pourrez lire dans mon rapport l'analyse schématique de cette réforme telle qu'elle fut exposée devant notre commission des affaires sociales par M. le ministre. Je me bornerai ici à vous rappeler quatre éléments nouveaux apportés par cette réforme.

Les médecins inspecteurs de la santé publique sont déchargés de leurs fonctions administratives et peuvent ainsi se consacrer davantage au rôle médical qui est essentiellement le leur, soit en qualité de conseillers techniques du préfet, soit pour effectuer des contrôles médicaux dans les établissements hospitaliers.

Le service de l'aide sociale est chargé d'instruire les dossiers concernant le bénéficiaire d'une aide sociale et de poursuivre jusqu'à son terme l'exécution des décisions prises en leur faveur. Cette tâche est actuellement partagée entre le service de la population et les services de la préfecture.

Le service de l'hygiène sociale veille sur la santé de l'enfant depuis sa naissance et même sa conception jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge adulte, c'est-à-dire pendant sa scolarité. Actuellement cette surveillance médico-sociale est assurée successivement par les services de la protection maternelle et infantile dépendant du ministère de la santé publique et de la population, puis par le service de santé scolaire et universitaire, enfin, éventuellement, par les services de la santé, les services de la population et les services de la préfecture. Enfin, quatrième élément : j'attire l'attention de nos collègues sur le calcul du prix de la journée dans les hôpitaux, qui sera dorénavant effectué sur le plan régional et non plus sur le plan départemental.

Votre commission ne montre aucune hostilité déclarée à une réforme qui regroupe ces divers services sous l'égide du ministère de la santé publique et de la population qui a toujours constitué sa thèse des tâches qui sont essentiellement les siennes.

Dans le domaine de la prévention et de la prophylaxie des maladies et dans le domaine de l'aide sociale, elle sait que, pour réaliser certains regroupements, des travaux ont été entrepris dès 1960 et poursuivis au sein de nombreux comités ministériels jusqu'à la décision prise le 26 juin 1963 et, cependant, parmi les problèmes qui n'ont pas reçu de solution définitive, celui de la coordination entre les différents services est toujours à l'étude.

C'est pourquoi votre commission souhaiterait que des expériences soient effectuées, ayant valeur de test. Dans d'autres domaines, ce procédé est appliqué par le Gouvernement qui décide, après avoir constaté les résultats obtenus, s'il est opportun d'en généraliser l'application à tout le territoire. C'est dans cet esprit que votre commission a adopté un amendement ayant pour objet de limiter provisoirement à quelques régions la réforme préconisée.

Les dépenses en capital sont en nette progression sur le budget précédent, puisque leur volume s'est accru de 13,5 p. 100. L'effort considérable à accomplir pour rénover les structures hospitalières s'est poursuivi et demandera encore des années de travail et d'investissements. Les autorisations atteignent, je vous l'ai dit, 485 millions de francs, en augmentation de 76 p. 100 sur le budget de 1963. Il faut cependant que les crédits de paiement puissent suivre à un rythme accéléré.

Vous pourrez prendre connaissance sur mon rapport du programme des opérations prévues; je me contenterai de signaler le crédit important réservé aux centres hospitaliers universitaires dont la construction et l'aménagement sont rendus nécessaires par la réforme des études médicales. La part réservée aux établissements hospitaliers de la région parisienne représente, avec raison, le quart des crédits d'équipement hospitalier.

Les services du ministère et les grandes commissions qui y sont rattachées ont permis au ministre de déterminer un choix dans cette œuvre de rénovation hospitalière et de fixer un ordre de priorité qui ne saurait être remis en question.

Qu'il me soit permis, comme je le fais chaque année à l'occasion de la discussion du budget, d'insister sur la situation du secteur hospitalier privé. Votre commission demande avec la plus grande insistance que les autorisations nécessaires de création et d'augmentation de lits privés soient accordées avec une grande libéralité pour le motif indiscutable que l'Etat ne participe en aucune manière à ces investissements privés dont le résultat final est l'augmentation des lits dans des services modernes et bien équipés, ce qui est essentiellement le but à atteindre.

En ce qui concerne le secteur hospitalier public, une question ne tardera pas à se poser d'une manière angoissante, il s'agit de la participation de la sécurité sociale aux dépenses d'équipement.

M. le ministre du travail et de la sécurité sociale a fait récemment devant votre commission des affaires sociales un exposé dans lequel il a particulièrement insisté sur le déficit de la sécurité sociale à prévoir pour l'année 1964 et sur les moyens à l'étude pour faire face à cette situation.

Il est certain que si la sécurité sociale se trouvait dans l'impossibilité de participer, à un taux sensiblement égal, aux dépenses d'équipement hospitalier, des difficultés ne tarderaient pas à se manifester.

La charge, en effet, serait trop lourde à supporter pour les collectivités locales si, à leur participation, elles doivent ajouter celle qui est attendue de la sécurité sociale.

M. le ministre de la santé publique et de la population a fait connaître à l'Assemblée nationale qu'il devenait nécessaire de reviser entièrement le mode de financement de l'équipement hospitalier. Une commission spéciale comprenant les représentants des ministres de la santé, des finances et du travail, ainsi que du commissariat général au plan, doit se réunir, mais je me permets de douter qu'une solution puisse intervenir avant la deuxième lecture de la loi de finances. Nous serions heureux de connaître les solutions qui seront retenues.

Nous avons déjà évoqué au cours de cette intervention l'aide que se propose d'apporter le ministre de la santé publique et de la population à l'équipement social dont les besoins sont très grands. Le montant des subventions s'élève à 93 millions. Elles concernent l'enfance inadaptée, l'aide sociale à l'enfance et aux adultes, ainsi que des réalisations d'intérêt familial et la formation de travailleurs sociaux.

A la fin de cette analyse des dépenses en capital, nous désirons retenir l'attention du Sénat sur l'effort réalisé pour la lutte contre les maladies mentales. Une somme de 77 millions est consacrée aux diverses opérations dont les plus importantes concernent la construction et l'aménagement d'hôpitaux psychiatriques. Des hôpitaux de jour, des sections de rééducation pour alcooliques, des foyers de postcure seront aménagés, en particulier dans la région parisienne. Ces établissements, dont le rôle médical et social est si important, permettront à de nombreux malades de guérir et de reprendre leur place dans la société.

Sous le bénéfice de ces observations et en espérant que le Sénat voudra bien accepter les deux amendements déposés, la commission des affaires sociales donne un avis favorable au budget de la santé publique et de la population. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Lucien Grand.

M. Lucien Grand. Monsieur le ministre, mes chers collègues, les deux rapporteurs qui se sont succédé à cette tribune, MM. Dubois et Plait, ont analysé très objectivement et commenté fort opportunément les principaux chapitres du budget de la santé et de la population qui nous est soumis aujourd'hui.

Je limiterai donc mon intervention à quelques réflexions sur des points particuliers qui conditionnent, à mon sens, l'évolution favorable du budget social de la nation. L'équipement sanitaire et social ne peut réussir qu'aux prix d'efforts financiers progressifs et continus. Or, M. Dubois nous rappelait à l'instant que le budget ne représentait que 2 p. 100 du budget

total de la nation; 2 p. 100 pour satisfaire de si nombreuses tâches! C'est un truisme que de rappeler que nos hôpitaux sont fort anciens qu'ils sont souvent incommodes, presque toujours inadaptes aux méthodes modernes de thérapeutique qui s'imposent aujourd'hui et qu'en même temps ils sont insuffisants quant à leur capacité d'accueil.

Pour ce qui concerne les hôpitaux psychiatriques, chacun s'accorde à dire que la situation est tragique. Faut-il rappeler également que ce budget doit subvenir à la construction d'écoles d'infirmières et d'écoles d'assistantes sociales, que, pour les enfants, les adolescents, une politique nouvelle, à laquelle nous avons souscrit d'enthousiasme, suppose la construction d'établissements de soins et de rééducation pour les débiles mentaux légers, pour les caractériels, pour les débiles moteurs et pour les déficients sensoriels.

Je rappelle que 400.000 places sont encore nécessaires pour que chacun puisse avoir les soins dont il a besoin. Aussi faut-il construire des centres médico-pédagogiques, qui relèveront très prochainement de ce ministère nous assure-t-on, des ateliers protégés. Ces tâches s'imposent pour que notre jeunesse puisse bénéficier de la sollicitude accrue à laquelle elle a droit. Il faut aussi rénover, ou tout au moins transformer la majeure partie des hôpitaux psychiatriques et en construire de nouveaux, encore que les mesures prises récemment, en particulier la sectorisation, permettent d'y voir beaucoup plus clair dans ce domaine.

Pour nos enfants incurables tout ou à peu près est à faire. Il faut aussi songer aux dispensaires d'hygiène mentale, aux centres de placement pour les débiles profonds et aux centres de dépistage du cancer, dont vient de nous entretenir M. Plait, et j'en oublie certainement dans cette énumération.

Nous ne pouvons pas nous refuser à ces tâches, bien que ce budget ne représente, je le répète, que 2 p. 100 du budget national.

Certes, je n'en fais pas grief — et tout le monde ici est de mon avis — à M. le ministre de la santé, car nous savons avec quelle ardeur il a défendu son budget et avec quelle compétence il est venu devant la commission exposer ses vues sur chacun de ces problèmes.

Le premier impératif qui s'impose donc est de rajeunir nos vieux hôpitaux, dans le même temps d'en construire des nouveaux fonctionnellement mieux adaptés aux exigences des soins modernes, et surtout de mettre à la disposition d'une population en permanente croissance des lits plus nombreux pour des malades soumis à des soins de haute qualité dans un cadre favorable aux diverses disciplines médicales modernes.

Le centre technique sanitaire et social, de création récente, a pour mission première de penser ces problèmes, d'établir les programmes et d'en assurer la coordination. Grâce à lui, ces problèmes administratifs et techniques sont donc résolus, mais reste l'aspect financier.

Nous l'avons dit, en ce domaine, la volonté de M. le ministre de la santé n'est pas déterminante. On chiffre à quelque 27 milliards de francs les dépenses à engager pour réaliser le plan minimum d'équipement sanitaire. Je rappelle, à mon tour, que les dépenses de construction et d'établissement sont supportées par le ministère de la santé à 40 p. 100, par la sécurité sociale à 30 p. 100, la part des collectivités locales, déjà trop lourde, étant de 30 p. 100.

Je signale incidemment qu'entre le centre technique sanitaire et social et la sécurité sociale une identité de vue totale n'existe pas sur certaines normes, en particulier pour les hospices. Il conviendrait que l'arbitrage nécessaire soit rendu rapidement pour hâter l'exécution des programmes et des projets retenus. Mais des difficultés sérieuses nous apparaissent au point de vue du financement des programmes successifs et, après nos deux rapporteurs, je voudrais, moi aussi, solliciter une réponse de M. le secrétaire d'Etat. Sachant la part contributive de la sécurité sociale et supposant son maintien à 1.200 millions par an, ayant été officiellement prévenu du déficit dans les exercices prochains, au cas où la sécurité sociale ne pourrait plus remplir son rôle, je pose la question à mon tour: qui se substituera à elle? En tout cas, quelle que soit la solution trouvée, il ne peut être question de prétendre que la participation des collectivités locales sera augmentée car c'est absolument impossible. Si l'on ne trouvait que cette solution, autant dire qu'on abandonnerait définitivement tout plan d'équipement sanitaire et social. (*Applaudissements.*)

Cette dangereuse éventualité est donc très préoccupante, monsieur le ministre, et j'espère que la réponse que vous nous donnerez apaisera nos craintes.

Mes chers collègues, l'année dernière, à l'occasion de la discussion de ce même budget, j'avais appelé l'attention de M. le ministre sur les considérables difficultés que crée l'insuffisance de recrutement de certaines catégories d'auxiliaires médicaux, en particulier les assistantes sociales et les infirmières,

Pour les assistantes sociales, il faut reconnaître que certaines mesures ont été prises fort opportunément, puisque nous commençons à constater une amélioration de cette situation. Nous ne pouvons, hélas ! constater cette même amélioration pour le personnel infirmier. Les difficultés de recrutement persistent. Il y a donc des causes persistantes. A la vérité, le niveau des concours est trop élevé, les traitements ne correspondent pas aux services exigés et les quelques écoles existantes ne peuvent recevoir tous les candidats à ces concours. Toutes ces causes réunies font que les vocations ne peuvent se faire jour et encore moins, n'étant pas sollicitées, ne peuvent se révéler. En effet, il faut bien l'admettre, il faut le proclamer, cette admirable profession postule avant tout une solide vocation de dévouement et d'abnégation.

Pour porter remède à ces insuffisances — et il faut reconnaître qu'une intention très nette apparaît dans ce budget — il est indispensable d'augmenter le nombre des bourses, de revaloriser les indices, d'atteindre rapidement 20.000 places dans les écoles d'infirmières, chiffre cité par M. le ministre lors du débat à l'Assemblée nationale.

Chacun reconnaît que nous manquons de dizaines de milliers d'infirmières et je pose la question : pour quelles fins engagerait-on des frais très lourds, extraordinaires, pour bâtir des hôpitaux, des établissements d'accueil si le personnel infirmier continuait à demeurer ce qu'il est, c'est-à-dire 50 p. 100 seulement de l'effectif indispensable pour le bon fonctionnement de ces hôpitaux et de ces centres ? (Applaudissements.)

Je voudrais attirer l'attention de M. le secrétaire d'Etat sur le cas particulier des kinésithérapeutes. Leur rôle est déterminant dans la rééducation fonctionnelle et, grâce à leurs soins, nombre de blessés ou de malades qui étaient guettés par l'infirmité, par l'incapacité arrivent à se reclasser dans l'économie nationale. Une mesure fort heureuse qui, je pense, portera ses fruits vient d'être prise, la création d'une école-pilote qui leur est destinée. Mais il est urgent de prendre des mesures pour ces auxiliaires médicaux. Nombre de commissions administratives d'hôpitaux, en province en particulier, n'ont pas hésité à engager des frais indispensables pour acquérir le matériel qui devait meubler des salles de kinésithérapie. Or, du fait d'indices trop bas, il est rare qu'un de ces hôpitaux puisse conserver un kinésithérapeute — je pourrai citer à M. le ministre, s'il le désire, de nombreux cas — car aucun n'a intérêt à y rester lié par un statut quelconque et, de ce fait, pour s'assurer ses services, il faut que les commissions administratives le paient à l'acte, ce qui revient de quatre à cinq fois plus cher que si un traitement convenable le retenait à cet établissement de soins. Un effort financier s'impose à leur égard.

Comme l'année passée, je veux encore une fois rappeler l'incidence des dépenses sociales sur les budgets des collectivités locales, communes et départements, incidence trop lourde, incidence insupportable. Tous les maires, tous les conseillers généraux demandent instamment un nouvel aménagement de la répartition des charges respectives entre le ministère et les collectivités locales.

Nous demandons un transfert au budget de l'Etat de ces charges, dont la plupart résultent de décisions dont nous n'avons pas l'initiative et dont l'inscription est obligatoire sur nos budgets. Monsieur le ministre, j'espère que, cette année, vous voudrez bien nous donner une réponse favorable.

Pour terminer, je voudrais envisager à mon tour les structures extérieures des réformes envisagées. Je ne conteste pas que la multiplicité des directions ou des divisions qui ont compétence sanitaire ou sociale dans un département entraîne des doubles emplois. Je reconnais que des regroupements de fonctions s'imposent pour accroître l'efficacité des divers services, mais ce qui importe par-dessus tout c'est qu'une juste coordination soit faite entre tous ces services.

M. le ministre nous a présenté un plan de réorganisation départementale qui m'effraie quelque peu. L'objet évident est de partager la gestion et de la donner à un haut fonctionnaire, qui relèvera d'un fonctionnaire divisionnaire, mais je ne vois pas très bien quelle sera l'autorité du préfet sur ce haut fonctionnaire. Par ailleurs, entre ces deux branches je ne situe pas exactement la place du conseil général et je me demande si, véritablement, il ne va pas perdre son contrôle des dépenses d'assistance sociale ou d'aide sociale, qui sont si importantes pour lui.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, je vous demande de nous rassurer et de nous dire que les prérogatives du conseil général en matière d'inscription des dépenses d'aide sociale seront maintenues et qu'en aucun cas ces inscriptions ne lui seront imposées, comme déjà d'autres le sont.

MM. André Dulin et Raymond Bossus. Très bien !

M. Lucien Grand. De plus, ces réformes me paraissent quelque peu dangereuses en ce sens que je ne suis pas assuré que,

dans chaque département, la direction de ces services nouveaux sera confiée à des médecins. Je sais bien que les médecins ne sont pas par définition des administrateurs tels qu'il faille leur réserver des places de choix et une prééminence évidente, mais, puisque 80 p. 100 du budget de la santé publique sont consacrés à l'équipement sanitaire, il serait bon tout de même de leur laisser le dernier mot. (Très bien ! sur divers bancs.)

Monsieur le secrétaire d'Etat, le budget de la santé conditionne l'avenir sanitaire de toute la population de notre pays, des jeunes et des vieux mais aussi de la population active. C'est donc un rôle exaltant que joue le ministre de la santé ; c'est aussi une tâche considérable qu'il assume. C'est pourquoi nous comprenons l'ardeur avec laquelle M. le ministre de la santé défend son budget. Nous comprenons cette flamme qui l'anime, nous l'approuvons et nous souhaitons que les quelques réflexions que nous avons pu faire aujourd'hui l'aident à convaincre son collègue des finances que ce budget ne peut rester un des plus bas qui soit dans la hiérarchie des budgets de la nation. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Bossus.

M. Raymond Bossus. Avant-hier soir, à la télévision, M. Pompidou, président du conseil, parlant de son programme d'austérité, indiquait qu'il n'avait jamais été tant fait qu'actuellement pour la santé. Hier soir, c'est un autre ministre, à la télévision, M. Marcellin, de la santé publique, qui profitant de l'occasion qui lui était donnée d'appeler à la collecte du timbre antituberculeux, vantait lui aussi les efforts de l'Etat dans le domaine de la santé publique. Déjà les quelques orateurs qui m'ont précédé et les rapporteurs n'ont pas manqué de montrer les faiblesses et l'insuffisance du budget.

Bien sûr, la lecture ou l'écoute des rapports ayant trait au budget de la santé sont instructifs. La masse budgétaire est impressionnante ; les différences en pourcentage d'une année à l'autre pourraient faire croire à des changements sensibles, laisser espérer que nous allons sortir enfin des grandes difficultés et que notre pays va enfin avoir un budget de la santé correspondant à ses besoins.

En vérité, il résulte de tous ces chiffres que sur l'ensemble du budget de l'Etat — cela a déjà été dit — seulement 2 p. 100 sont réservés à la santé. Ce pourcentage n'a pas changé depuis 1958 alors que, malgré le fait heureux de notre entrée dans une période de paix, les budgets de l'armée, de l'armement sont en constante augmentation parce qu'il faut engager des milliards dans la néfaste force de frappe.

Nous regrettons beaucoup de ne pas voir en face de nous M. le ministre de la santé, qui doit avoir dans ses dossiers de nombreuses résolutions, de nombreux vœux, des demandes de subventions de communes et de départements qui, après avoir élaboré le plan de leurs besoins en équipement hospitalier, après avoir élaboré leurs projets, ne peuvent les réaliser parce qu'il manque l'approbation ministérielle et les fonds de démarrage.

Monsieur le secrétaire d'Etat, quelques questions ont été posées en commission à votre collègue le ministre de la santé publique. L'une d'entre elles et sa réponse méritent de retenir quelques minutes l'attention des sénateurs. Il s'agit de la région parisienne, mais malheureusement je crains que cela soit valable pour l'ensemble du pays et notamment les grandes villes.

La question était celle-ci : « Monsieur le ministre, pouvez-vous nous indiquer si, par malheur nous avions à faire face durant les mois d'hiver prochain à la présence d'une épidémie grave dans la région parisienne, si l'équipement hospitalier, le corps médical et le personnel hospitalier seraient en mesure de soigner, de faire face à une telle situation ? »

Ecoutez bien la réponse du ministre ; elle fut celle-ci : « Pour faire face à une telle situation, nous avons un plan en plusieurs étapes : nous évacuons, nous réquisitionnerions ».

M. Adolphe Dutoit. C'est génial !

M. Raymond Bossus. Ainsi cette réponse est grave et nous pouvions alors poursuivre le dialogue et demander : « Où évacueriez-vous ? Quel immeuble pourriez vous réquisitionner ? »

En vérité, le retard en équipement hospitalier s'accumule dans toute la France et devient plus sensible dans les grandes agglomérations. Nous avons des chercheurs et des savants magnifiques, des chirurgiens, des professeurs et médecins de grande valeur. Nous avons un personnel hospitalier de très grande conscience professionnelle et d'un magnifique dévouement. Nous avons des techniciens, architectes, constructeurs, ouvriers du bâtiment qui ont fait leurs preuves...

M. Adolphe Dutoit. Très bien !

M. Raymond Bossus. ... mais, par une criante insuffisance de crédits, la santé du pays est menacée.

Quelques faits méritent d'être connus. Vendredi dernier, les syndicats C. G. T., C. F. T. C., C. G. T.-F. O. des hôpitaux de l'assistance publique de Paris, des hôpitaux psychiatriques et établissements du départementaux de la Seine tenaient une conférence de presse. A cette conférence, bien sûr, il y avait des journalistes, mais aussi des médecins et chirurgiens, des délégués du personnel, des élus. Avec la permission des organisateurs, je vous fait connaître quelques faits précis. Ecoutez ces quelques chiffres :

Le nombre des lits des hôpitaux publics est inférieur à celui de 1945, tandis qu'on enregistre une augmentation de 13 p. 100 de la population. Il n'y a que 6.000 infirmières diplômées et 1.800 spécialisées — laboratoire, radiographie, etc. — sur un effectif de 42.000 agents, pour les trois équipes, à l'assistance publique de Paris, qui soignent en moyenne chaque année 500.000 hospitalisés et 4.500.000 consultants, plus les enfants et nourrissons de la protection maternelle et infantile et de l'assistance à l'enfance.

D'après un rapport fait par la direction générale de l'assistance publique, il faudrait, avant 1970, 15.700 lits nouveaux, soit trente hôpitaux de 500 lits ou vingt de 800 lits, la modernisation des 13.500 lits actuels ne correspondant plus aux conditions normales exigées.

Alors que la santé devrait être à sa charge, l'Etat accorde très peu de subventions. Certes, il y a quelques réalisations, à la gloire de nos techniciens, mais ce ne sont encore que des prototypes. Elles sont notoirement insuffisantes et le plus souvent dues aux ressources de la sécurité sociale, et partant à celles des travailleurs, ou encore à la charité, comme le centre de cardiologie de l'hôpital Broussais.

Toujours d'après la direction générale de l'assistance publique, il manquera d'ici à 1970 : 8.518 infirmières, ce chiffre représentant plus que le chiffre existant ; il faudra recruter 5.376 non-diplômés masculins et 18.239 non-diplômées féminines.

Ecoutez la voix du personnel, monsieur le secrétaire d'Etat : Dans un hôpital, il est arrivé qu'un agent ait été grièvement blessé parce que l'autoclave en service a explosé. La cause de cet accident ? C'est l'insuffisance numérique des ouvriers de l'entretien. Chez ce personnel qualifié, à qui l'on doit beaucoup, par exemple la fabrication du rein artificiel trois mois avant l'apparition du premier rein américain, il arrive aussi des drames dus au surmenage.

Ce qui est terrible, c'est de ne pouvoir répondre à la rapidité d'intervention pourtant indispensable — ce sont les infirmières qui parlent : entrées et sorties des malades à un rythme poussé qui surmène le personnel trop peu nombreux ; rythme intensif pour ce personnel qualifié, très en-dessous des nécessités, ce qui multiplie ses gestes et ses actes et le met sous tension.

Le 5 novembre, dans un service de l'hôpital Necker-Enfants-Malades il y avait en tout et pour tout l'infirmière et la surveillante, soit la moitié de l'effectif minimum. Locaux encombrés de lits montés, de brancards et parfois de matelas roulés pour la journée et déroulés pour la nuit, comme cela arrive dans les services tels que le centre d'accueil de Saint-Vincent-de-Paul où quatre enfants dormaient sur le même matelas d'adulte, ces exemples sont aussi valables pour les hôpitaux psychiatriques où l'encombrement est encore plus grand.

Dans des salles d'un cubage prévu pour vingt-quatre malades, on en met quarante. Parfois, avec les couloirs, les bureaux, le nombre des malades monte à cinquante et soixante. Dans certaines salles comme à Broussais, en médecine, l'encombrement est tel que la soignante ne peut plus passer avec le chariot à soins. Pour le faire passer, il faut reculer d'un côté les lits du milieu, faire les soins d'un côté en série ; au bout de la salle, déplacer ensuite les lits de milieu dans l'autre sens, faire les soins aux malades du fond, faire passer le chariot de l'autre côté, faire les soins en série pour les malades du côté et du milieu, ensuite faire sortir le chariot et replacer les lits au milieu ! Et le même manège recommence pour la nourriture. C'est aussi vrai pour l'après-midi, où l'unique hospitalière devient polyvalente, en même temps infirmière, aide-soignante, déménageur, brancardier pour plus de quarante malades.

D'où perte de temps, complications du travail, fatigue extrême du personnel allant jusqu'à la dépression. Ne plus être sur les nerfs ; garder la maîtrise de soi pour soigner les malades dans un climat de détente, ne plus être crispé sur la pince à agrafe par exemple, ou les tubulures à poser ; ne plus bousculer les malades qui souffrent et qu'on aime ; avoir le temps de soigner ou servir le malade, c'est le cri d'alarme de la conscience professionnelle.

M. Adolphe Dutoit. Très bien !

M. Raymond Bossus. Ce qui empoisonne le moral du personnel, c'est ce souci constant du travail laissé de côté, l'examen reporté, le nettoyage des locaux délaissé, le lit du sortant à désinfecter, à faire pendant que l'entrant attend la place depuis plus de deux heures — comme on l'a vu à Trousseau. C'est aussi

le rationnement de la nourriture pour les malades qu'il faudrait mieux nourrir. C'est la visite du médecin non suivie faute de temps, c'est le drame pour l'infirmière de ne connaître les malades qu'au travers du livre de transmission. Ainsi, devant de telles conditions de travail, vous avez une explication des difficultés de recrutement de formation du personnel hospitalier.

Il faut en finir avec les promesses jamais tenues ; le personnel unanime demande pourtant des choses simples : des conditions humaines de travail, quarante heures en cinq jours par semaine ; des crèches pour les infirmières mamans et pour les soins aux enfants ; des salles de relaxation et de détente dans tous les hôpitaux ; des logements sains à proximité des établissements hospitaliers ; des salaires et traitements qui, dès le début de l'emploi, permettent de vivre dignement.

Sur ce dernier point, en commission, le ministre de la santé publique a dû reconnaître la justesse de nos observations sur les conceptions de l'octroi d'une prime dite de rendement et quelques modifications ont été apportées. Vous vous souvenez que, l'année dernière, nous avions insisté sur cette prime dite « au rendement » pour les infirmières. En vérité c'est une question de crédits et si vous vous obstinez à ne pas dégager les milliards nécessaires à l'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel, vous porterez une large part de responsabilité.

C'est encore une question de crédits qui peut régler le problème des créations d'hôpitaux dont le pays a tant besoin et non la création de services nouveaux, de commissions d'études. Une fois de plus, ces organismes nouveaux freinent, paralysent les initiatives et mettent en cause les décisions des communes et des départements.

Aux pages 37 et 38 du fascicule « bleu », il est vanté le rendement des services du Vésinet et il est question que le bureau *Organisation et méthodes* se verrait confier « l'étude d'une réorganisation des établissements hospitaliers en vue d'un abaissement du prix de journée ». Cela mérite quelques explications car nous avons dénoncé la conception qui guide à l'élaboration du prix de journée, investissements d'avenir, étude, etc., mais que voulez-vous dire par « réorganisation des établissements hospitaliers » ?

M. Maurice Coutrot. Voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. Raymond Bossus. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Coutrot, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Maurice Coutrot. Je voudrais illustrer votre propos en ce qui concerne le centre technique du Vésinet à la rapidité d'exécution duquel on se plaît, paraît-il, à rendre hommage.

Le conseil général de la Seine a voté en décembre 1962 un programme de construction d'établissements de protection maternelle et infantile pour l'année 1963. Des dossiers furent déposés dès le mois de mai 1963 au centre technique du Vésinet. Ils y sont encore. Nous sommes à la mi-novembre et, étant donné le temps nécessaire pour préparer et lancer les adjudications, il ne peut plus être envisagé de commencer les travaux, compte tenu des intempéries possibles de l'hiver, avant mars 1964. Pendant ce temps et malgré la stabilisation des prix que nous connaissons tous (*Sourires*), le coût des travaux augmente.

A l'origine la mission du centre technique du Vésinet n'était-elle pas seulement de fixer la limite des dépenses subventionnelles ? En fait, il est maintenant devenu un organisme qui opère un sévère contrôle et retarde la mise en œuvre d'établissements indispensables à la santé publique. Ce qui est vrai pour la protection maternelle et infantile l'est également pour les autres établissements et pour les dispositions qui ont été prises à cet égard dans le département de la Seine. (*Applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur quelques bancs au centre.*)

M. Raymond Bossus. Je vous remercie, mon cher collègue, cela confirme mes craintes sur ce centre du Vésinet, et ce que vous apportez comme documentation nouvelle enrichit mon intervention.

Nous sommes d'ailleurs très inquiets pour l'avenir, car, du fait des charges les plus diverses supportées par la sécurité sociale, cette dernière qui, contrairement à sa vocation, participe pour 30 p. 100 aux frais hospitaliers, ne peut suivre. Et il nous a été annoncé qu'à partir du 1^{er} novembre, une commission spécialisée sera chargée d'étudier les conditions de financement. Là encore nous sommes très inquiets et les deux rapporteurs, le deuxième surtout, ont bien marqué leur crainte de voir reporter les charges sur les collectivités locales, communes et départements. C'est si vrai que, si ces dernières années quelques réalisations de centres de protection maternelle et infantile ont été obtenues dans la région parisienne,

cela est dû, en particulier, à l'effort du département, l'Etat refusant les crédits.

L'année dernière, au cours du débat budgétaire, nous avons entendu des promesses. Mais en 1963 pas un hôpital nouveau n'a été construit à Paris. Le dépannage occasionnel par lit pour chroniques le sera grâce à une subvention exceptionnelle du conseil municipal de Paris et, pour l'instant, nous reparlerons de la reconstruction de l'hôpital Ambroise-Paré, qui n'est pas commencée, et d'hôpitaux à venir, dont les adjudications vont avoir lieu pour certains et dont les opérations d'achat de terrains vont commencer pour d'autres.

Une seule réalisation est en bonne voie, grâce à la ténacité de certaines communes : la construction aux trois quarts achevée de l'hôpital intercommunal de Montreuil. Ainsi, monsieur le secrétaire d'Etat, vous est-il possible de juger des méfaits des insuffisances des crédits de la santé !

Il en est de même pour les questions particulières : pas assez de crédits pour les laboratoires, pas assez de crédits pour avancer dans la lutte pour le dépistage et les soins aux cancéreux, pas assez de crédits pour les établissements psychiatriques, pas assez de crédits pour les crèches et l'enfance ; pas assez de crédits pour l'aide sociale, l'aide aux infirmes et aux vieillards. Ces derniers ont manifesté en force, et il était touchant de les voir défiler de l'Opéra à la rue de Rivoli, réclamant l'augmentation sensible des retraites et pensions. Comme ils auraient été en contradiction avec le ministre de la santé publique affirmant en commission que cela allait beaucoup mieux pour eux, que le mot d'ordre dénonçant le fait de l'impossibilité de vivre avec moins de 400 francs par jour devenait un slogan. C'est avec une certaine nervosité que le ministre reprochait à la commission Laroque d'avoir osé chiffrer les taux qui, selon elle, devraient permettre un rajustement progressif des indemnités.

Ce n'est pas vrai qu'il y ait une stabilisation, et la hausse des prix pour la nourriture, le loyer, les vêtements, les transports touche durement les handicapés physiques et les vieillards. Il est donc nécessaire de relever sensiblement les taux des pensions de retraite.

Il est superflu, dirions-nous au ministre de la santé s'il était là, de signer un décret indiquant aux collectivités locales de ne pas construire de foyers-retraite de plus de 80 lits pour vieillards, car chaque commune, chaque ville, chaque département connaît ses besoins. Il aurait été préférable d'ajouter une ligne au budget comprenant une masse budgétaire à utiliser et versée rapidement aux collectivités locales en participation à fort pourcentage aux frais de construction et de fonctionnement de maisons de retraite pour vieillards.

Le temps de parole scandaleux qui nous est imposé par décision gouvernementale ne me permet pas de traiter convenablement de toutes les questions intéressant la santé. Cependant, j'interviendrai encore sur une question, qui peut paraître mineure à certains, qui a trait à la nourriture donnée aux malades, en dénonçant le fait suivant : un nouveau système vient d'être instauré pour Paris et sa banlieue ; dans de nombreux hôpitaux de l'assistance publique, on fait appel, pour nourrir les malades, à des traiteurs de l'extérieur et l'on fournit aux malades des repas tout préparés et congelés. Je sais par expérience et de nombreux médecins ou chirurgiens m'ont dit que, sans être déterminante, la nourriture joue parfois un grand rôle dans la guérison des malades et influe sur leur moral. J'ai très souvent entendu dire que les médecins et les chirurgiens donnent aux malades un menu spécial. Je me suis entretenu avec eux d'une réforme heureuse qui consisterait à développer dans les hôpitaux le double menu qui permettrait aux malades de mieux s'alimenter avec la possibilité de choix. Loin d'aller dans le sens de ce progrès, nous sommes en régression car déjà on nous dit — on ne nous parle pas de la viande attendrie, il n'y en a pas dans les hôpitaux — que la viande congelée est une nourriture saine pour les malades, et cela parce qu'il manque cent cuisiniers à l'assistance publique, parce qu'on n'a pas construit ou reconstruit des cuisines qui soient en rapport avec les conditions modernes de l'alimentation.

Ce qu'il faudrait dans votre budget, ce sont des lignes complémentaires pour en finir avec cette période de retour en arrière en ce qui concerne les conditions d'alimentation des malades et pour corriger les erreurs que je viens de dénoncer.

La santé du pays, avec l'éducation et le logement, devrait être les préoccupations essentielles d'un gouvernement qui ose se dire social. Tel n'est pas le cas du contenu du budget de la santé et c'est pourquoi il nous est impossible de le voter. A moins que vous n'acceptiez de l'augmenter d'au moins 20 p. 100 et d'accompagner cette augmentation d'une suppression des barrages de commissions et supercommissions de contrôle et surcontrôle, d'exigences inadmissibles qui entravent toute possibilité de réalisation et freinent la rapidité d'exécution des projets élaborés par les communes et les départements. Ecoutez la voix des professeurs, des chirurgiens, des médecins, du personnel hospi-

talier, des délégués de la sécurité sociale, des élus conscients des retards accumulés ! Réduisez les crédits de guerre et augmentez les crédits pour la santé, telle est la volonté du pays et des forces démocratiques. *(Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche et au centre.)*

M. le président. La parole est à M. Messaud.

M. Léon Messaud. Mesdames, messieurs, c'est à une étude rapide, trop rapide, des problèmes les plus urgents, intéressant la vieillesse et les grands infirmes, que je voudrais, dans ce bref examen budgétaire, vous rendre attentifs.

Ce budget est certes en augmentation globale de 24 p. 100, sur les exercices précédents d'après les indications qui nous ont été données par M. le ministre de la santé lors de la réunion de la commission des affaires sociales ; mais la plus-value apparaît dans sa répartition nettement insuffisante pour permettre aux vieillards et aux grands infirmes d'obtenir le droit à la vie auquel ils aspirent si légitimement. En effet, les bénéficiaires de l'aide sociale estiment, tout comme nous, que la revalorisation dont ils devraient bénéficier ne saurait dépendre de la réussite combien illusoire du plan de stabilisation, et encore moins, monsieur le secrétaire d'Etat, des conclusions des études sur la politique des revenus confiées à M. Massé. Nous sommes tous d'accord, mes chers collègues, je le pense, pour estimer que ces conjectures leur sont absolument indifférentes ; mais, ce qu'ils savent bien, c'est que l'attribution au 1^{er} janvier prochain d'une somme de 1.600 francs, soit 4,38 francs exactement par jour, ne correspond pas aux conclusions de la commission Laroque. Ce qu'ils savent bien aussi, c'est que, avec 4,38 francs par jour, ils ne peuvent subvenir à leurs besoins et que l'évocation de cette somme dérisoire ne constitue pas, comme on a osé le prétendre — mauvais argument — un moyen de propagande, de pression politique.

M. Lucien Grand. Très bien !

M. Léon Messaud. Ce qu'ils savent aussi, c'est que la commission Laroque avait proposé et non pas imposé au Gouvernement un calendrier, calendrier parfaitement acceptable. Aux termes de ce calendrier, le montant de l'allocation aurait dû être de 1.900 francs pour l'année 1964 et s'élever à 2.200 francs pour l'année 1965. Ce qu'ils savent enfin, ces déshérités du sort, c'est que, depuis le dépôt du rapport Laroque, le coût de la vie n'a cessé d'augmenter et qu'en raison de cette hausse croissante, surtout après le rude hiver que nous avons connu en 1963, la somme de 2.200 francs devrait leur être allouée au 1^{er} janvier prochain. D'ailleurs, cette somme représenterait un total de ressources constituant environ le tiers du minimum vital indispensable, leur permettant, non pas de vivre, mais de subsister, car il est aussi contraire à la réalité de prétendre, comme on a tenté de le faire, que les vieillards et les grands infirmes bénéficiaires de l'aide sociale puissent avoir d'autres ressources à leur disposition que le montant de l'allocation qui leur est servie. En dehors de la revalorisation immédiate de l'allocation, des crédits enfin suffisants devront être dégagés pour l'intensification des mesures indispensables à la survie des personnes âgées. Parmi ces mesures les plus urgentes nous devons encore une fois, comme tous les ans, rapidement énumérer l'accroissement de l'allocation-logement, de l'aide ménagère et aussi l'intensification de la construction de maisons de retraite.

Enfin, en ce qui concerne plus particulièrement les aveugles et les grands infirmes, je voudrais que le ministre de la santé publique veuille bien admettre que l'aide médicale gratuite soit accordée aux bénéficiaires de l'aide sociale en attendant leur affiliation à la sécurité sociale, première mesure d'une généralisation de l'obtention de la sécurité sociale pour toutes les catégories de citoyens.

Dans l'immédiat, une dernière question, qui revêt un caractère éminemment social, devrait, à mon sens, ne présenter aucune difficulté. Elle intéresse les conjoints ou les proches parents d'un aveugle, d'un grand infirme ou d'un pensionné troisième groupe sécurité sociale. J'en ai d'ailleurs entretenu M. le ministre de la santé publique qui m'a indiqué, lors de la dernière réunion de la commission des affaires sociales, que ce problème ferait l'objet d'une très prochaine étude de ses services. Nous en prenons volontiers acte. Ces conjoints ou ces proches parents consacrent, comme tierces personnes, aux soins assidus d'un grand handicapé et à son soutien moral aussi, la totalité de leur temps, de leur activité, mais surtout leur dispensent un complet, un total dévouement. Ils devraient donc être considérés comme salariés et pouvoir bénéficier, eux aussi, des avantages de la sécurité sociale.

Mes collègues et amis, MM. Fournier, Lagrange et moi-même, nous avons d'ailleurs déposé, au nom du groupe socialiste, une proposition de loi tendant à l'extension du bénéfice des avantages vieillesse et des avantages sociaux aux conjoints, ascendants et descendants ayant rempli le rôle effectif de tierce personne.

Ces quelques mesures urgentes, sur lesquelles je viens, mes chers collègues, d'appeler votre attention ne relèvent — je pense que vous en êtes convaincus — d'aucune exagération, ni surtout d'aucune démagogie. Elles devraient donc sans discussion possible s'insérer dans le budget de la santé publique, qui intéresse les catégories sociales les plus défavorisées de notre pays.

Leur adoption éviterait à la nation le retour du spectacle affligeant que nous avons hélas ! vu, le 19 octobre, avenue de l'Opéra à Paris et dans diverses villes de France, ces pitoyables cortèges de vieillards et de grands infirmes qui, pour revendiquer leur droit à la vie, ont été contraints — je dis bien « contraints » — d'étaler sur la voie publique, au grand jour, leurs misères cachées et leurs souffrances.

Pour la dignité même de notre pays, il nous appartient, mes chers collègues, d'exiger du Gouvernement les crédits nécessaires pour que les vieillards et les infirmes ne soient plus obligés, selon l'expression consacrée, de descendre dans la rue. En 1964, ce triste spectacle, nous espérons ne plus le revoir. *(Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)*

M. le président. La parole est à M. Rougeron.

M. Georges Rougeron. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, ce n'est point une question de crédits mais un problème humain lié à des méthodes qui m'incite à aborder pour quelques instants cette tribune.

Dans un précédent débat budgétaire, j'avais eu l'honneur d'appeler l'attention, par secrétaire d'Etat interposé, de M. le ministre de la justice sur la trop grande lenteur d'application des mesures préventives et sur la trop facile indulgence des arrêts répressifs à l'encontre des mauvais traitements infligés par des parents indignes ou de l'absence de soins par des parents incapables à l'égard de jeunes enfants. Sans doute n'ai-je point été assez convaincant ou bien la transmission a-t-elle été trop atténuée... Toujours est-il que l'état de choses déplorable dans ce domaine ne s'est apparemment guère modifié.

C'est pourquoi mon propos d'aujourd'hui s'adressera à M. le ministre de la santé publique et de la population dont la vocation en quelque sorte naturelle est d'être le tuteur, c'est-à-dire essentiellement le protecteur de l'enfance.

Il ne se passe guère de semaine où la presse ne mentionne des drames particulièrement navrants sur le plan humain et spécifiquement scandaleux en ce qu'ils révèlent d'inadmissibles insuffisances quant aux devoirs de la société à l'égard des plus faibles.

Au hasard des coupures de journaux, je relève cette année : à Romans, un enfant de vingt mois est mort de mauvais traitements tandis que le second enfant du couple, qui portait des traces de sévices, devait être hospitalisé ; à Thaon, dans les Vosges, une fillette de six ans a dû à l'intervention de la directrice de l'école maternelle d'échapper enfin, mais après plusieurs mois, à ses parents qui la rouaient de coups ; à Saint-Omer, un ivrogne martyrisait son bébé de neuf mois, dont la mère n'osait se plaindre par peur de représailles ; à Garches, un père, si l'on ose dire, maintenait son fils âgé de six ans au-dessus de la cuisinière allumée et le frappait avec un tisonnier rougi au feu. J'en passe ; d'autres faits semblables pourraient être cités. Le nombre de ceux qui, hélas ! se poursuivent demeure à établir.

Il est permis de penser que si la connaissance de ces actes odieux intervenait assez tôt et si les mesures de sauvegarde étaient prises assez vite, le nombre de telles situations diminuerait sensiblement.

Or trop d'expériences démontrent — et là encore se vérifie l'un des aspects de l'incivisme de notre temps — qu'il ne faut guère compter sur le courage de ceux qui sont témoins pour réagir ; le quant-à-soi, le souci de sa propre tranquillité l'emportent trop souvent sur le sens du devoir.

C'est donc à l'autorité publique de se montrer vigilante ; mais encore faut-il qu'elle veuille s'en donner les moyens.

Or, dans beaucoup de départements, l'effectif des assistantes sociales publiques demeure incomplet parce que, faute de pouvoir offrir des situations convenables, les candidatures se détournent de la fonction pour se diriger plutôt vers le secteur privé.

Cependant, même si le recrutement s'améliorait, l'état actuel de la législation ne permettrait point d'atteindre l'efficacité suffisante. Le seul moyen de sauvegarder les enfants maltraités est de les retirer rapidement des familles qui se montrent indignes de les garder.

Or, la décision de mise en tutelle avec assistance éducative appartient au juge des enfants. Dans la pratique, lorsqu'une assistante sociale a effectué une constatation, elle en saisit son chef de service, directeur départemental de la population ou médecin directeur départemental de la santé. Celui-ci, à son tour, demande au magistrat d'intervenir. Et puis, il ne se passe

rien durant des semaines ou des mois, sinon que l'enfant continue d'être maltraité et les parents de se moquer du service social !

Quelques exemples pris dans différentes régions : quatre enfants d'une famille manifestement incapable sont signalés depuis mai 1962 avec demande de tutelle aux allocations familiales et mesure d'assistance éducative ; l'assistante sociale a été mise à la porte par la mère et, de ce fait, les enfants ne peuvent plus être contrôlés ; la décision judiciaire intervient en avril 1963, pour la tutelle uniquement, c'est-à-dire que les enfants demeurent entre les mains des parents. Un enfant de six mois, sous-alimenté et frappé, doit être hospitalisé en novembre 1962 ; la décision de retrait intervient seulement en février 1963. Une famille de dix enfants est signalée depuis avril 1961 comme sous-alimentant, brutalisant et séquestrant les garçons qui, lorsqu'ils peuvent sortir, sont obligés de voler pour manger. Aucune mesure n'a encore été prise au moment où je vous parle, c'est-à-dire en novembre 1963.

Il ne s'agit point, mes chers collègues, monsieur le secrétaire d'Etat, d'incriminer les magistrats spécialisés de l'ordre judiciaire, ils sont débordés par la déliquance juvénile et ne peuvent suffire à tout. Peut-être aussi une conception de l'ordre social leur fait-elle parfois répugner à disloquer la cellule familiale, mais elle vaut si peu quand ce sont des enfants qui souffrent !

Je n'entends point abuser de la patience du Sénat. Je voudrais seulement que nous soyons tous convaincus — et le Gouvernement également — que la détresse non secourue ou trop tardivement secourue de trop d'enfants constitue une tache sur la tunique, que l'on dit vouloir être de grandeur, de la nation française.

Et je me permettrai de prier que l'on veuille bien réfléchir à deux réformes qui permettraient de prévenir assez tôt et d'intervenir assez vite dans les cas douloureux tels ceux que j'ai évoqués : d'une part, subordonner le paiement des allocations familiales à l'observation d'une surveillance médicale ou sociale mensuelle effective jusqu'à l'âge de six ans ; ensuite déterminer que le retrait des enfants en danger moral ou physique sera prononcé par arrêté de l'autorité administrative sur proposition des directeurs départementaux de la santé et de la population.

Le contrôle mensuel, par un médecin ou une assistante sociale, permettrait de déceler rapidement des situations qui demeurent trop longtemps ignorées. L'action administrative conduirait à réagir avec plus de promptitude et ainsi pourrait-on espérer voir se fermer dans ce pays le livre noir — car s'en est bien un — par trop douloureux et scandaleux des enfants martyrs, des parents coupables et de la société en état d'impuissance. *(Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)*

M. le président. La parole est à M. Benoist.

M. Daniel Benoist. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, nous avons déjà entendu à cette tribune les plaintes qui se sont élevées contre ce que je pourrais appeler la « maigre » du budget de la santé publique. En effet, il apparaît, avec les pourcentages que l'on vous a indiqués, qu'il ne correspond qu'à une très faible partie du budget national, alors que d'autres investissements beaucoup plus improductifs et auxquels nous sommes un certain nombre à penser représentent 21 p. 100 des dépenses du budget national : je veux parler des dépenses militaires.

Mes chers collègues, les chiffres que vous avez sous les yeux vous permettent d'évaluer en pourcentage à 4,9 p. 100 l'augmentation des crédits du budget des interventions publiques — les plus intéressantes, puisqu'elles comprennent les constructions hospitalières — alors que l'augmentation des dépenses ordinaires atteint presque 6 p. 100 du budget total. Nous sommes très loin du grand ministère de la santé qui devait apporter les éléments essentiels de la grande année sociale annoncée par le Gouvernement.

Nous sommes loin surtout de trouver dans ce budget, monsieur le secrétaire d'Etat, un effort d'équipement hospitalier comparable à celui accompli par les autres nations. Notre équipement hospitalier est démodé et vétuste. Il suffirait pour s'en persuader de traverser la Seine, d'aller visiter l'Hôtel-Dieu, qui est davantage aujourd'hui un musée vivant de la médecine du Moyen-Age qu'un grand hôpital moderne des temps présents correspondant aux grandes découvertes scientifiques.

Je pourrais, d'ailleurs, vous citer bien d'autres exemples d'hôpitaux, soit à Paris, soit en province ; et tout à l'heure, l'un de mes collègues évoquait les conditions dans lesquelles le personnel travaille et dans lesquelles les malades sont soignés dans des locaux exigus et démodés.

Les salles, effectivement, dans nos services hospitaliers sont pleines à craquer, si je puis m'exprimer ainsi. On a, en dépit des règlements, installé des lits dans les allées centrales, et

même dans les couloirs. Quelle promiscuité, monsieur le secrétaire d'Etat, pour celui qui souffre, à l'époque où nous vivons ! Nous vous demandons, monsieur le secrétaire d'Etat, et par-delà votre personne nous demandons à M. le ministre de la santé publique de faire tous les efforts possibles pour que disparaisse ce véritable chancre qui est une honte pour nous, médecins hospitaliers. C'est une raison majeure pour que nous considérions comme insuffisant l'effort consenti pour les constructions hospitalières.

Mais je n'ai pas l'intention, évidemment, de reprendre tous les détails très circonstanciés du budget de la santé publique. Nous avons entendu cet après-midi de brillants orateurs intervenir sur ces sujets.

Je voudrais simplement et très rapidement, à l'occasion de ce budget, attirer l'attention du Sénat sur deux problèmes importants touchant la santé publique : d'une part, les difficultés de recrutement du personnel soignant, c'est-à-dire infirmiers, infirmières diplômés d'Etat, aides soignantes auxquelles on a déjà fait allusion et, d'autre part, le danger des réformes portant modification de recrutement du personnel médical à temps plein dans les hôpitaux publics.

Le recrutement du personnel, et notamment du personnel hospitalier soignant, devient un problème angoissant. Il manque dans notre pays, pour le secteur public comme pour le secteur privé, environ 80.000 infirmières. La médecine moderne et ses spécialités réclament un personnel souvent hautement qualifié, et les conditions de travail sont telles que, si nous prenons comme exemple l'assistance publique de Paris, celle-ci est incapable de répondre à la demande de personnel réclamé par ses services. En effet, il n'est pas rare de rencontrer des services hospitaliers parisiens où une infirmière qui, d'après le règlement, devrait soigner six ou huit malades, en a quelquefois vingt ou trente sous sa responsabilité.

Pour pallier ce déficit, on embauche de jeunes aides soignantes encore inexpérimentées, voire de simples agents hospitaliers pour leur faire exécuter des actes médicaux qui leur sont en principe interdits. Quelle responsabilité pour vous, monsieur le secrétaire d'Etat, si, comme nous l'espérons, en cas de catastrophe, vous couvriez ces modestes collaborateurs de la santé publique que vous avez ainsi recrutés ! Rien que pour l'assistance publique à Paris, qui nous servira d'exemple, il manque actuellement cinq à six mille infirmières diplômées ou aides soignantes.

Les conditions de travail de ce personnel sont donc très pénibles et je saisis cette occasion pour leur adresser de cette tribune nos félicitations pour le dévouement qu'il prodigue jour et nuit à nos malades. Savez-vous, en effet, mes chers collègues, que les infirmières de l'assistance publique débutent, après deux ans d'étude à l'école de la Salpêtrière, avec un engagement de cinq ans, sauf dédit financier ? Les conditions de travail sont telles que beaucoup de ces jeunes filles et de ces jeunes femmes, épuisées au bout de quelques mois, préfèrent payer leur dédit pour passer dans le secteur social ou privé.

Ce n'est pas avec les traitements misérables qui leur sont offerts en proportion des responsabilités assumées — je vais vous les rappeler — que vous pourrez attirer, monsieur le secrétaire d'Etat, dans vos écoles d'infirmières un grand nombre de jeunes filles et de jeunes femmes. Le problème n'est pas tant dans la multiplication des écoles d'infirmières que dans la grille indiciaire que vous leur offrirez à l'entrée de ces écoles.

M. Jacques Henriet. Parfaitement !

M. Daniel Benoist. Il faut que vous sachiez, mes chers collègues, qu'après deux ans d'école une infirmière diplômée d'Etat débute à 716 francs par mois pour quarante-huit heures de travail et une aide-soignante à 520 francs. Ces dernières n'attendent pas d'ailleurs le temps de leur titularisation, car, à ce tarif, elles s'évadent très rapidement des hôpitaux publics vers l'hospitalisation privée ou les services sociaux.

Enfin, il faudrait que le Gouvernement réponde aux revendications de ce personnel hospitalier, car ces revendications restent valables si nous voulons, dans un avenir prochain et même dans l'immédiat, maintenir dans nos hôpitaux publics un personnel de qualité.

Ce personnel demande le retour à la semaine de quarante heures en cinq jours de travail consécutifs, les primes fondées sur la valeur professionnelle et le rendement dont le total ne devrait pas être inférieur à 10 p. 100 des crédits du personnel, la titularisation du personnel auxiliaire sans imposer des conditions d'âge ou d'ancienneté. Enfin, vous n'oubliez pas, monsieur le secrétaire d'Etat, que la grille indiciaire des personnels de direction et d'économat sur le plan national n'a pas été modifiée depuis quinze ans, alors que les fonctionnaires d'Etat ont obtenu pendant cette période des majorations indiciaires successives de l'ordre de 50 à 90 points.

Voilà, mes chers collègues, ce que je voulais dire sur la difficulté du recrutement du personnel soignant dans les hôpitaux. C'est un problème urgent et alarmant.

J'évoquerai maintenant l'incohérence des textes qui, à l'heure actuelle, jettent la confusion dans l'esprit des jeunes étudiants qui s'engageraient dans une politique nouvelle d'exercice de la médecine ; je veux parler de la médecine hospitalière et, dans la médecine hospitalière, de la médecine à temps plein.

Si nous nous félicitons de la loi qui permet aujourd'hui de rembourser à 80 p. 100 les honoraires médicaux, loi dont notre ami M. Gazier, ancien ministre, avait établi les bases en 1956 et 1957 et qui fut reprise par votre gouvernement, nous regrettons par ailleurs que les décrets portant modification du recrutement du personnel médical dans les hôpitaux aient été pris sans consultation du Parlement, sans retenir les observations du corps médical, représenté par son ordre et ses syndicats, pour aboutir aujourd'hui à une foule de textes dont l'application paraît de plus en plus difficile.

M. Jacques Henriet. Mon cher collègue, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. Daniel Benoist. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. Henriet, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Jacques Henriet. Je vous approuve, mon cher collègue, d'insister sur le nombre insuffisant d'infirmières, mais surtout de parler, comme vous l'avez fait, de ces jeunes médecins et assistants, à qui la réforme Debré avait en principe tout promis, mais n'accorde rien. Ces jeunes gens se trouvent à Paris, ou dans d'autres universités, dans des situations d'attente extrêmement difficiles et je vous remercie de mettre l'accent sur ce problème.

M. Daniel Benoist. Je vous remercie d'approuver ma façon de penser et je vais d'ailleurs vous donner quelques détails sur ces jeunes assistants qui sortent de l'internat.

Une fois de plus, le Gouvernement, dans cette affaire — je parle des décisions prises par décret — sait-il exactement ce qu'il veut ? Actuellement, des concours sont ouverts dans les hôpitaux de province, tantôt dans le cadre du temps plein, qui répond à ces nouveaux décrets, tantôt encore à temps partiel suivant les modalités antérieures traditionnelles. C'est ainsi que le décret n° 63-998 du 4 octobre 1963 a modifié la presque totalité du décret du 24 septembre 1960 en ce qui concerne le recrutement de ce personnel.

Les incidences budgétaires seront importantes car si, d'une part, les honoraires des médecins et spécialistes sont déjà définis suivant la qualité et l'ancienneté des praticiens, rien n'a été défini de manière systématique pour harmoniser la succession des grades dans le service de la médecine à temps plein, dans les hôpitaux publics. Je m'explique.

D'abord, les étudiants qui parviennent après de longues années d'études à un des concours publics les plus difficiles en France — je veux parler de l'internat des hôpitaux des villes de facultés — ne savent pas, dans certaines branches de spécialités, comme la chirurgie, par exemple, dans quelles conditions ils devront préparer un certificat de chirurgie en deux ans et dans quelles conditions matérielles ces études pourront s'effectuer. Nous n'en savons pas davantage, nous qui avons le souci des finances publiques et qui voulons savoir quelles seront les incidences financières sur le budget de la santé.

Quelles que soient donc les modalités de la fin de cet internat, ces jeunes praticiens de qualité devront s'engager dans la voie des concours à temps plein, passer par le cliniquat et surtout par le concours de l'assistantat. Or, mes chers collègues, vous allez voir tout de suite la gravité de l'article 42, chapitre I^{er}, du décret du 24 septembre 1960 — je réponds ainsi à M. Henriet — qui est ainsi rédigé :

« Les chefs de cliniques et assistants des facultés et écoles nationales, assistants des hôpitaux, sont nommés pour quatre ans par arrêtés conjoints des ministres de l'éducation nationale et de la santé publique.

« Leurs fonctions sont renouvelables pour trois ans, au maximum, dans les mêmes formes. »

Mes chers collègues, si les aléas des concours, si la maladie ou l'accident ne mettent pas ces praticiens dans des conditions d'accessibilité au titre de chefs de service, ils seront, au bout de sept ans, mis tout simplement à la porte de l'administration, sans pension, ayant consacré la totalité de leur temps au service des malades dans les hôpitaux publics et ils devront chercher, à un âge qui avoisine la quarantaine, une nouvelle clientèle privée.

M. Lucien Grand. Très bien !

M. Jacques Henriet. C'est parfaitement exact !

M. Maurice Verillon. Mon cher collègue, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Daniel Benoist. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Verillon avec l'autorisation de l'orateur.

M. Maurice Verillon. Je vous remercie vivement de m'autoriser à prendre la parole. Tout d'abord, je veux vous exprimer ma gratitude d'avoir évoqué l'injustice commise à l'égard de jeunes assistants qui, ayant engagé leur existence dans la voie de l'enseignement et ayant été encouragés par d'indiscutables succès, se voient soudain évincés vers la quarantaine et doivent rechercher une autre orientation, alors qu'ils ont jusque là renoncé au côté lucratif de la carrière pour se destiner à l'enseignement et à la recherche.

Monsieur le secrétaire d'Etat, j'avais, en fait, abordé cette question pour un cas particulier dans une lettre que j'adressais, le 28 septembre 1962, à M. le ministre de l'éducation nationale. Il s'agissait d'un assistant de neuro-chirurgie de l'hôpital Grange-Blanche, à Lyon, qui avait passé un remarquable concours d'agrégation et qui, faute de poste immédiatement libre, appartenait à cette génération sacrifiée par le décret Debré. Obligé de se spécialiser en neuro-chirurgie, il ne lui était plus possible de revenir à la chirurgie générale. De surcroît, des postes de cette discipline dont la création était envisagée, étaient réservés aux praticiens rapatriés d'Algérie. Dois-je vous dire que je n'ai jamais reçu de réponse à la lettre que j'avais envoyée, il y a un an, à M. le ministre de l'éducation nationale ?

Cette histoire a un épilogue. Ce jeune agrégé n'avait plus qu'une formule de salut : demander à remplacer un de ses confrères rapatriés d'Algérie et assurer la lourde responsabilité de la chaire de neuro-chirurgie d'Alger dans les conditions difficiles de l'abandon. Son premier acte chirurgical fut de prodiguer ses soins à un ministre du gouvernement Ben Bella victime d'un funeste attentat, assurant ainsi la pérennité de la mission de haute civilisation de la France.

M. Lucien Grand. Très bien !

M. Maurice Verillon. Ce fait méritait, je crois, d'être signalé. Aussi suis-je doublement reconnaissant à mon excellent collègue, le docteur Benoist, d'avoir évoqué une question de cette importance. Je souhaite, oubliant cette lettre restée sans réponse, que M. le secrétaire d'Etat veuille bien nous donner les apaisements que nous espérons. *(Applaudissements.)*

M. Jacques Henriët. Mon cher collègue, me permettez-vous également de vous interrompre ?

M. Daniel Benoist. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Henriët avec l'autorisation de l'orateur.

M. Jacques Henriët. Je voudrais à mon tour remercier M. Benoist d'avoir mis l'accent sur une question que je connais personnellement depuis longtemps. Je remercie M. Verillon d'avoir utilisé le terme de « génération sacrifiée » au sujet de ces jeunes gens sacrifiés en raison des incertitudes du décret Debré.

Depuis bientôt trente ans j'enseigne dans une école de médecine et je vois mes élèves s'en aller de faculté en faculté ou même venir à Paris pour choisir une spécialité. Je partage l'opinion de M. Benoist quant à l'incertitude de ces jeunes gens qui, à cause du décret Debré, ne savent plus dans quelle direction s'orienter. Ils se trouveront un jour dans l'obligation, après avoir donné six ou sept années de leur plus belle activité à l'administration, de la quitter.

Je remercie donc M. Benoist d'avoir mis l'accent sur cette injustice qui risque au surplus de supprimer le recrutement de ces gens de qualité dont nous avons besoin dans nos hôpitaux français.

M. Lucien Grand. Très bien !

M. Daniel Benoist. Je suis confus de soulever l'enthousiasme de certains de nos collègues à ce sujet. Cependant, il fallait effectivement souligner cette injustice qui pourrait paraître banale, étant donné qu'elle ne touche qu'une minorité de citoyens, mais qui aura pour conséquences, dans le double système de la médecine traditionnelle privée et de la médecine à temps plein, de priver nos hôpitaux publics d'un personnel de qualité qui, devant l'échec possible et les mauvaises conditions que leur réserve l'avenir, renoncera aux efforts des concours pour se diriger uniquement vers la clientèle privée.

Excusez-moi de cette incidente, mais je pense qu'à l'occasion du budget de la santé publique et au moment où quelques constructions hospitalières, trop rares à notre gré, vont pouvoir permettre la mise en place du système, d'attirer votre attention, monsieur le secrétaire d'Etat, sur la gravité des textes qui

auront pour aboutissement final la dégradation de la qualité de la médecine hospitalière française.

Difficultés de recrutement du personnel hospitalier, lourdes hypothèques sur le personnel médical qui s'engage, au sortir de l'internat, dans une carrière à temps plein absolument incertaine, il y a là, monsieur le secrétaire d'Etat, matière à réflexion pour le ministre de la santé publique. *(Applaudissements.)*

M. le président. La parole est à M. Jean Noury.

M. Jean Noury. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, la création du ministère de la santé publique et de la population, d'origine relativement récente, correspond tout naturellement à l'extension des interventions de l'Etat dans tous les domaines. De juge policier ou militaire qu'il était autrefois, l'Etat a étendu ses attributions ; il est devenu producteur, vendeur, industriel, médecin. Nous ne saurions nous élever contre une telle tendance qui, pour une fois, nous semble aller dans le sens de l'Histoire et, ce qui est beaucoup plus important, dans le sens de l'intérêt de la collectivité et des citoyens.

Mais ce n'est pas pour évoquer des souvenirs historiques que je prends la parole dans ce débat. C'est pour aborder des problèmes plus concrets, plus humains où, pour une fois, nous verrons coïncider l'intérêt de l'Etat et celui des Français.

Notre pays, en effet, sortira grandi et nos concitoyens plus heureux si la proposition faite par M. Louis Armand et quelques autres personnalités de réduire de 0,50 p. 100 les crédits militaires au bénéfice de la lutte contre le cancer est mise en application.

Rien ne s'y oppose. Les obstacles majeurs ont été levés et, quand je parle d'obstacles, ce n'est pas au Parlement que je pense. Puisque, monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez l'autorisation de l'Elysée, je ne saurais trop vous engager à rendre cette mesure rapidement applicable.

Est-il besoin de rappeler en quels termes se pose le problème du cancer ? Cette année, 100.000 décès ont été causés par cette maladie, c'est-à-dire 189 pour 100.000 habitants. Le cancer est dix fois plus meurtrier que la tuberculose.

La lutte contre un tel fléau se situe à deux niveaux : développer la recherche afin de découvrir le remède qui neutralisera définitivement cette maladie ; développer la prévention, le dépistage, car tout le monde sait qu'un cancer découvert suffisamment tôt peut, le plus souvent, être guéri.

Il est bon de rappeler à ce sujet la formule de l'organisation mondiale de la santé : « l'acte médical, pour être complet, doit aussi bien tendre à prévenir qu'à guérir ». Il me paraît indispensable, en effet, que le ministère de la santé s'oriente vers une organisation plus poussée de la prévention et des soins. Jusqu'à présent, l'effort de l'Etat s'est porté vers des fléaux sociaux que nous qualifierions de traditionnels, tels que la tuberculose, et cela en négligeant d'autres fléaux dont le caractère de gravité s'est révélé plus récemment : le cancer, que j'ai déjà cité, mais aussi les maladies cardio-vasculaires et les maladies mentales.

L'importance croissante prise par ces nouveaux fléaux sociaux mérite que le ministère de la santé opère — et c'est là l'essentiel de mes propos sur ce point — une reconversion et oriente la lutte de la médecine vers ces maladies. Il dispose pour cela des médecins, des services médico-sociaux dont l'éloge n'est plus à faire.

Je signale au passage qu'il est urgent et indispensable que les pouvoirs publics déterminent une augmentation des tarifs des vacations de ces praticiens, bloqués depuis 1959.

Je veux enfin, en quelques lignes trop brèves pour un tel sujet, évoquer devant vous la situation des personnes âgées et des droits dont elles peuvent se prévaloir vis-à-vis de la collectivité.

La France compte à l'heure actuelle 5 millions et demi de personnes âgées. Le plan Laroque prévoyait une revalorisation progressive de leurs revenus pour atteindre le minimum de 1.900 francs par an en 1964. Que leur donne-t-on ? Seize cents francs par an !

De plus, 2.500.000 d'entre elles disposent de ressources variant entre 3,83 francs et 4,17 francs par jour. Le mot « misère » n'est pas assez fort pour caractériser une telle situation. Ce n'est pas une fortune que réclamaient les vieux l'autre jour, sur l'avenue de l'Opéra, en demandant un minimum de 6 francs par jour ; c'est un minimum également que porter de 75 à 85 p. 100 du loyer principal le taux de l'allocation compensatrice de loyer.

Dans le problème des personnes âgées, ce ne sont pas de modestes mesures de détail qu'il convient de prendre ; c'est une véritable politique d'ensemble qu'il est nécessaire de promouvoir. Quand le Gouvernement se décidera-t-il à mettre en œuvre une véritable politique des revenus à l'égard des personnes âgées ? Est-il vraiment nécessaire de donner tant de publicité à des commissions d'études si leurs études ne doivent pas se

traduire ensuite par des réalisations pratiques et une politique cohérente ?

Telles sont, monsieur le ministre, les quelques considérations que je voulais évoquer à l'occasion de la discussion de votre budget. J'espère que vous voudrez bien en tenir compte pour répondre à nos préoccupations et satisfaire également la justice. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à Mme Cardot.

Mme Marie-Hélène Cardot. A notre époque, où l'espoir est plus grand d'un bonheur garanti par la science et le progrès technique, des êtres souffrent; la naissance, la maladie ou l'âge les ont rendus déficients. D'un côté, la soif de bonheur individuel est répercutée, amplifiée par tous les moyens de communications et de diffusion; ce bonheur devient une exigence, un droit, une valeur intangible. Mais de l'autre côté, des vies inadaptées, des familles souffrent, s'interrogent, se meurtrissent.

La société tout entière est en cause; elle doit se vouloir solidaire. Elle se jugera dans son présent, comme dans son avenir, à ce critère.

Les problèmes ne sont pas seulement médicaux, je le répète. C'est à la société tout entière, chacun à sa place, que l'on doit proposer des efforts et des organisations pour que les enfants handicapés, ces petits d'homme, dont je voudrais particulièrement vous entretenir, deviennent dans toute la mesure possible, les êtres humains qu'ils sont déjà, pour qu'ils soient entourés de tout le respect affectueux, de l'aide active dans la dignité que nous devons leur procurer.

La rééducation est un art difficile. La famille seule n'y peut suffire. Les parents ont besoin de soutien psychologique et affectif, mais il faut également les aider dans le domaine technique et matériel. L'Etat seul peut mettre en œuvre dans une mesure suffisante les ressources nécessaires à l'équipement scolaire, à celui des centres médico-sociaux hospitaliers spécialisés, permettant aux intéressés de se développer, de s'insérer dans la vie sociale, de s'adapter à un travail.

Je sais que ces problèmes sont désormais connus. Des efforts sont faits, des crédits sont prévus pour aider les familles des 563.000 enfants inadaptés, sans compter les malformés physiques, soit 5 p. 100 des moins de vingt ans, proportion étonnante, n'est-ce pas mes chers collègues? Inconsciemment, ne les considérons-nous pas comme des cas exceptionnels très rares sans place dans notre pays alors que tous ont besoin d'attention, de méthodes propres à leur infirmité.

Devant ce poids nouveau des charges sociales, certains se récrieront: est-il nécessaire de dépenser pour des enfants déficients, dont les possibilités d'avenir sont douteuses ou en tout cas limitées, des sommes qui semblent plus utiles ailleurs? La question peut paraître vraie dans sa brutalité même. Cependant nous ne pouvons pas choisir en conscience entre le mieux-être pour beaucoup et la possibilité de vivre pour tous, quel que soit le degré de santé biologique et psychologique. Une telle option ne se discute pas. En face d'un malheur qui atteint certaines familles n'ayant pour la plupart aucune responsabilité personnelle, nous devons tous nous sentir solidaires pour porter pareille souffrance.

Combien de localités disposent de centres pour la rééducation? Les techniciens en ce domaine sont en nombre insuffisant pour la réinsertion dans la vie des quelque 400.000 enfants confiés aux services. Un reclassement vient de revaloriser la fonction d'éducateur spécialisé, mais ils sont toujours trop peu nombreux, hélas! Les médecins de neuro-psychiatrie infantile sont rares. Les taux de vacation sont dérisoires. Des parents attendent plusieurs années avant que l'enfant soit admis dans un institut médico-pédagogique. Or, pour réussir, la rééducation doit être entreprise très tôt. Tout retard constitue un handicap supplémentaire.

Je regrette de ne pas voir au banc ministériel le ministre de la santé, M. Marcellin. Il pourrait donner toutes assurances au Sénat et confirmer ses soucis qu'il a brillamment exposés devant notre commission.

L'expérience parfaitement concluante des placements familiaux d'enfants et d'adolescents débilés mentaux profonds au centre psychothérapique de la Charité-sur-Loire, dans la Nièvre, ne peut-elle être étendue à d'autres départements, les résultats de ces placements étant entièrement favorables?

Les familles qui ne cotisent pas à la sécurité sociale et qui ne peuvent pas non plus bénéficier de l'aide sociale, bien que leurs revenus ne dépassent que de peu les plafonds retenus par la loi, éprouveront des difficultés pour compléter le prix demandé par les I. M. P. qui sont de 20 à 35 francs par jour et même, pour certains infirmes moteurs, jusqu'à 59 francs par jour. Il faudrait que le bénéfice de l'aide sociale leur fût accordé.

Il semble souhaitable d'implanter de nouveaux ateliers d'assistance par le travail où seraient regroupés des handicapés mentaux

de 16 à 60 ans. Ces âges sont une simple indication et ne peuvent en aucun cas constituer le critère principal.

La période de 14 à 16 ans devrait être particulièrement axée sur l'acquisition d'automatismes par des méthodes gestuelles. Des résultats probants et dignes d'admiration sont enregistrés en Hollande et en Belgique où fonctionnent plusieurs de ces établissements. Je me propose de vous remettre un rapport circonstancié et détaillé confirmant mes affirmations.

Les hôpitaux psychiatriques reçoivent souvent des enfants partiellement éduqués qui pourraient être rendus à leur famille s'il existait à proximité de leur domicile une formule semi-internat souvent préférable du point de vue éducatif. Il m'a été affirmé qu'un établissement psychiatrique de la région parisienne pourrait libérer 400 lits s'il était créé dans Paris une dizaine d'instituts médico-pédagogiques de semi-internat.

Je veux rendre hommage au dévouement sans limite des associations familiales d'enfants inadaptés. Elles se multiplient en toutes régions. Elles ont créé l'union nationale des Papillons blancs et suscitent la création d'instituts médico-pédagogiques, organisent des colonies de vacances pour les enfants déficients, ouvrent des ateliers protégés pour la mise au travail des adolescents. Combien de familles n'ont-elles pas engagé toute leur fortune pour créer ces établissements!

Mes chers collègues, que ces expériences nous aident à prendre conscience de nos responsabilités en matière d'attention sympathique et active à créer autour de l'enfant anormal et de sa famille.

Mon groupe et moi-même nous réclamons l'application de la proposition de loi tendant à la gratuité et à l'obligation de l'enseignement pour tous les enfants handicapés, tout en souhaitant que, dans toute la mesure possible, ces enfants puissent profiter de la tendresse et de l'atmosphère familiales.

La participation de l'Etat au système d'assurance collective de rentes de survie et la reversion des pensions de retraite ou des rentes d'invalidité devraient être assurées, en cas de décès des parents allocataires, au profit des enfants infirmes majeurs cérébraux reconnus inaptes à tout travail rémunéré. Ces enfants restent enfants après la majorité. Il faut étudier les moyens à mettre en œuvre et veiller à ce que des mesures favorables soient prises pour assurer une vie normale et décente ainsi que l'avenir de ces chers enfants infirmes et la tranquillité de leurs parents.

Pour en terminer — veuillez m'excuser d'avoir retenu trop longtemps votre attention, mes chers collègues, et la vôtre monsieur le président — je voudrais insister sur l'aide sociale et les soins à domicile. Etant donné les besoins, ils doivent être développés et largement encouragés. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Henriet.

M. Jacques Henriet. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, après les rapports qui viennent de vous être présentés et après les études, critiques et discussions qui se sont déroulées devant la commission des affaires sociales du Sénat, je vais me permettre de parler d'autre chose que de budget.

D'abord, je veux m'associer aux paroles prononcées ici même par notre excellent collègue M. Plait qui a protesté contre le retard apporté à l'organisation, en France, de la vaccination antipoliomyélique gratuite et obligatoire. Il y a bientôt deux ans que le Sénat a pris cette initiative et on a le droit de s'étonner que cette vaccination, acceptée — je dirais même réclamée — par tout le monde, ne soit pas encore mise en pratique. A mes yeux et parce qu'elle s'adresse à tous ces jeunes, elle me paraît avoir plus d'importance que l'organisation de la lutte anticancéreuse.

Je sais que M. le ministre de la santé n'a aucune responsabilité dans ce retard, mais je lui demande à nouveau de déployer ce beau dynamisme que nous lui connaissons pour que soit mise en œuvre cette vaccination. Le retard apporté, d'ailleurs, a causé différents accidents et je me suis laissé dire que, dans les Côtes-du-Nord et à Saint-Brieuc, il y avait eu vingt-huit cas de polio dont deux morts, qui ne seraient pas survenues si la vaccination antipoliomyélique obligatoire et gratuite avait été mise en œuvre après le vote du Sénat.

D'autre part, je veux revenir une fois de plus sur un projet dont j'ai déjà eu l'occasion de vous entretenir, monsieur le secrétaire d'Etat, il s'agit de la création d'un institut mondial du cerveau. J'en reparlerai ultérieurement lorsque nous aurons plus de temps. Je veux simplement redire aujourd'hui que nous traitons les maladies mentales empiriquement. Autrefois, les médecins, fins observateurs, regardaient l'action d'une plante sur une maladie. Aujourd'hui, nous regardons, de la même manière d'ailleurs, les résultats immédiats ou lointains de l'action d'un médicament ou d'une cure sur une maladie mentale. Cette thérapeutique empirique doit céder le pas à une thérapeutique plus scientifiquement établie. Je m'explique.

Nous ne connaissons rien, ou presque rien, de la physique, ni de la chimie, ni des phénomènes électriques, ni des phénomènes électroniques qui accompagnent l'activité du cerveau et c'est par la recherche appliquée du point de vue physique, chimique et électronique du cerveau que l'on pourra vraisemblablement trouver les moyens thérapeutiques nécessaires pour traiter ou même prévenir les maladies mentales qui vont, tout le monde le sait, en nombre croissant.

Je propose à nouveau que l'on crée un Institut mondial du cerveau dans lequel seront colligées toutes les expériences faites dans le monde, où sera rassemblée toute la bibliographie et surtout seront effectuées toutes recherches d'ordre chimique, physique, biologique, électrique et autres sur la substance cérébrale.

Ces recherches ne seront pas vaines, car je lisais récemment qu'en Amérique on venait de s'apercevoir que telle maladie mentale était due à un trouble chimique du liquide céphalo-rachidien, qu'il a suffi de modifier pour guérir cette maladie mentale. Je pense que la création de cet institut mondial du cerveau doit, sinon à court terme, du moins à moyen terme, être particulièrement riche en résultats thérapeutiques.

Je pense que la magistrature de l'actuel ministre de la santé publique, si sympathique et si dynamique, pourrait s'honorer davantage en mettant sur pied en France cet institut mondial du cerveau. Je reconnais que M. le ministre a eu la gentillesse de ne pas rejeter la proposition que j'en ai faite antérieurement. Il m'a envoyé, pendant les vacances parlementaires, un inspecteur général avec qui, bien sûr, j'ai pu mettre différents points au net, mais je voudrais que l'on ne restât pas sur le plan des conversations, ni des discussions, ni des tables rondes. Je pense que c'est peut-être le moment de passer à l'action et d'inscrire un projet d'Institut mondial du cerveau au V^e Plan.

Je sais bien qu'il existe ici ou là, de par la France, des instituts qui, avec la plus parfaite compétence, étudient la substance cérébrale à différents points de vue. Je sais qu'il existe à Strasbourg un institut de neuro-chimie et que cet institut doit se déplacer prochainement et s'en aller vers de plus vastes terrains. Ce déplacement me paraît être l'occasion de créer autour de cet institut de neuro-chimie de Strasbourg un institut mondial du cerveau qui, situé dans la capitale de l'Europe, aurait l'avantage d'attirer les chercheurs français et allemands vers les mêmes activités de recherches. Peut-être, dans le cadre européen, pourriez-vous, monsieur le ministre, essayer de dégager les crédits qui feraient de cet institut un institut européen.

J'insiste pour que, dans l'élaboration du V^e Plan, cet institut mondial, qui peut être un institut européen, ait sa place.

Mais je voudrais surtout vous entretenir à nouveau d'un autre sujet qui m'est cher, les centres sanitaires routiers. Je sais par expérience que le Gouvernement reçoit des suggestions si variées qu'il ne peut les accepter toutes et que, pour être entendu ou, mieux, pour être écouté, il faut savoir se répéter. *Bis repetita placent*. Je m'excuse auprès de vous, monsieur le secrétaire d'Etat, et auprès de vous, mes chers collègues, de ces redites.

Je demande, et d'une façon pressante, de prévoir la création de centres sanitaires routiers dans le dessein de mieux organiser les soins d'urgence aux accidentés de la route.

M. Daniel Benoist. Voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. Jacques Henriët. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Benoist, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Daniel Benoist. Mes chers collègues, puisque M. Henriët vient d'évoquer le problème de la route et de ses dangers, je voudrais vous rappeler, ce que vous savez déjà, que la route fait actuellement 10.000 morts par an et plus d'une centaine de milliers de blessés graves. Actuellement, l'équipement de secours sur les routes — un accident peut arriver à n'importe lequel d'entre nous — ne répond plus à la cadence des accidents. C'est pourquoi je souscris entièrement à ce que dit M. Henriët.

Je vais vous en donner les raisons. Vous pourrez me dire qu'avec la décentralisation chirurgicale et hospitalière publique ou privée, vous avez un chirurgien dans un rayon de 30 kilomètres. C'est vrai ; mais « un » chirurgien ! Le radiologue n'est peut-être pas toujours sous la main. La quantité de sang conservé, vous ne le savez peut-être pas, mes chers collègues, ne peut excéder 15 jours de conservation au frigo. Donc, chaque centre a une petite quantité de sang, s'il n'est pas en même temps un centre de transfusion. Et quand un chirurgien, qu'il appartienne à un hôpital public ou à un établissement privé, reçoit les victimes d'un accident grave, il ne peut valablement en soigner qu'un seul.

Une réorganisation telle que la souhaite M. Henriët est donc valable, avec la cadence actuelle de la circulation — et cela

sera certainement évoqué au moment du budget des transports — sur des routes dont on n'a pas augmenté la largeur, où l'on précipite de plus en plus de voitures de tourisme et de poids lourds, ce qui correspond évidemment à une aggravation de la mortalité et du nombre des blessés. Je souscris donc entièrement au projet de M. Henriët.

M. Jacques Henriët. Je vous remercie, mon cher collègue, de votre appui.

Nous savons bien qu'il existe des centres de traumatologie, des équipes chirurgicales de traumatologues et de réanimateurs. Nous savons bien que, sur divers points du territoire, ces centres fonctionnent à la perfection. Mais je sais aussi que l'accidenté — ce en quoi il a tort — ne choisit pas l'endroit où il aura son accident, et en rase campagne, en montagne, et loin des centres, il y a aussi de nombreux accidents. Il existe bien, dans ces régions éloignées des centres, des établissements hospitaliers d'importance secondaire, publics ou privés, qui peuvent, qui doivent être utilisés comme des centres de traumatologie d'urgence, c'est-à-dire comme Centres Sanitaires Routiers. Je ne dis pas qu'il doit s'agir de postes de secours qui seraient dangereux, mais bien plutôt — comme dans les armées en campagne, si parfaitement organisées, je dois le dire — d'ambulances chirurgicales légères, c'est-à-dire d'unités chirurgicales situées à proximité des opérations, équipées pour les soins et les interventions urgentes, surtout pour la réanimation et capables de donner les premiers soins, ces premiers soins dont dépend la vie, dont dépend l'incapacité de travail et dont dépend l'invalidité ultérieure des accidentés.

Je ne veux pas épiloguer ici sur la gravité croissante, d'année en année, des accidents de la route. Nous savons tous de quelles hécatombes les accidents de la route sont la cause. M. Benoist l'a rappelé tout à l'heure : 12.000 morts par an, 200.000 blessés dont 40 p. 100 de jeunes de moins de 30 ans. Je répète, pour M. le secrétaire d'Etat : 12.000 morts par an et 200.000 blessés. Cela vaut la peine qu'on s'en occupe !

Le bilan est si triste que certains médecins, et notamment le docteur Arnaud, particulièrement sensibilisés par ce problème, y voient le fléau social moderne numéro un. On peut se demander si, dans quelques années, il n'y aura plus que des fous ou des imbéciles pour hasarder leur vie ou leur santé sur nos routes. La route tue plus que les maladies infectieuses, elle tue plus que la tuberculose, plus que le cancer, plus que les maladies vasculaires, elle tue surtout des jeunes ; c'est vraiment le fléau social moderne numéro un et, comme l'a si bien écrit M. Bernard Lafay, ces décès, ces invalidités et ces incapacités de travail coûtent cher, coûtent très cher.

Les médecins, bien sûr, ont été les premiers à signaler aux pouvoirs publics la gravité de cette situation et de cette catastrophe sociale ; ils ont depuis longtemps donné l'alarme ; ils regrettent que la torpeur administrative n'ait pas été secouée depuis de nombreuses années. Aujourd'hui je veux, au risque de me répéter, secouer à nouveau la torpeur administrative, confiant, bien sûr, que je suis dans la compréhension et dans le dynamisme si sympathiques de M. Marcellin et demander que soient créés ces centres sanitaires routiers dont j'ai donné la définition.

En bref — je n'entrerai pas dans des questions professionnelles — je dirai qu'après l'accident il y a l'alerte, le ramassage, les soins et hospitalisations. Tout cela existe, c'est vrai, mais seulement dans les centres d'une certaine importance, les C. H. U., les C. H. R. et les C. H., mais mérite des adaptations, des réglementations, des moyens de financement et surtout une généralisation sur tout le territoire national.

Les questions d'alerte ou de ramassage me paraissent avoir été l'objet d'excellentes propositions de la part de notre collègue Lafay. Sa proposition mériterait une étude et un vote rapide du Parlement. M. Lafay pense qu'avec un prélèvement de cinq nouveaux francs par assuré sur la prime d'assurance, on peut ramasser des sommes très importantes grâce auxquelles l'alerte et le ramassage pourraient être mis sur pied. Il est clair que les compagnies d'assurances y trouveront leur compte.

Restent les soins et l'hospitalisation. Nous ne voulons pas entrer ici dans les questions d'organisation technique, mais seulement dans l'organisation administrative et financière des centres sanitaires routiers que nous proposons. Loin des grands axes routiers, loin des centres hospitaliers, des centres hospitaliers régionaux, des centres hospitaliers et universitaires, précisément dans ces montagnes, dans ces campagnes où affluent touristes et vacanciers, qu'existe-t-il aujourd'hui ? Il existe des hôpitaux publics ou privés dans lesquels deux ou trois chirurgiens s'arrangent entre eux pour assurer une garde le plus souvent bénévole. Il existe des personnels, infirmiers ou infirmières déjà difficiles à recruter, on vous l'a dit suffisamment tout à l'heure, fatigués du travail de la semaine, on vous l'a dit aussi, et réduits au minimum — ou à une présence

purement virtuelle — aux jours de week-end, c'est-à-dire aux jours de pointe des accidents. Il existe des services de chirurgie ou de traumatologie déjà surchargés déjà frappés, disons-le en passant sans être trop méchants, par ce fameux, ce trop fameux décret dit de coordination, et qui ne peuvent même pas obtenir l'autorisation d'augmenter leurs capacités d'hospitalisation, même pour les cas d'accidents urgents.

Lorsque quelques blessés arrivent dans ces services, ils sont obligés d'attendre le transfert d'autres malades et, tout à l'heure, un collègue vous a dit comment, dans un service parisien, on était obligé, pour faire la visite et donner les soins, de déplacer les lits. Quand arrivent trois ou quatre personnes, il faut donc faire de la place, ce qui n'est pas très facile un samedi soir ou un dimanche après-midi. Ces différents services sont assurés par des personnes de qualité et de bonne volonté, mais le personnel manque et parfois le matériel et les possibilités d'hospitalisation.

Que proposons-nous ? Nous proposons la création d'une entité hospitalière publique ou privée dénommée « centre sanitaire routier » inscrite dans le cadre d'un établissement déjà existant et ayant ses normes, ses servitudes et son financement.

Je traiterai brièvement des normes. Il ne s'agit pas d'avoir à ce niveau, comme certains l'ont réclamé, des spécialistes en tout, un spécialiste de traumatismes thoraciques, de traumatismes abdominaux, de traumatismes crâniens, de neurochirurgie, etc., mais un chirurgien général qui, en principe, connaît son métier et qui doit faire face à toutes les situations.

Nous demandons simplement une voiture-ambulance équipée pour l'aspiration et l'oxygénothérapie, ainsi que d'une banque de sang et une équipe formée d'un chirurgien général, d'un réanimateur, d'un radiologue, d'infirmiers ou d'infirmières dans la mesure où l'on peut encore en trouver. Nous demandons aussi des moyens d'hospitalisation. Ce dispositif, simple mais sûr, répandu sur l'ensemble du territoire avec un système d'alerte et de massage tel que l'a proposé M. Lafay, est appelé à sauver des vies humaines, à diminuer la durée de l'incapacité de travail, à diminuer les invalidités et les séquelles de traumatismes. Une expérience vieille d'un quart de siècle me permet d'affirmer que ces résultats peuvent être acquis aisément et il est indispensable et urgent d'y penser.

J'ai dit « des normes » mais j'ai dit aussi « des obligations et de servitudes ». Il faut assurer un service permanent, notamment pendant les vacances et les week-ends. C'est tout ! C'est tout, et c'est beaucoup ! Mais peut-on demander à ces médecins de négliger leur famille et leurs enfants ? Peut-on leur demander ce service supplémentaire quand ils ont déjà fait pendant la semaine un travail souvent difficile et pénible ? Peut-on demander les mêmes sacrifices au personnel, infirmiers et infirmières, toujours en nombre insuffisant comme on l'a dit, et qui a déjà fait souvent, au cours de la semaine, avec dévouement des efforts supplémentaires et déjà assuré un travail de nuit ? Peut-on demander à un établissement de prendre en charge des personnels supplémentaires pour le cas où il y aurait un accident, de payer des heures supplémentaires pour le cas où il y aurait un accident ? Peut-on seulement demander à cet établissement d'immobiliser ou de libérer des lits qui, par ailleurs, sont indispensables à la rentabilité de cet établissement quel qu'il soit ?

J'en arrive par conséquent au financement de ces heures supplémentaires, de ce personnel supplémentaire, de ces frais supplémentaires toujours importants. Pour les investissements et les équipements, il me paraît évident que le fonds sanitaire routier proposé par le docteur Lafay devrait consentir des prêts remboursables, fonds sanitaire routier qui doit être constitué, d'après M. Lafay, par un prélèvement de cinq nouveaux francs sur chaque police d'assurance. Pour ce qui regarde le fonctionnement, il me paraît que ces mêmes compagnies d'assurances, par l'intermédiaire du fonds sanitaire routier et de la sécurité sociale, qui, elle aussi, serait deuxième bénéficiaire de cette organisation par la moindre durée des invalidités et des incapacités de travail, pourraient participer à ce financement et pourraient participer à une augmentation, à longueur d'année, du tarif de remboursement des actes et des journées d'hospitalisation de l'établissement qui aurait accepté les normes de ce centre sanitaire routier ainsi que les conditions de fonctionnement.

Schématiquement, dans mon esprit, le service public ou privé qui, remplissant les normes de ce centre sanitaire routier, en accepterait les obligations, pourrait bénéficier d'un tarif de remboursement supérieur et dont l'augmentation reste à étudier dans son principe et dans son appréciation.

En conclusion, je dirai simplement qu'il existe un fléau social moderne numéro un né de l'augmentation du nombre des accidents de la route ; il existe un problème de la sécurité routière, que je n'ai pas voulu traiter ; il existe un problème

de récupération de vies humaines et de santé fonctionnelle, un problème de dépenses de tous ordres occasionnées par ces décès et ces invalidités.

Ces problèmes restent à régler. Les médecins regrettent l'indolence des pouvoirs publics. J'ai voulu secouer aujourd'hui cette indolence, étant assuré, je le sais encore une fois, de la compréhension de M. le ministre de la santé. Nous avons le moyen — je dirai presque sans bourse délier — d'organiser sur l'ensemble du territoire national un système d'alerte et de ramassage, d'une part, comme le proposait M. Lafay, et un système de soins et d'hospitalisation, d'autre part. Il ne suffit plus d'avoir dans les grandes villes des centres de traumatologie, il doit y avoir dans les régions éloignées fréquentées par les touristes et les vacanciers des centres sanitaires routiers organisés selon des normes que j'ai définies et aidés dans leur premier financement et dans leur fonctionnement. Il est indispensable et urgent d'y penser.

M. Léon Messaud. Très bien !

M. Jacques Henriët. Nous avons tous applaudi à l'initiative française de prélever 0,5 p. 100 sur les dépenses d'armement pour les recherches concernant le cancer, mais je veux rappeler avec obstination et avec ténacité que des milliers de jeunes et autres, qui constituent un capital humain considérable, sont menacés de morts et de mutilation sur nos routes et méritent en priorité une attention particulière et, je le répète, urgente. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. de Bagneux.

M. Jean de Bagneux. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, permettez-moi, après la très belle intervention du docteur Benoist, qui a évoqué le problème, d'attirer à mon tour votre attention sur la situation actuelle des cadres hospitaliers.

Il s'agit là d'un personnel particulièrement dévoué, chargé de lourdes responsabilités et qui, en ayant conscience, ainsi que de sa tâche humanitaire, ne veut pas employer les mêmes moyens d'action que d'autres groupements de fonctionnaires afin d'obtenir satisfaction. Il ne faudrait pas pour autant que leurs très justes revendications restent insatisfaites, d'autant qu'il s'agit de promesses ministérielles qui n'ont jamais été tenues.

A l'Assemblée nationale, M. Fréville et plusieurs de ses collègues ont évoqué ce problème qui, à nos yeux, revêt une grande importance, étant donné les conséquences qu'il peut avoir sur la vie même de nos hospices et hôpitaux.

Les traitements des cadres hospitaliers sont, en effet, comme on l'a dit tout à l'heure, les seuls de la fonction publique à n'avoir pas été réévalués depuis 1949.

Voici donc les questions qui nous intéressent.

Le projet de reclassement et de revisions indiciaires des cadres hospitaliers, qui comporte des améliorations des conditions de recrutement et des revisions indiciaires, et qui a été proposé par le ministère de la santé lui-même, a été unanimement approuvé par le conseil supérieur de la fonction hospitalière le 21 juin 1962 ; approuvé à son tour par le ministère de l'intérieur, il est actuellement bloqué au ministère des finances sans qu'aucune explication valable ait pu encore être fournie.

Au sujet des heures supplémentaires, une circulaire du 19 octobre 1962, signée par le ministère de la santé publique, permettait de payer aux personnels hospitaliers deux heures supplémentaires par semaine. Contestée par le ministère des finances pour ne pas avoir été contresignée par ce département, cette circulaire a été abrogée le 6 août dernier, ce qui explique bien des mouvements de mauvaise humeur dans les personnels hospitaliers.

Une prime de service, par arrêté du 13 mars 1962, a été promise aux personnels hospitaliers. Un aménagement de cette prime a bien été effectué, mais le plafond a été ramené de 10 p. 100 à 7,5 p. 100 et le minimum de 5 p. 100 à 2,5 p. 100.

Enfin, reste la question de la retraite complémentaire : un projet de retraite complémentaire, établi par l'intermédiaire du comité des œuvres sociales du ministère de la santé, après avoir subi, lui aussi, un commencement d'application, est contesté par le ministère des finances qui interdit à ses receveurs d'effectuer le précompte sur les mensualités des personnels affiliés. Les cadres finissent par penser — et c'est vraiment dommageable — que le ministre des finances montre une vigilance très spéciale à leur égard ; ils disent même de l'hostilité. Je veux personnellement croire qu'il n'en est rien.

Je voudrais m'arrêter encore quelques instants sur le montant des traitements des directeurs et économistes. On est confondu, une fois de plus, en comparant les traitements des fonctionnaires avec ceux des cadres du secteur privé. La situation de ceux-ci a été encore améliorée en 1962 par une convention collective

qui leur a accordé des points-cadres d'un montant de 4 francs en fonction du nombre de lits occupés dans les établissements en plus du nombre normal.

Dans le même temps, un directeur de troisième classe après dix ans de fonctions ne recevra mensuellement que 1.526 francs, alors qu'un directeur d'hôpital de 101 à 200 lits dans le secteur privé aura un coefficient de 850 avec un traitement de 3.400 francs sans compter tous les points qui lui sont accordés en plus.

A l'heure actuelle, un directeur général de centre hospitalier et universitaire, qui a le grade le plus élevé dans la fonction et qui dirige un établissement de plus de 2.000 lits, est à l'indice 900, soit 2.741 francs par mois, traitement inférieur à celui d'un directeur d'un établissement de 100 lits dans le secteur privé. Vous conviendrez avec moi qu'il y a là une monstrueuse inégalité à laquelle il faut mettre fin. Tous les orateurs ont déploré la pénurie en personnel hospitalier et la modicité des traitements qui leur sont alloués.

M. Fréville à l'Assemblée nationale indiquait dans son rapport : « La conséquence première d'une telle situation est la raréfaction croissante du nombre de candidats aux fonctions d'économiste et de directeur ». En 1961, 36 postes étaient mis au concours d'entrée de l'école nationale de la santé publique, 67 candidats se présentèrent et 21 furent reçus. En 1962, pour un même nombre de postes, 33 candidats se présentèrent, 16 furent reçus. En 1963, il y eut 30 candidats et 19 reçus. Près de 200 postes d'économiste demeurent vacants parmi les différents hôpitaux de France, faute de candidats.

Mes chers collègues, ces chiffres sont assez éloquents par eux-mêmes pour vous montrer où nous mène ce refus d'exécuter certaines promesses et de réévaluer les traitements de la fonction hospitalière. Puisse, bien que ce soit déjà trop tard, le Gouvernement se rendre compte du problème et prendre dans les plus brefs délais les mesures qui s'imposent. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Bernier.

M. Lucien Bernier. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je tiens à intervenir dans la discussion du budget de la santé publique et de la population pour renouveler mes protestations contre l'injustifiable situation qui est celle, jusqu'à aujourd'hui, des départements d'outre-mer en matière d'aide sociale.

Je sais qu'à l'Assemblée nationale où le problème a été évoqué, M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer s'est donné bonne conscience en disant ce qui suit :

« En matière d'aide sociale, le Gouvernement, à l'occasion des relèvements des allocations servies en métropole, s'est efforcé de promouvoir dans les départements d'outre-mer les mesures de rattrapage nécessaires et destinées à combler, pour une large part, le fossé existant entre les taux de ces départements et ceux de la France métropolitaine.

« C'est ainsi que... » — ajoutait le ministre d'Etat — « ... depuis septembre 1962, les personnes âgées et les infirmes ont vu leurs avantages progresser de 19 p. 100. Parallèlement, les ressources des aveugles et grands infirmes étaient majorées de 42 p. 100 en ce qui concerne l'allocation principale et de 100 p. 100 pour ce qui est de l'allocation de compensation ».

Sans doute les chiffres indiqués par M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer ne sont-ils pas erronés ou inexacts, mais je ne crois pas pour autant qu'ils témoignent du fait que les mesures de rattrapage nécessaires aient été prises par le Gouvernement pour combler le fossé qui existe entre les départements d'outre-mer et la métropole en matière d'aide sociale.

En fait, il est facile de s'apercevoir que le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer n'a fondé son argumentation que sur le seul taux des allocations d'aide sociale, en négligeant par contre totalement le problème essentiel des plafonds de ressources. Or, c'est précisément là où le bât blesse dans les départements d'outre-mer.

Bien sûr, les allocations servies aux personnes âgées et aux infirmes de moins de 80 p. 100 ont-elles progressé de 192 francs, avant le 1^{er} septembre 1962, à 370 francs puis à 440 francs depuis le 1^{er} juillet 1963 et vont-elles atteindre 560 francs à compter du 1^{er} janvier 1964.

Bien sûr, cela fait une majoration de 191 en pourcentage, mais qu'en est-il des plafonds de ressources de ces deux catégories de personnes aidées ? Pour les personnes âgées, nous constatons qu'ils sont fixés, à partir du 1^{er} juillet 1963, à 1.140 francs contre 2.300 francs en métropole et, pour les infirmes, également à 1.140 francs contre 1.800 francs en France métropolitaine. Et la situation ne va pas s'améliorer à partir du 1^{er} janvier 1964, puisque les personnes âgées et les infirmes vont avancer à 1.260 francs, alors qu'en métropole ils

progressent les premiers à 3.100 francs et les seconds à 2.100 francs.

S'il y a donc eu une amélioration de la situation de nos personnes âgées et de nos infirmes — cela ne me paraît pas contestable puisque les chiffres l'établissent — il n'en demeure pas moins qu'elle est manifestement insuffisante et qu'elle ne comble pas, loin de là, le fossé existant entre les départements d'outre-mer et la France métropolitaine.

En fait, il est facile de constater que la doctrine du ministre des finances nous concernant veut tout simplement que les plafonds de ressources pour nos personnes âgées et nos petits infirmes soient le montant cumulé de leur allocation simple et de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, si bien que, pour pouvoir percevoir dans les départements d'outre-mer ce montant cumulé, il faut être totalement démuné de ressources et en définitive, s'il y a des ressources et si notamment elles atteignent le montant de l'allocation simple — 440 francs par an à la date de ce jour — la contribution de l'Etat est ramenée à zéro pour ne laisser percevoir que le seul montant de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

Pour ce qui est des aveugles et des grands infirmes, il est tout aussi vrai, comme l'a déclaré à l'Assemblée nationale M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, que leurs allocations principales ont été majorées de 42 p. 100, de même qu'il est réel que le minimum de l'allocation de compensation sans tierce personne des infirmes travailleurs connaîtra au 1^{er} janvier 1964 une majoration de 100 p. 100 par rapport à septembre 1962.

Mais là encore la situation ne se sera guère améliorée si un effort plus substantiel n'est pas consenti par le Gouvernement en ce qui concerne le plafond des ressources. Il faut, en effet, savoir que ceux-ci sont dans nos départements, depuis le 1^{er} juillet 1963, fixés à seulement 1.500 francs contre 2.900 francs en France métropolitaine. le 1^{er} janvier prochain, ils atteindront 1.800 francs contre 3.100 francs en métropole. On s'aperçoit donc que, là aussi, le Gouvernement s'arrange, par le biais des plafonds de ressources, pour minimiser autant qu'il lui est possible l'effort qu'il devrait consentir dans nos départements d'outre-mer.

Je me dois cependant de reconnaître qu'un pas en avant a été fait en faveur de nos aveugles et grands infirmes travailleurs qui ont vu porter leurs plafonds de ressources à 2.250 francs depuis le 1^{er} juillet 1963 et qui vont le voir porter à 2.700 francs à partir du 1^{er} janvier 1964.

Pour ma part, je ne vois vraiment pas pourquoi, puisque l'assimilation des plafonds de ressources est réalisée en France métropolitaine pour tous les aveugles et grands infirmes, le même effort n'a pas été consenti par le Gouvernement en faveur de tous ceux qui vivent dans les départements d'outre-mer. Je suis, d'autre part, fondé à m'étonner que la disposition accordant, à partir du 1^{er} juillet 1963, 100 francs supplémentaires aux aveugles et grands infirmes de plus de soixante-quinze ans n'ait pas joué en ce qui concerne les départements d'outre-mer : ils ne sont pourtant pas très nombreux et la charge financière n'eût certainement pas été trop lourde pour le budget de l'Etat.

Par ailleurs, il faut appliquer à nos aveugles et grands infirmes les mêmes majorations spéciales et les mêmes allocations de compensation que perçoivent leurs homologues vivant sur le territoire métropolitain de la nation, en leur reconnaissant le droit au bénéfice des mêmes dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire les bases en vigueur de la majoration pour tierce personne de la sécurité sociale.

Il n'est possible de laisser subsister une discrimination dans ce domaine en fixant des taux particuliers beaucoup trop bas pour les départements d'outre-mer.

Je tiens aussi à signaler que, bien que les dispositions de l'aide en nature et l'allocation représentative des services ménagers leur soient applicables, elles ne jouent pas jusqu'à maintenant dans les départements d'outre-mer, car les textes nécessaires à leur application n'ont jamais été pris par le Gouvernement. Il conviendrait de réparer au plus tôt cette lacune et je serais heureux d'obtenir des apaisements sur ce point particulier.

Enfin, nous réclamons l'extension à nos départements, en faveur des bénéficiaires de l'aide sociale, de l'allocation de loyer qui ne nous est pas appliquée.

Telles sont, mes chers collègues, les observations que je voulais présenter en intervenant une fois de plus dans la discussion du budget de la santé publique et de la population. Il ne faudrait surtout pas que le Gouvernement croie que l'effort insuffisant qu'il a accompli dans le domaine de l'aide sociale a réglé le problème à notre satisfaction. Qu'il ne perde pas de vue que les départements d'outre-mer sont une partie intégrante de la nation et qu'ils n'accepteront jamais autre chose que l'égalité de traitement. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Portmann.

M. Georges Portmann. Monsieur le secrétaire d'Etat, je voudrais attirer votre attention sur les médecins contrôleurs des lois d'aide sociale. Le 25 octobre dernier, l'Assemblée nationale, en adoptant en première lecture le budget du ministère de la santé publique pour 1964, a donné son accord pour le début d'une réforme administrative prévoyant dès janvier 1964 la concentration dans un centre départemental d'action sanitaire et sociale des services de la direction départementale de la santé, de la direction de la population, de l'inspection médico-sociale, de l'aide sociale de la préfecture. Rattachés sur le plan fonctionnel à ce dernier service, les médecins contrôleurs des lois d'aide sociale vont donc participer à cette nouvelle « structuration ».

Jusqu'à présent, dans le domaine statutaire, ils n'ont été assimilés ni aux médecins-conseils de la sécurité sociale, ni aux médecins inspecteurs de la santé, bien que les fonctions qu'ils exercent chaque jour soient pratiquement identiques. Je ne vous cache pas qu'ils sont anxieux et inquiets du sort qui leur sera fait à cet égard.

Aussi aimerais-je obtenir de vous, monsieur le secrétaire d'Etat, quelques précisions sur l'avenir qui sera réservé à ce cadre de fonctionnaires.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. Messieurs les sénateurs, le budget qui vous est soumis aujourd'hui est incontestablement en très sensible augmentation sur le budget de 1963. Son budget de fonctionnement, on l'a démontré, est en augmentation d'environ 6 p. 100 et le budget d'équipement en augmentation de près de 36 p. 100.

Ce budget a été l'objet d'un grand nombre d'observations, de critiques. Je vais m'efforcer de répondre à l'ensemble des préoccupations et des questions qui m'ont été posées en les groupant autour de trois notions : les questions de personnel qui occupent une large place ; les questions relatives à ce que l'on pourrait appeler l'action sociale ; enfin le problème des fléaux sociaux.

En ce qui concerne les personnels, il est évident que ce budget est dominé par le problème des services extérieurs. Il est prévu un crédit de 100 millions pour la fusion des services extérieurs du ministère de la santé publique et de la population. C'est là une réforme administrative d'une grande envergure, destinée, dans l'esprit du ministre, à augmenter considérablement l'efficacité de son action.

Elle résulte d'une décision qui a été prise le 26 juin dernier par un comité interministériel siégeant sous la présidence du Premier ministre. Tous les ministres intéressés, c'est-à-dire le ministre de l'intérieur, le ministre de l'éducation nationale, le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et le ministre de la santé publique ont donné leur accord à la réforme qui est le résultat, non pas de l'improvisation, mais d'une très longue étude. En effet, dès le mois d'octobre 1960, se réunissait une commission qui était elle-même l'émanation de la commission centrale d'enquête sur le coût et le rendement des services publics. Cette commission rédigea un rapport qui fut déposé en 1961 et qui fut ensuite adopté par le comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics au mois de mai 1963. Les conclusions du comité ont servi de base aux décisions qui ont été prises ensuite par le comité interministériel permanent de la réforme administrative lors de sa séance du 26 juin.

Ces décisions, vous en connaissez l'essentiel : création dans l'ensemble des départements d'une seule direction de l'action sanitaire et sociale, regroupant la direction de la population, les attributions administratives du directeur de la santé, la division d'aide sociale de la préfecture, la direction départementale des services médicaux du ministère de l'éducation nationale. Les tâches financières — je le précise tout de suite — de préparation et de contrôle du budget départemental en matière d'aide sociale demeurant de la compétence des préfectures, elles sont transférées à la division financière et par conséquent le conseil général ne perd aucune de ses prérogatives dans ce domaine.

Le second aspect de la réforme est la création, dans chaque département, d'un poste de médecin inspecteur de la santé, déchargé des tâches administratives et se consacrant entièrement à des fonctions de contrôle médical.

Une commission, composée de représentants des divers ministères intéressés, est actuellement constituée et prépare les mesures d'application de cette réforme qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier suivant. C'est ainsi qu'on met au point actuellement la répartition des tâches entre la nouvelle direction et le médecin inspecteur départemental de la santé : l'organisation, le fonctionnement de ce nouveau service, le statut des personnels regroupés et les mesures à prendre d'ordre pratique concernant les locaux,

En ce qui concerne plus particulièrement les personnels, un des objectifs de la réforme de ces services extérieurs est de permettre au ministre de la santé publique de disposer des moyens qui lui sont nécessaires pour accomplir ses missions sanitaires et sociales.

Quant aux médecins inspecteurs de la santé qui seront déchargés des tâches administratives et de gestion de service, ils se consacreront au contrôle et à l'inspection des établissements et des services médico-sociaux du département et ils seront ainsi les principaux conseillers du préfet.

Quelles sont les raisons d'une telle réforme ? D'abord, en ce qui concerne les médecins directeurs de la santé, le comité a constaté la confusion des tâches médicales et administratives. Les médecins qui avaient été, à l'origine, formés et prévus pour contrôler et inspecter diverses activités sanitaires du département se sont vu peu à peu écrasés de tâches administratives qui les ont empêchés de remplir leur rôle de médecin. Il faut souligner qu'ils ne peuvent plus remplir leur rôle d'inspection active sur place dans le domaine de l'hygiène sociale et de l'hygiène publique dans les établissements de soins.

Ensuite, il y a une dispersion des tâches entre les ministères de l'éducation nationale et de la santé publique. La protection sanitaire de l'enfance, de la naissance jusqu'à la scolarité, est d'abord assurée par le ministère de la santé publique et, dès que l'enfant est scolarisé, par les services de santé scolaire et universitaire du ministère de l'éducation nationale. Or, il y a intérêt à ce qu'une même autorité dirige et coordonne ces situations successives.

Le comité du coût et du rendement des services publics avait conclu aussi que les défauts de l'organisation actuelle avaient d'importantes répercussions sur le coût des services. L'organisation actuelle, dit-il, peut être considérée de la manière suivante : des services plus ou moins autonomes ont été créés et dotés de moyens propres, chaque fois qu'une tâche nouvelle est apparue, sans qu'on ait songé à la confier aux cadres déjà existants et à l'assurer grâce aux moyens disponibles, quitte à les renforcer. Il en est résulté un éparpillement considérable des tâches et des moyens.

Pour vous donner une idée exacte de cette réforme, je voudrais vous indiquer comment elle s'appliquera sur le plan local. Le grand responsable de l'action sanitaire et sociale du département restera le préfet. C'est lui qui doit diriger lorsqu'il y a une épidémie ou une action à mener. C'est lui qui, en fin de compte, détient la responsabilité et, demain comme hier, le directeur de la santé publique et l'inspecteur de la population ne seront pour lui que des conseillers techniques. Le préfet aura alors sous ses ordres, d'un côté le directeur de l'action sanitaire et sociale et de l'autre l'inspecteur de la santé. Le directeur de l'action sanitaire et sociale, lui, aura sous son autorité un service de l'hygiène publique qui s'occupera de la prophylaxie, des maladies contagieuses, de la surveillance épidémiologique, de la désinfection, du contrôle de la salubrité. Ce service de l'hygiène publique sera dirigé par un médecin chef de service qui aura sous ses ordres des médecins à plein temps et des vacataires.

Le service de l'hygiène sociale qui s'occupera de la protection maternelle et infantile, de l'hygiène scolaire et universitaire, de la lutte contre le cancer, contre la tuberculose, contre tous les fléaux sociaux, sera également dirigé par des médecins à plein temps, chefs de section. Les autres services, enfance, aide sociale, service social, seront dirigés, eux, par des inspecteurs de l'action sociale.

Il ne s'agit pas du tout de déposséder les médecins, mais au contraire de donner au médecin inspecteur de la santé qui, lui, se trouve en dehors de l'action sanitaire tout le temps nécessaire pour accomplir son véritable travail d'inspection et de contrôle. Le véritable travail du médecin inspecteur ne se fait pas dans un bureau ; il consiste à aller dans les hôpitaux, là où on poursuit la lutte contre le cancer et la tuberculose, à organiser les vaccinations et à les contrôler.

Actuellement le médecin inspecteur ne peut s'adonner à cette véritable tâche. Cette réforme est donc absolument nécessaire. Le comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics la recommande de façon instante et, en fait, on constate une certaine sclérose dans les services extérieurs du ministère de la santé publique, qui s'est installée d'ailleurs dans une certaine mesure à cause d'un certain nombre d'apports historiques et administratifs que chacun connaît bien dans son département respectif. Il est donc nécessaire de promouvoir une réforme et c'est là l'objectif qui est poursuivi par le ministère de la santé publique et qui est soumis aujourd'hui à l'approbation des assemblées.

Je voudrais dire qu'en ce qui concerne le personnel, les transferts qui résulteront de la fusion poseront des problèmes statutaires et des problèmes psychologiques que les ministères inté-

ressés n'ignorent nullement et étudient de façon attentive. Sans préjuger les dispositions précises qui seront finalement adoptées par le Gouvernement, je puis vous indiquer dès aujourd'hui les impératifs et les principes qui guident les études en cours : premièrement, la réforme sera considérée comme formant un tout ; elle ne pourra être mise en application qu'en même temps que les statuts des personnels. Deuxièmement, les premières nominations aux directions départementales seront prononcées par des décisions conjointes des ministres de l'intérieur, de l'éducation nationale et de la santé publique. Ainsi les intérêts des personnels seront tous sauvegardés, ceux du ministère de l'éducation nationale comme ceux de la santé publique ou du ministère de l'intérieur.

Le ministère de la santé publique pense que cette promotion de la fonction et de la situation des médecins pourra être réalisée à la fois par un relèvement des indices de rémunération de ces personnels et par l'utilisation des possibilités de cumul contenues dans le statut de la fonction publique. Les médecins inspecteurs de la santé pourraient exercer pendant une durée limitée au titre de leurs fonctions normales de gestion et de contrôle une tâche médicale selon leur spécialité. Ainsi obtiendraient-ils une élévation sensible de la rémunération des médecins, le maintien de leur pratique médicale et l'augmentation de leur autorité comme de leur prestige.

Quant aux médecins du service de santé scolaire et universitaire, ils conserveront leurs fonctions dans le cadre d'un service spécialisé, l'hygiène sociale, leurs indices, leurs perspectives actuelles de carrière.

Lorsque cette réforme a été décidée, il était bien entendu que l'on accepterait intégralement les conclusions du comité central d'enquête. Voilà donc exactement les directives que le Gouvernement entend suivre en cette matière.

Il me reste à parler du sort des personnels administratifs. Les personnels administratifs issus des préfectures, ceux des directions de la santé et de la population seront regroupés dans cette nouvelle direction et ce regroupement doit, non seulement ne pas porter atteinte aux droits acquis, mais de plus, par la création de cette nouvelle direction, d'un corps administratif de catégorie A des préfectures, revaloriser la situation de ces fonctionnaires qui n'avaient jusqu'à présent pu obtenir aucun avancement. En réalité, aucune catégorie sociale — je le dis à M. Portmann qui s'est inquiété du sort des médecins contrôleurs de la législation sociale — ne sera lésée dans cette revalorisation.

Le ministère de la santé publique considère, en fin de compte, que cette réforme lui donnera les moyens de remplir ses missions sanitaires et sociales et, en même temps, l'occasion de promouvoir à tous les points de vue la situation et le rôle des fonctionnaires qu'il utilise. Ainsi cette réforme, qui devrait être mise en application par décret, puisque nous sommes dans le domaine réglementaire, pourra entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier prochain ; elle sera bénéfique à la fois pour l'Etat et pour les différents personnels qui verront leur statut remanié dans le sens d'une certaine promotion.

Puisque j'évoque ces questions de personnels, je voudrais parler un instant de la titularisation des auxiliaires. Je crois que M. le sénateur Benoist en a parlé tout à l'heure. Le ministre des finances et le ministre de la santé publique se sont mis d'accord sur le principe d'une titularisation des auxiliaires occupant un emploi permanent et ayant plus de trois ans d'ancienneté, et ceci sans tenir compte de leur âge.

Je rappelle également que le régime de la prime de service a été amélioré par un arrêté du mois d'août dernier, que les crédits affectés à cette prime, qui allaient de zéro à 5 p. 100 des dépenses de personnels, iront désormais de 2,50 à 7,50 p. 100. Les conditions d'accès à la prime ont été assouplies et, en 1963, cette prime sera perçue dans presque tous les hôpitaux. J'en profite pour prendre bonne note également des observations de M. de Bagneux en ce qui concerne les cadres ; elles feront de ma part l'objet d'une intervention auprès du ministre des finances.

Sur le problème posé par la question des médecins d'Algérie demandant le plein temps, je voudrais rappeler que l'option pour le plein temps avait été ouverte en 1961 et qu'à cette époque plus de 95 p. 100 des médecins des centres hospitaliers et universitaires d'Algérie ont opté pour le plein temps et l'ont obtenu dès leur retour en métropole. Le ministère a voulu alors ouvrir à nouveau l'option à plein temps pour les quelques médecins restant, mais sans la limiter aux seuls médecins d'Algérie. Le Gouvernement n'a pas, évidemment, l'intention d'offrir le plein temps à l'ensemble des médecins des C. H. U. français. On s'efforce donc de placer les intéressés dans des postes à temps partiel.

En ce qui concerne le problème des infirmières, problème de pénurie qui existe dans tous les pays, le ministre de la santé publique cherche à développer actuellement la formation des infirmières en augmentant les subventions et les crédits aux écoles d'infirmières qui n'avaient pas varié depuis plus de

dix ans. Ils passent de 27.650 francs à 427.650 francs, ce qui représente une augmentation de plus de 1.500 p. 100. En outre, le crédit pour les bourses passe de 3.947.000 francs à 5.247.000 francs, soit une augmentation de 33 p. 100.

D'autre part, des crédits d'équipement importants sont prévus en 1964 pour la construction des écoles d'infirmières. En 1963, les autorisations de programme pour ces écoles se sont élevées à 7 millions. En 1964, elles seront de 11.500.000 francs, soit une augmentation de plus de 60 p. 100. Par rapport aux prévisions du plan, les crédits de 1964 sont ici supérieurs de près de 90 p. 100. Cet effort, déjà très important, sera accru en 1965, car il faut arriver à 20.000 places à la fin de 1965 dans les écoles d'infirmières, alors que, si nous suivions le plan, nous n'arriverions qu'à 16.000 places. En outre, le traitement des infirmières hospitalières a été amélioré ; actuellement, des logements sont construits pour leur être spécialement affectés et des études sont entreprises pour améliorer leurs conditions de travail. Enfin, les conditions de l'examen d'entrée vont être revues, car ce sont elles qui freinent souvent les candidatures.

En ce qui concerne les masseurs-kinésithérapeutes, qui jouent un rôle important en matière de réadaptation professionnelle, nous souffrons également d'une pénurie et nous devons en former un plus grand nombre. Vous me permettrez d'observer tout de même que, pour la première fois, le budget d'équipement du ministère de la santé comporte les crédits nécessaires pour subventionner la création d'une école pilote qui permettra de former ces techniciens en liaison avec les centres hospitaliers.

Pour ce qui concerne les assistantes sociales et les travailleuses familiales, le crédit qui figure pour leur formation au chapitre 42-22, en ce qui concerne l'attribution des bourses, passe de 1.258.000 francs en 1963 à 2.858.000 francs en 1964, soit une augmentation de 125 p. 100. Pour les assistantes sociales, le crédit passe de 613.000 francs à 1.163.000 francs, ce qui représente une augmentation de 90 p. 100 ; pour les travailleuses familiales, le crédit qui était de 600.000 francs passe à 1.650.000 francs, soit une augmentation de 170 p. 100.

Il faut noter à ce sujet une innovation importante dans ce budget. Pour la première fois, des crédits de promotion sociale y figurent. Une somme de 900.000 francs permettra de payer les indemnités compensatrices de salaire à des personnes qui, occupant un emploi, veulent préparer un diplôme d'assistante sociale ou un certificat de travailleuse familiale. Ce crédit permettra de donner des indemnités compensatrices de salaire à 90 candidates assistantes sociales et à 150 travailleuses familiales.

Les crédits de subvention de fonctionnement aux écoles d'assistantes sociales sont en augmentation de près de 300 p. 100 par rapport à 1963. Ils permettront de continuer la mise en place des écoles régionales d'assistantes sociales. Celle de Clermont-Ferrand va être créée en 1964 et donnera une extension aux activités de l'institut pilote de Montrouge.

Enfin, j'en viens aux actions sociales, et plus particulièrement à la situation des vieillards et des infirmes. Plusieurs orateurs ont réclamé une augmentation des allocations aux personnes âgées, qui, certes, ne sont pas suffisantes. Le Gouvernement en a conscience. Il les a déjà majorées à plusieurs reprises.

A cet égard, l'effort accompli depuis le 1^{er} janvier 1962, tant en ce qui concerne les allocations qu'en ce qui concerne les plafonds de ressources, est considérable.

Alors qu'au 1^{er} janvier 1962, les vieux travailleurs salariés touchaient 1.100 francs, au 1^{er} janvier 1964 ils toucheront 1.600 francs et si nous prenons l'indice 100 au 1^{er} janvier 1962, leur allocation est donc à l'indice 150.

Les vieux travailleurs non salariés ne touchaient que 780 francs au 1^{er} janvier 1962. Ils toucheront également 1.600 francs au 1^{er} janvier 1964, ce qui mettra leur allocation à l'indice 200, soit le double en deux ans.

L'augmentation est la même pour les plafonds des ressources qui étaient fixés au 1^{er} janvier 1962 à 2.100 francs pour les vieux salariés et non salariés et à 2.580 francs pour les ménages. Ils passeront respectivement à 3.100 francs et 4.700 francs au 1^{er} janvier 1964, soit à l'indice 182.

Jamais une telle augmentation n'avait été attribuée. Est-ce à dire que le Gouvernement considère son effort comme terminé ? Certes non, il est même résolu à le poursuivre.

Les grands infirmes et les aveugles eux ne disposent pas seulement de l'allocation de quatre francs par jour, comme on l'a dit. Ils peuvent bénéficier de la majoration pour aide constante d'une tierce personne qui varie de 2.015 à 4.030 francs par an. Ils peuvent également bénéficier de l'allocation de compensation aux infirmes travailleurs qui varie de 2.015 à 3.022 francs. Elle est touchée par les infirmes travailleurs et les infirmes qui font la preuve qu'ils ne peuvent pas travailler pour une cause de force majeure telle que le chômage ou la maladie. Enfin, si un grand infirme travailleur a besoin de l'aide cons-

tante d'une tierce personne, il ne perçoit pas l'allocation prévue à cet effet, mais une allocation compensatrice fixée à 90 p. 100 de la majoration pour tierce personne de la sécurité sociale, c'est-à-dire 4.534 francs.

Il convient de noter que l'allocation loyer vient d'être sensiblement améliorée. Cette allocation s'élève à 75 p. 100 du montant du loyer dans la limite d'un plafond qui vient d'être également relevé à 140 francs par mois, alors que le montant des ressources des bénéficiaires suivant l'évolution du fonds national de solidarité était porté à 3.100 francs. C'est un effort tout de même important qui montre bien le souci du Gouvernement d'améliorer progressivement la situation des vieillards et des infirmes.

La proposition d'un sénateur concernant la situation des conjoints et des ascendants des bénéficiaires de l'aide sociale fait de son côté l'objet d'une étude qui a d'ailleurs été annoncée par M. Marcellin.

Je voudrais enfin dire un mot de la révision des barèmes d'aide sociale pour la répartition entre l'Etat et les départements. Le ministre de la santé publique a demandé la réunion d'une commission à cet effet, mais contrairement à ce qui a pu être dit, le ministre n'a pas opposé un refus ; il est au contraire prêt à actualiser ce barème pour tenir compte de l'évolution de la situation dans certains départements. Il demande simplement que la charge globale de l'Etat ne soit pas modifiée et il a accepté la fixation d'une date pour cette réunion. Par conséquent, il n'y a pas d'inquiétude à avoir dans ce domaine.

Je voudrais, pendant que je suis sur ce sujet, indiquer également que j'ai pris note des observations faites en ce qui concerne l'aide sociale outre-mer. Nous avons néanmoins dans ce domaine fait œuvre de rattrapage. M. Bernier a reconnu l'amélioration des allocations qui résulte des chiffres cités.

Le taux des allocations a en effet été effectivement majoré de 100 p. 100, de 80 p. 100 ou de 50 p. 100, selon les catégories d'allocataires. Les plafonds de ressources ont été aussi majorés, quoique dans une moindre proportion et ces diverses augmentations témoignent d'un effort de rattrapage réalisé par le Gouvernement dans le sens souhaité par M. Bernier. Ce qui est important, c'est que cet effort se continue d'année en année. C'est ce qui se produit.

J'en viens enfin au problème de la lutte contre les fléaux sociaux. Je ne saurais évidemment d'abord que marquer mon accord avec l'exposé fait par M. Noury quant à l'orientation des activités futures de ce ministère vers la prévention des fléaux sociaux.

Je voudrais dire un mot du projet de loi concernant la vaccination antipoliomyélitique obligatoire. Vous savez que le texte a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, mais je voudrais ajouter que dès maintenant, l'Etat prend à charge les frais de vaccination dans les mêmes conditions que si cette vaccination était obligatoire ; et, en fait, la plupart des familles n'ont pas attendu l'obligation légale pour bénéficier de ces mesures.

Comme vous le savez, monsieur le ministre de la santé publique se préoccupe du problème de l'institut mondial du cerveau. Il n'est pas besoin de souligner les difficultés qu'il rencontre pour réaliser ce projet. Néanmoins les études sont assez avancées et dès qu'elles seront terminées, cette affaire ne restera pas au stade de l'étude.

En ce qui concerne le centre sanitaire routier, les études sont, là aussi, fort avancées. L'organisation qui est prévue consisterait à partir des hôpitaux existants et, autour de ces centres, à monter une coordination des services de ramassage et à les porter aussi loin que possible des axes routiers, afin de répondre aux besoins actuels du tourisme et de la circulation. S'il est vrai que la route tue plus que la tuberculose, elle tue tout de même beaucoup moins que le cancer, qui est responsable de 80.000 décès par an.

Je voudrais maintenant parler des questions relatives au cancer. Une mesure très importante est en effet prévue dans ce domaine : c'est la création dans chaque département d'un service de lutte contre le cancer et l'inscription des dépenses de ces services dans les dépenses obligatoires prises en charge par l'Etat au taux moyen de 83 p. 100. Ceci permettra la multiplication indispensable des centres de dépistage précoce du cancer qui assureront, par ailleurs, la surveillance des anciens malades afin de déceler rapidement les rechutes possibles. Un crédit supplémentaire de 800.000 francs est inscrit au budget de 1964 pour l'application de cette mesure.

D'autre part, le budget d'équipement de 1964 permettra de construire un nouveau centre anti-cancéreux de 100 lits à Rouen, la mise en service de 45 lits supplémentaires au centre anti-cancéreux de Bordeaux et sa modernisation totale, l'achat d'un bâtiment pour le centre de Lille et la modernisation d'une partie du centre Gustave-Roussy à Villejuif.

En ce qui concerne la tuberculose, des progrès remarquables ont été réalisés depuis 1950, puisque le taux de mortalité est

passé de 58 à 19 pour 100.000 habitants. Ils sont cependant insuffisants par rapport à ceux enregistrés dans d'autres pays d'un niveau social égal au nôtre. La courbe de la régression doit donc tenter d'être accélérée. Dans ce but, des mesures nouvelles sont à l'étude qui visent, d'une part à imposer la déclaration obligatoire de la tuberculose pour serrer le problème de l'importance réelle de la morbidité. Actuellement, la moitié au moins des cas nouveaux échappent au dispensaire qui ne peut exercer son rôle normal de prophylaxie et de surveillance.

Ces mesures visent d'autre part la généralisation du dépistage systématique à l'ensemble de la population par le moyen d'exams périodiques, obligatoires et gratuits alors qu'à l'heure actuelle, il n'existe qu'un dépistage partiel, certaines catégories de la population y échappant complètement.

Enfin, ces mesures visent à l'extension de la vaccination par le B. C. G. à la population active agricole qui est non assujettie à la loi de 1950. Il est, en effet, de constatation courante que le nombre de sujets de vingt ans allergiques est plus important dans le milieu rural.

C'est essentiellement dans l'optique de cette action de dépistage que sont étudiés les programmes d'équipement en matière de lutte antituberculeuse et c'est ainsi que le budget de 1964 permettra la création et la modernisation de 32 dispensaires antituberculeux et l'acquisition d'appareillage radiographique.

La lutte contre les maladies mentales est désormais axée sur la politique de sectorisation. Chaque département doit être divisé en secteurs géographiques de lutte contre les maladies mentales comprenant à peu près 70.000 habitants et chaque secteur est confié à une équipe médico-sociale. La réalisation de l'équipement nécessaire à cette politique nécessite d'abord la modernisation des hôpitaux psychiatriques anciens et vise à supprimer l'aspect asilaire et carcéral de ces établissements, à humaniser les conditions d'hospitalisation, à créer un secteur libre, des petites unités de soins, des chambres individuelles, à réaliser une adaptation des établissements aux thérapeutiques modernes par la création d'établissements neufs, le nombre de lits actuellement disponibles étant insuffisant et également des dispensaires et des foyers de postcures.

Cette politique est déjà entrée en application et, à ce titre, le budget d'équipement de 1964 consacre une part importante de ces crédits aux hôpitaux psychiatriques et à l'équipement extra-hospitalier.

Les autorisations de programme d'un montant de 70 millions de francs permettent la construction de 3.602 lits d'hôpitaux psychiatriques inscrits au budget de 1964 et, d'autre part, 1.693.000 francs sont consacrés à la création de secteurs d'hygiène mentale dans des dispensaires polyvalents. Un crédit de 5.862.000 francs permettra de terminer les opérations lancées dans les budgets précédents. Le montant total des subventions d'équipement pour la lutte contre les maladies mentales sera de 77.750.000 francs en 1964.

Par ailleurs, la loi du 30 juin 1938 sur les aliénés et internés va être modifiée. Une commission chargée de cette tâche est nommée. Elle comprend 15 représentants du ministère de la justice, du ministère de la santé publique, du ministère de l'intérieur ; elle est présidée par le procureur général près la cour de cassation.

La lutte contre la poliomyélite repose entièrement sur la généralisation de la vaccination. Les premiers centres de vaccination gratuite ont été ouverts en France en 1957. Ils fonctionnent actuellement dans l'ensemble des départements pour tous les sujets âgés de six mois à vingt ans. Au 30 juin 1963, le nombre des sujets vaccinés s'élevait approximativement à 10 millions, dont quatre millions et demi dans les centres publics. Jusqu'à cette date, environ 8 millions d'injections de rappel, indispensables pour le maintien de l'immunité, avaient également été pratiquées.

Alors que pendant la période 1956-1960, pendant laquelle la vaccination commença à connaître un développement important, le nombre annuel moyen de cas de poliomyélite s'élevait à plus de 1.800 et celui des décès dépassait 200, on a observé, au cours des années suivantes, une régression sensible de la morbidité.

Le total annuel des déclarations est passé de 1.662 en 1960 à 1.513 en 1961 et à 1.074 en 1962. Pour les trente-huit premières semaines de 1963, 511 cas ont été enregistrés contre 641 pour la période correspondante de 1962.

Cependant, malgré l'effort considérable déjà accompli en matière de vaccination antipoliomyélitique, le pourcentage des vaccinés parmi les moins de vingt ans, groupe dans lequel on relève 80 p. 100 des cas, est encore insuffisant pour entraîner une régression très rapide de la poliomyélite. C'est pourquoi le Gouvernement a estimé nécessaire, en vue de donner à la vaccination contre la poliomyélite toute l'extension désirable, de permettre la prise en charge légale par l'Etat des dépenses

des centres publics de vaccination dans les mêmes conditions que pour les autres vaccinations et de rendre cette vaccination obligatoire.

Le projet de loi soumis au Parlement en 1962 n'ayant pu aboutir en raison d'un changement de législature, un nouveau projet a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale le 2 août dernier. Les modalités prévues pour son application sont les suivantes : obligation de faire effectuer la vaccination avant l'âge de 18 mois et, pendant une période transitoire, extension de cette obligation à tous les mineurs de moins de vingt ans non encore immunisés.

Il reste les problèmes de la protection de l'enfance, et d'abord la protection maternelle et infantile. Une augmentation de 500.000 francs des crédits du chapitre 47-14 permettra d'éviter notamment des mesures de fermetures de crèches en apportant une aide plus importante aux crèches et pouponnières qui rencontrent des difficultés financières. Ces établissements ne peuvent en effet demander aux familles, généralement de condition modeste, de payer les tarifs correspondant à l'accroissement de leurs frais de fonctionnement. Par ailleurs, les autorisations de programme prévues au budget d'équipement s'élèvent à 9.840.000 francs contre 6.670.000 francs en 1963.

J'ai retenu, en cette affaire, les observations de M. Rougeron sur les détresses non secourues ou tardivement secourues, et je retiens d'une façon positive ses suggestions tant pour le contrôle des allocations que pour la procédure administrative d'enlèvement. Bien évidemment il existe une politique de prévention ; celle-ci date de l'ordonnance de 1958 qui permet au juge de l'enfant de retirer l'enfant en danger, qui permet également au directeur départemental d'agir de même, créé des liens entre ces deux fonctionnaires et, en outre, contribue à créer un service social dans chaque département, mais il est évident que cette législation a besoin d'être améliorée.

En ce qui concerne l'enfance inadaptée, les crédits de fonctionnement passent de 2.950.000 à 5.850.000 francs ; ces crédits vont permettre de renforcer des structures institutionnelles et d'accroître la formation du personnel spécialisé. Dans le domaine de l'équipement, l'effort consenti est en progression constante pour la création, l'extension ou l'amélioration des établissements spécialisés.

Le IV^e Plan avait prévu 13.000 places nouvelles pour les enfants inadaptés. Le ministre de la santé publique a cependant établi un plan d'urgence pour que, en 1964-1965, six mille places supplémentaires soient créées au profit de ces enfants. Les crédits d'équipement de 1963 sont dix fois supérieurs à ceux de 1958.

Mme Cardot a posé une série de questions assez particulières intéressant la politique en faveur des enfants infirmes. Il convient de rappeler d'abord que la loi du 31 juillet 1963 a créé une prestation familiale dite d'éducation spécialisée en faveur des familles d'enfants inadaptés, notamment en faveur des enfants infirmes. Cette prestation est précisément destinée à apporter une amélioration à la situation des familles dont le cas a été évoqué par Mme Cardot, c'est-à-dire celles qui ne bénéficient ni de la sécurité sociale ni de l'aide sociale et qui pourtant se trouvent devoir assumer des charges importantes par suite de l'état de leurs enfants. Cette allocation de 138 francs par mois est destinée à compenser les charges supplémentaires d'éducation et de soins rendus nécessaires par l'infirmité de l'enfant, et elle peut être complétée par l'octroi de prestations sociales.

Dans cette affaire, le ministre partage entièrement l'avis de Mme Cardot en ce qui concerne la nécessité de développer les ateliers d'assistance par le travail. A l'heure actuelle il en existe plus de vingt-cinq et un effort de plus en plus important va être réalisé dans ce domaine pour assurer l'avenir des enfants sortant d'un institut médico-pédagogique ou d'un institut médico-professionnel.

L'effort existant sera considérablement accru, mais il a paru plus urgent de commencer par développer les instituts médico-pédagogiques et médico-professionnels. Néanmoins, on peut citer l'existence de centres de cette nature dans la Lozère, à Lyon et dans le département de l'Aude. Le V^e plan comportera une tranche de crédits très importante qui permettra le développement de cette institution indispensable lorsque les anciens élèves des établissements pour enfants parviendront à l'âge adulte sans pouvoir faire face eux seuls aux difficultés de la vie économique.

En ce qui concerne la gratuité de l'obligation de l'enseignement pour tous les enfants handicapés, il est rappelé que le principe posé par la loi du 28 mars 1882 s'applique à tous les enfants, quelles que soient leurs conditions physiques ou psychiques. C'est pourquoi le ministre de l'éducation nationale a prévu la création de classes et d'écoles de perfectionnement en faveur des enfants arriérés, puis de classes adaptées aux différentes infirmités ; c'est pourquoi il existe également cinq

établissements nationaux pour sourds et aveugles relevant du ministère de la santé.

Enfin, un grand nombre d'autres établissements ont été créés soit par des collectivités locales, soit par des organismes privés. Ces établissements, qui fonctionnent avec un prix de journée, donnent lieu soit à la prise en charge au titre de la sécurité sociale ou de l'aide sociale, soit à l'octroi de l'allocation d'éducation spécialisée.

Enfin, Mme Cardot a posé une question sur la participation de l'Etat au système d'assurance collective de rente survie au profit des enfants infirmes. Les groupements de parents ont pris à cet égard l'initiative de conclure des contrats d'assurance groupés avec la caisse des dépôts et consignations, de manière à garantir un minimum de ressources à leurs enfants. Il s'agit évidemment là d'une initiative privée, mais les pouvoirs publics la considèrent avec une sympathie très positive et étudient actuellement le moyen de l'aider et de l'encourager.

J'en viens aux problèmes d'équipement. Le budget d'équipement de la santé publique, sur lequel, au cours de mes observations, quelques indications ont déjà été fournies, s'élève à 490.730.000 francs, y compris les crédits destinés aux C. H. U., qui sont de l'ordre de 118 millions. J'ajoute que, dans ce domaine, on n'enregistre pas de retard sur le financement du IV^e plan, mais au contraire une avance de près de 20 p. 100 sur son échéancier. Le total des exercices 1962, 1963 et 1964 atteindra, en effet, 110 milliards d'anciens francs de crédits de subvention, alors que le plan n'en prévoyait que 92.

Quant à la consommation des crédits d'engagement, on peut signaler dès aujourd'hui qu'un accord est réalisé avec le ministère des finances pour le déblocage des dossiers en attente de visa. D'autre part, les dossiers instruits et soumis au visa représentent dès maintenant plus de 75 p. 100 des crédits disponibles. La consommation des crédits d'engagement de 1964 sera particulièrement satisfaisante. On peut même signaler que les opérations hospitalières inscrites au budget de 1964 sont, pour plus de la moitié, déjà prêtes à être inscrites. Loin de prendre du retard, le ministère de la santé tend donc à prendre, dans la préparation des dossiers d'équipement, une certaine avance.

Quant à la consommation des crédits de paiement, un grand effort a été fait pour en obtenir l'accélération qui dépend — il faut le dire — des collectivités locales ; actuellement, elle est conforme à la planification générale établie par le ministère. On note donc en ce domaine une situation assez satisfaisante.

Je voudrais néanmoins souligner que c'est à juste titre qu'a été évoqué à ce sujet le problème du financement et du déséquilibre des fonds provenant de la sécurité sociale avec les fonds d'Etat. Le Gouvernement a pleine conscience du problème ainsi posé et n'a pas l'intention de le résoudre par le canal des collectivités locales. En fait, le problème ne se posera qu'en 1965. D'ores et déjà, une commission l'étudie avec le ministre des finances. Ce déplacement global de crédits que j'évoquais il y a un instant a permis de faire un effort particulièrement net en faveur des investissements qui bénéficient de priorité.

C'est ainsi que les C. H. U., dont la réalisation conditionne la réforme des études médicales, bénéficient d'une augmentation de près de 89 p. 100 et les écoles d'infirmières également. Le rapport de la commission des finances fait état d'une diminution de 21 p. 100 des subventions d'équipement. En réalité, le crédit de 5.464.000 francs prévu au chapitre 66-10 est complété par une autre subvention de 6 millions du fonds d'aménagement du territoire. Il s'agit donc d'un crédit global de 11.464.000 francs qui est en augmentation de 60 p. 100 sur le crédit de 7 millions de l'année dernière. Par rapport à 1963, l'augmentation moyenne globale des crédits est de l'ordre de 36 p. 100 et les principales augmentations concernent les C. H. U., les hôpitaux et établissements publics, la recherche et les établissements pour enfants inadaptés.

Compte tenu de ces faits, on peut dire que le quart du budget de 1964 a été attribué à la population parisienne. Au cours de l'exercice 1964, seront lancés le premier C. H. U. moderne de la région parisienne, à Créteil, qui contiendra 1.300 lits environ, un hôpital nouveau à Clamart pour 500 lits, une clinique chirurgicale à la Salpêtrière de 330 lits, un hôpital nouveau à Villeneuve-Saint-Georges de 530 lits, divers établissements pour malades chroniques ou pour vieillards totalisant 1.400 lits, une maison de retraite à Saint-Germain d'une centaine de lits.

Les réalisations importantes seront également engagées en province par les C. H. U. Les opérations les plus notables concerneront la première tranche du nouvel hôpital de Brabois à Nancy de 1.000 lits, l'hôpital d'enfants de la Timone à Marseille de 500 lits, et l'achèvement du C. H. U. à Rennes.

Pour les hôpitaux non C. H. U., les principales réalisations sont les suivantes : Thonon, 300 lits ; Marmande, 170 lits ; Pithi-

viers, 170 lits ; Gray, 135 lits ; Nancy, 130 lits ; Tarascon, 100 lits. Pour les hospices, il convient de signaler la réalisation suivante : Lille, 300 lits ; Nîmes, 130 lits, et Cherbourg, 360 lits. Enfin, grâce en partie au fonds d'aménagement du territoire, deux écoles d'infirmières vont être lancées à Rennes et à Nancy.

Je voudrais dire en terminant à M. Coutrot que le coût des centres de protection maternelle et infantile de la Seine n'est pas véritablement trop élevé. L'action du centre technique a même contribué à une sérieuse économie. C'est là une tâche qu'il est sans doute facile de critiquer, car c'est un rôle ingrat que de travailler à la normalisation et aux économies budgétaires. Cette tâche a été accomplie énergiquement, puisque le retard des engagements a été rattrapé en quasi-totalité dès le début de 1963 et les crédits de cette année vont être, dans les semaines qui viennent, consommés à raison de 90 p. 100.

M. Maurice Coutrot. Monsieur le secrétaire d'Etat, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Coutrot, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Maurice Coutrot. Monsieur le secrétaire d'Etat, je regrette de ne pouvoir accepter votre observation. D'abord, la diminution du coût de ces établissements n'est pas le fait du comité technique du Vésinet ; elle résulte de la volonté de l'assemblée départementale de la Seine de contrôler le prix de revient des établissements de protection maternelle et infantile et d'imposer, dès 1962, une diminution très sensible des évaluations faites par les architectes. Je pourrai, si vous le désirez, vous donner des explications plus complètes à ce sujet.

En ce qui concerne 1963, je répète ce que j'ai dit tout à l'heure, à savoir que les dossiers déposés au mois de mai au centre technique du Vésinet n'ont pas encore été renvoyés à l'assistance publique, ce qui fait qu'il sera impossible de faire la moindre adjudication avant le début de l'année prochaine et donc de mettre en œuvre avant le printemps de 1964. Ne dites pas que les crédits seront utilisés ! Les crédits de 1963 commenceront à l'être en 1964, ce qui veut dire qu'il s'agit de crédits gelés, qui se dévalorisent en potentiel de réalisation, car les prix de la construction continuent à monter. Quant aux plafonds qui ont été fixés, non pas par le centre technique de la santé publique du Vésinet, mais par le conseil général de la Seine, ils seront largement dépassés, quand il faudra faire le bilan de chacune de ces opérations.

Voilà la vérité ! (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat. Je m'étais exprimé, non sur le plan particulier, mais sur le plan général. Puisque vous évoquez cette question, je vais vous indiquer l'état de mes informations. Effectivement, un dossier relatif à la protection maternelle et infantile a été déposé au ministère par la commune de Bondy. Ce dossier était incomplet.

M. Maurice Coutrot. Vingt-deux dossiers sont en souffrance !

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat. Il manquait l'avis d'un certain nombre de services, notamment des services de la construction des travaux et le projet du plan de financement. Quatre rappels écrits, à ma connaissance, ont été faits, le 29 mars 1963, le 7 mai, le 1^{er} août et le 18 septembre à la municipalité. Un rappel téléphonique a été fait le 3 juillet dernier.

Le dossier n'a été complété que le 12 novembre dernier.

M. Maurice Coutrot. Je me plaçais sur le plan national et non sur le plan particulier. En ce qui concerne Bondy, laissez-moi vous dire que l'équipement de protection maternelle et infantile suit l'augmentation de la population et que, jusqu'à présent, on n'a pas enregistré de retard. En tout cas, les dossiers sont déposés en temps voulu. Ce n'est pas une question de clocher. Je parle pour le département de la Seine, en général, et non pour Bondy. Je suis persuadé, parce que j'ai des renseignements qui me sont fournis par des collègues, qu'en province il en est de même. Depuis que le Centre technique du Vésinet existe on ne peut plus voir aboutir aucune opération !

C'est — je le répète — une question d'ordre général.

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat. Soit ! Dans l'ordre général, je vous confirme que, dans les semaines qui viennent, avant l'expiration de l'année 1963, les crédits seront consommés à peu près à 90 p. 100.

M. Maurice Coutrot. Alors, c'est faux !

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat. Telles sont mesdames, messieurs, les données générales de ce budget. Il constitue dans l'ensemble — chacun l'a reconnu — un effort considérable en faveur de la santé de ce pays et il préfigure — c'est son deuxième caractère — les données du V^e plan qui, de toute évidence, s'orientera vers l'équipement, vers la formation et la promotion du personnel. C'est donc un budget de transition entre les deux plans qui, déjà, préfigure l'effort qui va être celui du ministère dans les années à venir.

C'est sous le bénéfice de ces observations que je demande au Sénat de bien vouloir le voter. (Applaudissements au centre droit, sur divers bancs à droite et au centre et sur certains bancs à gauche.)

M. Raymond Bossus. Un budget d'austérité !

M. Adolphe Dutoit. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dutoit, pour répondre à M. le secrétaire d'Etat.

M. Adolphe Dutoit. Tout à l'heure j'ai été frappé par les explications de M. le secrétaire d'Etat concernant l'allocation aux infirmes et incurables.

M. le secrétaire d'Etat a contesté le chiffre de 450 francs par jour en faisant état d'autres ressources, par exemple de l'augmentation de l'allocation de loyer qui vient d'intervenir.

Je voudrais lui rappeler — M. le ministre des finances pourra le lui confirmer s'il en est besoin — que cette augmentation de l'allocation de loyer suffira à peine à absorber l'augmentation des loyers qui vient d'intervenir, de telle sorte qu'il n'est pas possible de faire état à la tribune du Sénat d'une augmentation des ressources des infirmes et incurables en invoquant cette majoration de l'allocation de loyer.

Monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez fait état, toujours à ce propos, de l'allocation dite « de la tierce personne », qui est attribuée à certains infirmes et incurables. Vous devriez savoir — en tout cas le ministre de la santé le sait parfaitement — que cette allocation n'est attribuée qu'à un petit nombre d'infirmes, à de très grands infirmes, à ceux qui ne peuvent pas faire le moindre acte de la vie courante. Nous ne pouvons donc pas accepter qu'on fasse état, dans un calcul de ressources, de cette allocation que la grande masse des infirmes et incurables ne touchent pas.

Aussi dois-je contester vos chiffres, monsieur le secrétaire d'Etat, car malheureusement la réalité est que d'innombrables Françaises et Français doivent essayer de ne pas mourir avec moins de 450 francs par jour. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?..

La discussion générale est close.

Nous allons examiner les crédits concernant le ministère de la santé publique figurant aux états B et C ainsi que les articles 66 et 83.

ETAT B

« Titre III (moyens des services) : plus 10.187.550 francs. »
Je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 90, M. Plait, au nom de la commission des affaires sociales, propose de réduire ce crédit de 500.000 francs.

Par amendement n° 97, MM. Bossus, Cogniot, Dutoit, Mme Vermeersch et les membres du groupe communiste et apparenté proposent de réduire ce crédit de un million de francs.

Enfin, par amendement n° 98, MM. Pellenc et René Dubois, au nom de la commission des finances, proposent également de réduire ce crédit de un million de francs.

Je vais donner la parole aux auteurs de ces amendements dans l'ordre où ont été déposés sur le bureau du Sénat.

La parole est à M. Plait, pour défendre l'amendement n° 90.

M. André Plait, rapporteur pour avis. Mes chers collègues, c'est au nom de la commission des affaires sociales que j'ai déposé cet amendement.

Je rappelle ce que j'ai dit tout à l'heure, à savoir que votre commission n'est pas hostile au principe de la réforme. Par le dépôt de cet amendement tendant à réduire de près de moitié le crédit accordé, elle souhaite que cette réforme soit appliquée dans quelques départements pilotes, cela à titre expérimental, la décision générale ne devant être prise que lorsqu'un bilan complet des résultats obtenus par cette méthode pourra être établi.

Nous avons pensé, en effet, qu'une question n'avait pas été tranchée : celle de la coordination. Je pourrais citer deux cas. D'abord, quels seront les rapports entre le médecin chargé du service de l'hygiène publique, d'une part, et du service de

l'hygiène sociale, d'autre part, avec le médecin inspecteur de la santé qui ne sera pas son chef direct puisqu'il dépendra, lui, du directeur de l'action sanitaire et sociale ? Voilà une question qu'il faudrait régler.

Une autre question me paraît également fort importante, c'est celle des médecins inspecteurs divisionnaires. Le médecin inspecteur de la santé sera, dans le département, le conseiller technique du préfet. Que sera le médecin inspecteur divisionnaire ? Probablement le conseiller technique du préfet coordonnateur. Or, il y a plus de préfets coordonnateurs que de médecins inspecteurs de la santé.

C'est là l'unique objet de cet amendement : agir comme le propose le Gouvernement, mais dans certaines régions seulement, et si cette méthode réussit, l'étendre ensuite à l'ensemble du territoire.

M. le président. La parole est à M. Bossus, pour défendre l'amendement n° 97.

M. Raymond Bossus. Mesdames, messieurs, tout d'abord une première remarque : on nous demande de voter ce crédit de 100 millions d'anciens francs, mais avant que le principe ait été admis par le Parlement la commission est en place. C'est anormal.

D'autre part, pourquoi demandons-nous la réduction du crédit d'un million de francs ?

A propos des services médicaux et sociaux reliés au service national un gros effort est fait, qui permet d'enregistrer une expérience. Aussi la poursuite de cette amélioration s'impose-t-elle sans apporter de nouvelles complications et, à cet égard, la fédération des conseils de parents d'élèves a déjà rédigé maints documents sur cette activité. Entre autres, elle a émis l'opinion que ce ne serait pas ouvrir la voie à des économies nouvelles, bien au contraire.

A la commission sociale, lors du premier examen, je faisais partie de ceux qui émettaient quelques doutes, qui pensaient et qui pensent encore qu'il y a là une atteinte aux libertés communales. En effet, en fin de compte, les problèmes d'ordre social ressortissent à l'origine, à la compétence des commissions composées d'élus départementaux et bien sûr, au préalable, aux commissions communales. Cette centralisation à outrance ne nous laisse rien espérer de bon.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur spécial, pour défendre l'amendement n° 98.

M. René Dubois, rapporteur spécial. La commission des finances a été à la fois plus pragmatique et plus sévère pour la réforme des services extérieurs du ministère de la santé, qui nous est proposée, que la commission des affaires sociales et même que nos collègues communistes sur le plan de l'hygiène scolaire. Elle demande la suppression du million de francs affectés à la réforme.

M. le secrétaire d'Etat nous a fait tout à l'heure la genèse, l'historique des cogitations administratives qui avaient amené le comité du coût et du rendement des services publics à proposer cette réforme. Seulement, dans les explications qui nous ont été ensuite fournies par M. le secrétaire d'Etat, je n'ai pas trouvé la justification de ces propositions.

J'ai retenu en tout cas que le médecin inspecteur de la santé, déchargé de sa besogne administrative, serait habilité à remplir des actes médicaux répondant à sa spécialité. Or je m'étonne que des médecins qui, bien sûr, en dehors de leur base d'études médicales et de leurs diplômes sont spécialement affectés — c'est cela leur spécialité — à une action de contrôle, de coordination et tout de même d'administration, puissent être amenés à faire œuvre médicale dans leur spécialité.

Voilà ce que vous avez dit tout à l'heure, monsieur le secrétaire d'Etat, et j'aimerais vraiment avoir des éclaircissements à cet égard.

En fait, je les ai déjà obtenus, non pas par vous, mais par certains médecins inspecteurs qui nous ont indiqué que les propositions qui leur seraient faites viseraient essentiellement des vacations pour vaccination. Or, j'estime que de telles vacations ne correspondent ni à la hiérarchie ni au rôle des médecins inspecteurs de la santé.

Vous voyez ainsi combien la commission des finances avait raison de formuler des réserves à l'égard d'un crédit qui doit être facteur d'économies dans l'avenir. Seulement pour l'instant on nous demande de voter une dépense d'un million de francs de caractère provisionnel, c'est-à-dire que l'année prochaine, les économies n'étant pas encore réalisées, nous pourrions être amenés à étudier une proposition de dépense supplémentaire en vue de nouvelles et futures économies.

C'est pourquoi je pense que nous pourrions englober dans un même vote l'amendement de M. Bossus, s'il est d'accord, et celui de la commission des finances...

M. Raymond Bossus. Nous nous rallions à votre amendement.

M. René Dubois, rapporteur spécial. ... de manière à clore rapidement cette discussion.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement demande le rejet du premier amendement, pour la raison suivante.

Il est bien intervenu, en effet, des réformes administratives appliquées à titre d'expérience à trois ou quatre départements, réformes qui ont été mises au point assez récemment dans le cadre des activités du ministère d'Etat chargé de la fonction publique. Mais, ici, au contraire, nous sommes en présence d'une réforme étudiée depuis plus de deux ans, qui a été soumise à une commission particulière qui a parcouru la France, interrogé quantité de gens et dont le siège est fait. Elle a exposé ses conclusions au comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, et une étude très approfondie a eu lieu. Enfin, une commission interministérielle présidée par le Premier ministre a, à son tour, examiné tous les aspects du problème.

A un moment, il faut cesser d'étudier et passer à la réalisation. Ce moment est arrivé. C'est la raison pour laquelle je vous ai demandé d'adopter ce crédit.

Ensuite, j'observe que tout ce projet relève essentiellement du domaine réglementaire. Il est par conséquent tout à fait normal que le Gouvernement étudie cette affaire et mette en place les commissions avant de présenter le projet au Parlement.

Sur le fond du projet, il est évident que dans les départements, les médecins inspecteurs sont actuellement écrasés sous le poids des tâches administratives et qu'ils ne font que cela.

Il est évident également que le contrôle des enfants est partagé entre l'éducation nationale et le ministère de la santé publique et que cela est mauvais.

Enfin, l'accumulation de tâches nouvelles inédites, pour la solution desquelles on a créé des services nouveaux, aboutit à une structure extrêmement coûteuse. C'est une raison fondamentale d'économie qui est à la base du projet qui vous est présenté.

Telle est la raison pour laquelle nous vous demandons d'écartier ces amendements.

M. Antoine Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Antoine Courrière. J'entends beaucoup parler d'économies, j'entends beaucoup parler de commissions ; seulement je n'entends pas parler du tout des corps élus. Or, à la vérité, ceux qui sont directement intéressés par l'affaire, ce sont les conseils généraux et, par conséquent, les élus départementaux.

Je veux bien que par voie réglementaire vous modifiez la structure des services départementaux. Peut-être en avez-vous le droit ? En tout cas, ce que vous n'avez pas le droit de faire, monsieur le secrétaire d'Etat, c'est de modifier la loi de 1871 au moyen d'un texte réglementaire.

Si je comprends bien, un nouveau service va être créé et je regrette que cette discussion se tienne aujourd'hui et non pas au moment de l'examen du budget du ministère de l'intérieur où sera spécialement étudiée cette question. C'est probablement ce nouveau service qui va présenter le budget au conseil général.

Or, le budget d'assistance, vous le savez, monsieur le secrétaire d'Etat, est la plus grosse partie du budget du département dont il représente en général 60 à 70 p. 100. Ainsi, ce serait un fonctionnaire indépendant du préfet qui présenterait au conseil général la partie la plus importante du budget, alors que la loi de 1871 fait obligation au préfet de le présenter lui-même ?

Les conseils généraux discuteront-ils les dépenses d'assistance avec le préfet qui n'aura pas établi les chiffres ou avec le représentant de l'administration que vous allez créer ? C'est inacceptable pour les assemblées départementales élues qui ont l'impression qu'elles vont être dessaisies de l'un de leurs droits les plus essentiels ; c'est encore plus inacceptable pour les communes qui risquent d'être tenues d'inscrire des sommes considérables dans leur budget sans connaître les motifs.

C'est une raison supplémentaire, en plus de toutes celles qui ont été développées ici, pour que nous adoptions les amendements déposés par la commission des finances et par la commission des affaires sociales.

M. Max Fléchet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Fléchet.

M. Max Fléchet. Mes observations rejoignent celles de M. Courrière. M. le secrétaire d'Etat nous a indiqué qu'une commission avait travaillé pendant plusieurs années et qu'elle était arrivée à des conclusions telles que la réforme allait être appliquée prochainement. Je suis personnellement très surpris que nous apprenions par une ligne du budget du ministère de la santé — après l'avoir entendu murmurer depuis longtemps — qu'à

partir de l'an prochain la réforme sera appliquée sans que l'avis des collectivités intéressées ait été sollicité.

Je suis un vieil élu cantonal puisque j'aurai bientôt trente-sept années de mandat, et pour les mêmes raisons que M. Courrière, je n'aperçois pas, en particulier dans le cadre administratif, dans le cadre du fonctionnement du budget départemental, comment la réforme pourra être appliquée. J'admets parfaitement que des améliorations puissent être trouvées, mais ce que je souhaiterais, c'est que tout au moins les collectivités départementales soient saisies du projet de réforme afin qu'elles puissent l'examiner. Je n'hésite pas à affirmer que les conseillers généraux qui ont le souci de leur mandat, qui travaillent sérieusement, qui connaissent tous les besoins des populations qu'ils représentent pourraient formuler des avis certainement plus valables que de très hauts fonctionnaires à la compétence desquels je rends d'ailleurs hommage, mais qui n'ont pas cette expérience que nous avons pu acquérir dans l'exercice quotidien de notre mandat.

Je n'aperçois pas comment s'établira le budget départemental qui, comme l'indiquait il y a quelques instants notre collègue M. Courrière, représente pour environ 60 p. 100 de son volume l'aide sociale. Je rappelle que toutes les dépenses d'aide sociale sont prises en charge par les budgets départementaux en ce qui concerne les dépenses et qu'en contre-partie, il y a en recettes la participation de l'Etat d'une part, et la participation des communes de l'autre.

Jusqu'à maintenant, c'était le préfet qui proposait aux assemblées départementales les inscriptions budgétaires correspondantes ; il y avait discussion dans une confiance réciproque entre le préfet et les élus et je ne vois absolument pas comment les assemblées départementales pourront délibérer dans le même climat, tout au moins avant longtemps, sur des propositions qui leur seront soumises de la part de nouveaux services avec des modifications dont les assemblées n'ont pas été informées. C'est la raison pour laquelle en ce qui me concerne, je suivrai les propositions de la commission des finances. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Mesdames, messieurs, je saisis mal — j'essaie pourtant de le faire depuis un moment avec beaucoup de bonne volonté — les propos tenus par M. Courrière et renforcés par M. Fléchet. Je comprends parfaitement leurs préoccupations et j'y souscrirais si, véritablement, le texte répondait à leurs inquiétudes. Il n'en est absolument rien.

Que va-t-il se passer ? L'objet de la réforme — M. de Broglie vient d'en faire un large exposé — tend à une simplification, à une unification. Il crée, d'un côté, une direction de l'action sanitaire et sociale et, par ailleurs, il crée, dans chaque département, un poste de médecin inspecteur de la santé. La réforme a donc un objectif d'unification et de simplification, d'une part, puisque cette fusion de la direction sanitaire et sociale aboutira sans doute au regroupement des activités de la direction de la population, des attributions administratives de la direction de la santé, des tâches de la division du bureau d'aide sociale dans les préfectures et de la direction départementale des services médicaux et sociaux du ministère de l'éducation nationale.

A côté, il est créé un médecin inspecteur dont le rôle, évidemment, sera d'inspecter ; il sera chargé des problèmes médicaux au lieu d'être confiné dans les tâches administratives sous lesquelles il ploie actuellement. Voilà l'objet de la réforme. On nous dit : le budget de l'aide sociale est un budget très lourd et que deviennent dans cette affaire l'autorité des conseils généraux et leurs rapports avec le préfet ?

Je réponds d'abord que tout, désormais, va passer par le préfet, qui est le représentant local de l'ensemble des ministères. Il va se trouver en présence d'un seul interlocuteur, placé sous son autorité. Alors que, jusqu'à présent, on assistait souvent à l'établissement de liens directs entre le ministère de la santé publique avec les agents ou les représentants qu'il avait sur le plan local, à partir d'aujourd'hui, c'est le préfet qui aura l'autorité complète sur l'ensemble des services et il n'aura plus en face de lui que le directeur de l'action sanitaire et sociale et le médecin inspecteur.

M. Courrière dit « non », je maintiens que si ! C'est l'objet de la réforme et il n'a pas dû examiner avec assez d'attention le rapport de la commission qui, sur ce point, est extrêmement explicite ; il y est question de renforcer très fortement les pouvoirs du préfet dans un but de simplification et d'économie. Ne dites pas non, c'est le fonds de l'affaire, ou alors vous contestez l'objet même de la réforme.

Sur le plan financier, je reconnais que l'aide sociale est en effet extrêmement importante. Il n'y a sur ce point absolument aucun changement à l'égard des préfets et des conseils généraux. Désormais, ce sont les services financiers des préfectures

qui vont préparer l'ensemble du budget. C'est donc le préfet qui, retrouvant la plénitude de ses pouvoirs, présentera le budget financier au conseil général.

Je comprends parfaitement les préoccupations que vous pouvez avoir et combien elles sont légitimes, dans la mesure où tout cela échappait jusqu'ici aux conseils généraux et à leur contrôle, alors que le budget de l'aide sociale représente une proportion très importante des budgets départementaux. Je puis, sur ce point, vous apporter vraiment tous les apaisements que vous souhaitez.

C'est exactement dans la pensée contraire qu'a été établi le texte qui est soumis à votre appréciation. Par conséquent, tout en comprenant qu'au départ — car vous avez été peut-être mal informés — vous avez pu formuler des réserves, je répète que le texte va dans le sens de vos préoccupations, c'est-à-dire celui de la centralisation des pouvoirs entre les mains du préfet, d'un meilleur contrôle du conseil général et d'une meilleure administration.

M. Antoine Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Courrière pour répondre à M. le secrétaire d'Etat.

M. Antoine Courrière. Monsieur le secrétaire d'Etat, vous êtes un fort habile avocat. Vous avez essayé de nous faire admettre que la réforme que nous avons devant les yeux ne modifiait rien ; mais si elle ne modifie rien, pourquoi la fait-on ?

A la vérité, les services qui préparent le budget de l'assistance constituent une division de la préfecture, ou, dans tous les cas, un bureau d'une division de la préfecture. Ils sont directement sous le contrôle du préfet et c'est celui-ci qui, sur le travail fait par cette division, présente ensuite le budget de l'assistance au conseil général.

Que va-t-il se passer maintenant ? Ce sera un service extérieur à la préfecture qui va être chargé de l'étude et de la préparation du budget.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Absolument pas, monsieur Courrière, je suis désolé de vous le dire.

M. Antoine Courrière. Moi, je ne le vois qu'ainsi puisque les services de la préfecture qui s'occupaient jusqu'à maintenant de l'établissement du budget ne vont plus s'en occuper et vont en être déchargés au profit d'un service nouveau qui va se trouver sous la direction des services de la santé. D'ailleurs quelle va être la situation des fonctionnaires de préfecture qui vont changer de service et sans doute de statut ?

C'est pour ces raisons que, ne sachant pas exactement quelles vont être les possibilités d'action du conseil général, quels vont être les droits du préfet quand il nous présentera son budget, quel va être le sort de certains fonctionnaires, je demande à mes collègues de voter les amendements qui nous sont proposés, afin que nous ayons la possibilité d'étudier dans le détail la conséquence des crédits qu'on nous demande de voter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. René Dubois, rapporteur spécial. Je ne pense pas que les explications de M. le secrétaire d'Etat aient convaincu les membres de la commission des finances. J'ajouterai qu'il s'agit peut-être d'une réforme qui tombe dans le domaine réglementaire, mais il nous a été « sussuré » que si les assemblées n'acceptaient pas de voter ces crédits, un décret se chargerait d'imposer la réforme. Mais, alors, en pareil cas, il appartiendra à l'Etat de trouver les crédits nécessaires et c'est pourquoi, au nom de la commission, je maintiens mon amendement.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je suis désolé de contrarier M. Courrière, mais je dois être aujourd'hui un piteux avocat. J'ai l'impression que nous avons tous des arrières-pensées qui créent des confusions regrettables. Je croyais m'être expliqué clairement, mais je précise à nouveau que, jusqu'à présent, le budget d'aide sociale — monsieur Fléchet, je suis bien d'accord avec vous — est géré par la division d'aide sociale des préfectures. A l'issue de cette réforme qui est du domaine réglementaire, et dont l'explication est fournie aujourd'hui à l'occasion de ce budget, la division de l'aide sociale éclate, la partie technique allant aux services extérieurs de la santé publique et la partie financière — j'insiste sur ce point — allant à la division financière de la préfecture. Par conséquent, c'est cette division financière de la préfecture qui va désormais sous l'autorité du préfet et sous le contrôle de l'Assemblée départementale, préparer le budget d'aide sociale.

Monsieur Courrière, vous dites : puisque tout cela ne change rien, à quoi cela sert-il ? Je vous ai expliqué tout à l'heure

l'avantage de simplification et d'économie. Il y a un troisième avantage que vous semblez oublier, c'est que désormais le préfet se trouvera en présence d'un personnel beaucoup moins nombreux et qu'il contrôlera directement, puisque ce sera la division financière de la préfecture qui établira le budget de l'aide sociale.

M. André Plait, rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. André Plait, rapporteur pour avis. Monsieur le secrétaire d'Etat vous voulez faire une réforme, vous voulez changer quelque chose ; or, à l'Assemblée nationale comme au Sénat, nous essayons de comprendre la question, les conseillers généraux, eux, en ignorent tout. Il faudra que nous la leur expliquions, ainsi que le disait tout à l'heure notre collègue M. Fléchet. Je maintiens donc mon amendement. Nous allons faire quelques essais dans certaines régions et si les résultats obtenus sont bons, nous pourrions généraliser la méthode.

M. le président. Je vais consulter le Sénat sur l'amendement qui s'éloigne le plus des propositions du Gouvernement, qui porte le numéro 98 et a été présenté par MM. Marcel Pellenc et René Dubois, au nom de la commission des finances, amendement auquel se sont ralliés les auteurs de l'amendement numéro 97, et qui tend à réduire les crédits affectés au titre III, moyens des services, d'un million de francs.

Personne ne demande la parole ? ...

Je le mets aux voix.

(Cet amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement de la commission des affaires sociales devient sans objet.

Je mets aux voix, pour le titre III, le chiffre de + 9.187.550 francs.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. Titre IV (Interventions publiques) + 30 millions 500.000 francs. — (Adopté.)

ETAT C

Titre V. — Autorisations de programme, 10.485.000 francs. — (Adopté.)

Crédits de paiement, 2.350.000 francs. — (Adopté.)

Titre VI. — Autorisations de programme, 474.245.000 francs. — (Adopté.)

Crédits de paiement, 23.500.000 francs. — (Adopté.)

[Article 66.]

M. le président. « Art. 66. — La lutte contre le cancer est organisée dans chaque département, dans le cadre du service départemental d'hygiène sociale, pour exercer le dépistage précoce des affections cancéreuses et la surveillance après traitement des anciens malades.

« Les dépenses de fonctionnement résultant de la lutte contre le cancer sont obligatoirement inscrites au budget de chaque département et, dans la mesure où elles n'ont pas été couvertes au moyen de participations diverses, réparties dans les conditions prévues par l'article 190, alinéa 1, du code de la famille et de l'aide sociale.

« Un décret fixera la date et les modalités d'application des présentes dispositions. »

Par amendement (n° 99), MM. Pellenc et René Dubois, au nom de la commission des finances, proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. René Dubois, rapporteur spécial. Mes chers collègues, nous nous sommes déjà expliqués, au cours de la discussion générale, sur l'amendement que nous déposerions et qui tend à transférer les crédits pour la lutte contre le cancer, qui atteignent un peu plus de 800.000 F, des centres de dépistages vers les centres régionaux de traitement.

Nous souhaitons que ces centres régionaux de traitement puissent dans les départements des antennes de telle manière qu'ils puissent s'articuler avec les anciens malades ayant besoin d'une surveillance et antérieurement traités dans des centres anticancéreux régionaux et, également, avec les médecins traitants, les médecins de famille pouvant déférer à ces centres les malades atteints d'une néoplasie quelconque. Quant aux centres de dépistages, nous avons dit qu'ils tourneraient soit à faux, soit à vide et je ne vais pas reprendre maintenant les arguments que j'ai développés dans mon rapport au nom de la commission des finances.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je suis désolé de dire au rapporteur que les arguments qui figurent dans son rapport ne m'ont pas du tout convaincu. Je comprends mal pourquoi, pour cette cruelle et effroyable maladie qu'est le cancer, on ne peut pas prévoir un centre de dépistage dès le stade départemental.

J'entends bien, vous l'indiquez dans votre rapport et c'est peut-être vrai, que ce dépistage systématisé, généralisé, coûterait peut-être plus cher que les crédits inscrits dans ce présent budget. Il est possible que, dans les perspectives futures, nous allions en effet vers des augmentations plus importantes, mais vous ne pouvez pas reprocher au Gouvernement de prévoir des centres de dépistages au stade départemental. Je comprends donc mal votre argumentation et j'ai beau relire votre texte, je vois mal sa portée.

Je tiens à signaler au Sénat un deuxième élément — que je connais bien puisque j'ai participé, comme pour beaucoup d'autres articles, à la rédaction de ce texte — qui a échappé à votre Assemblée. Les dépenses, qui étaient facultatives, seront désormais obligatoires, ce qui signifie que le remboursement de l'Etat aux collectivités locales ne sera plus de 50 p. 100 mais de 83 p. 100 et que les collectivités tireront donc du vote de cet article un avantage considérable.

Encore une fois, je saisis mal la portée de la suppression de l'article 66 et je demande au Sénat de repousser l'amendement.

M. René Dubois, rapporteur spécial. Je demande la parole

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. René Dubois, rapporteur spécial. Décidément, j'ai le regret de dire à M. le secrétaire d'Etat que, moi aussi, je le comprends mal ; mais j'ai un petit avantage sur lui, c'est que je connais la question d'une manière pratique depuis assez longtemps.

Vous voulez, monsieur le secrétaire d'Etat, créer une organisation nouvelle, le dépistage, et vous ne savez pas comment il fonctionnera. Or, nous nous appuyons sur quelque chose qui existe depuis fort longtemps, le centre de traitement anticancéreux, avec ses activités, avec ses résultats, avec son expérience, et nous disons simplement : au lieu de créer des centres départementaux de dépistage, créez les antennes des centres régionaux de traitement, qui couvriront l'ensemble du territoire, qui seront reliées à une activité ayant fait ses preuves depuis longtemps et qui auront des relations plus faciles avec les médecins de famille, les médecins traitants habitués depuis longtemps aux relations avec les centres régionaux anticancéreux.

Je ne prétends pas du tout que le principe du dépistage soit mauvais, bien au contraire, mais que vous avez une armature de base solide ayant fait ses preuves, le centre régional anticancéreux. Donnez-lui le moyen de pousser ses antennes et de s'articuler avec les anciens malades ou les médecins de famille. En reportant les crédits sur les centres anticancéreux, vous n'êtes pas dépossédés de vos crédits et vous rendez, nous sommes persuadés, la marche institutionnelle du dépistage plus valable.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Actuellement il y a 70 centres régionaux, nous voulons en faire 90. En outre, les collectivités locales qui subventionnent à 50 p. 100 ces 70 centres n'auront plus à subventionner les 90 centres qu'à moins de 20 p. 100, les dépenses devenant obligatoires.

J'attire donc votre attention sur les conséquences financières de la suppression de l'article que nous vous proposons.

M. Jacques Soufflet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Soufflet, pour explication de vote.

M. Jacques Soufflet. J'aurais aimé avoir l'avis de la commission des affaires sociales sur cet amendement. Elle a en effet déposé elle-même un amendement tendant à modifier un membre de phrase de l'article 60 et c'est donc qu'elle lui est favorable.

M. le président. L'amendement n° 91, présenté par M. Plait, au nom de la commission des affaires sociales, tend, au premier alinéa de cet article, à remplacer les mots : « ... le dépistage précoce des affections cancéreuses... » par les mots : « ...la prophylaxie des affections cancéreuses... ».

Il ne tend donc qu'à modifier l'article 66 et je dois mettre d'abord aux voix l'amendement qui s'éloigne le plus de l'article proposé à l'examen du Sénat, c'est-à-dire celui qui tend à sa suppression.

M. Jacques Soufflet. Peut-on connaître l'avis de la commission des affaires sociales ?

M. le président. La commission des affaires sociales n'est saisie que pour avis et il s'agit d'un amendement de la commission des finances. Si l'amendement n° 99 est adopté, l'article 66 est supprimé et il est inutile de discuter l'amendement n° 91.

M. André Plait, rapporteur pour avis. Je retire l'amendement n° 91.

M. René Dubois, rapporteur spécial. La commission des finances retire l'amendement n° 99.

M. le président. Les amendements sont retirés.

L'article 66 n'est donc plus contesté.

Personne ne demande plus la parole sur cet article ?...

Je le mets aux voix.

(L'article 66 est adopté.)

[Article 83.]

M. le président. « Art. 83. — Les dispositions de l'article 1019 bis du code général des impôts sont applicables aux acquisitions immobilières réalisées par les établissements ou organismes figurant sur une liste dressée par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques, lorsque ces acquisitions sont faites pour le compte d'associations qui seraient susceptibles d'être admises au bénéfice des mêmes dispositions si elles procédaient directement aux acquisitions considérées.

« L'application du présent article est subordonnée à la condition que l'établissement ou l'organisme acquéreur prenne, dans l'acte d'acquisition, l'engagement de transférer la propriété des immeubles acquis à l'association bénéficiaire dans un délai de cinq ans à compter de la date de cet acte et, à défaut, de verser au Trésor, à première réquisition, les droits dont l'acquisition aura été dispensée. Une prolongation annuelle renouvelable du délai de cinq ans peut être accordée par le directeur des impôts (enregistrement et domaines) du lieu de la situation des immeubles. » — (Adopté.)

Nous en avons terminé avec les crédits du ministère de la santé publique et de la population.

— 4 —

MOTION D'ORDRE

M. le président. Monsieur le rapporteur général, quelles sont les propositions de la commission en ce qui concerne la suite de nos travaux ?

M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Je voudrais, mes chers collègues, appeler votre attention sur le fait que nous prenons des retards assez considérables dans le programme que nous avons prévu. J'invite donc nos collègues, dans les discussions futures — car nous n'aurons pas, malheureusement, à la fin de cette semaine, ce que nous appelons la « séance balai » — à être relativement rapides dans leurs interventions.

Je vous propose donc, monsieur le président, de soumettre à l'Assemblée l'organisation suivante de la suite de la discussion : nous pourrions nous réunir à vingt-deux heures pour examiner le budget annexe de la Légion d'honneur, le budget de l'ordre de la Libération, le budget des monnaies et médailles ; aussitôt après, nous examinerions le budget de la coopération, puis le budget du commissariat général du plan que nous devrions de toute manière terminer ce soir.

Le budget du ministère du travail, qui devait être examiné aujourd'hui, pourrait venir en discussion mercredi prochain, 20 novembre, après le dîner. Si nous respectons maintenant les décisions de la conférence des présidents en ce qui concerne les temps de parole impartis aussi bien aux rapporteurs — dont les interventions ont été particulièrement longues aujourd'hui (Sourires) — qu'aux intervenants, nous pourrions, sans « séance balai », tenir l'ordre du jour, ce que notre Assemblée doit arriver à faire.

M. le président. Le Gouvernement accepte-t-il le report de la discussion du budget du ministère du travail à la séance du mercredi 20 novembre après-dîner ?

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat. Oui, monsieur le président.

Il n'y a pas d'opposition ?...

M. le président. Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à vingt et une heures dix minutes, est reprise à vingt-deux heures cinq minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

— 5 —

EXCUSE

M. le président. M. Jean Clerc s'excuse de ne pouvoir assister à la fin de la séance de ce jour.

— 6 —

LOI DE FINANCES POUR 1964

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. Nous poursuivons la discussion du projet de loi de finances.

Légion d'honneur. — Ordre de la Libération.

M. le président. Nous allons examiner maintenant les dispositions concernant les budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération.

La parole est à M. le rapporteur spécial de la commission des finances.

M. Paul Chevallier, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le budget annexe de la Légion d'honneur pour 1964 accuse au total une majoration d'un peu plus de 25 p. 100 sur celui de 1963. Il s'établit à 20.630.539 francs au lieu de 16.452.941 francs en 1963.

L'analyse globale des dépenses marque un accroissement de 4.177.598 francs dont les deux raisons essentielles sont l'application de la seconde étape pour la revalorisation des traitements attachés à la Légion d'honneur et à la médaille militaire et l'amélioration des rémunérations de la fonction publique.

Mais, avant d'entrer dans le détail de ces opérations, nous examinerons les moyens financiers dont disposera le budget annexe au cours de l'année 1964. Nous pourrions comparer les recettes de 1963 et celles prévues pour 1964 qui figurent au rapport qui vous a été distribué et dont la justification est la suivante :

Nous constatons que les recettes propres sont en progression de près de 30 p. 100, soit 218.820 francs, due, à concurrence de 150.000 francs, au doublement des droits de chancellerie qui se trouve lié à celui des traitements de l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire. Il faut aussi tenir compte que le montant des pensions des élèves s'accroît de 49.850 francs en raison du relèvement du prix de pension, qui passe à 900 francs au lieu de 840, et de l'augmentation du nombre des élèves dans les maisons d'éducation.

Il est à remarquer que la subvention du budget général subit une nouvelle progression de 3.958.778 francs, devant assurer la couverture des dépenses supportées par le budget annexe.

Les dépenses de 1963 et celles de 1964 figurent dans le tableau comparatif qui est joint à mon rapport écrit et dont je vous prie de me dispenser de vous donner lecture.

Il m'appartient de vous présenter successivement les dépenses ordinaires et les dépenses en capital. C'est ainsi que les dépenses de la dette sont, d'une part, des traitements attachés à la Légion d'honneur et à la médaille militaire, et, d'autre part, des dépenses de fonctionnement afférentes aux dépenses ordinaires.

Je vous précise que le budget de 1963 comprenait deux mesures nouvelles dont l'une attribuait un traitement à tous les médaillés militaires, dont l'effectif était de 649.345 au 1^{er} janvier 1963 — parmi eux 94.636 n'avaient droit à aucun traitement.

Il est juste et loyal de reconnaître que tous les traitements attachés à la Légion d'honneur et à la médaille militaire sont majorés de 50 p. 100 depuis 1962. Mais il est navrant de constater que 122.148 légions d'honneur sont sans traitement. Dans ce chiffre figurent un certain nombre de grands mutilés et d'anciens combattants dont les titres de guerre sont indiscutables. Je vous demande, monsieur le secrétaire d'Etat, en leur nom, qu'une mesure d'équité soit prise à leur égard.

M. Joseph Raybaud. Très bien !

M. Paul Chevallier, rapporteur spécial. Le budget de 1964 prévoit les crédits correspondant à cette majoration, soit 2.900.000 francs. Le tableau comparatif est joint à mon rapport écrit.

Votre rapporteur, depuis plusieurs années, a vivement insisté pour que satisfaction soit accordée à tous ceux qui, dans les heures douloureuses de la patrie, ont donné le meilleur d'eux-mêmes, tout en conservant, par leur calme, la dignité due à leur glorieuse situation glanée sur les champs de bataille.

Je ne veux pas passer sous silence la réduction des contingents de la Légion d'honneur qui doit intervenir en application du décret n° 62-1472 du 28 novembre 1962, devenu la nouvelle charte de cet ordre. Je précise que son application ne changera en rien l'attribution de la Légion d'honneur aux mutilés combattants de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945 ayant les titres fixés par le décret. J'ajoute que le nombre des titres a été diminué depuis les interventions que j'avais faites devant le Sénat ; les anciens combattants et les mutilés devaient avoir six titres pour être candidats à la croix de chevalier de la Légion d'honneur. J'avais demandé, dans mes rapports, de les ramener à cinq. Cela a été fait et bon nombre de camarades anciens combattants et mutilés se sont vu enfin accorder la Légion d'honneur. (*Applaudissements.*)

Quant aux dépenses de fonctionnement prévues pour 1964, elles sont, par rapport à 1963, en augmentation de 1.027.758 francs se répartissant en dépenses de personnel, y compris les charges sociales, qui sont dues pour une grande part aux mesures générales et particulières prises en faveur de la fonction publique.

Il y a lieu de tenir compte des créations d'emploi qui deviennent indispensables pour assurer le bon fonctionnement, pour la rentrée de septembre 1964, des maisons d'éducation, et qui sont afférentes à l'ouverture de cinq classes nouvelles, dont trois classes terminales. Le fonctionnement de ces classes entraîne la création de trente emplois nouveaux dont vingt-huit à compter du 15 septembre 1964 et deux dès le 1^{er} janvier 1964.

Les dépenses de matériel, dont l'accroissement est dû au nombre d'élèves, subissent une augmentation de 276.000 francs. Il faut aussi prévoir un crédit de 70.000 francs pour le renouvellement de nombreux livrets de pension venus à expiration. D'autre part, l'achat de divers matériels, fichiers neufs, machines à écrire, étuis cartonnés et diverses fournitures représentent un crédit de 22.500 francs. Ces dépenses sont compensées, dans une certaine mesure, par l'annulation de crédits qui avaient été ouverts au seul titre de l'année 1963 ou qui sont devenus sans objet.

Les dépenses diverses progressent de 10 p. 100. Elles correspondent aux secours alloués aux membres de l'ordre et à leurs ayants cause. Elles passent de 60.000 à 66.000 francs.

Quant aux dépenses en capital, il est demandé l'ouverture d'un crédit de 840.000 francs en autorisations de programme et d'un million de francs en crédits de paiement. Ces dotations sont parfaitement justifiées ; elles correspondent à l'apurement des travaux de regroupement et d'aménagement des maisons d'éducation qui travaillent actuellement dans des conditions de réel bien-être, de rénovation administrative, dans un cadre modernisé auquel le personnel et les élèves sont très sensibles.

Nous constatons aussi que le regroupement des maisons d'éducation et l'accroissement concomitant des effectifs scolaires ont permis une centralisation administrative. Dès la rentrée prochaine, 1.000 élèves pourront ainsi travailler dans les maisons d'éducation, alors qu'en octobre 1963, 860 seulement ont pu être accueillies. Je rappelle que, pour cette rentrée 1963, 73 demandes n'ont pu être satisfaites sur un total de 340.

Il est à noter que les résultats obtenus aux examens de fin d'année scolaire, qui figurent en détail dans le rapport écrit qui vous a été soumis et qui sont le témoignage de la qualité pédagogique des professeurs dont le dévouement et la conscience professionnelle sont remarquables.

Tout l'ensemble du personnel de nos maisons d'éducation est aussi à féliciter pour l'esprit qui préside à sa délicate mission, qu'il accomplit sous la haute autorité du grand chancelier et du secrétaire général, auxquels nous associons tout le personnel administratif.

Nous ne terminerons pas l'étude de ce budget sans évoquer le problème d'un nouvel ordre national dont la création a été décidée tout récemment. Selon les renseignements recueillis, il semble que cet ordre, dont le grand maître serait le président de la République, soit destiné à récompenser les mérites distingués, et non plus éminents, comme cela doit dorénavant être le cas pour l'ordre de la Légion d'honneur. Cette institution correspond au désir du Gouvernement de relever le prestige de la Légion d'honneur et des décorations officielles françaises.

Votre commission des finances n'avait pas à se prononcer sur le principe même de cette mesure, dont on ignore d'ailleurs les modalités d'application ; mais, sur le plan financier, elle souhaite que la création de ce nouvel ordre ne s'accompagne pas de la mise en place d'une administration nouvelle, la grande chancellerie de la Légion d'honneur paraissant parfaitement qualifiée pour en assurer la gestion tout en restant dans la tradition de sa devise ancestrale.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, votre commission des finances vous invite à adopter, sans modification, le budget annexe de la Légion d'honneur. (*Applaudissements.*)

Le budget annexe de l'ordre de la Libération, que j'ai l'honneur de vous présenter, s'élève, pour 1964, à 384.061 francs contre 289.145 francs, enregistrant ainsi une augmentation de 94.916 francs.

Sur ce montant, 14.916 francs correspondent à la traduction, en année pleine, des mesures intervenues en 1963 en faveur des personnels.

Le reliquat des crédits, soit 80.000 francs, correspond :

— pour 55.000 francs, à diverses dépenses de matériel : réfection du circuit électrique, achat d'une camionnette et d'une machine à photocopier, remboursement de frais supportés par le grand chancelier, etc ;

— pour 25.000 francs à l'augmentation du crédit destiné au versement de secours aux compagnons de la Libération et aux médaillés de la Résistance ou à leurs ayants cause.

Ces dépenses trouvent leur justification dans le tableau joint au rapport qui vous a été distribué et dont je vous demande de me dispenser de vous donner la lecture.

L'augmentation des dépenses entraîne, de ce fait, une majoration d'un même montant de la subvention versée par le budget général au budget annexe de l'ordre de la Libération.

Je rappelle que l'ordre de la Libération qui fut, à l'origine, de 1.054 compagnons, a vu, par suite de décès, ses effectifs réduits à 603 membres au 24 octobre dernier. Les secours attribués sont répartis par une commission spéciale suivant les cas sociaux des compagnons, de leurs ascendants, de leurs veuves et de leurs enfants, qui bénéficient de vacances, d'aide scolaire, d'arbres de Noël et de secours particuliers.

Je tiens à signaler le dévouement du personnel civil et militaire qui dirige la maison de l'ordre des Compagnons de la Libération ; leurs tâches sociales s'attachent particulièrement au bien-être de leurs compagnons et de leurs dignes ressortissants.

En conclusion, votre commission des finances vous propose d'adopter le budget annexe de l'ordre de la Libération. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à Mme Dervaux.

Mme Renée Dervaux. Je n'ai pas l'intention d'intervenir sur l'ensemble du budget de la Légion d'honneur, mais je veux profiter de son examen pour vous demander, monsieur le secrétaire d'Etat, de bien vouloir nous préciser les intentions du Gouvernement au sujet du nouvel ordre national de la Légion d'honneur.

Selon des informations non encore officielles, cette nouvelle distinction serait destinée à récompenser des mérites distingués. J'aimerais savoir, d'abord, ce que l'on entend par « mérites distingués », ensuite quelles catégories de citoyens seront susceptibles d'entrer dans ce nouvel ordre.

La raison qui motive ma question est que, depuis un certain temps, aucun des nombreux dossiers de demandes d'attribution de la Légion d'honneur en faveur des résistants morts pour la France n'est pris en considération. Toute demande se heurte à une opposition systématique, à un refus absolu. Je demande alors pourquoi.

Est-ce, comme certains le pensent, parce que le Gouvernement entend ne plus accorder la Légion d'honneur, pas plus que la médaille militaire, aux résistants à titre postume ? J'avoue, monsieur le secrétaire d'Etat, attendre votre réponse avec quelque impatience car, s'il en était ainsi, le Gouvernement aurait une singulière façon de concevoir le relèvement du prestige de la Légion d'honneur et des décorations officielles françaises. Ce n'est pas en les contestant à ceux qui en sont les plus dignes que vous leur donnerez plus de valeur. Le décret du 28 novembre 1962 qui établit le code de la Légion d'honneur, stipule dans son article 1^{er} : « La Légion d'honneur est la plus élevée des distinctions nationales. Elle est la récompense de mérites éminents acquis au service de la nation, soit à titre civil, soit sous les armes. »

Quel service est plus éminent que celui de donner volontairement sa vie pour la libération de la patrie ? Et c'est pour ceux-là, à qui fut décerné le titre glorieux de « mort pour la France », pour ceux qui luttèrent héroïquement, bien que souvent humblement, mais toujours dans les dures conditions des combattants clandestins, illégaux, pour ceux enfin qui tombèrent les armes à la main, que vous voudriez créer une Légion d'honneur au rabais « pour mérites distingués », une médaille frappée au sceau d'un régime, mais qui en aucun cas ne peut être la médaille de la France. Celle-ci existe : c'est la Légion d'honneur.

Permettez-moi également de dire que ces hommes et ces femmes qui sont l'honneur de notre pays ne combattaient pas pour ou contre un régime ; ils défendaient la patrie et beaucoup d'entre eux tombèrent sous les balles des peletons d'exécution en criant : Vive la France !

Pourquoi alors une médaille spéciale ? Est-ce pour des raisons de prestige ? Alors, c'est une erreur ! Le Gouvernement

de Vichy avait, lui aussi, créé sa médaille, ce n'est pas une référence. Est-ce pour des raisons de politique extérieure ? Alors c'est une faute ! Le Gouvernement français si étroitement lié au gouvernement de Bonn, qui compte parmi ses membres et collaborateurs d'anciens nazis responsables des malheurs de notre pays, peut évidemment ne pas vouloir accorder aujourd'hui l'hommage suprême pour les suprêmes sacrifices d'hier. Mais alors, qu'on le dise et que l'on ne camoufle pas cette politique avec des mesures qui, en définitive, sont plutôt méprisantes, en même temps qu'elles sont méprisables.

Elles sont d'ailleurs aussi dangereuses. En effet, cette orientation est peut-être en partie responsable du fait que certains individus se croient aujourd'hui permis de publier des livres qui ne sont que l'apologie de la trahison. Ils risquent de faire un mal considérable à notre jeunesse qui ne comprend plus ou comprend mal. D'un côté, c'est la glorification des traîtres au pays ; de l'autre, c'est l'amenuisement du respect et de la reconnaissance envers les défenseurs de la patrie. Pourriez-vous, monsieur le secrétaire d'Etat, affirmer sur l'honneur que pas un de ces hommes qui ont pactisé avec l'ennemi n'a la Légion d'honneur ? Vous me répondez peut-être qu'ils ne l'ont pas eue à ce titre. Je veux bien l'admettre, mais j'estime qu'un individu qui a commis le crime de trahison ne devrait, en aucun cas et quels que puissent être ses autres mérites, porter la Légion d'honneur.

Cela dit, la médaille de circonstance que l'on veut instituer est inacceptable pour les résistants car, en risquant et en donnant leur vie pour l'honneur et le salut de la France, ils doivent être honorés pour leurs mérites qui sont éminents et pas seulement distingués. Et, si la France veut leur accorder la distinction qui correspond à leur gloire, elle leur donnera la Légion d'honneur.

Voilà ce que, en tant que combattant volontaire de la Résistance et veuve de fusillé et au nom des familles des morts en déportation, fusillés et massacrés de la Résistance, je tenais à dire. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Darou.

M. Marcel Darou. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs, je voudrais tout d'abord reconnaître que le Gouvernement a tenu sa promesse. La seconde étape prévue pour la revalorisation des traitements attachés à la médaille militaire et à la Légion d'honneur sera réalisée à partir du 1^{er} janvier 1964. Mieux : désormais des médaillés militaires percevront le traitement fixé à quinze francs par an. Mais pourquoi ne pas avoir prévu la même mesure en faveur des décorés de la Légion d'honneur ? Très souvent les chevaliers de l'ordre de la Légion d'honneur à titre militaire ne perçoivent que le traitement de la médaille militaire ; des officiers ne reçoivent que le traitement de chevalier. Il y a là une injustice choquante qu'il faudrait, à mes yeux, également supprimer le plus rapidement possible. Il n'est certainement pas normal qu'environ 181.000 légionnaires bénéficient du traitement, alors que 122.000 en sont privés, alors qu'à l'origine, et c'est M. Jaillon, rapporteur général de l'Assemblée nationale, qui le rappelle dans son rapport n° 568, « toutes les décorations de la Légion d'honneur, qu'elles soient accordées à titre civil ou à titre militaire, comportaient le bénéfice du traitement ».

Je suis d'accord avec lui pour dire que l'octroi du traitement à tous les légionnaires et au taux de leur grade dans l'ordre mettrait fin à une discrimination mal fondée.

Depuis quelques années, et notre rapporteur au Sénat, M. Paul Chevallier, vient de le rappeler, on a réduit les contingents dans l'ordre de la Légion d'honneur et cela, incontestablement, au détriment des anciens combattants des guerres que la France a, hélas ! connues depuis 1914. Mais on vient d'apprendre la création d'un ordre nouveau, l'ordre du Mérite, qui doit remplacer dix-sept décorations antérieures, et qui serait sans doute spécialement réservé, je le crois, à récompenser par priorité les mérites civils.

Cela devrait permettre de réserver un plus grand contingent dans l'ordre de la Légion d'honneur pour récompenser les mérites des anciens combattants. C'est la raison de l'amendement que j'ai déposé et dont je vais vous donner lecture :

« Un contingent spécial, prélevé sur le contingent annuel, de médailles militaires et de Légion d'honneur, sera réservé, à partir du 1^{er} janvier 1964, aux anciens combattants.

« Priorité sera accordée à ceux de 1914-1918 en commençant par les classes les plus anciennes.

« La médaille militaire sera attribuée à ceux qui ont trois titres de guerre (citations ou blessures).

« La Légion d'honneur sera attribuée à ceux qui, ayant trois titres de guerre, sont déjà titulaires de la médaille militaire.

« Ces distinctions seront attribuées avec traitement ».

Ne dites pas, monsieur le secrétaire d'Etat, que j'enfonce une porte ouverte. J'ai, en effet, sous les yeux, le texte d'un communiqué paru dans la presse du Nord, et peut-être dans toute la presse de France, sous le titre : « Ce qu'il faut savoir sur les propositions pour la Légion d'honneur et la médaille militaire ». Il émane pour le Nord de la direction du recrutement de la deuxième région à Valenciennes. Il concerne uniquement d'ailleurs les sous-officiers et hommes de troupe. Dans ce communiqué à la presse, pour la Légion d'honneur, il est question de deux titres de guerre ou de résistance, pour la médaille militaire de deux titres de guerre ou de résistance.

Notre collègue M. Paul Chevallier rappelait, tout à l'heure, qu'il fallait il y a quelques années six titres de guerre pour obtenir une distinction dans l'ordre de la médaille militaire ou de la Légion d'honneur ; puis, l'on est descendu à cinq, à quatre, et personnellement, en tant qu'ancien combattant et président d'une section locale et vice-président d'une fédération départementale et nationale, je connais, hélas, de très nombreux anciens combattants de 1914-1918 ayant quatre ou trois titres de guerre et qui n'ont jamais encore obtenu, ni la médaille militaire, ni la Légion d'honneur.

Je n'enfonce donc pas une porte ouverte ; je demande simplement que l'on commence à penser aux anciens combattants de 1914-1918 en accordant une priorité à ceux qui ont trois titres de guerre et que l'on pourrait peut-être satisfaire, par ce contingent spécial dont j'ai parlé, au cours de l'année 1964. On pourrait, au cours de l'année 1965, donner satisfaction à ceux qui n'ont que deux titres de guerre.

Je pense qu'il y a urgence dans ce domaine pour mes frères anciens combattants de 1914-1918. Les plus jeunes, vous le savez, sont âgés de soixante-cinq ans. L'âge moyen des anciens combattants de 1914-1918 est de soixante-quinze ou soixante-seize ans et le taux de mortalité, hélas ! est très élevé dans leurs rangs.

Il serait normal, sage, juste que l'on pensât d'abord à eux. Ils auraient la joie, la fierté, l'orgueil de porter, du moins je l'espère, pendant quelques années encore, soit la médaille militaire, soit la Légion d'honneur, qu'ils ont méritée et bien méritée sur les champs de bataille.

J'ajoute que ces distinctions devraient toujours être attribuées avec le traitement correspondant. Ce serait, me semble-t-il, la meilleure façon de leur témoigner la reconnaissance de la nation pour les sacrifices librement consentis au cours de la première guerre mondiale. Cette priorité ne porterait pas préjudice aux autres anciens combattants de la seconde guerre mondiale et des divers théâtres d'opérations qui pourraient, qui devraient même obtenir, après leur aînés, la même satisfaction. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je voudrais, en quelques phrases très rapides, répondre aux différents intervenants.

Tout d'abord, on a souligné, et à juste titre, que le Gouvernement avait tenu effectivement les promesses faites, il y a deux ans et avait augmenté les traitements des médaillés militaires. En effet, leurs traitements ont été augmentés de 50 p. 100 au 1^{er} janvier 1963 et ils le seront de 100 p. 100 le 1^{er} janvier prochain. Parallèlement, il va de soi que les droits de chancellerie seront doublés, avec effet de la même date.

En ce qui concerne les maisons d'éducation, vous savez que des travaux importants ont été entrepris en 1958 pour leur rénovation. Ces travaux sont sur le point de s'achever. Alors que la maison d'éducation d'Ecouen a été fermée le 20 septembre 1962, la maison des Loges a continué d'accueillir ses élèves et ses professeurs : le 20 septembre 1963, les effectifs scolaires des Loges se sont élevés de 350 à 460 et le 1^{er} octobre 1964, ils seront portés à 600.

A cette date, les deux maisons de Saint-Denis et des Loges auront une capacité de mille élèves, offrant ainsi de nouvelles possibilités aux membres de l'ordre national désireux de confier leurs filles à ces institutions scolaires originales qui, vous le savez, ont été créées par Napoléon I^{er}. Leur organisation est l'objet d'une évolution leur permettant de dispenser avec succès et fruit à leurs élèves, à la fois éducation et enseignement. Les très beaux résultats obtenus au baccalauréat en sont la preuve tangible.

Des questions ont été posées au sujet de l'ordre national du mérite. Je ne pourrai sur ce point fournir que des indications assez évasives au Sénat puisque, si le stade des études est en effet dépassé, vous savez que nous sommes là dans le domaine réglementaire et qu'après avis du conseil d'Etat, c'est un décret qui interviendra pour fixer les modalités.

Le décret n'est pas encore au point. Il ne m'est donc pas possible, dans l'état actuel des choses, de vous donner des indications nombreuses, en particulier en ce qui concerne les suppressions envisagées.

L'idée qui a présidé à la création de l'ordre national du Mérite est très claire : il s'agit d'accorder cette distinction à des personnes qui ont, certes, des mérites, mais insuffisants pour justifier l'octroi de la Légion d'honneur. C'est en quelque sorte, le désir de revaloriser cet ordre en créant un ordre moins important.

J'indique encore une fois que la décision sera prise par décret, puisqu'elle relève du domaine réglementaire, et à l'initiative de M. le Président de la République, qui sera lui-même le grand maître de l'ordre.

Des questions m'ont été posées en particulier par Mme Dervaux et par M. Darou.

M. Darou a, en quelque sorte, commenté l'amendement qui viendra en discussion tout à l'heure.

Mme Dervaux a demandé pourquoi on n'accorderait pas plus de Légions d'honneur aux résistants. Je parle pour l'instant des résistants vivants, je m'expliquerai tout à l'heure sur l'octroi de la décoration à titre posthume. Mme Dervaux sait bien qu'il existe un contingent spécial géré par le ministre des anciens combattants et destiné aux résistants et déportés ; ce contingent est suffisamment important pour honorer, fort légitimement d'ailleurs, les mérites de ceux qui ont servi dans la Résistance.

Mme Dervaux s'est ensuite inquiétée de savoir si la Légion d'honneur continuerait à être donnée à titre posthume. C'est un problème qui n'est toujours pas résolu. Il faut, mesdames, messieurs, sur ce point, se reporter à la création de la Légion d'honneur et à l'esprit qui a présidé à son institution. A l'époque de sa création, la Légion d'honneur n'était pas destinée à être décernée à titre posthume. Elle ne le fut que par la suite, en 1914-1918. Mais en réalité, cette innovation n'était pas conforme à l'esprit originaire de cette remarquable décoration créée par l'Empereur qui voulait, en dehors de la reconnaissance des mérites, créer une association et une compagnie de personnes vivantes. Il ne s'agissait donc point d'une décoration tendant à honorer les morts, quels que soient d'ailleurs — ce qui n'est pas contesté un instant — leurs mérites, qui sont grands, puisqu'ils ont donné leur vie et leur sang à la Patrie.

Nous avons voulu en quelque sorte revenir aux sources. Cela ne veut pas dire, madame Dervaux, que les mérites de ceux qui sont morts ne sont pas grands. Ils le sont à l'évidence — et sur ce point, je crois qu'il est inutile d'engager une polémique — et qui le sait mieux, en ce qui concerne les morts de la Résistance, que le grand chef de la Résistance, le général de Gaulle ?

La question posée par M. Darou — et je répons par avance à l'amendement qu'il a lu tout à l'heure à la tribune — trouve mal sa place dans le cadre d'une loi de finances. En effet, en vertu des articles 34 et 37 de la Constitution, les textes concernant la Médaille militaire et la Légion d'honneur ont un caractère réglementaire. Par conséquent, à l'amendement de M. Darou je pourrais opposer l'article 41 de la Constitution. Mais, passant sur la forme, j'en viens au fond.

Le Gouvernement tient à signaler qu'une part appréciable de Médailles militaires et de Légions d'honneur est attribuée chaque année à des anciens combattants de la guerre de 1914-1918, et que les contingents n'ont subi jusqu'à présent que de très relatives diminutions. J'ajoute qu'ont été attribuées hors contingent, en vertu des dispositions spécifiques des décrets du 21 octobre 1959 et du 22 juillet 1960, de très nombreuses récompenses honorant ces très grands anciens que sont les anciens combattants de la guerre 1914-1918. En voici les chiffres : chevaliers, 10.529 ; officiers, 462 ; commandeurs, 105 ; soit au total 11.096.

Au surplus, ces décorations comportent un traitement et l'amendement de M. Darou devrait prévoir les ressources correspondantes : le Gouvernement pourrait donc lui opposer l'article 40.

Telles sont les différentes réponses que je voulais apporter à l'occasion de l'examen de ce budget de la Légion d'honneur, et, sous réserve de l'amendement de M. Darou, sur lequel j'interviendrai tout à l'heure, soit pour prier son auteur de le retirer, soit, s'il le maintient, pour prier le Sénat de le repousser, je vous demande d'adopter ce budget.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen des lignes des articles 23 et 24 concernant les budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération.

LÉGION D'HONNEUR

(Article 23.)

« Services votés, 16.772.447 francs. » — (Adopté.)

(Article 24.)

« I. — Autorisations de programme, 840.000 F. » — (Adopté.)

« II. — Crédits, 3.858.092 F. » — (Adopté.)

ORDRE DE LA LIBÉRATION

(Article 23.)

« I. — Services votés, 304.061 francs. » — (Adopté.)

(Article 24.)

« II. — Crédits, 80.000 francs. » — (Adopté.)

Par amendement (n° 40) M. Darou et les membres du groupe socialiste proposent d'insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« Un contingent spécial, prélevé sur le contingent annuel, de médailles militaires et de Légions d'honneur, sera réservé, à partir du 1^{er} janvier 1964, aux anciens combattants.

« Priorité sera accordée à ceux de 1914-1918 en commençant par les classes les plus anciennes.

« La médaille militaire sera attribuée à ceux qui ont trois titres de guerre (citations ou blessures).

« La Légion d'honneur sera attribuée à ceux qui, ayant trois titres de guerre, sont déjà titulaires de la médaille militaire.

« Ces distinctions seront attribuées avec traitement. »

M. Darou a déjà défendu, dans la discussion générale, cet amendement.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Paul Chevallier, rapporteur spécial. La commission des finances n'a pas examiné l'amendement de M. Darou. Je ne puis donc que donner un avis négatif. Dans mon rapport, j'ai cité les chiffres, je vous ai donné les effectifs et les indications concernant les distinctions et leurs traitements.

Venant de vous donner l'avis de la commission des finances, je voudrais profiter de l'occasion pour vous indiquer, monsieur le secrétaire d'Etat, ma position personnelle. Tous les combattants de la guerre 1914-1918 qui sont âgés de plus de soixante-dix, soixante-quinze ou même quatre-vingts ans que nous voyons dans nos montagnes, dans nos campagnes et dans nos régions réciproques, vieillissent, pliant sous le poids des ans et des souffrances endurées.

Nous les voyons devant nos monuments aux morts, le 11 novembre de chaque année. Ils nous font peine et pitié. Intervenez, monsieur le secrétaire d'Etat, je vous en prie, auprès du Grand Maître de l'ordre de la Légion d'honneur pour que satisfaction leur soit accordée. Cette distinction, ils l'ont méritée. Je suis un ancien combattant, mutilé de 1914-1918. Je porte dans ma chair les traces de cette guerre, je vous parle en connaissance de cause, monsieur le secrétaire d'Etat, et mes pensées, en cet instant, vont vers eux. (Vifs applaudissements.)

M. Marcel Darou. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Darou.

M. Marcel Darou. Monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez déclaré que vous pourriez opposer l'article 40 à mon amendement parce que je demandais que ces distinctions soient attribuées avec traitement. Je ne pense pas, honnêtement, que l'article 40 soit applicable parce que figure déjà dans votre budget un crédit déterminé pour accorder ce traitement aux titulaires des médailles que vous allez attribuer au cours de l'année 1964.

Je ne demande pas un contingent supplémentaire. Je demande simplement que, dans le cadre du contingent annuel, soit réservé, par priorité, un nombre spécial de médailles de la Légion d'honneur ou de médailles militaires pour permettre de récompenser, avant qu'ils ne meurent et en tenant compte de leur âge, les anciens combattants de la guerre 1914-1918. Il serait donc normal et raisonnable, après les explications du rapporteur spécial, qui est favorable à l'attribution de cette distinction aux glorieux anciens combattants qui ont défendu le pays et qui ont sauvé la liberté et la République, que, progressivement et rapidement, on leur donne cet ultime témoignage de la reconnaissance de la Patrie. C'est la raison pour laquelle je maintiens mon amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Je croyais m'être fait comprendre de M. Darou, car, au fond, je suis d'accord avec lui. J'ai indiqué que, hors contingent, c'est-à-dire en plus du contingent normal, il a été attribué 11.096 Légions d'honneur dont j'ai donné le détail par grade.

Ce que vous demandez, monsieur Darou, correspond donc à la pensée du grand chancelier de la Légion d'honneur et également à celle du ministre des armées auquel il est demandé tous les ans, à titre spécial et hors contingent, de donner une priorité bien légitime aux combattants de 1914-1918, sur les mérites desquels je pense que nous sommes ici unanimes.

Si c'est la pensée du Gouvernement, il lui faut néanmoins respecter la forme, et cette forme, c'est la voie réglementaire. C'est par décret, en effet, que ces contingents spéciaux sont attribués et c'est par ce mécanisme que nous avons attribué le contingent dont je vous ai indiqué le détail tout à l'heure. Ce n'est pas là une matière législative.

Je ne veux pas vous opposer l'article 41 parce que je rejoins votre pensée. Mais je vous demande, tout en rendant hommage à votre désir bien légitime d'honorer les combattants de 1914-1918, de retirer votre amendement car, je le répète, le Gouvernement partage votre volonté de le faire dans des proportions importantes et hors contingent.

M. le président. Monsieur Darou, l'amendement est-il maintenu ?

M. Marcel Darou. Je suis au regret de maintenir mon amendement. (*Murmures.*) Monsieur le secrétaire d'Etat, nous ne parlons pas exactement le même langage. Vous faites état d'un nombre important de médailles de la Légion d'honneur hors contingent. Si vous le faites, tant mieux. Je souhaite, moi, que, dans le contingent normal, on pense par priorité aux plus vieux des anciens combattants de la guerre 1914-1918. C'est pourquoi je demande à M. le rapporteur spécial de la commission des finances de dire, non pas qu'il donne un avis négatif, mais qu'il s'en remet comme moi-même à la sagesse du Sénat. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. Paul Chevallier, rapporteur spécial. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Paul Chevallier, rapporteur spécial. J'ai dit négatif et je tiens à préciser ma pensée quant à l'avis de la commission des finances qui n'a pas examiné l'amendement. Je viens seulement d'en prendre connaissance, sinon nous aurions peut-être pu nous mettre d'accord sur un texte.

M. Bernard Chochoy. Et nous en remettre à la sagesse de l'Assemblée !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'amendement n° 40, repoussé par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, un article additionnel est inséré dans le projet de loi.

Monnaies et médailles.

M. le président. Nous allons maintenant examiner les dispositions du projet de loi concernant le budget annexe des monnaies et médailles.

La parole est à M. le rapporteur spécial de la commission des finances.

M. Paul Chevallier, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le budget des monnaies et médailles que j'ai l'honneur de vous présenter s'élève en 1964 à 135 millions 175.000 francs contre 136.600.000 francs en 1963, marquant ainsi une augmentation de 4.575.000 francs, soit légèrement plus de 3,5 p. 100.

Si nous examinons la comparaison entre les recettes prévues pour 1964 et celles qui étaient inscrites dans la loi de finances pour 1963, nous avons les chiffres suivants : produit de la fabrication des monnaies françaises retenues pour 1963, 121 millions 800.000 francs, et celles proposées pour 1964, 126.375.000 francs, soit en plus 4.575.000 francs.

Le produit de la fabrication des monnaies étrangères était de 2 millions de francs en 1963. Il atteindra une somme équivalente pour 1964.

Le produit de la vente des médailles figurait pour 6 millions de francs en 1963 et reste identique pour 1964.

Nous constatons ainsi que les évaluations de recettes restent les mêmes pour 1964 que celles de l'année en cours, sauf en ce qui concerne le produit de la fabrication des monnaies françaises qui accuse une augmentation de 4.575.000 francs.

L'hôtel des monnaies aura frappé, au cours de l'année 1963, 580 millions environ de pièces françaises. Quant au programme prévu pour 1964, il se trouve légèrement plus élevé, soit 620 millions de pièces.

C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1964 plus de 2,2 millions de pièces auront été frappées dont le programme de fabrication, dans le cadre des différents types de pièces déjà réalisés, notamment celles qui resteront à frapper jusqu'au 1^{er} janvier 1965, figure sous forme de tableau dans mon rapport.

Il convient de vous signaler que le prix de cession des pièces à la Banque de France demeure inchangé. Toutefois, la pièce

de cinq francs en métal qui était cédée à 2,05 francs a subi une augmentation en raison de la hausse du métal et a été portée à 2,35 francs à compter du 1^{er} janvier 1963.

Je précise que les prix de cession sont actuellement les suivants : pièce de cinq francs, 2,35 francs ; pièce de un franc, 0,17 ; pièce de cinquante centimes, 0,125 ; pièce de vingt centimes, 0,075 ; pièce de dix centimes, 0,055 ; pièce de cinq centimes, 0,007 ; pièce de un centime, 0,036.

Vous excuserez, monsieur le secrétaire d'Etat, ma tenacité à vous renouveler les réserves que j'avais formulées l'année dernière concernant la frappe des pièces de un et de cinq centimes, qui sont d'un diamètre insuffisant. Laissez-moi vous préciser que, cette année encore, je ferai les mêmes observations en vous faisant part des mêmes erreurs qui sont constatées dans les transactions journalières de cette monnaie.

La considération est très simple : la pièce de un centime mesure 15 millimètres ; la pièce de deux centimes, qui n'est pas encore frappée, 17 millimètres ; la pièce de cinq centimes, 19 millimètres ; la pièce de dix centimes, 20 millimètres ; la pièce de vingt centimes, 23,5 millimètres et celle de cinquante centimes, 25 millimètres, contrairement aux anciennes pièces dont le diamètre est nettement différent.

Lorsque toutes ces pièces sont marquées par l'usage de la circulation journalière, il en résulte une confusion très regrettable, notamment pour les personnes âgées, infirmes ou atteintes de troubles visuels et pour ceux et celles dont le manque de dextérité constitue un handicap.

Cela, monsieur le secrétaire d'Etat, demande une étude plus large quant à la conception des petites monnaies de notre nouveau franc. Ce n'est pas un reproche, mais une simple constatation.

La fabrication des monnaies étrangères reste dans le domaine d'une concurrence très serrée avec les Etats étrangers qui se sont spécialisés techniquement et industriellement.

Nous constatons, de ce fait, que les évaluations de recettes sont les mêmes en 1964 que celles qui ont été réalisées en 1963, mais nous devons reconnaître que le rythme légèrement accentué de la fabrication de notre propre monnaie en francs, compte tenu surtout de nos moyens de production actuels, ne nous a pas permis de reviser, comme nous l'aurions désiré, nos prix concurrentiels sur les marchés extérieurs.

Nous examinerons les dépenses afférentes à 1963 et celles qui nous sont proposées pour 1964. Dans la première section — exploitation — les dépenses de personnel ont été de 14 millions 43.162 francs en 1963 et s'établissent à 16.611.317 francs en 1964. Cette augmentation de 1.568.155 francs se confirme, pour une très large part, par l'amélioration des traitements et salaires des personnels de l'Etat, mais également à une opération d'ordre concernant la régularisation comptable due au recrutement de 38 ouvriers au cours du quatrième trimestre de 1962, dont le montant du financement représente 411.814 francs. Il y a aussi lieu de tenir compte de quatre créations et de deux suppressions d'emplois.

L'augmentation des charges sociales est due essentiellement à la revalorisation des prestations sociales dont les incidences ont toutefois été compensées, sur le plan comptable, par une diminution de 188.000 F de la contribution de l'administration des monnaies au fonds spécial de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'Etat. L'augmentation globale se monte ainsi à 172.506 francs.

Quant aux dépenses de matériel elles subissent une augmentation de 2.457.891 francs et passent ainsi de 63.982.069 francs en 1963 à 66.439.960 francs en 1964. Cet accroissement résulte, à l'examen, d'une majoration de 2.900.000 francs qui se trouve atténuée par des abattements réalisables sur d'autres postes. Il est également prévu, dans la dotation, des crédits pour les façons de flans, de bandes et de planches, correspondant au programme de frappe arrêté pour 1964.

D'autre part, un crédit de 162.000 francs est demandé par le Gouvernement au titre des frais divers de gestion. C'est ainsi qu'une attribution de 112.000 francs est justifiée pour assurer une large publicité en faveur des médailles qui accusent un fléchissement de vente constaté depuis trois ans, malgré une valeur technique de fabrication irréprochable.

Un crédit de 20.000 francs est prévu pour certaines acquisitions devant compléter les collections du musée monétaire. A noter également qu'un rapport doit être imprimé sur l'activité de l'établissement. Le crédit prévu est de 30.000 francs.

Quant au versement au budget général, il était prévu au titre de 1963 pour un montant de 47.940.326 francs au lieu de 48.016.774 francs en 1964, soit une augmentation de 76.448 francs. A ce sujet, les pièces comptables qui nous ont été communiquées ont permis de constater que les versements destinés au budget général, qui avaient subi quelque retard, ont repris dans de meilleures conditions.

J'en arrive aux dépenses d'investissement. Elles s'élèvent au total à 2.960.000 francs en crédits de paiement. Elles sont financées, d'une part, par les amortissements — 660.000 francs — et, d'autre part, par un versement à la section « exploitation », soit 2.300.000 francs. En réalité, elles comprennent deux opérations nettement distinctes, telles que nous les avons appliquées depuis deux ans. La première est attachée à l'accroissement de la dotation du fonds de réserve. Je vous rappelle que ce fonds fut créé en 1962. Il a pour objectif de conserver une partie du bénéfice d'exploitation des années excédentaires en vue de faire face à des difficultés de trésorerie, en cas d'insuffisance sur une gestion. Il avait été prévu à l'origine, eu égard à l'importance du chiffre d'affaires de l'établissement, qu'il serait de 5 millions de francs. C'est ainsi que 4 millions lui ont été réservés ; 2 millions en 1962, 2 millions en 1963 ; mais l'année 1964 verra son fonds de réserve passer à 5 millions.

Quant aux dépenses d'équipement proprement dites, elles comprennent également deux catégories d'opérations, dont l'une exige l'ouverture d'un crédit de 960 millions de francs, tant en autorisations de programme qu'en crédits de paiement. Elle correspond à l'amortissement et à la modernisation du matériel, au remplacement de trois presses monétaires, à l'acquisition d'un tour automatique, de trois tours à réduire et d'un appareil à briller les flans monétaires.

La deuxième est l'ouverture d'un crédit d'un million de francs en crédits de paiement pour financer la première tranche de construction d'une usine de fonderie et de laminage. A ce sujet, est-il besoin de vous rappeler les diverses observations, parfois sévères, que j'ai formulées depuis 1960 dans mes rapports annuels de ce budget, quant à l'urgence de cette réalisation ?

La loi de finances avait ouvert à cette époque une autorisation de programme de 8.450.000 francs, complétée par un crédit de paiement de 1.500.000 francs, qui était réservé à la construction de cet établissement dans un délai le plus court, en fonction de diverses obligations industrielles et commerciales de l'hôtel des monnaies. Une commission d'enquête, constituée par le ministre des finances et comprenant deux experts, fut chargée à cette époque de présenter un rapport sur l'opportunité de créer une usine décentralisée et la rentabilité d'une telle entreprise.

Ce n'est que le 4 mai dernier que les conclusions des experts furent remises à M. le ministre des finances. Après examen des rapports d'expertise, le 25 juin dernier, le ministre des finances prenait la décision de construire une nouvelle usine en province. Cette opération consiste en un regroupement des divers ateliers monétaires du quai de Conti et de ceux de Beaumont-le-Roger.

Cette nouvelle implantation qui fixe des problèmes très particuliers est actuellement à l'étude, mais je vous signale que plusieurs collectivités se sont déjà mises sur les rangs.

Les critères posés pour cette réalisation sont nombreux et très variés. J'ajoute que leur décision reste conforme aux règles habituelles et que l'administration compétente fera preuve sur l'ensemble d'une objectivité totale. L'intérêt national est, à notre avis, primordial dans une affaire qui se justifie par la valeur technique d'un personnel très qualifié et la responsabilité du directeur qui veut à tout prix réaliser un ensemble administratif, technique, industriel et commercial viable — l'hôtel des monnaies a toujours su se montrer digne de la mission qui lui est confiée — afin d'assurer une gestion industrielle et financière conforme aux mêmes intérêts d'une industrie du secteur privé.

Il m'appartient de vous signaler que cette transformation et cette décentralisation ne seront pas réalisées avant trois ans et que ce retard mettra l'administration dans l'impossibilité de concourir à la fabrication des monnaies et médailles étrangères comme elle l'aurait désiré, fabrication qui aurait été intéressante pour son propre budget.

C'est la raison pour laquelle votre commission des finances a pris acte avec satisfaction de la décision ministérielle du transfert en province d'une partie des ateliers du quai de Conti et de Beaumont-le-Roger.

Cependant, je ne terminerai pas ce rapport sans faire part de notre confiance à M. le directeur des monnaies et médailles dont l'esprit d'initiative sera précieux dans cette réalisation dont il a la lourde charge.

Pour cela, il est entouré d'un personnel administratif et technique dont les capacités professionnelles contribueront sans aucun doute à un rendement progressif, tant sur le plan national que sur les marchés extérieurs, confirmant ainsi le renom de l'art français.

En conséquence, au nom de votre commission des finances, je vous demande de bien vouloir adopter le budget annexe des monnaies et médailles pour l'année 1964. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

Nous passons à l'examen des lignes des articles 23 et 24 concernant le budget annexe des monnaies et médailles.

(Article 23) « Services votés, 81.898.170 francs ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la ligne de l'article 23 relative au budget annexe des monnaies et médailles.

(*Cette ligne est adoptée.*)

M. le président. (Article 24) « I. Autorisations de programmes, 960.000 francs. » — (*Adopté.*)

« II. Crédits, 53.276.830 francs. » — (*Adopté.*)

Coopération.

M. le président. Le Sénat va examiner maintenant les dispositions du projet de loi concernant le budget du ministère de la coopération.

La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances.

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. Mes chers collègues, le retard que nous avons pris dans nos travaux vous vaut d'être privés du rapport qu'avait établi à votre intention M. Armengaud.

Notre collègue, en effet, a été appelé ce soir à partir pour Bruxelles, où doit se tenir une importante réunion de la commission du commerce intérieur de l'Assemblée européenne au cours de laquelle des intérêts primordiaux pour notre pays seront débattus. Il m'a, en conséquence, prié de le remplacer. Je m'efforcerai de le faire au pied levé, indiscutablement sans sa compétence ni sans son talent.

Je ne vais pas m'étendre longuement sur la consistance de ce budget de la coopération. Je dirai simplement que cette année, avec ses 1.062 millions de francs, il s'établit à un niveau inférieur d'environ 5 p. 100 par rapport au budget de l'année passée.

Sur cette somme, 30 millions sont prévus pour le fonctionnement des services et 1.032 millions mis à la disposition du fonds d'aide et de coopération.

J'insisterai peu sur les dépenses de fonctionnement des services.

On relève, bien entendu, comme dans les divers ministères, quelques créations d'emplois, encore que celles-ci paraissent justifiées, d'après les explications qui en ont été données, puisqu'il s'agit essentiellement d'un renforcement des services de l'administration centrale et surtout de la constitution de deux missions d'aide technique dont l'une — il est intéressant de le relever — a été demandée par la Guinée et l'autre par les anciennes possessions belges : le Congo, le Ruanda et l'Urundi.

J'interviendrai un peu plus au sujet du fonds d'aide et de coopération lui-même.

On y trouve d'abord des crédits qui concourent au maintien de la culture française face à une concurrence qui s'exerce dans ces pays francophones, aussi bien de l'Est que de l'Ouest. Ces crédits, qui sont affectés à la recherche scientifique, à la radio, à l'enseignement, aux bourses, à la coopération sanitaire et sociale, atteignent au total 160 millions de francs, soit, par rapport à l'année dernière, une augmentation de 9 p. 100.

Ensuite, les crédits d'assistance technique en personnel, qui intéressent essentiellement le personnel enseignant, marquent une progression de 10 p. 100 environ.

Puis les crédits relatifs au fonctionnement de l'aide militaire, 48 millions, qui sont également en augmentation de 9 p. 100. Il est à signaler que Madagascar en reçoit pour son compte les trois quarts.

Enfin, les subventions d'équilibre aux budgets locaux marquent d'année en année une certaine régression puisqu'elles étaient de 177 millions en 1962 et qu'elles ne seront que de 117 millions en 1964.

C'est encore un chiffre important, semble-t-il, si l'on veut bien considérer que depuis un an un certain nombre d'Etats ont renoncé à ces subventions. Ce sont la République centrafricaine, le Tchad, la Mauritanie et le Niger. Il est d'ailleurs vrai que les Etats qui renoncent à ces subventions d'équilibre pour leurs budgets trouvent sur un autre terrain des compensations substantielles. Cette pratique est d'ailleurs encouragée, car ces compensations consistent en des subventions d'équipement sur lesquelles le contrôle et la surveillance des pouvoirs publics français s'exercent alors que, bien entendu, ils ne s'exercent sur les subventions d'équilibre que d'une manière extrêmement relâchée.

D'ailleurs, les subventions d'équipement astreignent les pays bénéficiaires à effectuer leurs commandes en matériel français ou en matériel provenant de la zone franc. Au total, 52 millions sont prévus à cet effet.

Le budget d'équipement proprement dit, s'élève à 446 millions en autorisations de programme se décomposant en opérations d'intérêt général : 175 millions, engagés d'ordinaire à l'initiative de la France, et en opérations de développement proprement dit

des pays indépendants pour lesquels la ventilation est assez difficile, surtout à la suite des amendements que le Gouvernement a déposés en deuxième lecture à l'Assemblée nationale.

Il est cependant possible d'indiquer les pourcentages approximatifs suivants : 45 p. 100 pour la production ; 27 p. 100 pour l'infrastructure et 16 p. 100 pour les équipements sociaux. Il est difficile d'aller plus loin dans cette ventilation.

Peut-être le Gouvernement apportera-t-il en temps opportun des précisions supplémentaires sur ce point particulier étant donné que nous ne sommes pas davantage documentés.

Ayant ainsi analysé très sommairement les divers postes de ce budget, je pense vous en avoir présenté d'une manière suffisante la physionomie générale en vous renvoyant, pour les détails, au rapport beaucoup plus complet préparé par notre collègue M. Armengaud ainsi qu'à un document particulièrement intéressant qui s'appelle « l'état récapitulatif de l'effort financier prévu en 1964 au titre de la coopération avec les Etats et territoires en voie de développement ».

Je signale que ce document annexe a été établi par le Gouvernement à la suite d'une demande que nous avions présentée sous forme d'amendement en vue de connaître le volume de l'effort accompli par la France en faveur des divers Etats ou territoires en voie de développement, ainsi que le décompte, pays par pays et rubrique par rubrique, de cet effort. Il doit être donné acte au Gouvernement du dépôt de ce document qui répond à nos légitimes préoccupations.

Mes chers collègues, je vais maintenant, d'une manière non moins rapide — je demanderai ensuite aux orateurs de faire preuve de la même concision que moi — aborder quelques problèmes qui se posent dans les rapports de la France et des pays auxquels elle apporte son concours. Une première question, qui s'est déjà posée l'an dernier, se pose encore cette année et la commission des finances n'a pas manqué de l'évoquer. Il s'agit de connaître d'une manière précise les conditions dans lesquelles est utilisé le concours financier destiné au financement économique de ces pays.

Monsieur le secrétaire d'Etat, nous avons demandé, voilà déjà quelques années, que l'on définisse une certaine orientation des investissements, que l'on procède à une diversification raisonnée des moyens d'action que l'on met à la disposition de ces pays de l'ancienne Communauté devenus indépendants, mais qu'en utilisant ces crédits ils évitent les doubles emplois et surtout de se concurrencer les uns les autres, voire de concurrencer le pays prêteur que nous sommes en l'occurrence.

A la vérité, on semble avoir fait un effort en ce sens. Un plan a été élaboré dans la plupart de ces pays, mais il reste certainement beaucoup à faire.

Je ne citerai qu'un exemple, celui de la création par certains Etats de l'Afrique noire, pour leur propre compte, d'une compagnie de transports aériens qui est venue concurrencer les nôtres, à telle enseigne qu'il a fallu effectuer un partage de zones déjà dotées de moyens d'action pléthoriques puisque, du fait de l'achat à grands frais de matériel de même nature et de même capacité que le nôtre, ces moyens étaient devenus surabondants.

Il en résulte que le contribuable français fait deux fois les frais de l'opération, d'abord par la contribution qu'il apporte, par l'intermédiaire des budgets, sous forme d'aide à ces pays devenus indépendants, ensuite en comblant une partie du déficit grandissant des compagnies françaises qui, évidemment, n'ayant plus le même coefficient de remplissage, ne peuvent plus couvrir leurs frais.

Il existe par conséquent des domaines dans lesquels l'attention doit porter d'une manière vigilante. Il serait absolument inconcevable qu'on se lance dans une telle politique si elle devait en définitive aboutir à des doubles financements de ce genre.

Il est un deuxième point sur lequel l'attention de la commission s'est arrêtée : c'est l'effort considérable qu'accomplit à l'heure actuelle la France au profit de ces Etats, en commerçant avec eux dans des conditions exceptionnellement avantageuses pour eux puisque nous absorbons 60 p. 100 de leur production en la payant à un prix nettement supérieur à celui auquel on pourrait se procurer ces mêmes matières premières ailleurs.

Or, en vertu d'un accord d'association intervenu récemment entre ces Etats d'Afrique noire et la Communauté européenne, il doit être procédé à une réduction progressive des « surpris » et restrictions quantitatives existant à l'intérieur de la zone franc.

Cette situation risque de porter atteinte à l'équilibre économique des républiques africaines si cette réduction des garanties offertes par la France n'est pas compensée par un accroissement des débouchés dans les autres pays du Marché commun.

Aussi est-il de notre devoir d'inviter nos partenaires à revoir leurs politiques commerciales fondées actuellement sur le

seul profit. Il en va aussi de notre intérêt, car il est bien évident que si des perturbations venaient troubler l'économie de ces pays indépendants, ils se retourneraient tout naturellement vers nous, soit pour nous en faire le reproche, soit pour nous demander de réparer le préjudice qu'ils auraient subi et qui, en définitive, serait un préjudice subi du fait de la communauté.

Enfin, une dernière observation faite par votre commission des finances porte, monsieur le secrétaire d'Etat, sur le plan psychologique. La commission des finances n'a pas été insensible, vous le pensez bien — et on en parlera longuement demain — à la brutalité avec laquelle, en Algérie, on a rompu les clauses essentielles des accords d'Evian, notamment au titre des garanties assurées aux Français, par opposition à l'attitude de coopération qui est celle du Mali et de la Guinée. Pays qui, jusqu'à présent, étaient restés à l'écart pour des questions de principe. Il est bien évident que la France continue, dans ce budget de l'Algérie que nous examinerons demain, à faire des efforts importants pour l'Afrique du Nord, bien que chaque jour apporte la nouvelle de mesures de spoliation dont sont victimes nos compatriotes. Mais nos amis d'Afrique noire se rendent compte que la France réserve ses largesses à des pays qui, en ce qui concerne les personnes et les biens français, font preuve de peu de correction. Il est bien évident que cela pourrait compliquer singulièrement notre situation. Il ne faut pas, en conséquence, s'étonner s'il apparaît nécessaire au Sénat de tenir compte, dans le volume de l'aide que nous apportons aux divers pays de l'Afrique noire, de l'attitude des pays bénéficiaires vis-à-vis de la métropole qui, en définitive, est la grande pourvoyeuse de fonds.

Telles sont, mes chers collègues, les observations que je désirais présenter. Votre commission des finances, après un examen approfondi de ce budget, n'a pas cru devoir vous en déconseiller l'adoption, mais elle a décidé de réclamer du Gouvernement un certain nombre de décisions : premièrement, d'améliorer autant que faire se peut le fonctionnement des mécanismes actuels de manière à utiliser le mieux possible les fonds destinés aux pays assistés ; en second lieu, de nuancer l'aide apportée à ces pays en fonction de l'attitude qu'ils ont vis-à-vis des pays donateurs ou prêteurs ; en troisième lieu, d'amorcer, comme je l'ai dit tout à l'heure, des discussions sérieuses à l'échelon gouvernemental et avec le concours des instances européennes, afin d'harmoniser la politique d'aide des pays membres de la communauté économique européenne et de faire une œuvre commune dont les charges soient réparties d'une manière équitable entre tous les membres de la communauté ; enfin d'étendre les conversations à l'échelle du monde occidental afin de mieux ajuster les charges et d'éviter une politique des prix des matières premières tropicales qui s'exerce au détriment des pays producteurs.

Monsieur le ministre, notre commission des finances, en terminant, croit devoir rappeler au Gouvernement qu'il faut bien se mettre dans l'esprit que, tandis que nos concitoyens manquent eux-mêmes de ce qui est le plus nécessaire au fonctionnement normal de la vie nationale, écoles, logements, routes, hôpitaux, notamment, ils ne sont pas indifférents au spectacle de certaines largesses et parfois de certains gaspillages que rien ne saurait justifier et dont les pouvoirs publics leur imposent trop souvent les frais. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Claude Mont.

M. Claude Mont. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le budget du ministère de la coopération nous est présenté sous le poids et à la faveur d'une approbation unanime de l'Assemblée nationale, à la seule exception des députés communistes.

Voilà donc exprimé avec force, malgré les critiques, un premier assentiment à une politique de solidarité humaine, d'amitié franco-africaine et malgache, de devoir national. La sanction du Sénat, essentiellement tirée de son expérience des réalités comme de son intelligence du bien des peuples, confèrera une haute valeur aux missions que nous assumons et que nous voulons continuer d'assumer.

Le document qui fait l'objet de notre examen nous montre que l'aide de la France aux pays en voie de développement s'affirme en majeure partie bilatérale et orientée vers les pays africains et malgache de langue française. En fait, nos interventions soutiennent des relations économiques mutuellement avantageuses pour tous les partenaires de la zone franc.

Nous ouvrons des marchés privilégiés à nos associés. Inversement, ceux-ci nous donnent des préférences dont notre industrie textile et d'autres tirent justement parti.

Nous constatons que le solde de la balance commerciale avec l'ensemble de l'Afrique francophone et Madagascar est actuellement positif pour la France.

Mais ainsi nous constituons de moins en moins un monde clos et immuable ; une évolution profonde et multiforme est engagée que, parmi d'autres facteurs, le renouvellement du régime d'association entre la C. E. E. et les Etats africains et malgache a récemment stimulée.

C'est en fonction de l'avenir que je vais m'arrêter à quelques aspects de notre budget de coopération pour 1964.

Notre concours financier est accordé soit pour l'aide culturelle et technique, soit pour des travaux exécutés par des entreprises françaises, soit pour l'acquisition de matériels français, soit encore pour l'équilibre de certains budgets. A ce dernier titre, il diminue sensiblement d'année en année : Madagascar, la République centra africaine, le Tchad, le Niger et la Mauritanie s'en libèrent. Il passe de 177.600.000 francs en 1962 à 145.100.000 en 1963 et à 117,5 millions en 1964. Mais il faut le contrôler avec rigueur là où il apparaît encore provisoirement nécessaire, à défaut vous l'exposerez à une compréhensible et pernicieuse critique.

Sans doute le ministre de la coopération proclame-t-il :

« Aucun don n'est fait aux Etats africains sans affectation. Même la subvention budgétaire est une subvention précise. Nous envoyons en effet des experts pour étudier et établir le budget en commun avec les Africains, pour voir précisément s'ils ont besoin d'une subvention d'équilibre et dans quelle mesure. Chaque subvention d'équilibre fait donc l'objet d'études et elle n'a pas de caractère de don gratuit qui serait humiliant pour les états d'Afrique.

« Nous travaillons ensemble, nous coopérons et il est normal qu'éventuellement, s'ils en ont besoin, nous fournissions à ces pays une subvention d'équilibre, puis, dès qu'ils peuvent la recevoir, une subvention d'équipement ou d'investissement en un travail coordonné. »

Le sentiment subsiste que des contrôles sur pièces sont insuffisants et que, d'une façon générale, un contrôle technique et financier analogue à celui du fonds économique de développement pour l'outre-mer de la C. E. E. apporte dans l'intérêt commun des garanties précieuses. Au surplus n'est-ce pas le rôle que joua l'*Economic Cooperation Administration* de l'aide Marshall avec l'Europe libre entre 1948 et 1951 ?

Mais de même que l'aide américaine a pris fin avec une importante restauration de l'économie européenne occidentale, de même doivent progressivement disparaître nos subventions d'équilibre aux budgets des Etats. Pour l'ensemble de notre assistance technique et dans des perspectives plus larges et à plus long terme, la question se pose de savoir s'il ne serait pas sage à beaucoup d'égards de la « multilatéraliser ».

Tout au contraire, nous ne pouvons partager avec personne notre mission culturelle fondamentale. L'accord sur ce point est unanime. J'en reparlerai.

Au titre III de ce budget s'inscrit un effort plein d'intérêt, en particulier pour le développement des instituts de recherche et des centres culturels. Sans revenir davantage sur l'analyse qui en a été faite, je dois signaler de déplorables lacunes à combler.

Faute de coordination entre les services, d'habiles étudiants parviennent à cumuler une bourse de leur Etat et une bourse de la France. Nous devons y veiller d'autant plus que nous diminuons chaque année le nombre des bourses nouvelles décernées et que le crédit doit être utilisé au maximum d'efficacité de sa destination.

Autre lacune : si nos centres culturels jouissent légitimement d'une grande faveur, il ne faut jamais manquer de donner à chacun sa pleine expansion. Ainsi, il est pénible d'apprendre qu'à celui de Brazzaville, il a fallu arrêter les inscriptions à la deux millième.

Enfin, je regrette qu'après avoir bien précipitamment participé à l'installation de la télévision au Congo, au Gabon, en Côte-d'Ivoire et en Haute-Volta, nous soyons en mesure de lui fournir seulement cinq heures de programmes par semaine. Dans cette singulière situation de fait, les télévisions étrangères doivent-elles suppléer à notre inconcevable défaillance ?

Mais il n'est pas que les modes de notre action culturelle et sociale qui doivent s'adapter aux tâches nouvelles et aux tâches d'avenir de la coopération. C'est le ministère tout entier qui doit nettement savoir quel est sa mission, sa vocation et quels sont ses moyens, ceux-ci étant fonction de celles-là.

D'aucuns souhaitent un grand ministère de l'aide et de la coopération, d'autres l'élargissement à ces problèmes des compétences du ministère des affaires étrangères. Un principe est certain : la politique de coopération et la politique étrangère de la France ne peuvent s'ignorer l'une l'autre, ni à Paris, ni à l'extérieur.

Dans la mesure où la coopération technique représente un des moyens de sa politique, le ministre des affaires étrangères doit en connaître. Mais il semble également que personne ne puisse contester la spécificité de la coopération technique. Dès lors, une fois les choix d'intervention arrêtés, il conviendra de donner

à cette coopération l'autonomie propre à lui conférer souplesse dans les méthodes, efficacité dans l'action, bonne renommée dans le monde.

Le premier effet d'une telle doctrine serait la reconnaissance d'une autorité mieux définie et plus large au ministère de la coopération sur des services dispersés dans quatre ou cinq autres ministères.

Je forme le vœu pressant que des pensées de cet ordre inspirent les travaux de la commission d'études que préside M. Jean-neney.

Cette mise en ordre accomplie, au-delà du présent budget, il nous faudra susciter et développer des conceptions prospectives.

Tout d'abord, dans le cadre de nos relations bilatérales, les plans sont-ils établis dans le rigoureux souci du progrès économique et social ?

L'avis, rudement exprimé, mais de valeur, de M. René Dumont, requiert notre attention :

« Trop de plans sont jusqu'à présent à peu près imposés par notre ministère de la coopération, alors qu'ils devraient être exigés par les gouvernements africains. L'élaboration en est confiée à des Français, étrangers au pays, qui ont du mal à établir un vrai dialogue avec les politiques ; ils n'ont à peu près aucun moyen de savoir ce qu'en pensent les travailleurs, les paysans de la base. On élabore ainsi de beaux documents, remplis de vœux pieux, en alignant des milliards de travaux d'investissements humains... On en arrive à un catalogue d'opérations destinées à tirer le maximum d'aide extérieure, comme me l'expliquait le ministre malgache de l'agriculture.

« Le seul plan capable de « décoller » les économies africaines... serait celui qui comporterait l'engagement total d'un gouvernement et d'un peuple, fait d'un choix conscient, d'actions exécutables et de sacrifices délibérés. »

Il faut en tirer une double conclusion : d'abord, les plans doivent pourvoir aux besoins prioritaires des peuples et des Etats et non pas être le fruit d'une savante cogitation de techniciens ; ensuite, sans mobilisation intérieure, sans austérité même, souvent, les chances du mieux-être seront compromises.

Cela désormais admis, il restera à vaincre l'obstacle du morcellement des économies trop étroitement enserrées dans leurs frontières nationales.

La création de l'organisation africaine et malgache de coopération économique en prend conscience. Toujours mieux adapter et coordonner les plans directeurs est une œuvre capitale, amorcée, je l'espère, au cours des confrontations du mois de mai au ministère de la coopération, et à poursuivre méthodiquement.

A coup sûr, cependant, l'ère de l'aide bilatérale arrive au temps de son déclin ou, si l'on préfère, de sa révision.

La lutte contre le sous-développement n'est plus à la mesure d'un seul pays prospère. Elle brisera petit à petit les rapports compartimentés d'autrefois. C'est la mission aujourd'hui indubitablement dévolue aux nations dites riches et qui, parallèlement à leurs devoirs intérieurs, veulent secourir l'homme dans la misère et défendre une civilisation de progrès et de liberté.

La récente convention d'association entre la C. E. E. et les pays africains et malgache en apporte la preuve. Sur ce modèle, ou dans cet esprit, il convient d'égaliser les charges respectives de chacun et d'instaurer de jeunes économies saines et au plus tôt équilibrées.

La vérité oblige à dire que, si l'Europe du Marché commun a courageusement adopté cette politique d'aide à l'Afrique et à Madagascar, courageusement du moins pour certains pays européens entretenant de plus importantes affaires avec d'autres zones sous-développées, il semble que la commission économique pour l'Afrique, créée par l'O. N. U., conçoive parfois trop son rôle comme celui d'un rival, là où pourraient largement jouer l'émulation et l'effort concertés.

Forts de notre expérience, pourquoi ne pas provoquer la recherche d'un système mondial d'aide coordonnée aux pays sous-développés ? Y renoncer serait accepter l'idée d'un désordre grave et d'une détérioration supplémentaire dans les relations internes du monde libre. Ce ne serait pas servir les intérêts des peuples dans la misère.

Voilà une initiative bien propre à produire, en cas de succès, les plus heureux effets à relativement brève échéance, sans attendre la fameuse mais encore lointaine et chimérique organisation mondiale du marché des produits agricoles et tropicaux !

Il reste cependant un secteur que la conversion de l'aide bilatérale et les vastes perspectives de l'aide multilatérale laissent largement ouvert à nos ardeurs, celui de l'assistance technique et culturelle. Entendons le pressant appel des peuples africains et malgache.

Pour ce qui nous concerne, au moment où la souveraineté française se trouve ramenée aux frontières de l'hexagone, il n'est manifestement pas indifférent de favoriser la création d'un

monde de langue française capable d'offrir à notre jeunesse qui s'accroît, à notre économie en expansion, à notre rayonnement enfin, un champ d'action à leur mesure, dans des conditions adaptées aux exigences de l'époque.

C'est en Afrique, et plus particulièrement au Sud du Sahara, que se jouera pour nous sur ce plan la partie la plus importante. Entre pays d'expression française et anglaise existe une frontière linguistique de plus en plus sensible. Le français, connu de l'élite, n'est que partiellement pratiqué dans les masses. De nos jours, nous avons un enseignant pour 8.000 habitants environ en Afrique noire et à Madagascar. Les Etats d'expression anglaise, plus peuplés et plus riches, verront leur influence et leur puissance d'attraction se développer. Certaines régions, par exemple la cuvette congolaise, ou les pourtours du Nigeria, apparaissent, pour diverses raisons, sensibles à cette attraction.

Un effort soutenu s'impose pour que le français s'implante définitivement là où il est déjà connu et pour qu'il s'affirme comme truchement interafricain.

Mais, s'il faut mieux doter nos investissements culturels, chargés de notre avenir outre-mer, en particulier lorsqu'il s'agit de stages de formation, de détachement de professeurs, etc., en revanche, la mise à la disposition des Etats africains d'experts français devrait être progressivement réduite au fur et à mesure que des cadres autochtones seront formés.

En situant notre effort sur le plan de la formation, nous intervenons dans un secteur essentiel. Le sous-développement se ramène, dans une large mesure, à un manque de cadres, à une insuffisance numérique et qualitative des élites. En aidant les Etats africains à former les leurs, nous les mettons en mesure de prendre en main leur propre destin, de réaliser l'effort sur eux-mêmes, la mobilisation intérieure qu'aucune assistance étrangère ne peut remplacer.

L'action culturelle et de coopération technique est donc tout à la fois la plus heureuse du point de vue français, la moins coûteuse et une des plus utiles à long terme pour les pays assistés.

Ainsi, voilà un budget qui, dans sa stabilité, fait apparaître d'insuffisantes réductions de subventions, des transferts de charges significatifs. Il peut être le budget d'une politique réadaptée à son but. Pour cela, que le Gouvernement définisse clairement la compétence du ministère de la coopération. Il n'est que temps.

Rénové, il affrontera sans entrave l'ère de la reconversion de l'aide bilatérale et de l'aménagement de l'aide multilatérale dans l'intérêt conjoint du monde libre et des peuples anciennement colonisés. Il munira nos amis africains et malgaches d'une langue interafricaine et de diffusion mondiale et de cadres et d'élites toujours plus nombreux, qui assumeront librement le destin de leur pays.

Si nous sommes convaincus que le sous-développement est l'une des causes premières des crises qui menacent l'humanité dans les vingt ans qui viennent, alors ne nous refusons pas à pratiquer la grande politique, raisonnable et humaine, de coopération avec les pays en voie de développement. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Dutoit.

M. Adolphe Dutoit. Monsieur le président, mes chers collègues, lors de la discussion qui s'était instaurée dans notre assemblée sur la coopération, à la suite de la question orale de M. Bonnefous, le groupe communiste a fait connaître sa position sur cet important problème.

Ce soir, je me bornerai à un simple rappel de cette position, rappel des principes que nous avons défendus à cette époque. Nous sommes favorables à une aide financière et économique aux pays africains et malgache, étant bien entendu que cette aide doit permettre le développement économique et naturel de ces pays et qu'elle ne doit point être utilisée pour favoriser les intérêts de quelques sociétés capitalistes ou pour soutenir des régimes ou des hommes qui veulent prolonger sous d'autres formes le colonialisme.

Nous considérons que si l'on n'a pas cette conception de la coopération, on tourne le dos à la réalité et l'on va contre la volonté même de ces peuples, qui aspirent à une véritable indépendance tant politique qu'économique et veulent en finir avec le colonialisme. Les peuples veulent décider eux-mêmes de leur destinée et en finir à tout jamais avec le passé. Cette donnée, d'ailleurs, se confirme par les événements qui se sont déroulés dernièrement au Congo, à Brazzaville, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Cameroun, entre autres.

C'est dire que l'intérêt de la France est dans l'établissement avec les peuples africains et malgache, qui entendent être maîtres de leurs destinées, de relations politiques, économiques et culturelles fondées sur l'égalité, l'amitié, l'intérêt réciproque et débarrassés de tout esprit colonialiste. C'est dans l'éta-

blissement de ces rapports nouveaux que doit s'opérer la coopération. Toute autre conception va à l'encontre des intérêts des peuples africains et malgache et des intérêts du peuple français.

Tels sont, mes chers collègues, les quelques observations, les quelques rappels que je voulais faire ce soir dans la discussion du budget de la coopération.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. A cette heure tardive, je voudrais imiter la concision des orateurs qui m'ont précédé, notamment celle de M. le rapporteur général qui, suppléant M. le rapporteur spécial et s'appuyant sur le texte de son excellent rapport écrit, a bien voulu simplement, en quelques observations très ramassées, faire connaître le sentiment de la commission des finances sur le budget de la coopération.

Ce n'est pas un hasard si ce budget est défendu aujourd'hui devant par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, montrant ainsi que, quel que soit l'« organigramme », il existe au moins entre les administrations ce contact et cette osmose que M. Mont appelait de ses vœux et dont j'atteste l'existence.

Aussi bien, parlant à l'Assemblée nationale, M. le ministre de la coopération avait bien voulu reconnaître dans des termes très éloquents que « son propre ministère était au service d'un autre ministère, vénérable, fort ancien, aussi ancien que la politique française, je veux parler... » — disait-il — « ... du ministère des affaires étrangères ». En effet, il est difficile dans le monde où nous vivons de séparer la conception d'une politique étrangère et les moyens de cette politique que peut constituer, dans un certain domaine, la coopération, qu'elle soit économique, technique ou culturelle.

L'organisation gouvernementale française peut faire l'objet d'un débat. A vrai dire, vous avez, monsieur le sénateur, évoqué tout à l'heure les travaux qui se déroulent dans une autre enceinte, celle d'une commission qui étudie ces problèmes. Peut-être un jour viendra où ceux-ci devront être évoqués plus largement. Ce jour n'est pas encore venu. Constatons simplement qu'il n'existe pas aujourd'hui en France cette séparation, que certains auraient pu redouter, entre la conception d'une politique étrangère et l'exécution d'une coopération, mais des liaisons organiques: ceci est aussi vrai à Paris, entre ministères, que sur place, où l'ambassadeur de France a la direction de l'ensemble de la représentation française à l'étranger.

Les considérations proprement budgétaires, vous m'excuserez de ne pas m'y attarder après l'analyse qui a été faite par M. Armengaud. On a bien voulu reconnaître que ce budget avait fait un effort particulier de stabilité: après l'abattement qui a été proposé en deuxième délibération par le Gouvernement à l'Assemblée nationale, il est même en diminution sur celui de l'année précédente.

Ce qui m'intéresse ce soir, c'est plutôt de dégager la philosophie de l'aide française aux Etats africains et malgache, qui naguère encore firent partie de l'Union française, puis de la Communauté, qui ont accédé à l'indépendance et envers lesquels on comprend que nous manifestations une sollicitude particulière. Fournir aux Etats une assistance technique en personnel, leur donner le cas échéant une aide financière; enfin permettre de contribuer à leur effort de développement économique, tels sont les trois aspects qui viennent d'être évoqués et qui nous retiendront quelques instants.

L'assistance technique en personnel est nécessaire pendant le temps où se préparent les hommes, qui peu à peu remplaceront aux postes de commandes les assistants techniques français. On ne forme, ni en France, ni dans les pays africains, techniciens ou cadres en un jour. L'attitude qui aurait consisté à nous retirer de but en blanc et à refuser de continuer à assurer la marche de ces Etats sous la direction de ceux qui ont pris en mains leur destinée politique aurait été une attitude purement négative. Mais, de toute évidence, l'attitude contraire est transitoire. Il faut que, le plus rapidement possible, des fonctionnaires, des cadres nationaux capables d'accomplir la tâche provisoirement assurée par les assistants techniques viennent définitivement les remplacer. Il existe des secteurs où ce but est proche, il en est d'autres où il est plus lointain et c'est notamment le cas de l'enseignement et de la formation technique.

En effet, le degré de scolarisation est encore faible, le nombre d'enseignants originaires des Etats, bien que croissant d'année en année, ne saurait suffire à faire face aux tâches d'enseignement de la jeunesse. La France est donc amenée à soutenir pendant un temps encore long son effort dans ce domaine. Il n'est pas indifférent de penser qu'au 1^{er} octobre 1963, sur un total de 8.621 fonctionnaires d'assistance technique, le nombre des enseignants atteignait 4.550, soit bien plus de la moitié, auxquels il

faut ajouter 240 jeunes militaires du contingent qui ont demandé à faire leur service dans la coopération technique. A partir du moment où il y a sur 8.621 fonctionnaires d'assistance technique 4.550 enseignants, je me demande s'il est encore séant de parler de néo-colonialisme. L'effort de la France qui s'exerce dans ce domaine doit être également maintenu et poursuivi dans le secteur technique. Car, là aussi, il faut des délais pour former des techniciens autochtones.

D'une manière plus générale, il faut bien considérer que la politique poursuivie en matière d'assistance technique est l'un des moyens de rayonnement qui reste à la France, en conséquence de la situation exceptionnelle privilégiée qui est la sienne dans ces pays sur le plan de la culture.

Une forme d'assistance, qui a davantage prêté à critique, est l'assistance financière, mais la commission, comme les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune, ont bien voulu reconnaître que cette politique d'assistance financière, sous forme de subvention d'équilibre budgétaire, nous en poursuivons systématiquement la réduction. Il n'existe plus cette année que quatre Etats qui percevront des subventions d'équilibre. Pour les autres, certes, ces concours ont parfois été remplacés par des subventions d'équipement, mais cela suppose que l'Etat intéressé a d'abord fait l'effort d'équilibrer par lui-même, et parfois non sans difficulté, son budget de fonctionnement.

Pourquoi non sans difficulté ? Parce que quelquefois, bien souvent même, le déséquilibre des budgets des Etats africains est apparu comme une conséquence de la décolonisation et de la politique menée à leur égard ces dernières années. En effet, l'accession à l'indépendance, d'une part, l'éclatement des structures fédérales, d'autre part, ont transféré aux budgets locaux, donc aux budgets des Etats, des charges supplémentaires. Par exemple, la reprise en charge de services assurés par l'administration française a imposé des dépenses nouvelles destinées à acquérir les attributs de la souveraineté, telle que la création de services nouveaux en matière d'affaires étrangères, de justice, de sécurité ou de défense nationale. Ces charges budgétaires nouvelles se sont révélées, en certains Etats, trop lourdes pour qu'elles puissent être d'emblée couvertes par la seule augmentation des ressources propres. Cette situation a conduit la France à leur apporter une aide financière mais, je le répète, depuis bientôt quatre ans, le Gouvernement français a multiplié ses efforts, notamment par l'envoi de missions d'experts financiers en vue d'inciter la plupart des Etats africains et malgache à assurer dans de meilleures conditions l'équilibre de leurs finances publiques.

Si l'on en juge par les critiques que suscitent en France — vieux pays ayant ses traditions — les tentatives que font année après année les Gouvernements quels qu'ils soient pour assurer l'équilibre des finances publiques et mettre sur pied un budget, on se rendra compte que l'apprentissage d'une telle technique doit être assez long : il a fallu laisser aux Etats le soin et le temps de découvrir cette matière, obscure au premier abord, qu'est la technique budgétaire, puis de s'adapter aux disciplines nécessaires et enfin de considérer que l'effort qui leur était demandé par nous ne l'était pas seulement dans notre propre intérêt, mais dans celui de leur indépendance même. Ce sont eux-mêmes qui tiennent de plus en plus à renoncer aux subventions d'équilibre, dans lesquels ils voient une sorte de diminution par rapport à leur indépendance. Nous ne faisons qu'encourager cette tendance générale, qui est retardée par des conditions de fait dans un certain nombre d'Etats : le ministère de la coopération se penche du reste avec beaucoup d'attention sur la situation financière de ces derniers.

On a demandé tout à l'heure que nous renforçons notre contrôle là où la subvention d'équilibre est encore allouée. Il n'y a pas de contrôle plus étroit que celui qui consiste à apporter notre assistance technique à l'élaboration d'un budget, de telle sorte que le budget résulte, tant que la subvention d'équilibre française est requise, d'un travail conjoint effectué bien entendu à la demande expresse de l'Etat bénéficiaire, par l'administration africaine et nos propres experts. Quant aux subventions d'équipement, elles sont allouées à certains Etats qui, étant parvenus à assurer par leurs propres moyens leurs dépenses normales de fonctionnement, ont encore besoin d'une aide momentanée pour réaliser la construction d'un certain nombre d'installations pour leurs services. C'est ainsi que des subventions sont prévues à destination de la Mauritanie, du Niger, de la République Centre-Africaine et du Tchad. Beaucoup de ces Etats en demandent l'affectation à des travaux qui se confondront à terme, avec des opérations de développement économique.

Quant au développement, dernière rubrique de cette analyse, je voudrais rappeler simplement que la France avait autrefois la responsabilité totale du développement de ces territoires et qu'elles assumait les compétences correspondantes. Elle était responsable, non seulement du financement des investissements, mais également de leur conception, de leur mise en

œuvre et de leur exploitation. Cette action a été menée dans le cadre du F. I. D. E. S., auquel le fonds d'aide et de coopération, le F. A. C. s'est substitué. L'intervention du F. A. C. n'a donc pas constitué une novation. Il a pris simplement la suite de l'action antérieure. Une évolution normale s'est seulement produite, compte tenu de l'accession de ces Etats à l'indépendance.

Si les décisions concernant le financement et la sélection des actions de développement appartiennent encore à la France, c'est à partir de demandes présentées par les Etats qu'elle les prend. Nous n'avons donc plus l'initiative directe de l'élaboration des programmes et de leur mise en œuvre. Ainsi, ce qui a été demandé tout à l'heure s'accomplit déjà. Dans chacun des pays le plan qui est mis en œuvre par l'Etat laisse à celui-ci l'initiative, et le concours qu'apporte la France n'est pas une contribution obligée à des efforts dont elle prendrait elle-même la direction ; c'est le fruit d'une collaboration qui suppose, chez le bénéficiaire, l'unité profonde entre le Gouvernement et le peuple, l'enthousiasme de tout un pays auquel on a fait allusion tout à l'heure. Plus cet enthousiasme, plus cette coordination, plus cette cohésion existent, plus nous sentons que l'Etat est à même d'avancer vite dans la voie de son développement.

L'aide française, en outre, n'est plus isolée et intervient dorénavant concurremment avec celle du Fonds européen pour le développement et avec l'aide d'un certain nombre de pays tiers qui ont découvert la nécessité profonde qu'il y a, pour les nations industrialisées, à venir en aide aux pays en voie de développement.

Subventions de fonctionnement, d'une part, correspondant à des actions permanentes : c'est le cas des crédits affectés à la recherche scientifique dont on a eu raison de souligner l'importance, aux divers organismes d'assistance technique, ainsi qu'aux moyens d'information, la radiodiffusion et la télévision ; subventions de fonctionnement encore correspondant à des actions spécifiques et à des missions particulières de la politique française, par exemple aux échanges culturels, à la formation technique et à l'action sociale, missions éminentes que la France peut seule assurer en raison de la communauté de langue.

Voilà l'un des aspects de l'aide au développement ; l'autre, le plus important, consiste en opérations d'investissement qui comprennent deux grandes catégories, celles qui sont effectuées par la République française, à sa propre initiative ou à la demande des Etats, et celles qui sont effectuées par les Etats eux-mêmes au titre des programmes de développement économique et social qu'ils ont élaborés avec l'aide de la France.

Je ne reviendrai pas sur la différenciation de ces opérations ; je dirai seulement que, sur l'ensemble des crédits accordés, la part concernant les études générales, les investissements dans les moyens d'information, la construction d'universités, ou de centres d'accueil d'étudiants, les investissements dans la recherche scientifique, l'action menée par le bureau des recherches géologiques et minières, l'établissement de la carte géologique, enfin la réalisation des grands ensembles de Miferma, des potasses de Holde et d'Air-Afrique, représente 37 p. 100. Le reste, soit 63 p. 100, correspond, comme je le disais tout à l'heure, au financement de programmes préparés par les Etats eux-mêmes, élaborés par eux, en coopération avec nous, la France leur ayant proposé de mettre en place des services de planification qui coordonnent l'ensemble des aides extérieures et, le cas échéant, l'effort d'investissement propre des Etats.

Ainsi, ce qu'avait demandé tout à l'heure, au nom de la commission, M. le rapporteur général est-il en voie d'être accompli. L'aide ne se fait pas au gré du caprice de tel ou tel Etat ; elle n'est pas dispensée suivant un moyen plus ou moins hasardeux ; l'organisation du F. A. C., comme celle du F. E. D., nous y incitent systématiquement, et nous donnent les moyens d'éviter ce désordre.

La coordination entre ce qui se fait ailleurs et ce qui se fait là est entreprise grâce à l'action continue des services du ministère dont j'ai aujourd'hui l'honneur de défendre le budget. D'ailleurs, l'intervention d'autres aides extérieures, et notamment celle du fonds européen pour le développement, a permis à la France de sélectionner les opérations d'investissements mieux qu'elle ne pouvait le faire dans le passé. C'est ainsi que, par exemple, son action dans le domaine de l'infrastructure et dans le secteur social s'est trouvée relayée et diminuée dans les aides externes. Au contraire, elle a toujours accentué son effort dans le secteur de la production, plus précisément dans le secteur agricole où les opérations de développement mettent également en jeu des facteurs humains que la France est à même de mieux apprécier.

Il en a été de même pour le secteur de l'enseignement, où la France continue à jouer un rôle prépondérant et auquel on a dit tout à l'heure qu'elle avait des titres.

Monsieur le rapporteur général, vous avez demandé que de meilleurs mécanismes soient mis en place ; c'est ce que nous nous efforçons de faire.

M. Mont a soulevé la question du caractère multilatéral de l'aide. Je crois que c'est beaucoup plus une question pratique qu'une question théorique. Ainsi, le fait que nous ayons — on ne l'a peut-être pas assez dit et c'est pourquoi je dois le souligner — non seulement signé la deuxième convention d'association, mais promu cette convention, défendu sa signature devant certains partenaires et rallié certains d'entre eux à des vues qui n'étaient pas les leurs dès l'origine, montre que le Gouvernement a parfaitement compris que, si l'aide bilatérale demeure dans certains secteurs nécessaire, il n'y a aucun inconvénient, au contraire, à ce que d'autres viennent se joindre à nous pour cette œuvre commune que doit être la grande œuvre humaine de l'aide aux pays sous-développés.

C'est ainsi, monsieur le rapporteur général, que vous aviez demandé que soient harmonisées les politiques d'aide des pays de la Communauté européenne. Le ministre de la coopération s'est rendu il y a peu de temps à Bonn, où il a rencontré son homologue du gouvernement fédéral, lequel était auparavant, il y a quelques mois, venu rendre visite à M. le ministre des affaires étrangères et à M. le ministre délégué chargé de la coopération. Nous avons déjà entrepris des conversations entre ces deux pays, qui sont les deux plus gros participants au fonds européen de développement. Mais cela n'a, bien entendu, rien d'exclusif dans notre esprit.

Il reste que la France a dans ce domaine une expérience que beaucoup lui envient et qu'elle est tout-à-fait prête à la mettre à la disposition des pays de la Communauté. Il reste également que la convention signée à Yaoundé le 20 juillet dernier n'a pas encore été ratifiée. Très prochainement, avant la fin de la session, le Gouvernement français la soumettra à la ratification du Parlement et je pense que dans tous les Etats, aussi bien européens qu'africains, les opérations de ratification seront terminées pour que la convention puisse entrer en vigueur le 1^{er} janvier, comme nous l'avons tous souhaité.

Le fait même que la convention entre en vigueur aboutira nettement à une harmonisation de la politique d'aide de la Communauté économique européenne telle que la souhaite la commission.

M. le rapporteur général nous a demandé également que nous étendions ces conversations à l'échelle du monde occidental. Je répondrai, là encore, que l'Organisation de coopération et de développement économique se penche périodiquement sur les problèmes de l'aide aux pays sous-développés dépassant d'ailleurs le cadre des pays qui relèvent du ministère de la coopération : des études sont régulièrement poursuivies à cet effet, qui commencent déjà à porter leurs fruits.

C'est donc un peu avec le sourire que je répondrai à M. le rapporteur général : lui ayant donné tellement de satisfactions, j'éprouve une certaine difficulté à mettre en harmonie la quatrième de ses demandes avec les autres. Si nous devons établir de meilleurs mécanismes d'aide, c'est-à-dire si nous devons essayer de faire en sorte que cette aide soit le plus possible technique, si nous devons l'harmoniser avec celle des pays de la Communauté économique européenne et donc aller dans la voie de la multilatéralisation qui nous est demandée, si nous devons aller plus loin encore en étendant les conversations à l'échelle du monde occidental, comment pourrions-nous donner suite à ce vœu de bilatéralisme strict qui consiste, pour apprécier la nature, le montant, la destination de notre aide, à tenir compte de l'attitude politique des bénéficiaires ?

Aussi bien, après cette remarque que j'ai voulu faire avec le sourire, je dirai à M. le rapporteur général que ce qui compte, à notre sens, c'est l'existence d'un véritable esprit de coopération. La coopération n'est pas seulement une technique, elle n'est pas seulement une affaire d'argent, c'est une affaire de cœur. Là où nous sentons qu'il n'existe pas, surtout n'allons pas imposer une aide qui ne serait pas souhaitée ! C'est en ces termes que le Gouvernement français entend désormais poser ce problème.

L'aide française, nous ne la dispensons pas dans l'intérêt de la France. Libre à ceux qui ne le croient pas de manier les slogans éculés et de parler de néo-colonialisme ! L'aide française, nous la dispensons dans l'intérêt des pays à qui nous la donnons et dans l'intérêt supérieur du monde qui exige qu'il n'y ait pas un fossé entre pays développés et pays sous-développés, une opposition entre ceux qui sont nantis — j'aurais tendance à dire repus — et ceux qui ont faim.

Il y a un devoir de la coopération qui s'impose à toutes les nations qui ont les moyens d'accomplir un geste en faveur des pays qui n'ont pas les mêmes ressources et les mêmes possibilités qu'eux. Ce devoir, la France l'a compris ; elle est en tête des nations qui l'ont accompli et elle n'a, de ce fait, de leçons à recevoir de quiconque, ni à l'étranger ni même à l'intérieur, de ceux qui voudraient à toute force que cette aide ait un but intéressé.

Pour qu'elle conserve son caractère désintéressé, il faut qu'elle soit avant tout respectueuse de l'indépendance des Etats. L'indépendance n'est pas un vain mot. Notre aide ne doit pas être utilisée comme un moyen de pression pour diriger la politique des Etats. Il reste que son bon fonctionnement est subordonné à l'existence entre eux et nous de ce minimum d'entente sur les valeurs essentielles qui doivent nous être communes. Aussi espérons-nous que la coopération apparaîtra, plus encore peut-être à l'issue de ce bref débat, sous son véritable visage : une œuvre entreprise en commun par des hommes que l'histoire a naguère rapprochés, que la culture aujourd'hui unit étroitement et que le monde appelle dans l'avenir à rester toujours plus unis pour la défense des valeurs qu'ils ont apprises ensemble dans l'histoire et que leur culture commune leur enseigne tous les jours. (*Applaudissements sur divers bancs au centre et à droite.*)

M. le président. Nous allons examiner les crédits concernant le ministère de la coopération figurant aux états B et C.

[Article 18.]

Etat B.

M. le président. « Titre III (Moyens des services), plus 16 millions 453.617 francs. » — (*Adopté.*)

« Titre IV (Interventions publiques), moins 10.200.000 francs. » Par amendement n° 85 rectifié, MM. Pellenc et Armengaud, au nom de la commission des finances, proposent au titre IV d'augmenter cette réduction de crédits de 5 millions de francs.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. Mes chers collègues, cet amendement, ainsi que l'amendement n° 86 qui sera appelé tout à l'heure par notre président, avait dans l'esprit de la commission des finances un but très particulier.

Cette commission, au cours de l'examen du budget, a été arrêtée par un crédit qui était destiné à l'organisation d'un service que l'on a appelé « le service des volontaires du progrès ». La raison de la suppression des crédits correspondants est la suivante : il n'avait pas semblé à la commission des finances qu'il soit très indiqué ni très rentable pour les pays d'Afrique d'utiliser des jeunes gens comme « volontaires du progrès », pleins de bonne volonté, mais pauvres en connaissances spécialisées, pour encadrer de jeunes Africains à la recherche d'une activité locale utile à la collectivité. Il avait semblé à votre commission des finances que mieux aurait valu renforcer l'assistance technique en augmentant au besoin de cette même somme les crédits correspondants.

Je suis très embarrassé aujourd'hui pour défendre cet amendement, car notre collègue M. Armengaud, avant de partir pour Bruxelles, m'a dit qu'avec le président de la commission des finances, il avait cherché à recueillir des explications complémentaires sur l'action de ces « volontaires du progrès ». Il leur est apparu, m'a-t-il dit, que ces « volontaires du progrès » avaient essentiellement pour mission, face à une certaine concurrence étrangère, de défendre la culture française et notamment la langue française dans ces pays actuellement indépendants.

M. Armengaud, que j'ai senti très hésitant, ne m'a pas caché que si le Gouvernement fournissait des explications se rapprochant de celles que lui-même et M. le président de la commission des finances avaient recueillies, cela motiverait peut-être de la part de notre commission un changement d'attitude sur ce point.

Ce n'est pas une perche que je vous tends, monsieur le secrétaire d'Etat. (*Sourires.*) Je vous répète très objectivement ce que m'a déclaré M. Armengaud. Nous attendons que vous nous précisiez la destination de ces crédits et si, véritablement ils doivent permettre une action efficace en faveur de la France, de la culture française et de la langue française face à certaines entreprises ou à certaines initiatives de l'étranger.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cet amendement ?

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je souhaiterais, en effet, sous le bénéfice des observations, qu'à l'appel de M. le rapporteur général, je suis prêt à fournir au Sénat, que la commission des finances veuille bien accepter de revenir sur sa position et de retirer son amendement.

Une note annexée au rapport écrit de M. Armengaud définit excellemment le but du mouvement des « volontaires du progrès », qui répond à un double objectif : utiliser le potentiel d'enthousiasme et le besoin de contacts qui existent chez de nombreux jeunes Français attirés par les problèmes que pose le développement des pays d'outre-mer et aider les populations

rurales des Etats africains et malgache à prendre conscience de leurs responsabilités en soutenant l'effort d'animation poursuivi par leurs propres gouvernements.

Il s'agit en fait d'un aspect nouveau de notre coopération avec les Etats africains et malgache, elle répond à un besoin de ces pays et ne fait pas double emploi avec ce que nous faisons déjà pour eux. Notre assistance technique en personnel est limitée à des agents hautement qualifiés, recrutés au niveau d'une licence ou d'un diplôme d'ingénieur. Ces agents servent essentiellement comme conseillers techniques des administrations centrales des Etats.

En revanche, l'africanisation rapide des cadres moyens, imposée par les exigences politiques, a engendré quelques difficultés. Les gouvernements locaux ont le souci de remédier à une telle situation et ils comptent sur la mission de formation sur place que doivent accomplir les volontaires pour combler ces lacunes. Les effets de notre aide globale risqueraient d'être stérilisés, ou seraient mis à profit par des tiers, si nous nous maintenions à l'écart de l'initiative nouvelle que représente l'ensemble des mouvements de jeunes volontaires, qui n'est nullement l'apanage de la France seule dans ce domaine.

Certains éléments de la jeunesse française, d'ailleurs, s'intéressent aux problèmes qui concernent les pays d'outre-mer. Ils souhaitent développer leurs rapports avec la jeunesse de ces Etats. Nous avons intérêt, pour préserver l'avenir, à les encourager dans cette voie et à faciliter ces contacts.

Dans des initiatives de cette nature, l'existence d'une langue commune est un élément fort précieux et nous assure, par rapport à d'autres, un avantage certain que notre jeunesse, comme la jeunesse africaine et malgache, doit mettre à profit si on lui en donne les moyens.

Enfin, j'indique, avant de passer à l'aspect international du problème, que le coût de l'opération, en année pleine, a été évaluée à 22.000 francs par volontaire, alors qu'un agent de notre assistance technique coûte 50.000 francs.

Je voudrais signaler que la France ne pourrait se permettre d'ignorer plus longtemps cette forme d'aide des nations occidentales aux pays en voie de développement, auxquels s'intéressent de plus en plus nos voisins européens et sur laquelle, d'ailleurs, a longuement délibéré l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Les initiatives se multiplient dans ce domaine; la Belgique procède actuellement au recrutement de jeunes qu'elle destine à des missions analogues à celles des volontaires du *Peace Corps* américain. Il en est de même au Danemark, en Norvège, en Italie. L'Allemagne compte recruter plus de deux cents volontaires avant la fin de l'année 1964 et consacre à cette action un budget de 6 millions de francs. Les Etats-Unis, pour leur part, envisagent de porter les effectifs du *Peace Corps* à 13.000 unités à la fin de 1964. Ils avaient 4.100 volontaires en service en août 1963. Ils ont prévu, pour le financement de l'opération, un crédit de 108 millions de dollars.

Ces chiffres, l'importance de ces efforts vous montrent qu'il existe certainement un problème de la formation des cadres moyens et une formule dont nous ne prétendons pas avoir l'exclusivité, pour faire face à ce problème.

Le concours des mouvements de jeunesse a été sollicité en France. C'est véritablement une œuvre qui peut dépasser toute division de parti, de confession, d'appartenance. C'est vraiment une œuvre à laquelle ceux de nos jeunes qui se sentent attirés par elle peuvent se donner sans aucune autre arrière-pensée que de servir à la fois leur pays, leur culture et cette Afrique vers laquelle les portent tant de souvenirs et tant d'appels.

C'est pourquoi je vous demande, monsieur le rapporteur général, de bien vouloir permettre que non seulement se poursuive cette œuvre, mais aussi que le Sénat s'y associe, de telle sorte qu'en ce domaine il y ait un accord parfait entre la représentation nationale et le Gouvernement.

M. Louis Jung. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jung.

M. Louis Jung. Je remercie M. le secrétaire d'Etat des explications qu'il vient de donner. Je voudrais demander à M. le rapporteur général de bien vouloir retirer ses amendements, car j'ai pu voir moi-même l'effort fait par les Etats-Unis dans différents pays africains et je suis conscient que, avec le cœur et l'enthousiasme, on arrive sans doute à des résultats supérieurs à ceux que l'on obtient par la seule technicité.

M. le président. Quel est l'avis de M. le rapporteur général ?

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. La commission se déclare satisfaite par les explications du ministre et retire son amendement n° 85 rectifié ainsi que l'amendement n° 86 qu'elle a déposé sur le titre VI de l'état C.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Je vous en remercie, monsieur le rapporteur général.

M. le président. L'amendement n° 85 rectifié est retiré. Personne ne demande la parole?... Je mets aux voix le titre IV de l'état B, avec le chiffre de moins 10.200.000 francs pour les interventions publiques.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président.

[Article 19.]

Etat C.

Titre V :

« Autorisations de programme, 4 millions de francs. » — (Adopté.)

« Crédits de paiement, 2 millions de francs. » — (Adopté.)

Titre VI :

« Autorisations de programme, 446 millions de francs. » — (Adopté.)

« Crédits de paiement, 140 millions de francs. »

MM. Pellenc et Armengaud, au nom de la commission des finances, avaient déposé un amendement n° 86 qui tendait à réduire chacune des dotations du titre VI de deux millions de francs.

A la suite des déclarations de M. le secrétaire d'Etat, M. Pellenc a retiré cet amendement.

Je mets donc aux voix les crédits du titre VI avec le chiffre de 446 millions en autorisations de programme et le chiffre de 140 millions en crédits de paiement.

(Ces crédits sont adoptés.)

Nous avons terminé l'examen des articles relatifs au budget de la coopération.

Plan.

M. le président. Le Sénat va examiner maintenant les dispositions du projet de loi concernant les services du Premier ministre (VIII : Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité).

La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Max Fléchet, rapporteur spécial de la commission des finances. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, j'espère qu'en raison de l'heure tardive et du caractère intime de notre réunion, vous voudrez bien autoriser votre rapporteur à faire preuve de brièveté sur un sujet cependant aussi vaste que le budget du plan d'équipement et de la productivité. Avec mon excellent ami Filippi, qui interviendra en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan, nous nous sommes répartis la tâche. Il vous parlera de la préparation du V° Plan.

Pour ce qui me concerne, je ferai l'examen comptable des crédits de ce budget. Nous examinerons ensemble, si vous le voulez bien, dans quelles conditions l'Etat, à la fin de 1964, aura tenu ses engagements et, enfin, je jeterai un coup d'œil rapide sur le secteur économique et sur les perspectives de 1964.

En ce qui concerne le budget, il se présente de la façon suivante : au titre III, moyens des services, le crédit de 1963 était de 4.803.939 francs ; en 1964, il sera de 5.820.761 francs.

Pour le titre IV, qui concerne les interventions publiques, le crédit pour 1963 était de 8.708.500 francs et, pour 1964, il sera de 8.508.500 francs, soit un total général, pour 1963, de 13.512.439 francs et, pour 1964, de 14.329.261 francs. On enregistre une forte augmentation des dépenses de gestion, une reconduction pure et simple des crédits de subventions, avec toutefois une diminution de 200.000 francs qui résulte de la lettre rectificative qui a été présentée par le Gouvernement devant l'Assemblée nationale.

En ce qui concerne les moyens des services, les mesures nouvelles représentent 1.016.822 francs alors que les mesures acquises ne représentent que 63.540 francs. Une majoration de 243.540 francs seulement représente les rémunérations du personnel — ces majorations des traitements sont propres à toute la fonction publique — et une diminution de 180.000 francs correspond à la non-reconduction des diverses dépenses de matériel et d'entretien.

Les dépenses nouvelles concernent l'accroissement des activités du commissariat, c'est-à-dire la préparation du V° plan et le renforcement des études prospectives et méthodologiques. Pour la préparation du V° plan, c'est un crédit de 552.122 francs qui nous est présenté. Il représente essentiellement la location d'un ordinateur électronique.

Pour le renforcement des études prospectives et méthodologiques, le coût en 1964 sera de 435.509 francs. Il représente la création de douze emplois qui permettent par ailleurs d'économiser 56.000 francs sur la dotation pour travaux confiés à des experts français ou étrangers.

En ce qui concerne les interventions publiques, le montant des subventions accordées par le commissariat général se rapporte à l'étude de la consommation et à l'accroissement de la producti-

tivité. Il ne présente pas de modification pour 1964. Pour l'étude de la consommation, au chapitre 44-11, un crédit de 700.000 francs est destiné au Credoc (Centre de recherches et de documentation sur la consommation). Je dois souligner que cet organisme bénéficiera, au cours de l'année 1964, d'un crédit supplémentaire de 350.000 francs à provenir du budget des charges communes et de sommes dont le montant n'est pas encore précisé qui seront prélevées sur la dotation du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.

Toujours dans la rubrique des interventions publiques, un crédit de 1.508.000 francs est inscrit au chapitre 44-12, en faveur de l'association française pour l'accroissement de la productivité et, au chapitre 44-14, figure un crédit de 6.500.000 francs destiné à favoriser le développement de la productivité, avec l'amputation de 200.000 francs dont je vous parlais il y a quelques instants.

Je dois souligner la modicité de ce budget du commissariat général du plan par rapport à l'immensité de la tâche qui lui a été confiée. Il est permis d'affirmer que rarement une entreprise nationale aussi vaste a pu être menée à bien avec des moyens aussi limités en crédits, en personnel et en locaux. Il est donc équitable d'en donner témoignage aux animateurs de cette équipe et à tous leurs collaborateurs.

Partout à l'étranger on cite en exemple la planification française, que l'on connaît d'ailleurs très imparfaitement. A l'occasion d'un récent voyage dans un grand pays ami, j'ai pu constater personnellement l'intérêt porté à notre système de planification, aussi bien par les représentants officiels que par les représentants professionnels. Aux uns et aux autres j'ai pu rappeler les résultats obtenus et surtout l'adhésion unanime apportée en France au système de planification souple et de programmation incitative qui est en vigueur. Je crois même que l'on peut dire que le plan constitue l'organisme « d'orientation prospective » aux travaux duquel l'Etat, les collectivités, les professions et un nombre croissant d'entreprises rapportent leurs prévisions et les développements de leur action et que, si le plan devait disparaître, un élément essentiel de leur gestion viendrait à leur manquer.

L'action doit donc être poursuivie, les méthodes perfectionnées, les objectifs respectés.

C'est pourquoi au nom de votre commission des finances, je vous demande d'adopter le budget que j'ai l'honneur de vous présenter. (*Applaudissements.*)

Je voudrais cependant, en ce qui concerne la préparation du V^e plan, vous poser une question, monsieur le secrétaire d'Etat. Je désire rappeler que la loi du 4 août 1962, dans son article 2, dispose que « le Gouvernement soumet au Parlement, avant d'adresser au commissariat général du plan ses directives, un projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du plan dans le cadre de l'aménagement du territoire, et notamment celles qui concernent l'expansion de l'économie, la répartition de la production intérieure brute entre investissement et consommation, la structure souhaitable de la consommation finale, l'orientation de la politique sociale, ainsi que celle de la politique régionale. »

Je désire donc, au nom de votre commission des finances, vous demander de préciser que le Gouvernement soumettra bien au Parlement les options telles qu'elles sont prévues dans l'article 2 de la loi du 4 août.

De même il est précisé que les instances régionales participeront à l'examen des projets. Quelles instances seront consultées ? S'agira-t-il des comités régionaux d'expansion économique ? Désirez-vous consulter les conférences interdépartementales ? Votre commission des finances estime que de telles consultations ne seraient pas suffisantes. Votre commission estime, en effet, qu'à l'échelon des régions il y a des élus locaux qui sont, eux, mieux qualifiés que quiconque pour pouvoir formuler un avis sur les projets qui sont prévus pour leur région. Nous avons parfaitement admis qu'il était sans doute impossible de réunir l'ensemble des parlementaires puisques certaines régions représentent un certain nombre de départements et qu'il ne faudrait pas à l'échelon régional constituer un nouveau parlement. Nous pensons à tout le moins que les présidents de conseils généraux, qu'éventuellement les présidents des commissions départementales devraient au moins être associés à la préparation de ce travail. Je vous serais reconnaissant, monsieur le secrétaire d'Etat, de bien vouloir sur ce point répondre d'une manière précise à la question que j'ai été chargé de vous poser par notre commission des finances qui m'a expressément demandé d'être très insistant.

L'examen du budget du commissariat général du Plan nous donne l'occasion de faire le point sur l'exécution du IV^e Plan. Je rappelle qu'à la fin de 1964, celui-ci en sera à sa troisième année d'exécution et qu'il devrait donc être réalisé à 75 p. 100. Je voudrais apprécier avec vous dans quelle mesure l'Etat, en ce qui le concerne, aura respecté ses engagements.

Au rapport qui a été distribué j'ai annexé un tableau qui fait apparaître pour les différents secteurs publics, d'une part, les prévisions du plan, d'autre part, les crédits qui ont été inscrits pour les années 1962 et 1963 et ceux qui sont proposés pour 1964. Dans une dernière colonne, vous pouvez voir l'état de réalisation des différentes opérations dans les divers secteurs.

Je vais retenir un instant votre attention sur les différences assez considérables que nous pouvons relever dans ce tableau d'exécution et dans les pourcentages de couverture. Ces pourcentages sont de 78,5 p. 100 en ce qui concerne, par exemple, l'équipement sanitaire, 78 p. 100 pour les postes et télécommunications, 78 p. 100 pour l'aviation civile. D'autres secteurs sont moins favorisés : agriculture, 71,2 ; équipement culturel, 63,1 ; équipement scolaire, 71,2 et enfin, pour d'autres secteurs moins favorisés encore, comme l'éducation surveillée, 50 p. 100.

Les chiffres font apparaître que le rythme des engagements est néanmoins relativement satisfaisant, puisqu'en moyenne, pour les trois années, il atteindra 73 p. 100 ; mais cette constatation n'est valable que dans la mesure où les crédits sont effectivement consommés, car engagement et exécution sont deux choses tout à fait différentes.

C'est pourquoi, monsieur le secrétaire d'Etat, j'ai été chargé par notre commission d'insister à nouveau auprès de vous pour que les différents ministères dépensiers soient une fois de plus alertés et pour que toutes les entraves qui ralentissent d'une manière dommageable la normale utilisation des crédits dans les délais prévus soient levées.

Comme je vous le disais il y a un instant, l'examen du tableau auquel je vous priais de vous reporter fait apparaître une « fourchette » trop grande entre les postes qui ont le pourcentage de couverture le plus élevé et ceux qui sont restés sensiblement en retard. Je voulais attirer votre attention sur ce point.

Cependant, en toute objectivité, il faut faire remarquer que, dans le souci de porter une appréciation rigoureuse, les chiffres devraient être affectés de l'évolution de l'indice des prix. Je me suis donc livré à un travail personnel qui consiste à recalculer les chiffres des équipements de l'éducation nationale, compte tenu des indices de la construction. Je n'ai pas eu le temps de demander aux services la vérification de ce travail, mais j'ai tout lieu de penser que ces chiffres sont exacts car je ne crois pas avoir commis d'erreurs.

J'ai donc repris les indices de la construction que je suis allé puiser à l'I. N. S. E. E. Vous savez que le point de départ de l'indice de la construction est, au quatrième trimestre de 1953, la base 100. En juillet 1963, il atteignait l'indice 170. Pour la simplification de mon exposé, j'ai donc recalculé les indices en leur affectant la base en janvier 1961, ce qui donnerait au 1^{er} janvier 1962, 104,20 ; au 1^{er} janvier 1963, 111,20, et au 1^{er} juillet 1963, 119. Pourquoi au 1^{er} juillet 1963 ? Parce que c'est la dernière date de l'indice officiel qui a été publié. J'ai donc converti en base 100 en janvier 1961, puisque le plan qui couvre les années 1962, 1963, 1964 et 1965 a vu ses objectifs fixés par le commissariat au cours de l'année 1961.

Je vais vous communiquer les résultats du travail auquel je me suis livré. Je rappellerai d'abord que, pour l'équipement scolaire, les objectifs généraux du plan s'élevaient à 12 milliards de francs. En 1962, les autorisations de programme se sont élevées à 2.472 millions de francs. J'ai donc affecté ce chiffre de l'indice de la construction à la date du 1^{er} janvier 1962, alors que, si j'avais voulu faire un calcul plus exact, j'aurais dû prendre, me semble-t-il, l'indice moyen de l'année, c'est-à-dire celui du 1^{er} juillet. Vous voyez, par conséquent, que je n'ai pas voulu exagérer. Je me suis contenté d'affecter la dotation de 1962 de l'indice 4,20 au 1^{er} janvier 1962 ; le chiffre rectifié s'élève ainsi à 2.369 millions.

Même calcul pour l'année 1963 : les dotations de 2.742 millions de francs, affectées de l'indice du 1^{er} janvier 1963, se trouvent ramenées à 2.435 millions de francs.

En ce qui concerne le crédit proposé pour 1964, soit 3.334 millions de francs, je l'affecte du coefficient du dernier indice connu, c'est-à-dire celui de juillet 1963 et ce chiffre se trouve ramené à 2.701 millions de francs. J'arrive ainsi par addition au résultat suivant : crédits inscrits dans le plan, 8.548 millions de francs ; d'après mes calculs, 7.505 millions de francs. D'après les chiffres du plan interprétés d'une façon mathématique : état des réalisations, 71,2 p. 100 ; d'après mes calculs, 62,5 p. 100.

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. Ce sont vos calculs qui sont exacts.

M. Max Fléchet, rapporteur spécial. En un mot, c'est un calcul en francs constants ou, si vous préférez, en nombre de classes.

Si j'ai choisi le secteur particulièrement sensible de l'éducation nationale, ce n'est pas pour chercher querelle au Gouvernement, mais pour expliquer, au moins partiellement, les raisons des insuffisances que nous déplorons. C'est aussi pour insister

dès maintenant, d'une part, sur l'effort qui devra être réalisé en 1965, dernière année d'exécution du IV^e Plan, d'autre part, sur l'impérieuse nécessité de prévoir dans la préparation du V^e Plan le rattrapage des retards considérables qui apparaissent déjà dans l'exécution par rapport aux objectifs. Je pourrais dire d'ailleurs que ce qui est vrai pour l'éducation nationale, l'est malheureusement aussi pour les autres secteurs.

Tous ensemble, nous avons le devoir de donner à notre pays les équipements, tous les équipements indispensables pour assurer son avenir. Le concours du Parlement, parfaitement conscient de sa responsabilité dans ce domaine, vous est totalement acquis pour en fournir les moyens.

Après cet examen de la réalisation du plan qui concerne l'Etat, j'aurais désiré me livrer à la même analyse pour le secteur économique. Les nécessités de l'horaire me conduisent à vous renvoyer au remarquable rapport du commissariat général qui vient d'être publié avec un retard qu'il est permis de regretter.

Je veux m'arrêter quelques instants sur les perspectives de 1964. Celles-ci découlent, pour une large part, des données mises en lumière par la commission des comptes de la nation et reprises dans le tableau général qui constitue la première partie de l'exposé des motifs de la loi de finances.

Dans leurs éléments essentiels, ces données font apparaître, pour la production, un ralentissement assez net de l'expansion en 1963, par rapport à 1962 : 4,7 p. 100 contre 6,3 p. 100. Sans doute peut-on considérer, avec M. le ministre des finances, que le total des deux années est conforme aux prévisions, puisqu'il fait apparaître un pourcentage moyen de 5,5 p. 100 ; mais cette diminution, enregistrée en 1963, marque le retournement de la situation, d'ailleurs confirmé par les prévisions de 1964 et qui se situent à 4,2 p. 100.

Pour les salaires, la progression est très notablement supérieure aux prévisions.

Quant aux prix à la consommation des ménages, leur variation est infiniment plus rapide que prévue : 4,3 en 1962, 4,9 en 1963, selon les prévisions de la loi de finances. Elle est environ le double de la moyenne de hausse en Europe. De même pour la consommation, le taux d'accroissement de 5,2 a été largement dépassé puisqu'il atteint 6,4.

Pour les investissements productifs, la progression est insuffisante : 113,8 contre une prévision de 155,1. Encore faut-il noter que le retard est plus marqué dans le secteur privé, les entreprises publiques ayant bénéficié en 1962 et en 1963 de fortes dotations.

Enfin, pour les échanges extérieurs, une poussée très forte d'importations et un faible accroissement des exportations. Il y a lieu de souligner que les exportations de produits industriels sont restées satisfaisantes, mais que nous ne les retrouvons pas pour les exportations agricoles élevées, conséquence de la production exceptionnelle de 1962.

Les résultats provisoires d'octobre font sans doute apparaître un record de nos exportations, mais aussi malheureusement de nos importations : exportations, 3.160 millions, et importations, 3.420 millions, soit un pourcentage de couverture de 92 p. 100. Depuis le début de l'année, le taux moyen de couverture se situe à 91 p. 100.

Pour les dix premiers mois de 1963, nos achats ont augmenté de 23 p. 100, alors que nos ventes n'ont progressé que de 10 p. 100. La dégradation de nos échanges de biens d'équipement s'accroît.

Je voudrais également attirer votre attention sur la balance des échanges en matière de brevets et de licences, ce que mon collègue et ami, M. Armengaud, qui était précédemment le rapporteur du budget du Plan, a souvent eu l'occasion de faire.

D'après les précisions que j'ai obtenues, le résultat des six premiers mois de 1963, extrapolé sur l'année entière, donne les chiffres suivants : pour les brevets, la balance est positive de 20 millions mais, malheureusement, dans le domaine des licences, le bilan sera négatif, puisqu'il représentera un déficit de 400 millions. Je dois souligner, enfin, que le déficit aura doublé en trois ans.

C'est un point sur lequel, monsieur le secrétaire d'Etat, je voulais attirer votre attention.

Notre balance des comptes s'est soldée, en octobre, par l'excédent le plus faible enregistré depuis de nombreux mois, soit 16,5 millions de dollars.

Pour la première fois depuis cinq ans, on doit constater que cette balance n'est pratiquement plus excédentaire. Sans doute disposons-nous de réserves importantes, mais l'expérience passée nous incite à la vigilance, car les courants peuvent se retourner à une cadence accélérée.

Certes, la situation n'est pas alarmante, mais elle devient préoccupante et son évolution doit retenir l'attention. J'ai, d'ailleurs, relevé dans le rapport du commissariat sur l'exécution

du Plan les conclusions suivantes en ce qui concerne les échanges extérieurs :

« Il ressort désormais des prévisions les plus vraisemblables qu'en 1965 les soldes des exportations par rapport aux importations F. O. B.-C. A. F. seront déficitaires sur l'étranger et à peine équilibrés sur le zone franc. Seul le solde des utilisations de services liés au commerce extérieur permettrait, dans ces conditions, à notre balance extérieure de biens et services de rester équilibrée. »

Parce que j'ai connu la période très difficile, dans ce domaine particulier, de la deuxième moitié de 1958, j'ai estimé de mon devoir d'insister sur les aspects sérieux de cette évolution défavorable.

Revenant aux objectifs du Plan, on peut considérer qu'à ce jour les résultats — les échanges extérieurs étant exceptés — sont dans l'ensemble assez conformes aux prévisions, compte tenu des aléas imprévisibles. Cependant il y a un déséquilibre dans les conditions fondamentales de sa réalisation.

Il est vraisemblable que le plan de stabilisation, s'il permet d'attendre dans le domaine des prix les résultats escomptés, se traduira par un ralentissement de l'expansion. Dès maintenant, on peut s'attendre à ce que les objectifs pour 1965 ne soient pas atteints, la croissance de la production risquant de connaître un retard que les plus optimistes évaluent à deux points.

Cette situation suscite une double question : d'une part, celle de l'adaptation du Plan à cette évolution, d'autre part celle des actions à entreprendre pour redresser cette évolution.

La solution dépend de plusieurs facteurs. Elle dépend des activités qui concernent la programmation. Elle dépend de l'Etat lui-même, dont une très large partie de son budget échappe complètement au Plan. Enfin, elle dépend de la situation d'un marché qui n'est plus seulement soumis aux influences nationales, mais surtout à des facteurs internationaux. Cela est particulièrement vrai pour les marchés agricoles, qui ont besoin d'une profonde et urgente adaptation.

Telles sont, mes chers collègues, les quelques réflexions que je désirais vous présenter. Je souhaite que les considérations que j'ai eu l'honneur de développer projettent une photographie objective et exacte de la situation et qu'elles permettent l'étude et la mise en œuvre des mesures propres à assurer la réalisation des objectifs du Plan, qui doit rester le guide, l'orienteur et l'incitateur de nos activités. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Filippi, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques.

M. Jean Filippi, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan. Votre commission des affaires économiques a estimé que son avis, plus que sur le détail des crédits, devait porter sur les principes et sur les méthodes selon lesquels pourrait être préparé le V^e plan.

Mon ami M. Fléchet vous a présenté une analyse des crédits et il a abouti à des conclusions que je partage pleinement. Je m'associe, en particulier, à l'hommage qu'il a rendu au commissaire général au plan et à son équipe. C'est donc, monsieur le secrétaire d'Etat, sur les principes et sur les méthodes que je voudrais attirer votre attention, en même temps que celle du Sénat, et je le ferai, étant donné l'heure, aussi brièvement que possible.

Le V^e plan sera différent du IV^e plan non pas seulement par la durée de cinq ans au lieu de quatre, et par les améliorations qui pourront être introduites dans le domaine technique, mais surtout à cause du déroulement progressif des dernières étapes du Marché commun.

Le tarif extérieur commun représentera pour la France une diminution de protection, mais le fait essentiel dans ce domaine sera la réalisation complète de l'union douanière à l'intérieur même du Marché commun.

En effet, le 1^{er} janvier 1970 au plus tard, les droits de douane seront supprimés. Si l'on note que les importations totales de la France en provenance des pays du Marché commun se sont élevées, en 1962, à 4,6 p. 100 du revenu national tandis que nos exportations vers nos partenaires représentaient 4,9 p. 100 de ce même revenu, on doit considérer qu'à la fin de la période du IV^e plan une fraction de 10 p. 100 de notre revenu national sera constituée par des échanges intérieurs échappant à notre souveraineté. En effet, nous n'aurons plus la protection douanière, mais sur ces échanges, nous n'aurons plus non plus l'action que généralement un gouvernement exerce.

Dans ce cadre nouveau, la procédure sera également différente. Le premier plan de modernisation et d'équipement appliqué de 1947 à 1953 a été établi par décret. Le deuxième plan, qui visait la période de 1954 à 1957, a été soumis à l'approbation du Parlement, mais le 27 mars 1956 seulement, alors qu'il était en application depuis deux ans. Le troisième plan, qui a commencé pendant l'année 1958, a été établi par un décret, celui du 19 mars 1959. C'est dire que le rôle du Parlement vis-à-vis du

plan a été de temps en temps nul et qu'à d'autres moments il s'est borné à être un rôle de ratification.

Il n'en sera pas de même pour le V^e plan et je ne vous rappellerai pas le texte de la loi du 4 août 1962 puisqu'il a été évoqué, tout à l'heure, par M. Fléchet. Le fait nouveau, essentiel pour les assemblées, c'est que le débat viendra deux fois devant le Parlement, d'abord pour les options et ensuite pour l'approbation finale.

Je crois qu'il est important d'essayer de réfléchir, dès maintenant, à la façon dont sera consulté le Parlement. Il faudra évidemment que lui soient présentées un certain nombre de variantes, à la fois simples et significatives, et que sur elles puisse s'engager en temps utile un débat efficace.

A cet égard, je me rallie à ce qu'a suggéré le rapporteur de la section du plan et des investissements du Conseil économique, lequel demandait au commissariat général de préparer cinq ou six modèles possibles de développements et que, pour chacun d'eux, soient exposés les objectifs généraux recherchés en matière économique et sociale, les grandes masses constitutives, investissements, consommation intérieure, exportations, et aussi les lignes directrices de l'expansion régionale. Je crois que sur le cadre dans lequel seront présentées les options tout le monde sera facilement d'accord et j'espère qu'il en sera de même pour la méthode de travail et le calendrier.

Tout d'abord doit intervenir, après la préparation par le commissariat général et avant la présentation au Parlement, une étude du Conseil économique et social sur la nature du modèle présenté ainsi que sur les jeux d'hypothèse, avant même que les propositions gouvernementales sur les orientations générales du plan soient définitivement arrêtées. C'est en troisième lieu que ces propositions seraient examinées par le Conseil économique et social. Quatrièmement, interviendrait une mise au point par le Gouvernement d'un projet de loi, compte tenu de l'avis du Conseil économique et social. En cinquième lieu, les débats parlementaires du projet et le choix de l'esquisse. Sixièmement, enfin, la rédaction des directives du Gouvernement au commissariat général au plan. Tel est le calendrier, ou du moins les étapes, qui ont été préconisées par le Conseil économique.

A mon sens, il est nécessaire que le Parlement ne se borne pas à intervenir après la mise au point par le Gouvernement, compte tenu de l'avis du Conseil économique et social, parce qu'il se trouverait alors devant l'alternative suivante : soit retarder la mise en application ou du moins l'élaboration finale du plan, soit de n'avoir sur ce plan que des débats trop rapides et trop superficiels.

C'est pourquoi — et c'est une question que je vous pose, monsieur le secrétaire d'Etat, au nom de la commission des affaires économiques et du plan — il serait souhaitable que, dès avril 1964, le commissaire général au plan fût autorisé à venir exposer, au moins aux membres de notre commission, comme sans doute à son homologue de l'Assemblée nationale, l'état de ses travaux et les perspectives ouvertes par les différentes options envisagées.

Votre commission souhaiterait ensuite être saisie, au moins à titre officieux, en même temps que le Conseil économique ; elle pourrait peut-être travailler à ce moment-là — même si la procédure est insolite — en liaison avec lui. Il est donc urgent, puisque c'est à partir du printemps 1964 au plus tard que vont commencer ces opérations de collaboration entre le Parlement et le Gouvernement, que des décisions soient prises à cet égard. Nous souhaiterions que le plus rapidement possible, et après consultation des assemblées, un calendrier fut établi.

Ces débats, que nous souhaitons aussi large que possible, dans quelle optique vont-ils se présenter : du point de vue de la régionalisation, du point de vue de la démocratisation et du point de vue de la politique des revenus ?

Du point de vue de la régionalisation, les sénateurs, ainsi que les députés je pense, ne verraient pas sans appréhension des comités dont les membres seraient choisis par le pouvoir central comme représentants d'intérêts légitimes, certes, mais particuliers, jouer dans la vie économique locale, qu'il s'agisse des investissements publics, des investissements privés, de l'expansion, non seulement un rôle nouveau, mais encore un rôle traditionnellement dévolu aux élus des populations. Ce serait aller à l'encontre de la démocratisation que de s'engager dans cette voie. Il nous paraît, en effet, que la garantie essentielle est le respect du rôle que, aux termes de la loi d'août 1962, est appelé à jouer le Parlement.

D'autres efforts dans le sens de la démocratisation peuvent également être accomplis par une modification de la composition des commissions de modernisation, par la participation des groupes sociaux aux travaux des commissions, organisations socio-culturelles, associations diverses d'intérêt collectif et, surtout, syndicats ouvriers qui pourraient bénéficier d'une représentation accrue et qui pourraient jouer un rôle utile grâce aux informations qui leur seraient données.

Une seconde forme de démocratisation consisterait en une modification de la composition du Conseil économique, mais c'est un sujet que la commission des affaires économiques et du plan n'a pas abordé.

Par contre, elle a procédé à un échange de vues sur la politique des revenus et elle a remarqué que, depuis que la III^e République a institué un impôt général et progressif sur les revenus, une certaine politique des revenus a été consciemment et constamment pratiquée en France. Mais cette politique était partielle, grossière et structurelle, tandis que celle dont il est question aujourd'hui voudrait être générale, fine et conjoncturelle. Les moyens dont dispose aujourd'hui l'Etat pour réaliser une politique des revenus sont évidemment accrus ; à la fiscalité s'est ajoutée la politique des transferts ; mais pour qu'une telle politique des revenus puisse être poussée loin, il faudrait à la fois des critères valables, une doctrine communément acceptée et des moyens efficaces. Or, existe-t-il, dans l'état actuel de nos connaissances des faits, des critères valables ? Je pense que, dans l'analyse des revenus des différentes catégories sociales, de grandes différences de précision existent, que certains revenus, en particulier ceux des salariés, sont mieux connus que les autres et qu'il pourrait en résulter un déséquilibre préjudiciable. Mais je pense aussi que les moyens d'action du Gouvernement en matière de revenus, pour longue que soit l'émunération qui en a été faite, ne sont pas encore efficaces et qu'une doctrine communément acceptée n'a pas encore été élaborée.

La presse, lorsqu'elle a rendu compte ces derniers jours des conversations qui se déroulent actuellement sur la politique des revenus, a parlé souvent d'académie des revenus ou de dialogue de sourds ; personnellement cela ne m'étonne pas. Aussi, cette politique des revenus apparaît-elle, pour le moment, plus comme un objectif vers lequel il faut progresser avec constance que comme une réalisation proche.

De toute façon, dans le sens de la régionalisation, dans celui de la démocratisation, comme dans celui de cette politique des revenus, des progrès seront accomplis, mais, ainsi que je l'ai déjà mentionné, une large incertitude pèsera sur l'exécution du plan du fait des progrès du Marché commun.

Si les contradictions internes ne sont pas l'apanage exclusif des sociétés occidentales, il faut tout de même essayer de les supprimer, de les réduire ou, au moins, d'en pallier les effets, et aujourd'hui la une contradiction qui s'offre à notre réflexion, c'est la contradiction classique entre liberté et discipline, qui devient une contradiction entre libre échange et programmation économique, entre les règles libérales du Marché commun et la planification française. En effet, la suppression de la barrière douanière au sein de l'Europe, son abaissement vis-à-vis du monde extérieur accroît l'incertitude des prévisions en matière de commerce extérieur et renforce la sensibilité de l'économie française à l'évolution de la conjoncture chez nos partenaires.

La libre circulation des hommes et des capitaux limite l'action de l'Etat et, à cet égard, je rappelle une observation faite en commission des affaires économiques par M. de Villoutreys sur les conséquences des implantations de capitaux étrangers en France, qui peuvent se traduire par une gestion des entreprises non seulement moins attentive aux facteurs humains, mais moins docile aux incitations du Plan.

Mais à la liberté des mouvements d'hommes, de marchandises et de capitaux, et à ses conséquences s'ajoute le fait que les règles du traité de Rome peuvent interdire contractuellement aux gouvernements l'emploi de certaines armes économiques et c'est, par exemple, très largement le cas pour les subventions budgétaires et pour les exonérations fiscales.

De même, des transferts de souveraineté ont eu lieu et des transferts ultérieurs se développeront, même si l'on ne fait pas de progrès vers l'Europe politique, par le seul déroulement du processus économique du Marché commun. Dès lors, le maintien de l'efficacité de la planification française est lié dans une très large mesure à la naissance d'une planification européenne, planification qui, du reste, était dans la logique du Marché commun, puisque l'objectif poursuivi était précisément de faire un vaste marché assurant aux pays qui en faisaient partie une meilleure productivité par une plus grande spécialisation et cette dernière pour mieux se réaliser, postulait une certaine coordination des investissements. Aussi l'exécutif de la Communauté économique européenne a-t-il proposé un programme d'action pour la seconde étape, programme d'action auquel, pour ma part, comme toutes les instances de ce pays, je me serais volontiers rallié. Mais il n'a pas rencontré l'adhésion de nos partenaires du Marché commun.

Aussi l'exécutif a-t-il borné ses prétentions, et elles se trouvent exprimées dans un mémorandum du 25 juillet sur la politique à moyen terme de la communauté. Le passage du programme d'action au mémorandum se trouve largement décrit dans une annexe de mon rapport, je crois donc inutile de m'y attarder ; je crois seulement — et ce sera ma conclusion — qu'il est

essentiel, pour que le V^e Plan connaisse dans l'application le succès de ceux qui l'ont précédé, que l'Europe des Six accepte au moins les principes de politique économique à moyen terme que vient de définir l'exécutif du Marché commun. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. de Villoutreys.

M. Pierre de Villoutreys. Monsieur le secrétaire d'Etat, l'aménagement du territoire est une notion qui s'est imposée récemment aux principaux pays. Encore la chose est-elle très ancienne puisque la plupart des nations civilisées se sont livrées à de grands travaux pour se défendre contre des fléaux naturels ou transporter à grande distance l'eau indispensable aux agglomérations comme à l'agriculture. Mais ce n'est guère qu'à l'époque moderne qu'on a jeté les bases d'une nouvelle science ; il n'est pas excessif d'appeler ainsi l'ensemble des règles que les études particulières, délaissées par l'expérience, ont aujourd'hui codifiées. Il faut dire qu'en cela notre génération a été favorisée par les progrès de la technique et le développement prodigieux des moyens financiers dont les Etats disposent aujourd'hui.

Bien des signes avant-coureurs nous annoncent que nos enfants et nos petits-enfants seront témoins d'autres grands travaux qui seront effectués, à une tout autre échelle, d'une façon rapide et économique, au moyen de l'énergie thermo-nucléaire. Nous verrons alors, à proprement parler, changer la face de la terre, comme le dit l'Écriture.

Mais laissons là ces anticipations et revenons à un propos plus modeste. Je voudrais vous entretenir aujourd'hui, monsieur le secrétaire d'Etat, du bassin de la Loire et vous faire réfléchir pendant quelques minutes sur son état présent, ainsi que sur les améliorations de structures qu'il est nécessaire et urgent de lui apporter.

Le bassin de la Loire, c'est un ensemble de régions qui, de l'Auvergne à l'estuaire, du Limousin au Maine, constituent le bassin versant du fleuve et de ses affluents. Entre ces régions, il existe un lien qui est l'eau et cette eau a créé entre elles une solidarité inéluctable qui les unit pour le meilleur et pour le pire. Pour le meilleur, parce que l'eau est la richesse éminente dont elle dispose et qu'elle est un facteur primordial pour favoriser l'expansion économique, agricole aussi bien qu'industrielle et dont elles ne peuvent tirer partie qu'en commun.

Pour le pire, car elle souffrent toutes des insuffisances d'étiage qui rendent vains leurs efforts et limitent leur expansion et elles sont soumises parfois à des crues violentes qui ravagent de vastes territoires.

Si nous poussons plus loin notre examen, nous trouvons dans le bassin des facteurs favorables à l'expansion et d'autres qui sont néfastes. D'abord des facteurs favorables : des terres de qualité pour la grande culture, des pâturages engraisant des bovins de qualité renommée, des climats généralement doux, des sites célèbres bien au-delà des frontières, des races d'hommes laborieux et prolifiques, un relief peu accentué excepté en Auvergne, enfin un front de mer et l'estuaire même de la Loire qui sont l'ouverture vers l'Europe et les pays d'outre-mer avec ses possibilités de débouchés, d'approvisionnements et de contacts.

Mais il y a autre chose, il y a le Marché commun. Jetons les yeux sur une carte de l'Europe des Six : nous voyons, au Nord et à l'Est, une zone d'intense activité agricole, minière et industrielle, des populations denses et de niveau de vie élevée, un réseau de voies de communication particulièrement serrées, qu'il s'agisse de routes ou d'autoroutes, hélas ! de voies ferrées, de voies navigables, ou de lignes aériennes.

Au Sud, un pays en plein essor industriel et agricole lui aussi, grâce à la présence du gaz naturel dans la vallée du Pô, grâce aussi à l'action persévérante et efficace du gouvernement qui a su rendre à la vie active toute la partie méridionale du pays, que nous avons connue misérable il n'y a pas si longtemps.

Entre ces deux pôles d'activité intense, une voie de communication jalonnée par les deux métropoles de Lyon et de Marseille, qui va prochainement passer du stade des études à celui des réalisations.

Le Centre et l'Ouest de la France forment avec ces régions vivantes un contraste complet : ils sont géographiquement éloignés de ce noyau actif qui concentre productions et débouchés, qui aspire les hommes et les capitaux ; ils n'ont pas de liaison valable, sauf par fer, et seulement avec Paris, pour compenser cet éloignement ; leurs structures agricoles ont parfois besoin d'être modernisées pour obtenir des prix de revient compétitifs.

Enfin, ils manquent d'industrie lourde ou semi-lourde ou même d'industrie légère capable de fournir des emplois et de retenir sur place la main-d'œuvre tentée de s'expatrier vers des régions à hauts salaires.

Le contraste est saisissant et la première réflexion qui vient à l'esprit est celle-ci : nous avons entendu chanter sur tous les tons l'hymne à la concurrence et, certes, la concurrence a des

effets bénéfiques pourvu qu'entre les partenaires les conditions soient, sinon égales, du moins comparables. Confronter le bassin de la Loire dans son état actuel avec les autres régions du Marché commun, c'est le vouer à une lente asphyxie puisqu'il n'a pas l'équipement de base minimum qui lui serait indispensable pour lutter à armes égales ; c'est le réduire à l'état de pourvoyeur de main-d'œuvre ; c'est refuser à son agriculture tout autre objectif que de nourrir par autoconsommation les maigres effectifs qui subsisteront sur place ; c'est le condamner à n'avoir jamais une activité industrielle, puisque celle-ci ne trouverait dans le bassin ni matières premières ni débouchés ni main-d'œuvre ni moyens de transport.

Il est impossible d'envisager une telle déchéance, et pourtant celle-ci est inéluctable, je crois l'avoir démontré.

Conscientes de leurs déficiences et de leur possibilités, des chances comme des risques de leur avenir, et aussi de la solidarité qui les unit, les populations du bassin de la Loire ont pris, depuis 1959, l'initiative d'un programme d'aménagement de l'ensemble de leurs régions pour promouvoir le relèvement économique du bassin.

Elles ont constitué une association, l'A. N. E. C. L. A., qui a établi et présenté aux pouvoirs publics, dès 1960, et complété depuis, un projet « d'aménagement intégré du bassin », formule qu'en novembre 1960, M. le ministre Pisani, à la tribune du Sénat, déclarait décisive et importante et dont il disait attendre les développements les plus fructueux.

Cette caution me permet d'affirmer qu'un tel projet peut être adopté comme base de l'aménagement régional pour l'ensemble des régions ligériennes considérées comme une région à l'échelle de la communauté européenne. Il me reste à vous en exposer très sommairement la consistance. Aussi bien n'ai-je pas à justifier ce programme, dont les services ministériels ont eu connaissance et qui n'ont provoqué aucune critique.

Le premier chapitre concerne l'aménagement hydraulique du bassin. Je l'ai dit en commençant : trop d'eau pendant l'hiver, pas assez pendant l'été. L'agriculture ne peut améliorer son prix de revient, ni régulariser sa production actuellement tributaire de la pluviosité. L'industrie risque de ne pouvoir disposer de son minimum vital en matière d'eau.

Le programme de l'A. N. E. C. L. A. consiste à emmagasiner les eaux excédentaires d'hiver au moyen de barrages, pour les restituer pendant l'été afin d'améliorer les débits naturels insuffisants tout en produisant des kilowattheures. Il est possible d'accumuler trois milliards de mètres cubes d'eau. Une première tranche de 1.500 millions de mètres cubes serait réalisable en cinq ans.

Le deuxième chapitre a trait à l'utilisation de cette eau à des fins agricoles. Un premier stade comprend l'irrigation par aspersion de 500.000 hectares de terres choisies parmi les plus valables sur toute la surface du bassin.

Après l'expansion agricole, l'expansion industrielle, favorisée par la certitude de disposer en permanence de la quantité d'eau indispensable.

Pour que ces industries, situées dans un secteur assez éloigné des centres d'approvisionnement et de consommation, ne souffrent pas de ce handicap, il est prévu une voie navigable Est-Ouest. L'A. N. E. C. L. A. en a proposé un projet sommaire, dont le tracé emprunte la Loire de Nantes à Tours, puis le Cher jusqu'à Bourges, pour rejoindre, près du Bec d'Allier, le canal du Centre et se relier, à Chalons-sur-Saône, à l'axe Rhône-Rhin. D'ailleurs, le IV^e plan a prévu expressément l'étude d'une telle liaison.

Enfin, il serait hautement souhaitable de voir s'installer sur l'estuaire un complexe sidérurgique qui serait admirablement placé pour recevoir les fines à coke des Etats-Unis, les minerais de fer de Mauritanie et les pétroles du Venezuela.

Voilà, mesdames, messieurs, les grandes lignes du programme de l'A. N. E. C. L. A., qui présente une analogie frappante avec celui que les Etats-Unis ont conçu et réalisé pour le bassin du Tennessee. L'A. N. E. C. L. A., pour poursuivre les études avec des moyens financiers accrus, a provoqué la création d'une société d'économie mixte dite S. E. M. E. C. L. A., dont sont actionnaires la plupart des départements du bassin, de très nombreuses communes, les chambres de commerce, les chambres d'agriculture et des personnes morales et physiques.

Je l'ai dit, les échéances du Marché commun nous pressent et il faut aller vite, sous peine de voir s'accroître le déséquilibre que je dénonçais tout à l'heure. Il faut qu'une première tranche substantielle de l'aménagement du bassin soit réalisée avant le plein exercice du Marché commun, donc avant 1970.

Nous pensons que l'aménagement du territoire doit être conçu et réalisé à l'échelle européenne et non par la méthode des petits paquets. Le programme de l'A. N. E. C. L. A. intéresse environ un cinquième de la superficie de la France. Il est basé sur l'eau, cette infrastructure irremplaçable pour entretenir et développer la vie. Il en assure la fourniture régulière et envisage toutes les conséquences logiques de cette fourniture. Il en atté-

nue les effets funestes en temps de crue. Par sa logique même et son homogénéité, il satisfait l'esprit.

Monsieur le secrétaire d'Etat, il est grand temps que le Gouvernement se décide à aider la S. E. M. E. C. L. A. si l'on veut que la première tranche du programme soit réalisée en temps voulu.

Le 9 novembre dernier, répondant à mon collègue et ami M. Rivain, député de Maine-et-Loire, qui avait éloquemment plaidé la même cause, vous avez bien voulu annoncer vous-même, monsieur le secrétaire d'Etat, l'octroi prochain de crédits. J'ose espérer que vous me confirmerez cette nouvelle. J'y verrai un précieux encouragement pour une équipe d'hommes qui ont apporté à l'aménagement du territoire une contribution décisive sans qu'il en coûte un sou à l'Etat. J'y verrai aussi la preuve que le Gouvernement a le souci d'aider une grande région sous-développée qui, d'elle-même et par ses propres moyens, a décidé de sortir du marasme et d'entrer, elle aussi, dans la voie de l'expansion. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. Monsieur le président, mesdames, messieurs, les excellents rapports que, tour à tour, MM. Fléchet et Filippi ont présenté devant vous me rendent la tâche facile et me permettront, à cette heure fort avancée, de ne pas abuser de votre patience.

A la vérité, comme l'a fort bien dit M. Fléchet, le budget qui vous est présenté est très modeste. Mais, si ce budget est petit, très vaste est l'entreprise qu'il permet et très grand est le succès avec lequel elle a été jusqu'alors menée à bien. Admise partout en France, la planification attire de plus en plus l'attention, l'intérêt, voire la sympathie de très nombreuses nations étrangères, qui multiplient les demandes de renseignements, de consultation et de documentation.

Aussi bien ce succès rend-il très justifié le souhait émis tout à l'heure par M. Filippi de nous voir porter cette tentative pour concilier au mieux, au moins à moyen terme, la liberté et une nécessaire organisation sur le plan même du Marché commun.

Je peux à ce propos indiquer à M. Filippi qu'une négociation au niveau des représentations permanentes débute à la fin même de cette semaine. Il le sait certainement, mais je puis lui donner l'assurance que la délégation française a bien reçu mission de soutenir les propositions et les conclusions du memorandum du 25 juillet 1962 et même, dans toute la mesure du possible, de tenter de les compléter ou de les perfectionner quelque peu par des mesures qui donneraient à la planification un peu plus de vigueur et, par conséquent, d'efficacité.

Vos deux rapporteurs ont bien voulu rendre à M. le commissaire général au plan et à l'équipe qui, avec lui, a mené à bien cette tâche un hommage auquel j'ai été très sensible et que je ne manquerai pas de faire connaître aux intéressés. Je viens donc ce soir vous demander les moyens, pour le commissaire général et son équipe, de poursuivre cette tâche.

En 1964, quelle sera-t-elle ? Mil neuf cent soixante-quatre aura ceci de particulier pour le commissariat général au plan que ce sera à la fois une année d'application de IV^e plan et, ainsi qu'on l'a rappelé, l'année de préparation du V^e plan.

En ce qui concerne l'exécution du IV^e plan, j'ai écouté naturellement avec beaucoup d'attention l'exposé très fouillé, très précis, de M. Fléchet. Je voudrais très brièvement faire observer que, d'une façon générale, il apparaît que les difficultés constatées ou les retards que certains ont cru déceler sont beaucoup plus souvent le fait de difficultés d'exécution que d'insuffisance de crédits.

Je m'explique : ainsi, on a remarqué, en effet, que l'éducation surveillée où les équipements culturels marquaient, par rapport aux autres, un retard évident ; cela tient sans doute au fait que les administrations en cause sont en quelque sorte débutantes en la matière.

En ce qui concerne les équipements surtout, on a souligné le retard incontestable des équipements urbains. Chacun sait, particulièrement au Sénat où les élus locaux sont nombreux, que les difficultés des problèmes fonciers sont à l'origine de ce retard, tant et si bien que ce ne sont pas des crédits supplémentaires qui permettraient de le rattraper mais, comme l'a fort bien indiqué tout à l'heure M. le rapporteur Fléchet, que seuls des efforts pour surmonter ou détruire les obstacles à ces réalisations nous permettront d'atteindre le résultat visé.

Toutefois j'aimerais, à ces quelques exceptions près, dire que d'une façon générale les autorisations de programme doivent nous conduire à une exécution complète du plan pour 1965, en tenant compte, dans une certaine mesure, de la nécessité d'une réévaluation.

A M. Fléchet encore, qui a cru déceler en 1963 un ralentissement inquiétant de la croissance économique de notre pays, je voudrais faire observer qu'en effet il a parfaitement raison

de constater que la production intérieure brute a été inférieure en 1963 à ce qu'elle était en 1962, mais qu'il me permette de rappeler que cela tient essentiellement aux résultats de la campagne agricole qui ont été, en 1963, très inférieurs à ce qu'ils avaient été en 1962, année excellente puisque supérieure de 2,9 p. 100 à ceux de l'année précédente.

La production industrielle, elle, qui a crû de 5,71 p. 100 en 1962, a augmenté de 5,5 p. 100 en 1963, ce qui ne marque pas un ralentissement aussi sensible que celui résultant de l'indice brut et qui tient aux mauvaises récoltes de cette année.

Je ne quitterai pas les problèmes d'exécution du IV^e plan sans me souvenir — et M. de Villoutreys, l'eussé-je oublié, me l'eût rappelé tout à l'heure avec infiniment d'éloquence et de conviction — que lorsque le IV^e plan a été voté, le Gouvernement s'était engagé à faire étudier les problèmes de l'ensemble des voies navigables.

Conformément à l'engagement pris, cette étude a été entreprise sous l'impulsion du ministère des travaux publics et elle est poursuivie d'une façon très active par les services de ce ministère.

En outre, en ce qui concerne l'A. N. E. C. L. A., l'Association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents, je peux donner à M. de Villoutreys l'assurance que des crédits d'études seront débloqués, dont elle pourra profiter. Ils seront affectés à l'ensemble des voies navigables et débloqués sur le fonds d'aménagement du territoire avant la fin de cette année. Ils seront d'ailleurs complétés en 1964 par d'autres crédits qui émaneront du secrétariat permanent de l'eau.

M. Pierre de Villoutreys. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. J'en viens maintenant à la préparation du V^e Plan, qui sera évidemment la grande affaire pour le commissariat au Plan au cours de l'année 1964. Le cinquième plan, ainsi que M. Filippi l'a indiqué, s'étalera sur cinq années, ceci non seulement pour permettre de disposer d'un peu plus de temps pour les travaux préparatoires d'une année à l'autre, travaux qui ont d'autant plus d'ampleur que l'on cherche à multiplier les consultations, mais aussi pour élargir les consultations auxquelles procèdent un certain nombre d'organisations internationales telles que la Commission économique européenne et l'Organisation de coopération et de développement économique.

Sur la préparation du V^e Plan et la façon dont le Gouvernement pourrait en être saisi, M. Filippi a présenté de très utiles suggestions, dont je le remercie, en le priant de croire qu'elles ont été entendues et écoutées même très attentivement. Je confirme aux deux rapporteurs, qui tous deux m'ont posé cette question, que conformément à la loi de 1962, qui elle-même sanctionne les engagements et les initiatives que le Gouvernement tenait à prendre à ce sujet, le Parlement sera consulté à deux reprises et une première fois d'abord à propos des options.

D'une façon générale, d'ailleurs, nous souhaitons, à l'occasion de la préparation du V^e plan, démocratiser, c'est-à-dire multiplier et élargir les consultations. Il est bien entendu que le Parlement aura à se prononcer d'abord sur les options et qu'il le fera au cours de l'année 1964. Il ne m'est pas possible malheureusement, aujourd'hui encore, de dire exactement à quelle date, car l'échéancier exact de ces diverses consultations, qui fait actuellement l'objet de discussions et d'études au commissariat au plan, ne sera arrêté qu'à la fin de cette année ; il sera alors porté aussitôt à la connaissance du Parlement.

En attendant, je tiens à dire à M. Filippi qu'il n'y a aucun inconvénient à ce que le commissaire au plan se rende dès le début de l'année prochaine devant la commission des finances et y fournisse toutes explications utiles sur l'état des travaux et la manière dont se posent les principales options, ce qui permettrait déjà de préparer fort utilement les consultations et les discussions ultérieures.

Je confirme également que, toujours dans le sens de la démocratisation des procédures de préparation du plan, nous envisageons un élargissement de la représentation des syndicats ouvriers et paysans ainsi que des différentes associations d'intérêt collectif dans les commissions de modernisation.

Je réponds, enfin, aux questions posées plus particulièrement par M. Fléchet en ce qui concerne la procédure qui permettra de consulter les instances régionales pour la préparation du V^e plan, en indiquant que ce sont les conférences interdépartementales qui, avec le concours des comités régionaux d'expansion, devraient fournir les renseignements et être saisis après le vote sur les options du V^e plan par le Parlement, étant bien entendu que les comités d'expansion sont dans la plupart des cas à même d'avoir d'intimes et de nombreuses relations avec les assemblées départementales et que les préfets

auront mission d'être en contact permanent avec les présidents des conseils généraux. Ainsi pensons-nous que, plus largement encore que jamais, le Parlement, les élus de la nation et les représentants de toutes les catégories sociales et professionnelles pourront être associés, pourront participer à ce choix, à ces actions pour le développement de notre économie et tout particulièrement de nos investissements dans les années à venir.

Il va de soi que l'accentuation des aspects régionaux du plan, les procédures tendant à une décomposition régionale des objectifs du V^e plan et les consultations beaucoup plus larges que jamais auxquelles nous voulons nous livrer ne pourront qu'accroître et compliquer les tâches auxquelles le commissariat général au plan doit faire face. C'est pourquoi le budget que j'ai l'honneur de défendre devant vous traduit simplement et, je le crois, très raisonnablement les considérations que je viens de développer, parce qu'en raison même du succès de la planification française, le commissariat au plan est appelé à donner ne nombreuses consultations, à envoyer des experts et des consultants à l'étranger, surtout aussi parce que les procédures régionales, plus largement démocratiques, de consultations et de préparation du plan obligeront à étoffer les services du commissariat.

Nous sommes ainsi amenés à vous demander quelques moyens complémentaires qui se traduisent, en mesure nouvelle, par une augmentation de 321.606 francs des crédits du personnel, ce qui permettra la nomination de sept chargés de mission et de sept secrétaires correspondant à ces emplois, ainsi que le recrutement de deux agents contractuels. Nous vous demandons également, au titre du matériel, un crédit de 631.616 francs supplémentaire qui sera essentiellement affecté à la location d'un ordinateur électronique.

J'ai compris, à travers les propos des rapporteurs, que vous trouverez bien raisonnables, pour ne pas dire modestes, les demandes qui vous sont présentées. C'est avec beaucoup de confiance que je vous invite à voter les crédits du commissariat général au plan et à donner ainsi à ceux qui ont pour mission de préparer la France des années futures, non seulement les crédits qui leur sont indispensables, mais le précieux encouragement des élus du pays. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Nous allons examiner les crédits concernant le commissariat général du plan d'équipement et de la productivité figurant à l'état B (Art. 18). J'en donne lecture :

(Art. 18.)

Etat B.

« Section VIII. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité :

« Titre III (moyens des services), plus 953.282 francs. » — (*Adopté.*)

« Titre IV (interventions publiques), moins 200.000 francs. » — (*Adopté.*)

— 7 —

REGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel pourrait être l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée à ce jour, 19 novembre, à dix heures :

Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1964, adopté par l'Assemblée nationale. [N^{os} 22 et 23 (1963-1964).]

M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Deuxième partie : moyens des services et dispositions spéciales :

— Services du Premier ministre :

IX. — AFFAIRES ALGÉRIENNES

M. Georges Portmann, rapporteur spécial.

— Travaux publics et transports :

I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMINS DE FER RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS

Mlle Irma Rapuzzi et M. Antoine Courrière, rapporteurs spéciaux ;

MM. Amédée Bouquerel, Auguste-François Billiemaz et Joseph Yvon, rapporteurs pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan.

Article 79.

II. — AVIATION CIVILE

M. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ;

M. Gaston Pams, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan.

Article 71 bis.

— Services du Premier ministre :

X. — COMMISSARIAT AU TOURISME

Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial ;

M. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'ordre du jour est ainsi réglé.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée le 19 novembre 1963, à une heure quarante minutes.)

Le Directeur du service de la sténographie du Sénat,
HENRY FLEURY.